

# VILLES EN TRANSFORMATION:

DÉFIS, (PRÉ)VISIONS, PERSPECTIVES

# CHANGING CITIES:

CHALLENGES, PREDICTIONS,  
PERSPECTIVES

Sous la direction de  
Edited by

Radosveta  
Krastanova  
&  
Juliana  
Hadjitchoneva



NEW  
BULGARIAN  
UNIVERSITY

VILLES EN  
TRANSFORMATION :  
DÉFIS, (PRÉ)VISIONS,  
PERSPECTIVES

---

CHANGING CITIES:  
CHALLENGES,  
PREDICTIONS,  
PERSPECTIVES



Centre de réussite universitaire | Center for Academic Achievements

Département d'administration et gestion |  
Department of Administration and Management

Département d'architecture | Department of Architecture

Département de sciences économiques | Department of Economy

Département de sciences politiques | Department of Political Science

Colloque International | International Conference

« Villes en transformation : défis, (pré)visions ; perspectives »

« Changing Cities : Challenges, Predictions, Perspectives »

Sofia, 18-20.10.2018

Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University

VILLES EN  
TRANSFORMATION :  
DÉFIS, (PRÉ)VISIONS,  
PERSPECTIVES

---

CHANGING CITIES:  
CHALLENGES,  
PREDICTIONS,  
PERSPECTIVES

Sous la direction de | Edited by

*Radosveta Krastanova & Juliana Hadjitchoneva*





**La publication est co-financée par l'AUF |**  
**This publication is co-funded by AUF**

---

**Rédaction scientifique | Reviewers**

Konstantin Boyadzhiev, Angel Georgiev Ivanov

**Révision linguistique en français | French Language Editing**

Radosveta Krastanova

**Révision linguistique en anglais | English Language Editing**

Boris Naimushin

Le contenu de cette publication peut être librement cité ou réimprimé. Un accusé de réception est demandé. | Material in this publication may be freely quoted or reprinted. Acknowledgement is requested.

© 2020

Éditions NBU | NBU Press

21 rue Montevideo | 21 Montevideo St.

1618 Sofia, Bulgarie | 1618 Sofia, Bulgaria

Tous les droits sont la propriété des auteurs. Chaque article présente le point de vue de ses auteurs qui sont entièrement et uniquement responsables de l'ensemble du contenu des textes publiés. | All rights are the property of the authors. Each paper presents the views of its authors who are completely and solely responsible for the whole contents of the published texts.

© MT Studio, design & preprint

© Simolini-94 Ltd., print

La publication doit être référée et citée comme | The publication should be referred and cited as [en français] Krastanova R. et Hadjitchoneva J. (sous la direction de). (2020). Villes en transformation : défis, (pré)visions, perspectives. Sofia : NBU ou | or [in English] Krastanova R. and Hadjitchoneva J. (eds). (2020). Changing Cities: Challenges, Predictions, Perspectives. Sofia: NBU

ISBN 978-619-233-120-7 (paperback)

978-619-233-121-4 (online)

# SOMMAIRE | TABLE OF CONTENTS

AVANT-PROPOS.....	9
FOREWORD.....	13
COMITÉ SCIENTIFIQUE   SCIENTIFIC COMMITTEE.....	17

## **RAPPORT INTRODUCTIF | INTRODUCTORY REPORT**

*Alain REDSLOB*

DE QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LE PHÉNOMÈNE URBAIN.....	21
---	----

### **Première partie.**

## **GOVERNANCE URBAINE, ÉCONOMIE ET DÉMOGRAPHIE |**

### **Chapter One.**

## **URBAN GOVERNANCE, ECONOMY AND DEMOGRAPHY**

*Georgeta GHEBREA, Dora ALEXA-MORKOV*

LA ZONE MÉTROPOLITAINE DE BUCAREST - UN PROJET ÉCHOUÉ ? .....	31
--	----

*Ahmed Ramzi SIAGH, Mohamed Hamza BENGRINA,*

*Lakhdar ADOUKA*

LA CONFIANCE AUX INSTITUTIONS ET LEUR EFFICACITÉ DANS LA GESTION DES VILLES EN ALGÉRIE .....	47
---	----

*Dimitar PEHLIVANOV*

TENDANCES CONTEMPORAINES DANS LA DIPLOMATIE (INTER) URBAINE .....	65
--	----

<i>Juliana HADJITCHONEVA</i>	
DIGITAL TRANSFORMATION, SUSTAINABILITY AND SMART CITY: A CHALLENGE FOR SOFIA?.....	77
<i>Franck DUBOIS</i>	
LE GÉNÉRATEUR BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ : DE NOUVEAUX MODES DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES TERRITOIRES. LE CAS DU QUARTIER URBAIN DU MAIL AU SEIN DE LA VILLE DE CHENÔVE.....	95
<i>Antony TODOROV</i>	
SOFIA ET SES INÉGALITÉS : CITOYENS INCLUS ET CITOYENS EXCLUS.....	109
<i>Iskra CHRISTOVA-BALKANSKA</i>	
EMIGRATION DU TRAVAIL DANS LE CONTEXTE URBAIN DE L' UNION EUROPÉENNE (UE) - MANIFESTATION FONDAMENTALE DE LA GLOBALISATION. LE CAS DE LA BULGARIE.....	131
<i>Dellyan ANGELOV</i>	
NEW FAMILY AND REPRODUCTIVE MODELS IN THE LATE-MODERN CITY (DEMO-ECONOMIC ASPECTS).....	151
<i>Ildiko OTOVA</i>	
MOBILITÉ ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNE : HISTOIRES DE SOFIA .....	171
<i>Ivo Ivanov VELINOV</i>	
CULTURAL DYNAMICS IN THE CREATIVE URBAN ENVIRONMENTS.....	187
<i>Dessislava BOSHNAKOVA</i>	
CROWDSOURCING AND THE CITIES IN THE 21ST CENTURY .....	193
<i>Iliya GATSEV</i>	
SMART CITIES AND IOT.....	201
<i>Lakhdar ADOUKA, Habib BEN BAYER, Faiçal MOKHTARI</i>	
LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : INVESTIGATION EMPIRIQUE DU CAS DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE À L'AIDE DU MODÈLE ARDL .....	209

**Deuxième partie.**  
**AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE URBAIN |**  
**Chapter Two.**  
**URBAN SPACE PLANNING**

<i>Georgi GEORGIEV</i>	
ARCHITECTURAL HERITAGE PRESERVATION IN DIGITAL CITY .....	223
<i>Gergana STEFANOVA</i>	
DESIGN POUR LES VILLES DE DEMAIN.....	239
<i>Svetoslava Dimitrova ANDREYCHIN</i>	
CONTEMPORARY INDUSTRIAL ARCHITECTURE IN THE CITIES.....	247
<i>Kadri NABILA, Souad SASSI BOUDEMAGH</i>	
L'ÉCHEC DE LA PLANIFICATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA VILLE NOUVELLE ALI MENDJELI DE CONSTANTINE .....	259
<i>Khanh Toan VUONG</i>	
LES RÉSIDENCES SÉCURISÉES, LES CONSTATS DE LA RÉSILIENCE ET L'INTERACTION SOCIALE DANS LE CONTEXTE VIETNAMIEN.....	271
<i>Samah FLISSI, Meriem CHABOU OTHMANI</i>	
ERADICATION DES BIDONVILLES ET POLITIQUE DE RELOGEMENT EN ALGÉRIE : QUELLES IMPLICATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ? CAS D'ÉTUDE : LA WILAYA D'ALGER.....	285
<i>Charbel YOUSSEF</i>	
LE PROJET ARCHITECTURAL QUI (A) TRANSFORM(E) ((RA)) L'URBAIN. Comment l'espace de la foire a transformé, transforme et transformera l'organisation et l'aménagement de l'espace urbain "Tri-pôle" ? .....	291
<i>Thai Huyen NGUYEN</i>	
LES ĐỒNG NÁT AU VIETNAM : D'UN TRAVAIL SAISONNIER À UN SYSTÈME DE COLLECTE ET DE RECYCLAGE.....	311

*Miriana YORDANOVA, Peter PETROV*  
HOT SPOTS IN SOFIA'S URBAN STRUCTURE.....321

*Kliment IVANOV*  
CONTEMPORARY MULTILEVEL  
LIVING ROOM SPACE.....341

*Teofana Georgieva HARALAMPIEVA*  
ARCHITECTURAL AND SPATIAL ASPECTS  
OF DESIGNING RETIREMENT FACILITIES.....359

AUTEURS | AUTHORS.....373

---

## AVANT-PROPOS

---

Ce volume contient les actes du Premier colloque international « Villes en transformation : Défis, (Pré)Visions, Perspectives/ Changing Cities : Challenges, Predictions, Perspectives » qui s'est déroulé du 18 au 20 octobre 2018 à la Nouvelle université bulgare (NUB), Sofia. Le Colloque fut initié et organisé par le Centre francophone de Réussite universitaire, en collaboration avec le Département d'Administration et Gestion, le Département d'Architecture, le Département de Sciences économique, le Département de Sciences politiques, le Département de Communications de masse, et la Faculté de formation ouverte et à distance de la NUB.

71 chercheurs, enseignants-chercheurs et experts de cinq continents (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Afrique, Asie et Europe), de plus de vingt pays du monde entier (Algérie, Allemagne, Bulgarie, Cameroun, Canada-Québec, Côte d'Ivoire, Chili, France, Gabon, DR Congo, Iran, Kosovo, Liban, Maroc, Pologne, République centrafricaine, Roumanie, Russie, Serbie, Suisse, Vietnam), ont envoyé des propositions de communication ; plus de 60 participants en provenance d'Algérie, Allemagne, Bulgarie, Cameroun, France, Liban, Pologne, Roumanie et Vietnam, se sont réunis à Sofia et ont débattu en français et en anglais, durant les trois journées du colloque, se focalisant sur les enjeux et des perspectives du vivre ensemble dans les villes en transformation au 21<sup>e</sup> ème siècle.

Le volume est composé de 25 communications en langue française et anglaise, signées par 33 chercheurs de renom et jeunes chercheurs, et retrace la richesse (inter) disciplinaire, thématique et méthodologique des sessions du Colloque.

L'objectif du colloque étant de problématiser les enjeux relatifs à la planification, l'aménagement et la gouvernance de la ville contemporaine et de proposer des perspectives et scénarios de développement urbain, les approches pluri - et interdisciplinaires ont été privilégiées. Vu le caractère synthétique des thématiques proposées, les participants ont confronté les modèles théoriques avec des études empiriques et de terrain, et des analyses de pratiques déjà testées et mises en place.

Un grand nombre de communications ont été consacrées à des études de cas (l'impact de l'urbanisation rapide sur les villes au Cameroun ; la confiance aux institutions dans les villes en Algérie; les défis devant la constitution d'une zone métropolitaine à Bucarest ; les résidences sécurisées dans le contexte vietnamien; l'émigration du travail dans le contexte urbain de l'Union européenne observée par le prisme bulgare ; l'éradication des bidonvilles et les politiques de relogement en Algérie ; le rôle des organisations sociales et solidaires dans l'animation du développement socio-économique des quartiers de villes défavorisés en France ; la mobilité de citoyens européens dans le contexte de la capitale bulgare ; l'échec de la planification des infrastructures scolaires dans la ville Ali Mendjeli de Constantine ; la stratification spatiale des citoyens bulgares à la lumière de l'étude de leurs préférences électorales dans la capitale Sofia, etc.) et de villes concrètes (Sofia, Dijon, Tripoli, Bucarest, Anina, Hanoi, Gabrovo, Angers, Essen, Alger, Oran, Ouargla, Mascara, Constantine...) qui ont révélé des problèmes communs à toutes les villes mais aussi des solutions et pratiques performantes, susceptibles d'être transposées.

D'autres intervenants se sont focalisés sur des enjeux généraux et globaux - le problème de la violence dans les villes contemporaines, l'émigration du travail dans le contexte urbain comme manifestation fondamentale de la globalisation, l'impact de phénomènes tels que la pollution, l'hyper-densité de la population ou encore l'immigration sur la qualité de vie dans les villes - autant d'enjeux relatifs à la bonne gouvernance et la gouvernabilité des villes - mégapoles, l'exode rural et son « successeur » - l'exode urbain, les rapports public-privé dans la gestion des secteurs du transport, du patrimoine, de la culture et l'éducation, etc. Un volet spécial fut consacré aux Villes du futur et aux paradigmes et modèles innovants de développement (Développement soutenable, Villes en Transition et Villes intelligentes ou Smart Cities) : les

chercheurs et les praticiens ont mis en exergue les défis auxquels doivent faire face les populations et les décideurs en vue de la mise en œuvre de ces nouveaux modèles, tout en démontrant leurs limites.

Les lectures de la ville se sont appuyées sur des études linguistiques (la ville à travers sa toponymie : représentations linguistiques et stéréotypes), anthropologiques (la confiance aux institutions examinée à travers des études des valeurs) ; ethno-sociologiques (les paysages urbains comme images visuelles et sonores), socio-politiques et économiques (gouvernance urbaine et évaluation de son impact territorial ; monnaie locale), juridiques (réglementation de l'urbanisme commercial), psycho- sociales (perceptions et impact du Crowdsourcing dans les grandes villes) ou encore urbanistiques (comment l'espace de la foire a transformé, transforme et transformera l'organisation et l'aménagement de l'espace urbain). Quelques communications ont examiné les rapports complexes entre villes et frontières, ont analysé le rôle de la diplomatie interurbaine dans le contexte du développement soutenable, ont étudié l'impact des processus d'eupéanisation sur les perceptions concernant le patrimoine urbain.

Le colloque est devenu également une tribune de démonstration de politiques et pratiques performantes pouvant servir de modèles à suivre ou de pistes de réflexion utiles pour les chercheurs et les décideurs - révolution énergétique (rapports entre "mémoire énergétique" et efficacité énergétique, voiture électrique et lutte contre la pollution atmosphérique, les avancées et l'impact de la révolution numérique et le rôle de l'intelligence artificielle pour la gouvernance des villes de demain), design innovant de l'infrastructure urbaine, application de l'Internet des objets (IoT), mise en place de générateurs fondés sur la logique de l'Économie sociale et solidaire (ESS) en tant que nouveaux modes de réponse aux besoins socio-économiques des populations, des villes et des territoires.

Le métissage disciplinaire extrêmement riche (architecture et urbanisme, science économique, science politique, sociologie, anthropologie et ethnologie, linguistique, sciences de l'information et de la communication, administration et gestion, histoire, droit, sciences de l'ingénieur et techniques) a encouragé l'entrecroisement des approches et des méthodes tout en contribuant à la complémentarité des thématiques envisagées. La diversité des thèmes abordés rivalisait avec la multiplicité des "entrées", des hypothèses, des prévisions et des conclusions, formulées par les chercheurs.

Le comité de rédaction tient à souligner l'engagement indéfectible de ses partenaires académiques et financiers qui ont contribué à rendre possible la publication des Actes – l'Agence universitaire de la Francophonie en Europe centrale et orientale (AUF-ECO) et l'Institut français en Bulgarie. Nos remerciements s'adressent aussi à tous nos partenaires académiques et scientifiques, cités par ailleurs, qui ont apporté leur concours à la réussite de ce colloque dont les participants ont bien voulu souligner la qualité de l'organisation et la chaleur de l'accueil.

*Les éditeurs scientifiques*

---

## FOREWORD

---

This volume contains the proceedings of the First International Conference “Cities in Transformation: Challenges, (Pre) Visions, Perspectives / Changing Cities: Challenges, Predictions, Perspectives” which took place from October 18 to 20, 2018 at the New Bulgarian University (NBU), Sofia. The Colloquium was initiated and organized by the Francophone Center for Academic Excellence, in collaboration with the Department of Administration and Management, Department of Architecture, Department of Economics, Department of Political Science, Department of Mass Communications and the NBU School of Distance, Digital and Continuing Education.

71 researchers, academic and research staff members and experts from five continents (North America, South America, Africa, Asia and Europe) from more than twenty countries around the world (Algeria, Germany, Bulgaria, Cameroon, Canada-Quebec, Ivory Coast, Chile, France, Gabon, DR Congo, Iran, Kosovo, Lebanon, Morocco, Poland, Central African Republic, Romania, Russia, Serbia, Switzerland, Vietnam) sent conference proposals; more than 60 participants from Algeria, Germany, Bulgaria, Cameroon, France, Lebanon, Poland, Romania and Vietnam, gathered in Sofia and debated in French and English, during the three days of the conference, focusing on the challenges and prospects for living together in cities undergoing a transformation in the 21st century.

The volume is made up of 25 papers in French and English by 33 distinguished researchers and young re-examining the (inter) disciplinary, thematic and methodological richness of the sessions of the scholarly forum.

The goals of the conference was to problematize the issues relating to planning, development and governance of the contemporary city and to propose perspectives and scenarios for urban development; as a result, preference was given to multidisciplinary and interdisciplinary approaches. Given the synthetic nature of the proposed themes, the participants compared the theoretical models with empirical and field studies and analyses of practices already tested and implemented.

The papers look at a variety of issues related to case studies (the impact of rapid urbanisation on cities in Cameroon; trust in institutions in cities in Algeria; the challenges facing the constitution of a metropolitan area in Bucharest ; secure residences in the Vietnamese context; labor emigration in the urban context of the European Union observed through the Bulgarian prism; the eradication of slums and rehousing policies in Algeria; the role of social and solidarity organisations in promoting the socio-economic development of disadvantaged city districts in France; the mobility of European citizens in the context of the Bulgarian capital; the failure to plan school infrastructure in the Ali Mendjeli city of Constantine; the spatial stratification of Bulgarian citizens in the light of the study of their electoral preferences in the capital Sofia, etc.) and concrete cities (Sofia, Dijon, Tripoli, Bucharest, Anina, Hanoi, Gabrovo, Angers, Essen, Algiers, Oran, Ouargla, Mascara, Constantine..) which revealed problems common to all cities but also solutions and practices efficient, likely to be transposed.

Other speakers focused on general and global issues – the problem of violence in contemporary cities, the emigration of work in the urban context as a fundamental manifestation of globalisation, the impact of phenomena such as pollution, the hyper-density of the population or immigration on the quality of life in the cities – so many issues relating to good governance and the governability of cities – megacities, the rural exodus and its “successor” – urban exodus, public-private relations in the management of the transport, heritage, culture and education sectors, etc. A special section was devoted to the Cities of the future and to innovative development paradigms and models (Sustainable Development, Cities in Transition and Smart Cities): researchers and practitioners have highlighted the challenges faced by populations and decision-makers with a view to implementing these new models while demonstrating their limits.

The interpretations of the city were based on linguistic studies (the city through its toponymy: linguistic representations and stereotypes), anthropological studies (trust in institutions examined through studies of values); ethno-sociological (urban landscapes as visual and sound images), socio-political and economic (urban governance and evaluation of its territorial impact; local currency), legal (regulation of commercial town planning), psychosocial (perceptions and impact of crowdsourcing in large cities) or urban planning (how the fair space has transformed, transforms and will transform the organisation and development of urban space). Some papers have examined the complex relationships between cities and borders, analysed the role of interurban diplomacy in the context of sustainable development, studied the impact of Europeanisation processes on perceptions of urban heritage.

The symposium also became a forum for demonstrating effective policies and practices that could serve as models to follow or useful lines of reflection for researchers and decision-makers – energy revolution (relationships between “energy memory” and energy efficiency, electric cars and the fight against air pollution, advances and impact of the digital revolution and the role of artificial intelligence for the governance of tomorrow’s cities), innovative design of urban infrastructure, application of the Internet of Things (IoT), implementation of generators based on the logic of the Social and Solidarity Economy (ESS) as new modes of response to the socio-economic needs of populations, cities and territories.

The rich disciplinary mix (architecture and city planning, economic science, political science, sociology, anthropology and ethnology, linguistics, information and communication sciences, administration and management, history, law, engineering and technical sciences) encouraged the intersection of approaches and methods while contributing to the complementarity of the themes envisaged. The diversity of the subjects tackled rivaled the multiplicity of “inputs”, hypotheses, forecasts and conclusions formulated by the researchers.

The editorial committee wishes to underline the unwavering commitment of its academic and financial partners who have contributed to making the publication of the Proceedings possible – the Francophone University Agency for Central and eastern Europe (AUF – ECO) and the French Institute

in Bulgaria. We are also grateful to all our academic and scientific partners who contributed to the success of this colloquium; the participants greatly appreciated the hospitality and excellent organization of the event.

*The editors*

---

## COMITÉ SCIENTIFIQUE | SCIENTIFIC COMMITTEE

---

Alain REDSLOB (Université Paris II Panthéon – Assas, France | University of Paris II, France), Angel GEORGIEV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Anna KRASTEVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Antoni SLAVINSKI (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Antoniy GALABOV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Antoniy TODOROV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Emmanuel BIOTEAU (Université d'Angers, France | University of Angers, France), Franck DUBOIS (Pôle d'économie solidaire de l'agglomération dijonnaise, Dijon, France | Center of Solidarity Economy of the Dijon's Agglomeration, France), Georgeta GHEBREA (Université de Bucarest, Roumanie | University of Bucarest, Romania), Dessislava BOSHNKOVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Georgi GEORGIEV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Konstantin BOYADZHIEV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Gergana STEFANOVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Gilles ROUET (Université Paris Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelinne, France | University of Paris Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelinne, France), Ildiko OTOVA (CERMES, Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Iskra CHRISTOVA-BALKANSKA (Académie bulgare des sciences | Bulgarian Academy of Science), Juliana HADJITCHONEVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Kristian HADJIEV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Krzysztof KOWALSKI (Université Jagellonne de Cracovie, Pologne | Jagiellonian University, Kraków, Poland), Lakdhar ADOUKA (Université de Mascara, Algérie |

University of Mascara, Algeria), Ludmil GEORGIEV (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Nikolay NENOVSKI (CRIISEA, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, France / Université d'Économie nationale et mondiale, Sofia, Bulgarie | University of Amiens, France / University of National and World Economy, Sofia, Bulgaria), Pamela BOUTCHKOVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Roger TSAFACK NANFOSSO (Université de Dschang, Cameroun / Université Paris II, France Panthéon - Assas, France | University of Dschang, Cameroon / University of Paris II, France), Radosveta KRASTANOVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Reneta DIMITROVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Tsvetelina MARINOVA (Nouvelle université bulgare | New Bulgarian University), Yordanka YOVKOVA (Université d'économie nationale et mondiale, Sofia, Bulgarie | University of National and World Economy, Sofia, Bulgaria).

---

RAPPORT  
INTRODUCTIF |  
INTRODUCTORY  
REPORT

---



---

# DE QUELQUES GÉNÉRALITÉS SUR LE PHÉNOMÈNE URBAIN

*Alain REDSLOB*

---

## RÉSUMÉ

Cette contribution étant tout sauf celle d'un spécialiste, elle se cantonnera à quelques contingences d'ordre général. Elle s'ingénera d'abord à cerner le phénomène urbain en en glanant quelques données saillantes, car l'urbanisation est *factuelle*. Puis, elle s'évertuera à déblayer des pistes d'avenir pour les villes, car l'urbanisation est également *réflexive*. Enfin, elle abordera deux questions sensibles, celle du financement, plus aiguë dans le monde en développement, et celle de l'étalement urbain, plus fréquente en pays développés, car l'urbanisation est encore *interrogative*.

**Mots-clés :** *Urbanisation, migrations, développement, financement, étalement urbain*

## ABSTRACT

This contribution being anything but that of a specialist, it will be confined to some general contingencies. It will first try to identify the urban phenomenon by gleaning some salient data, because urbanization is *factual*. Then, it will strive to clear paths for the future of cities, because urbanization is also *reflexive*. Finally, it will address two sensitive issues, that of financing, which is more acute in the developing world, and that of urban sprawl, which is more common in developed countries, because urbanization is still *interrogative*.

**Keywords:** *Urbanization, Migrations, Development, Financing, Urban Sprawl*

Et si, sans référence étymologique bien sûr, le terme d'urbanisation avait eu un antécédent, celui de sédentarisation ? L'Europe, en effet, vient du fond des âges : voici 35 000 ans que l'homme des cavernes la hante. Paléolithique et néolithique en livrent des traces irréfutables. Dès le septième millénaire avant le Christ, des vestiges de campements, donc de pré-urbanisation, sont repérés en Grèce et dans les Balkans. Puis, durant les quatre mille ans qui suivirent, un authentique processus de sédentarisation fit éclore de civilisations pacifiques, au cycle de vie rythmé par Dame nature et à l'âme toute vouée aux divinités.

Estompant peu à peu la protohistoire durant laquelle Minoens, Mycéniens, Ibères, Étrusques, Ligures... firent les armes s'entrechoquer, l'Antiquité opposa la civilisation gréco-romaine, urbaine et sise sur les rives de « *mare nostrum* », aux cohortes celtiques, germaniques, thraces et slaves, de loin plus mobiles, contraste qui n'écornait ni leur goût de l'esthétique, ni leur ferveur religieuse.

Ces quelques remarques liminaires font saisir que, tôt sur le curseur du temps, les populations choisirent soit le modèle sédentaire, donc urbain, en imaginant des formes d'organisation et en faisant rayonner des foyers de culture, soit, au contraire, le modèle itinérant, donc migratoire, en favorisant l'osmose des savoirs et l'éclosion d'arts hétérogènes. C'est la vaillance de leurs servants respectifs qui permit, ou non, de perpétuer ces modes de vie qui, antagoniques par nature, sont cependant loin d'être sans relation. Par la suite, les temps médiévaux et la phase d'industrialisation ont prouvé l'irréversibilité du processus d'urbanisation. A preuve, au siècle dernier, alors que la population du globe était multipliée par quatre, celle des villes l'était par vingt ! Et la tendance ne paraît pas s'essouffler...

Cette contribution étant tout sauf celle d'un spécialiste, elle se cantonnera à quelques contingences d'ordre général. Elle s'ingéniera d'abord à cerner le phénomène urbain en en glanant quelques données saillantes, car l'urbanisation est *factuelle*. Puis, elle s'évertuera à déblayer des pistes d'avenir pour les villes, car l'urbanisation est également *réflexive*. Enfin, elle abordera deux questions sensibles, celle du financement, plus aiguë dans le monde en développement, et celle de l'étalement urbain, plus fréquente en pays développés, car l'urbanisation est encore *interrogative*.

## 1. L'urbanisation est factuelle

En vérité, l'urbanisation n'est autre que la résultante de migrations internes à un territoire et inhérentes à l'exode rural. Tantôt subie, tantôt désirée, elle a impulsé des bouleversements de grande ampleur qui ont à leur tour promu le développement. C'est avouer qu'elle est avant tout un phénomène global qui, lié à l'histoire des populations, ne cesse de progresser.

Comment l'expliquer en premier lieu ?

En zone rurale, les conditions de vie, miséreuses, les échanges, rares, les lieux d'implantation, souvent hostiles, voire le cadre de vie, étriqué et trop subordonné à la coutume, incitèrent les populations à migrer, à la recherche d'eldorados. En sorte que les agriculteurs, traditionnellement tributaires des efforts de la communauté, s'émancipèrent grâce au salariat. Peu à peu, les producteurs de denrées devinrent consommateurs, les structures traditionnelles furent mises sous tension quand elles ne volèrent pas en éclats, et l'opposition entre les villes et les villages tourna clairement en faveur des premières, étant entendu qu'au Nord ces chambardements furent encadrés avec plus ou moins de bonheur par des politiques d'aménagement territorial, cependant qu'au Sud ils intervinrent la plupart du temps hors de toute maîtrise.

Quelles sont, en second lieu, les conséquences de ces mutations ?

On peut les appréhender sous deux angles. *A la campagne* : vieillissement des populations et chute corrélative de la natalité, déstabilisation de la pyramide des âges et des sexes, repli de l'habitat traditionnel, déséquilibre de la filière vivrière, fléchissement de la dynamique productive que peine souvent à pallier l'insertion de techniques nouvelles. *En ville* : débordement démographique contrariant les politiques de logement et paralysant à souhait l'offre de services, surreprésentation des jeunes inactifs, goulets d'étranglement sur le marché de l'emploi, amputation des niveaux de vie par le devoir de solidarité familiale, poussée inexorable des prix, montée de l'économie informelle... Bref, à la campagne tout comme en ville, les stratégies de développement durable n'en sont qu'à leurs balbutiements.

Afin de s'imprégner de l'ampleur de ce phénomène urbain, retenons les données qui suivent : 1/ si en 1910, 20% de la population mondiale qui comptait alors 1,7 milliard de personnes se trouvaient urbanisés, ce sont 30, 40 et 50% qui le furent pour des populations totales estimées à 2,5 milliards

en 1970, 4,5 milliards en 1980 et 7 milliards en 2010<sup>1</sup> ; en 2050, ce sont les deux-tiers des 9,5 milliards de citoyens qui résideront dans les villes. Donc, un phénomène qui ne cesse de s'amplifier, particulièrement en Afrique, continent où l'urbanisation est proprement galopante ; 2/ entre 2000 et 2030, ce sont deux milliards de citadins nouveaux qui surgiront, suscitant de fait un quasi triplement des zones urbaines bâties ; 3/ la croissance des villes affecte en priorité les pays en retard, en sorte que l'essor infrastructurel et la nécessité de l'inclusion s'y font sentir de manière plus tangible ; 4/ d'après la Banque mondiale, à l'échelle de la planète, les villes génèrent quatre cinquièmes de la richesse, absorbent deux-tiers de la consommation énergétique et rejettent près des trois-quarts des gaz à effets de serre. C'est reconnaître que de vastes perspectives s'entrouvrent sur les plans économique, scientifique et culturel, tandis qu'en regard, les inquiétudes les plus vives ont lieu d'être du point de vue écologique, social et sociétal.

Il y a, en vérité, un aspect dual qui ne laisse pas d'inquiéter : d'un côté, aucune solution dynamique et innovante n'est imaginable sans les villes car l'urbanisation est consubstantielle du développement, alors que, de l'autre, ces mêmes villes génèrent des problèmes inouïs en termes de santé publique, de sécurité et de pauvreté. D'où un certain nombre de réflexions.

## **2. L'urbanisation est réflexive**

D'évidence, les problématiques ne sont pas identiques en terre développée ou en pays émergent. Un dénominateur commun les unit toutefois : la nécessité de concevoir des villes fonctionnelles. En d'autres termes, elles se doivent d'englober des dimensions qui, *a fortiori*, divergent sans toutefois s'opposer : par exemple, le besoin de croissance verte et l'obligation d'inclusion sociale se ressentent dans les deux groupes de territoires, certes, mais à des degrés qu'on imagine aussi divers que variés.

En ce sens, la Banque mondiale<sup>2</sup> a déblayé des pistes prometteuses qui, toutes, restent d'actualité. Cinq priorités s'y trouvent fléchées. La construction de *villes vertes* en est la première : sobriété en empreinte carbone, précautions face au changement climatique, protection contre la pollution

---

<sup>1</sup> En France, en 2010, ce sont près des quatre cinquièmes (78%) de la population qui sont urbanisés.

<sup>2</sup> *Aménagement du territoire, planification, transports et financements des villes*, 2013.

et meilleure gestion des déchets solides cadrent cette ambition, étant entendu que toutes ces mesures se trouvent conditionnées par l'engagement d'expertises préalables. Deuxième axe d'action, *l'inclusion* fait la part belle à l'accessibilité ici aux surfaces constructibles, là aux emplois disponibles, ailleurs au logement ou aux services de base, l'idée dominante étant de réduire l'exclusion en éradiquant ou en réhabilitant les bidonvilles. La *résilience* qui concrétise le troisième axe porte l'accent sur la protection contre les risques que véhiculent tant les catastrophes naturelles que d'éventuelles explosions sociales. Cœur de la quatrième priorité, la *compétitivité* implique l'attractivité en termes d'emplois et d'investissements, la fluidification des marchés fonciers, l'assouplissement des réglementations, l'interconnexion des réseaux. Enfin, la mise sur pied de *modes de gouvernance* adéquats devrait solidifier l'armature des services municipaux et affiner l'aménagement des sols urbanisés.

Les systèmes urbains seraient bien inspirés de suivre ces préconisations. Du reste, à lire ce rapport plus avant, il est rappelé, à titre d'illustrations, comment des projets initiés et financés par la Banque mondiale ont permis des avancées concrètes et significatives dans cette quintuple perspective : gestion efficiente des ordures au Maroc (villes vertes), plans de lutte contre la pauvreté et la violence au Honduras (villes inclusives), mise en œuvre de programmes d'assainissement au Viêt-Nam (villes résilientes), facilitation de l'essor économique et culturel de cités en Russie (villes compétitives) ou dotation en systèmes et en matériels de cités pakistanaïses (villes mieux gérées). La conclusion vient d'elle-même : des millions de personnes ont vu leur qualité de vie s'améliorer au quotidien. Ce n'est pas peu. Toutefois, insistons sur le fait que rien de pérenne n'est pensable s'il n'existe pas de diagnostics préalables fondés sur une approche multi-sectorielle.

### **3. L'urbanisation est interrogative**

Par souci de concision et non d'exhaustivité, deux enjeux majeurs seront ici mentionnés, celui du financement, plus épineux dans le monde émergent, et celui de l'étalement urbain, spécifique aux pays développés.

Loin d'être achevée dans les pays riches, l'urbanisation rencontre un plus vif essor dans le monde émergent. Là, les migrations vers les cités sont si rapides qu'il s'agit ni plus ni moins que de faire face dans l'urgence. À

cette obligation de réactivité, rarement bonne conseillère car facteur de précipitation, s'additionnent des besoins de financement qui sont à la hauteur des enjeux, donc impérieux et conséquents. Pour les autorités municipales, il importe alors de financer tant le court que le long terme : il leur faut, dans le premier cas, réaliser des levées de fonds suffisantes, et, dans le second, abonder des actions de contrôle de l'extension urbaine échelonnées dans le temps. Si cette double assignation est délicate, sa résolution n'est pas impossible pour autant, et tient en ceci : arrêter les priorités pour mieux ajuster les financements. Qu'elles soient événementielles ou structurelles, les priorités touchent les infrastructures à refaire, à moduler ou à créer ; c'est dire que viabilisation des terrains, choix des types d'habitat, évacuation des eaux usées, gestion des déchets, emprise de réseaux de transports, implantation de services éducatifs, sociaux et de loisir sont concernés au premier chef. Par suite, la réalisation de tels investissements adossée à une planification stratégique d'aménagement conduira à des appels de fonds plus substantiels. Pour les satisfaire, trois sources sont à privilégier dans un souci d'optimisation budgétaire. La taxation, sous réserve qu'elle ne soit pas abusive, donc dissuasive, tout comme la cession d'actifs fonciers, à condition qu'elle soit mûrement pensée, en constituent la première. La deuxième source exige le renforcement de la solvabilité de la trésorerie municipale propre à générer de l'autofinancement et à induire la confiance, et, dans toute la mesure du possible, à rendre plus aisé le recours à l'emprunt, bancaire ou obligataire. Finalement, l'engagement d'un partenariat public/privé peut être aussi de nature à soulager significativement les finances locales, notamment dans les pays en voie de développement : externalisations de contrats de gestion, signatures de baux et privatisations en tout genre sont alors désignées comme les instruments idoines. En résumé, si les difficultés de financement ne sont pas niables, loin de là, elles ne sont pas insurmontables, surtout si elles s'insèrent dans un cadre d'action intelligemment cerné. Mais la volonté politique n'est pas du ressort de l'économiste !

L'autre enjeu majeur que nous voulions souligner a trait à l'étalement urbain. Il se produit davantage dans les pays développés, et ce n'est du reste pas un hasard si l'OCDE, club de pays riches, lui a dédié récemment un

rapport<sup>3</sup>. Dans un souci de brièveté, comment définir l'étalement urbain ? Comment en apprécier l'ampleur ? Comment en contrer l'impact ?

L'étalement urbain est un mode d'urbanisation qui se caractérise par une extension territoriale à faible densité de population. Autrement dit, si, jadis, l'urbanisation avait pour particularité de densifier les centres villes, désormais, elle se singularise davantage par l'extension de l'habitat périphérique. Cette migration vers des banlieues peu habitées se traduit par une fragmentation du territoire qui soulève bon nombre de questions à l'instar de celles concernant les transports ou les équipements collectifs, quoique le phénomène change de pays à pays et puisse coexister avec une densification dans d'autres emplacements de l'agglomération.

L'ampleur de l'étalement urbain s'apprécie à plusieurs aunes. Citons ici les facteurs qui le sous-tendent : 1/ une propension à privilégier les espaces de faible densité comme lieu de résidence en raison de la qualité de vie (air apuré, nuisances sonores minimisées, paysages naturels) ; 2/ des règles contraignantes de l'occupation des sols comme, par exemple, la limitation des hauteurs constructibles des immeubles au cœur des villes ; 3/ l'existence de véhicules peu onéreux mais fiables pour accomplir des trajets quotidiens relativement longs ; 4/ une faible taxation des carburants de véhicules économes en énergie ; 5/ l'absence de pénalités à l'instar de droits de péage à l'entrée des villes ou des coûts de dépollution intégrés au prix des automobiles.

Contrer enfin un excès d'étalement territorial conduit à trouver une sorte d'équilibre entre une densité de population raisonnable et une fragmentation de l'espace limitée. En vue de l'obtenir, l'OCDE suggère plusieurs directions : l'inflexion des densités maximales autorisées, la protection environnementale des zones urbaines, la suppression des incitations financières aux implantations périphériques, la modulation de la fiscalité locale entre habitat densifié et habitat étalé, et l'implication des promoteurs dans le financement des infrastructures. Toutes ces préconisations devraient, elles aussi, être de nature à promouvoir une croissance urbaine verte et inclusive.

Conclure ce rapport semble vain et délicat. Vain, car il est tout sauf exhaustif, vu qu'il est le fruit de cogitations sommaires d'un non spécialiste ;

---

<sup>3</sup> *Repenser l'étalement urbain : vers des villes durables*, OCDE, 2018.

délicat, car il touche une question centrale et de dimension planétaire, celle du mode de vie. Aussi se contentera-t-on, en matière urbaine comme dans d'autres, de s'en remettre à l'insigne sagesse de Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord lorsqu'il consignait que tout ce qui était excessif était d'essence dérisoire.

---

Première partie.

GOUVERNANCE URBAINE,  
ÉCONOMIE ET  
DÉMOGRAPHIE |

Chapter One.

URBAN GOVERNANCE,  
ECONOMY AND  
DEMOGRAPHY

---



---

# LA ZONE MÉTROPOLITAINE DE BUCAREST – UN PROJET ÉCHOUÉ ?

*Georgeta GHEBREA*

*Dora ALEXA-MORKOV*

---

## RÉSUMÉ

Depuis sa création l'Union Européenne a été préoccupée par les disparités de développement entre les États membres et entre les régions. La régionalisation peut être une chance d'atténuer les disparités entre différentes zones géographiques. Bucarest est, cependant, la zone la plus développée de Roumanie ; le défi serait donc que les autres régions rattrapent ce décalage. Tout d'abord, ce sont les départements du sud de la Munténie, qui sont parmi les moins développés de Roumanie. Comment transformer Bucarest en centre d'irradiation pour le développement de ces zones rurales moins développées ? Le modèle le plus commun est la constitution de la capitale dans une zone métropolitaine qui pourrait alors nouer des partenariats et des collaborations inter-régionales. Dans le cas de Bucarest, cette idée est périodiquement posée et retirée des agendas politique et public, sans jamais se concrétiser, malgré les arguments rationnels qui la soutiennent. Nous avons l'intention de faire une analyse processuelle pour identifier quand, comment et pourquoi ont émergé et évolué ces apparitions et disparitions de l'idée de la ZMB (Zone métropolitaine de Bucarest). Les explications les plus probables sont fournies par les interactions entre les catégories d'acteurs impliqués dans ce processus : politiciens, autorités publiques centrales et locales, fonctionnaires, secteur non-gouvernemental, citoyens, médias, chercheurs. Tous ces acteurs ont des perspectives différentes sur la ZMB, dictées par des intérêts spécifiques, idéologies différentes et perceptions erronées.

Ainsi, au lieu d'être un partenariat, la relation entre les acteurs est conflictuelle, agressive-passive ou évacionniste, au mieux.

**Mots-clés :** *Bucarest, zone métropolitaine, acteur, processus, réseau*

## ABSTRACT

Since its creation, the European Union has been concerned about disparities in development between Member States and between regions. Regionalisation can be a chance to mitigate disparities between different geographical areas. Bucharest is, however, the most developed area of Romania; the problem would be that the other regions catch up with this gap. First, it is the southern departments of Muntenia, which are among the least developed in Romania. How to transform Bucharest into an 'irradiation center' for the development of these less developed rural areas? The most common model is the constitution of the Capital in a metropolitan area, which could then have inter regional partnerships and collaborations. In the case of Bucharest, this idea is periodically raised and removed from the political and public agendas without ever materializing, despite the rational arguments that support it. We intend to do a process analysis to identify when, how and why these appearances and disappearances of the idea of the MAB (Metropolitan Area of Bucharest). The most likely explanations are provided by the interactions between the categories of actors involved in this process: politicians, central and local public authorities, civil servants, civil society organisations, citizens, media, researchers. All these actors have different perspectives on the MAB, dictated by specific interests, different ideologies and misconceptions. So, instead of being a partnership, the relationship between actors becomes conflictual, aggressive-passive or retreatist, at best.

**Key-words:** *Bucharest, Metropolitan Area, Actor, Process, Network*

## Introduction

Depuis sa création, l'Union Européenne a été préoccupée par les disparités de développement entre les États membres et entre les régions. La régionalisation peut être une chance d'atténuer les disparités entre différentes régions géographiques. Cependant, en Roumanie, les régions ne sont pas des unités administratives ; elles sont gérées par des structures hybrides, ni publiques ni privées (les Agences régionales de développement, qui sont, en fait, des organisations non-gouvernementales, c'est-à-dire, des associations

des conseils des départements regroupés dans une région). Conformément à la Loi 315/2004 sur le développement régional en Roumanie, ces agences ont comme principal but l'absorption de fonds européens.

Bucarest est, néanmoins, la région la plus développée de Roumanie ; le problème serait donc que les autres régions rattrapent ce décalage. Tout d'abord, Bucarest est entouré par les départements du sud de la Munténie qui sont parmi les moins développés de Roumanie. La capitale est partiellement responsable de leur sous-développement: elle en a absorbé les ressources et elle a découragé les initiatives locales sans rien donner en échange. Leur développement doit être coordonné avec celui de Bucarest, tout en maintenant, en même temps, leur spécificité et complémentarité.

Comment transformer Bucarest en centre d'irradiation pour le développement de ces environs ruraux moins développés ? Le modèle le plus commun en Europe est la constitution de la capitale dans une zone métropolitaine, qui pourrait alors avoir des partenariats et des collaborations inter-régionales. Dans le cas de Bucarest, cette idée est périodiquement posée et retirée de l'agenda politique, sans jamais se concrétiser, malgré les arguments rationnels qui la soutiennent. Notre question de départ concerne les facteurs qui ont contribué à cet échec. L'échec d'une régionalisation authentique de la Roumanie représente un contexte favorable à l'échec de la ZMB. Aussi, un autre facteur contextuel est la manière dont la décentralisation a été mise en œuvre en Roumanie: à la suite de la nouvelle Loi sur l'administration locale (Loi 215/2001), les conseils départementaux et leurs présidents sont devenus les acteurs décisifs ayant le contrôle des ressources (locales ou redistribuées par le gouvernement central), en créant complicités et réseaux politiques puissants, dirigés par les « barons locaux ». Nous voulons faire une analyse chronologique et processuelle pour identifier quand, comment et pourquoi ces apparitions et disparitions de l'idée de créer la région métropolitaine de Bucarest ont eu lieu. Les explications les plus probables suggérées par l'analyse préliminaire sont fournies par les interactions entre les catégories d'acteurs impliqués dans ce processus : politiciens, autorités publiques centrales et locales, fonctionnaires, secteur non-gouvernemental, citoyens, médias, urbanistes, chercheurs.

Le but principal de notre recherche est donc l'explication de l'échec du projet de la ZMB par la dynamique complexe des interactions entre les différents acteurs impliqués. La décision politique issue de cette dynamique est, paradoxalement, l'indécision, et cela conduit au blocage du projet. Ainsi, nous considérons plutôt le rôle des relations entre personnes et groupes

que celui des conditions objectives. En partant de cette perspective, notre hypothèse est la suivante : les acteurs impliqués ont des perspectives différentes sur la ZMB, dictées par des intérêts spécifiques, idéologies différentes et perceptions erronées. Ainsi, au lieu d'être un partenariat, la relation entre les acteurs devient conflictuelle, agressive-passive ou indifférente, au mieux.

Nous estimons notre recherche comme ayant l'originalité, l'intérêt, l'utilité et la plausibilité scientifiques nécessaires, surtout parce qu'elle apporte la vision des sciences politiques dans un champ dominé par des urbanistes, géographes, économistes ou encore démographes.

Méthodologiquement, notre démarche est fondée sur l'analyse processuelle et l'analyse du réseau de politiques publiques. En combinant simultanément la vision temporelle (processus) avec celle spatiale (réseau) nous voulons bâtir une approche innovatrice dans l'étude des politiques publiques. Notre recherche est essentiellement une étude de cas où nous avons utilisé des méthodes appartenant à l'analyse secondaire : analyse des données statistiques, analyse de presse, analyse du discours, analyse de la législation et analyse des entretiens.

## **Perspectives théoriques et méthodologiques**

Notre perspective est le résultat d'un bricolage entre plusieurs théories et méthodologies, situées aux carrefours pluridisciplinaires. Pourtant, notre démarche appartient essentiellement aux politiques publiques et elle est fondée sur la vision constructiviste en sciences politiques.

Tout d'abord, notre analyse est processuelle, c'est-à-dire, elle prend en compte la variable « temps », situant les événements dans un cadre plus ou moins chronologique. Le processus est une séquence des événements et actions individuelles et collectives, déroulés dans un contexte temporel (Pettigrew 1997 : 338).

L'analyse processuelle a été appliquée surtout à l'étude des organisations et institutions (Abbot 2016 : IX) mais nous considérons aussi le processus politique. Plusieurs recherches processuelles ont comme but principal l'identification d'un « pattern » spécifique. Notre intention est d'utiliser cette approche processuelle pour l'analyse d'une politique publique particulière.

Une autre influence significative pour notre entreprise a été exercée par l'analyse du réseau de politiques publiques (Rhodes 2006), tissu par les interactions entre les différents acteurs intéressés. La perspective des réseaux

est très liée, à notre avis, à la vision constructiviste, mais, en même temps, à l'interactionnisme symbolique américain.

Les interactionnistes et les constructivistes sont plus intéressés par le processus complexe et concret de la mise des questions sur l'agenda public et par les interactions entre les acteurs sociaux et les responsables politiques lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques publiques. Plusieurs groupes et organisations interagissent dans ce processus. Généralement, dans l'analyse des politiques urbaines, l'on considère quatre groupes d'acteurs : les bureaucraties et les agences publiques ; les politiciens et les partis politiques ; les compagnies privées et les groupes d'intérêt ; les mouvements citoyens et les groupes professionnels (Marques 2013 : 9).

Toute mesure de politique publique devient ainsi le résultat de ces interactions complexes et non d'un processus rationnel dépendant exclusivement de l'appareil politico-administratif. Par conséquent, souvent cette mesure n'exprime pas la solution du problème social pour lequel elle a été formulée, produit des négociations et du compromis entre les parties prenantes, parfois en conflit, mais toujours liées les unes aux autres et fonctionnant dans le même cadre d'action. Les théories poststructuralistes voient ce cadre d'action en permanente (ré)construction. La théorie de l'acteur-réseau, initiée en France par Bruno Latour et Michel Callon (Akrich, Callon et Latour 2006), s'occupe particulièrement de la relation entre la construction de l'objet technique ou scientifique et la construction du réseau des acteurs qui sont aussi bien humains que non-humains. Selon ceux-ci, le processus de la construction du réseau des acteurs surgit au moment de la construction du problème et continue avec le processus des jeux de pouvoir et de négociation autour d'une controverse. Entre ces deux cotés (le réseau des acteurs et de l'objet technique) il existe, donc, une réciprocité équivalente de reproduction. L'approche cognitive des politiques publiques va encore plus loin en s'intéressant aux significations subjectives qui mènent les acteurs en action. Quelles sont les motivations internes qui entraînent aussi bien les acteurs collectifs que ceux individuels à agir d'une manière ou d'une autre ? Les politiques publiques sont considérées comme étant productrices des connaissances communes sur la réalité, des lieux d'objectivation (Berger & Luckmann [1966]1996) ou, dans une perspective moins constructiviste, des cadres d'interprétation du monde (Muller 2000 : 196). Cela touche la problématique d'identité des acteurs. Dans les réseaux des pouvoirs, imposer une vision sur la réalité aux autres acteurs entraîne des luttes pour la définition des frontières (Bourdieu 2012[1992] : 291). Il s'ouvre, ainsi, la problématique

de la construction de chaque acteur (à deux dimensions : interne et externe) à l'intérieur du réseau des politiques publiques.

Une communauté est créée entre les autorités publiques et le secteur concerné (représenté par des syndicats, des associations professionnelles, d'autres ONG spécialisées, des médias etc.). L'implication d'acteurs associatifs dans les politiques publiques est justifiée (par la nécessité de résoudre pacifiquement les conflits potentiels, de placer l'intérêt public au-dessus des intérêts privés, de défendre les intérêts de toutes les catégories sociales et professionnelles); toutefois, par une alchimie politique, seules certaines organisations sont considérées comme représentatives de ces catégories sociales et professionnelles et deviennent ainsi des partenaires sociaux légitimes. Les critères de cette reconnaissance sont trop peu quantifiés. Cette fabrique d'une politique limite l'accès à l'espace public de certains groupes et empêche d'autres groupes d'y participer. Certains groupes utilisent des techniques diverses pour essayer de neutraliser l'actions d'autres groupes (Mény 1989 : 355-366). La théorie des réseaux de politiques publiques explique également pourquoi des politiques très rationnelles échouent. L'échec de ces politiques peut être dû au fait qu'elles n'ont pas tenu compte des interactions entre les groupes impliqués, de l'opposition ou du manque d'intérêt de certains d'entre eux.

Les interactions sont inévitables, mais elles peuvent affaiblir les politiques publiques. Cela peut conduire à la formation de réseaux bureaucratiques reliant des groupes de l'État et du secteur privé qui colonisent et privatisent l'État dans leur propre intérêt. Cela remplace les organisations intermédiaires présentes dans d'autres pays (corporatisme en Europe et lobbying en Amérique du Nord) avec des réseaux informels fondés sur des relations personnelles (Marques 2013 :13). Ainsi, le débat, les négociations et la prise de décision ne se passent plus dans l'espace formel mais d'une manière informelle et opaque. Par conséquent, un cadre juridique et institutionnel bien articulé est souhaitable, établissant des relations prévisibles et bien définies entre toutes les parties prenantes.

### **Bucarest – un aperçu**

Bucarest a une population de 2 104 967 d'habitants et une surface de 228 km<sup>2</sup>. (România în cifre... 2018 : 9). La capitale de la Roumanie a toutes les caractéristiques des villes défigurées par le communisme : quartiers-dortoirs, immeubles standardisés, démolitions des bâtiments historiques. Elle est entourée du « département agricole » Ilfov, qui constitue une sorte

d'hinterland, fournissant pour la grande ville des produits agricoles et de la main-d'œuvre. Bucarest est le principal centre d'attraction de la migration interne, des investissements et du capital.

Il existe une coopération assez faible (consistant en transport public et dépotoirs) entre la municipalité de Bucarest et celles des communes et départements environnants (Romania needs... 2013 : 29). On constate une tendance d'augmentation des disparités entre Bucarest et les départements voisins (Constantin 2014 : 2).

Après 2000, certaines communes d'Ilfov se transforment en banlieues ou satellites de Bucarest (Creangă, Budişteanu & Duda 2010 : 601). Quelques-unes abandonnent leur rôle agraire et abritent des grandes surfaces commerciales, entreprises, dépôts etc. Une nouvelle économie est en cours de constitution dans ces communautés.

L'administration de Bucarest est composée d'une mairie générale et des mairies des six arrondissements (secteurs). L'activisme citoyen est assez réduit. En général, l'administration est méfiante, même hostile à la participation civique et à la collaboration avec les ONG (Centrul Român de Politici Europene 2013 : 3). Parfois le dialogue est vraiment impossible. Cette affirmation est prouvée par de nombreux procès intentés par les différentes ONG contre les abus de l'administration. La plus active organisation dans ce domaine est « Salvați București » (« Sauvez Bucarest »). Elle a aussi fondé un nouveau parti politique (« Sauvez la Roumanie »), qui a réussi à gagner des mandats aux conseils des arrondissements, au conseil municipal et au Parlement national.

Bucarest est une ville fortement ségréguée, selon les critères suivants : développement économique, niveau et qualité de la vie, qualité de l'environnement sociopolitique et de l'environnement naturel, de la santé publique, de l'éducation et de la culture (Creangă, Budişteanu & Duda 2010 : 602). Les disparités sociales sont distribuées géographiquement (Armaş & Gavris 2016 : 143).

On constate facilement trois clivages (Ghebrea 2013 : 68) : centre/périphérie; Nord/Sud; urbain/rural. Bucarest manifeste aussi certaines tendances centrifuges : dernièrement, de nombreux parcs résidentiels sont apparus, formant de nouvelles localités, souvent en dehors des limites administratives de Bucarest. Cela devint ainsi un des facteurs importants de la pression exercée pour la constitution de la ZMB.

## **Analyse des avantages et désavantages de la ZMB**

Informellement, cette zone existe et fonctionne, même si ce n'est que d'une manière souvent incohérente et incomplète. Les interconnexions entre la population des départements voisins et la population de Bucarest sont assez fréquentes (Abraham 2003). Ces liens peuvent être des liens de parenté ou peuvent consister en déplacements pour travail, achats, distractions et promenades. Aussi, le nombre des habitants ayant double domicile (Bucarest et départements voisins) augmente constamment.

Les urbanistes et les scientifiques de diverses domaines (économistes, géographes, sociologues, politistes) ont démontré les avantages de créer une ZMB capable de mieux centraliser les problèmes et de mieux cibler les ressources pour traiter ces problèmes et leurs sources dans le contexte d'interventions de grande envergure (Simion & Nistor 2010 : 84). Nous avons synthétisé les principaux avantages :

Économiques : croissance de la compétitivité, attractivité accrue d'investissement, développement du tourisme.

Sociaux : amélioration de la qualité de la vie, réduction des disparités sociales, nouveaux emplois, réponse à la demande de logement de la population, des fonds plus importants pour les localités à faible revenu.

Culturels : accès plus facile pour la population des départements voisins à une éducation meilleure et aux services culturels de la capitale, développement du tourisme culturel, gestion meilleure du patrimoine culturel existant dans ces départements.

Politiques : participation publique élargie à la prise de décision.

Développement urbain : décongestionnement du trafic, cohérence, contrôle du développement immobilier, amélioration de l'infrastructure technique et des transports en commun, extension des services publics, accès plus facile aux fonds structurels européens pour des projets communs coûteux comme les utilités publiques, gestion des déchets, eau courante, routes, protection de l'environnement et une chance pour un autre projet inachevé : la rocade de Bucarest.

Les désavantages potentiels évoqués sont : la complexité administrative difficile à gérer par les gouvernants roumains, généralement non-expérimentés ; hausse des prix des terrains ; hausse des taxes communales, dégradation de l'environnement à cause de l'agglomération urbaine accrue ; possibles conflits entre les communes composantes ; la capture de la ZMB par certains groupes d'intérêt.

On voit facilement que la balance tend à favoriser les avantages de la ZMB, plus nombreux et plus importants que les inconvénients. D'ailleurs, la majorité des experts est favorable au projet de la ZMB.

### **Histoire du projet de la ZMB : 18 ans sans résultats concrets**

Au fil du temps, un cadre législatif confus et contradictoire a été établi, composé de plus de 20 lois qui font diverses références à la ZMB. On doit ajouter à cela les différentes stratégies, plans, programmes et mémorandums. Chronologiquement, les plus importants moments sont les suivants :

2001. Le Parlement roumain approuve les lois 215 (sur l'administration publique locale), 350 (sur l'aménagement du territoire et l'urbanisme) et 351 (pour l'approbation du Plan d'aménagement du territoire national). Ces lois ont été nécessaires pour la redéfinition des rôles de l'administration publique en vue de l'adhésion à l'Union européenne. Conformément à la Loi 351, la ZMB doit être établie par l'association volontaire entre Bucarest et les communes urbaines et rurales avoisinantes (30 km au plus) ; cette structure n'a pas de personnalité juridique.

2003. Le projet de la ZMB est initié par le député V. Gherasim. Le projet sera rejeté par le Parlement en 2009.

2004. La Loi 315 sur développement régional consacre la non-existence des autorités régionales et métropolitaines en Roumanie.

2005. Discussion initiée par le maire de Bucarest A. Videanu concernant la ZMB; la conclusion a été qu'il ne s'agit pas d'une priorité pour Bucarest.

2005. Le premier ministre C. Popescu-Tăriceanu reconnaît pourtant la nécessité de la ZMB mais demande la consultation populaire des localités visées. Ladite consultation n'a jamais eu lieu.

2006. On ratifie la Loi 195 (Loi-cadre sur la décentralisation). Le Ministère des affaires intérieures et de l'administration publique élabore un paquet législatif qui peut devenir le fondement de la ZMB : Loi 286 pour amender et compléter la Loi sur l'administration publique locale no. 215/2001 ; Loi 51 sur les services d'utilité publique ; Loi 241 sur l'approvisionnement en eau et les services d'assainissement ; Loi 101 sur les services d'assainissement des localités ; Loi 92 sur les services de transports publics locaux ; Loi 230 sur les services d'éclairage public ; Loi 325 sur l'énergie thermique.

2009-2010. Projet de loi 233 et projet de loi 122 sur l'implémentation de la ZMB. Ces projets ne seront jamais adoptés.

2011. Loi 264 (qui modifie la Loi 215/2001 et la Loi 351/2001) définit la ZMB comme une association de développement intercommunautaire à la base de partenariat entre la capitale et les unités administratives situées dans la zone immédiate.

2012. Débat public et parlementaire pour la régionalisation de la Roumanie, initié par les principaux partis de gouvernement (social-démocrate et libéral) réunis dans l'Union sociale-libérale (USL). Responsable pour l'élaboration et la mise en œuvre est L. Dragnea, ministre du développement régional (Memorandum... : 2013 n. p.). Le projet échoue parce que l'USL se désagrège, minée par des conflits entre les leaders de deux partis.

La chronologie présentée ci-dessus montre le désintérêt et l'indécision des autorités politiques roumaines. Alors, dans ce contexte spécifique, la décision politique est l'indécision. Le manque de consensus et les intérêts divergents des différents niveaux (local, départemental et central) et formes du pouvoir (législatif, exécutif, économique) ont abouti au maintien de l'immobilité. Le contenu des lois exprime clairement le refus de formaliser la ZMB, de lui donner une expression plus forte. Le cadre juridique n'interdit pas la ZMB mais elle reste seulement une possibilité qui peut ou non se matérialiser, laissée à la latitude des autorités communales. L'Etat roumain refuse formellement l'existence des autorités métropolitaines et régionales. Même si la régionalisation est considérée par l'UE comme essentielle pour le développement, elle ne constitue pas une priorité pour les gouvernants roumains. On observe, aussi, la faible implication des acteurs non-étatiques dans le débat et dans l'action.

L'incohérence de la démarche est mise en évidence par plusieurs projets parallèles déposés au Parlement, que nous avons identifié et qui ont des visions différentes, voire contradictoires sur la structure de la ZMB (Ilfovean sau bucureștean... : 2009 n. p.) :

- Intégrer seulement Bucarest et les communes voisines : une ZMB comptant 2,2 millions d'habitants ;
- Intégrer Bucarest, le département Ilfov et des communes sélectionnées d'autres cinq départements : une ZMB ayant 1800 km<sup>2</sup> et 2,4 millions d'habitants ;
- Intégrer Bucarest, autres six villes et 87 communes rurales de trois départements voisins : une ZMB de 5000 km (Popa 2005).

Non seulement la dimension et la composition de la ZMB sont disputées, mais aussi son organisation politique et administrative. Qui jouerait du

pouvoir et des ressources de la ZMB ? Ceci est un autre aspect qui bloque la prise d'une décision concernant la ZMB et sa mise en place. Les projets mentionnés ne sont pas très clairs. Selon le projet le plus élaboré (Gherasim, 2002), la ZMB aura un Conseil coordinateur d'administration. Il n'est pas évident qui y participe et comment on fait la sélection des membres, ni quelles seront leurs fonctions concrètes. Cela pourrait être une formule compliquée (élus locaux des communes et des départements, représentés proportionnellement au nombre des habitants des respectives unités administratives, ou bien recours à des élections directes). La ZMB serait dirigée par un gouverneur nommé par le premier ministre mais aussi par un Président (qui serait élu par le Conseil parmi ses membres ou directement, par la population de la ZMB).

Les projets manquent de définition précise concernant les relations entre les institutions dirigeantes de la ZMB, les maires et les conseils locaux. Il n'est pas clair quels sont les rapports d'autonomie, de subordination et de coordination.

Le budget de la ZMB est une autre question controversée. Les sources prévues sont multiples (contributions des localités composantes, du gouvernement central, fonds européens, revenus propres, taxe et impôts pour les services publics métropolitains) mais leur contribution n'est pas quantifiée.

### **Positionnement des acteurs dans le réseau de politiques publiques**

On peut trouver dans le camp favorable à ce projet des acteurs économiques (compagnies immobilières, agents touristiques, hôteliers), aussi bien que des acteurs politiques (certains maires des communes avoisinantes, le public, certaines ONG).

Généralement, le public a des attitudes favorables (70%) au projet de la ZMB (Abraham 2003 : 13).

Les experts immobiliers interviewés croient que la ZMB apporterait l'extension de l'offre immobilière, la réduction des taxes, l'amélioration de l'infrastructure, une meilleure coopération avec les administrations locales, un marché immobilier plus coordonné et plus prévisible (Zona metropolitană... : 2007 n. p.).

Les maires des communes environnantes espèrent qu'ils auront plus d'autonomie par rapport au gouvernement, des liens plus forts avec la Capitale, un transport public meilleur, accès au métro et une meilleure

qualité des services publics. Ainsi, Mihai Anghel, maire de Snagov, déclare « Je parle d'eaux usées, d'eau courante, de routes asphaltées, de lignes de transport publiques ou privées mais c'est plus que ça. La région touristique se développerait également. Nous n'avons pas d'industrie, ni d'ateliers d'artisanat dans la région. Ensuite, nous devons capitaliser sur le tourisme » (Erdei 2016).

Les autorités départementales – par la voix de Marian Petrache, président du conseil du département Ilfov – expriment, elles aussi, une position favorable à la ZMB (Erdei 2016).

Les plus fervents partisans, les professionnels de l'urbanisme, souhaitent (à travers la ZMB) améliorer leur position politique et publique et valoriser leurs connaissances dans la prise de décision. Après la chute du communisme l'urbanisme a été progressivement poussé, d'une façon plus ou moins subtile, vers la marge du processus décisionnel. Une multitude de facteurs ont contribué à cette situation : un contexte social qui rend périmé le concept d'intérêt général en faveur d'une propriété privée intouchable ; une précarité économique qui favorise les investissements privés ; une perte de légitimité de l'urbanisme qui remonte à son collaborationnisme tacite avec le régime communiste (Zahariade 2011) et arrive à sa stratégie douteuse d'adaptation à l'économie de marché post-communiste (Derer 2011 [2008]). Cela n'a pas affecté seulement l'image et le prestige social de cette profession, mais, aussi bien, sa cohérence et ses relations internes. Tous ces aspects ont été éclairés par notre enquête auprès des professionnels. Pour se ré-légitimer, les professionnels soutiennent sans réserve le projet de la ZMB.

Deux dimensions sont mises en évidence : d'une part, placer la rationalité urbanistique au cœur du processus de prise de décision, donnerait une position centrale à l'acteur professionnel dans le réseau des acteurs ; d'autre part, ceci offre la possibilité de se manifester à travers des stratégies individuelles d'identification avec les connaissances et pratiques de la profession.

Le camp défavorable est plus nombreux et jouit de ressources plus consistantes, y compris d'une influence politique décisive. Il est composé principalement des élus de Bucarest (maire de la capitale, maires des secteurs, conseillers) qui ont peur de perdre une part de leur pouvoir, d'être soumis à l'autorité dirigeante de la ZMB ou encore de partager leurs ressources avec des communautés pauvres. La mairie de Bucarest a élaboré des études et des plans contenant la ZMB mais qui, malheureusement, sont restés lettre morte, n'étant jamais mis en œuvre. Ils avaient un rôle plutôt symbolique, faisant partie d'un jeu discursif.

On ajoute aussi les institutions et services publics déconcentrés parce qu'ils doivent gérer des problèmes plus complexes et difficiles, pour un territoire et une population plus grands. Le Gouvernement roumain lui-même n'a eu aucune initiative dans les dernières années parce qu'il a d'autres priorités. Il est possible, aussi, qu'il craigne la ZMB comme un nouveau pôle de pouvoir et d'influence, qui peut menacer ou contester ses décisions et peut se soustraire à son autorité et devenir plus autonome.

On peut observer facilement que la balance entre le camp « pour » et le camp « contre » est déséquilibrée. Nous ne voyons aucune alliance notable (même informelle) entre les supporters de la ZMB. Le camp favorable est faible et fragmenté.

Les incertitudes économiques, la précarité des routes, le mauvais fonctionnement des services urbains et tous les autres problèmes manifestes sont accentués par des problèmes latents, par exemple l'aliénation et l'anomie qui caractérisent les relations des citoyens avec les autorités publiques locales (Bulai 2010 : 95). Ces autorités sont perçues comme étrangères, hostiles, oppressives, imprévisibles, en bref - comme des divinités capricieuses qui exigent des sacrifices (pécuniaires). Ainsi, au lieu d'être un partenariat, cette relation est au mieux conflictuelle, passive-agressive ou indifférente. Ces états d'esprit et de fait ont une double explication : d'une part, la bureaucratie, la corruption, l'opacité, l'arbitraire qui provoquent le dédain des citoyens envers les pouvoirs publics ; d'autre part, l'absence d'une culture politique et civique participative au niveau communautaire.

## **Conclusions**

À première vue, il existe des facteurs favorables importants pour la réalisation de la ZMB : les interconnexions fréquentes entre la population des départements voisins et la population de Bucarest, l'attitude favorable du public, son fonctionnement de facto et les politiques structurelles et régionales de l'UE qui stimulent la régionalisation.

Malgré ces facteurs favorables, le projet n'existe plus dans l'agenda politique ou public. Les causes de l'échec résident dans le réseau de politiques publiques, qui est déficient, incohérent, autiste, caractérisé par conflits et malentendus ; les acteurs qui le composent sont incapables de créer un réseau coopératif et productif, transparent et ouvert vers la société.

Ces affirmations sont justifiées par l'existence de projets parallèles de différents partis politiques pour la constitution de la ZMB. Cela démontre

une culture politique qui manque de dialogue, de coopération et de communication, en général. Il n'existe pas d'accord entre les acteurs concernés sur les aspects essentiels du projet de la ZMB (le territoire, les localités qui la composent, les structures dirigeantes, le budget). Le cadre législatif est également source de confusion et de malentendus. Ainsi, il existe 20 lois qui font diverses références à la ZMB. Il n'y a pas de corrélation entre les stratégies de développement de Bucarest et les unités administratives avoisinantes (communes, départements).

Les politiciens sont réticents à s'engager dans un tel projet d'envergure et à long terme ; ils préfèrent utiliser les ressources disponibles pour obtenir des avantages électoraux à court terme et récompenser leur clientèle politique. Cela crée un climat défavorable à l'initiative privée, à la compétition réelle, comme en témoigne aussi la récente renationalisation des services publics bucarestois par l'actuel maire.

La décision politique est quasi-monopolisée. Les mécanismes spécifiques de ce réseau marginalisent et excluent de la prise de décision les acteurs de la société civile et les citoyens, en général. Le réseau favorise l'inclusion des acteurs étatiques et partisans. Le public est favorable à la ZMB dans les sondages mais il est apathique, il participe très peu aux actions citoyennes, il forme très peu d'associations civiques pour militer en faveur de la ZMB.

Les conflits existent aussi entre les réseaux nationaux et ceux locaux et ils sont visibles à la fois au niveau de l'Etat et des partis politiques ; cela se traduit par des intérêts et priorités différents. Même entre les autorités locales, c'est la concurrence (pour des ressources et pour prestige) et non la coopération qui prédomine.

## RÉFÉRENCES

- Abbott, A. 2016. *Processual Sociology*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Abraham, D. (ed.). 2003. *Aspecte Socio Economice ale Zonei Metropolitane București* [Aspects socio-économiques de la ZMB]. Bucarest: Centrul de Sociologie Urbană și Regională CURS.
- Akrich, M., Callon, M. & Latour, B. 2006. *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*. Paris: Les Presses des Mines.
- Armaș, I. & Gavriș, A. 2016. Census-Based Social Vulnerability Assessment for Bucharest. *Procedia Environmental Sciences*, No. 32, 38-146.
- Bulai, A. (ed.). 2010. *Cartografierea socială a Bucureștiului* [La cartographie sociale de Bucarest]. Bucarest: Școala Națională de Științe Politice și Administrație.

- Berger, P. & Luckmann, T. [1966]1996. *La construction sociale de la réalité*. Paris : Armand Colin.
- Bourdieu, P. [1992]2012. *Regulile artei* [Les règles de l'art]. Bucarest: Art.
- Constantin, D.-L. (ed). 2014. *Bucharest Metropolitan Area and its Regional Hinterland*, Bucharest: University of Economic Studies.
- Creangă, E., Budişteanu, I. & Duda, M. 2010. Sustainable Housing for Sustainable Cities: Case Study of Bucharest. In Brebbia, C. A., Hernandez, S. & Tiezzi, C. (eds.). 2010. *The Sustainable City VI*. Southampton: WIT Press, 595-606.
- Derer, P. [2008]2011. Urbanismul de tranziție [L'Urbanisme de transition]. *Urbanismul. Serie Noua*, No. 7-8, 128.
- Erdei, I. 2016. Bucureștiul se va bloca în doi ani din cauza aglomerației [Bucarest sera bloquée dans deux ans en raison de l'agglomération]. *Capital*, 26.05.2016. <https://www.capital.ro/author/1448> (accédé 01.08.2018).
- Ghebrea, G. 2013. Regionalizarea: consecințe și oportunități [Régionalisation: conséquences et opportunités]. In Peptenatu, Daniel (ed.). 2013.  *Direcții de dezvoltare în regiunea București-Ilfov în contextul regionalizării* [Orientations de développement dans la région de Bucarest-Ilfov dans le contexte de la régionalisation]. Bucarest : Éditions de l'Université de Bucarest, 64-76.
- Gherasim, V. (ed.). 2002. *Studiu privind necesitatea organizarii zonei metropolitane Bucuresti* [Étude sur la nécessité de l'organisation de la ZMB]. <http://www.zmb.ro> (accédé 8.08.2018).
- Ilfovean sau bucureștean? Va crește Capitala? [Ifovan ou bucarestois ? Est-ce que la Capitale augmentera ?]. 2009. *Evenimentul zilei*, 27.11.2009, <https://evz.ro/dezbatere-evz-ilfovean-sau-bucurestean-va-creste-capitala-877579.html> (accédé 20.08.2018).
- Marques, E. 2013. Government, Political Actors and Governance in Urban Policies in Brazil and São Paulo: Concepts for a Future Research Agenda. *Brasilian Political Science Review* Vol. 7, No. 3. <http://dx.doi.org/10.1590/S1981-38212013000300001> (accédé 1.08. 2018).
- Memorandum privind adoptarea măsurilor necesare pentru demararea procesului de regionalizare-descentralizare în România* [Mémorandum sur l'adoption des mesures nécessaires pour lancer le processus de régionalisation-décentralisation en Roumanie]. 2013. Bucarest: Ministère du développement régional et de l'administration publique, 19.02.2013, [www.mdrap.ro](http://www.mdrap.ro) (accédé 14.09.2018).
- Mény, Y. 1989. Formation et transformation des *policy communities*. *L'exemple français*. In : Mény, Yves. (ed.). 1989. *Idéologies, parties politiques & groupes sociaux*, Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 355-366.

- Muller, P. 2000. L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique. *Revue française de science politique*, 50<sup>e</sup> année, No. 2, pp. 189-208.
- Pettigrew, A. M. 1997. What is Pprocessual Analysis? *Scandinavian Journal of Management*, Vol. 13, No. 4, 337-348.
- Popa, C. 2005. Zona metropolitană București – o comunitate de 5000 kmp [La ZMB – une communauté de 5000 km carrés]. *Business*, 5.09.2005. <https://www.9am.ro/stiri-revista-presei/Business/17770/Zona-metropolitana-Bucuresti-o-comunitate-de-5-000-kmp.html> (accédé 20.08.2018).
- Rhodes, R. A. W., 2006. Policy Network Analysis. In Moran, M., Rein, M. & Goodin, R. E. (eds.). *The Oxford Handbook of Public Policy*. Oxford : Oxford University Press, 423-445.
- România in cifre. Breviar Statistic* [La Roumanie en chiffres. Résumé statistique] : 2013. Bucarest: Institutul Național de statistică.
- Romania Needs Functional Urban Areas*. 2013. Bucharest: Centrul Român de Politici Europene.
- Simion, G. & Nistor, C. 2012. Spatial Structure Changes inside Post-Communist Capital City of Bucharest. *Human Geographies*, Vol. 6, No. 1, p. 79-89.
- Zona metropolitană București va fi gata peste 10 ani* [La ZMB sera prête en 10 ans]. 2007. *România Liberă*, 7.05.2007. <http://www.romanalibera.ro/a94321/zona-metropolitana-bucuresti-va-fi-gata-pest-10-ani.html> (accédé 6.03.2018).
- Zahariade, A-M. 2011. *Arhitectura în proiectul comunist* [L'architecture dans le projet communiste]. Bucarest : Simetria.

---

# LA CONFIANCE AUX INSTITUTIONS ET LEUR EFFICACITÉ DANS LA GESTION DES VILLES EN ALGÉRIE

*Ahmed Ramzi SIAGH*

*Mohamed Hamza BENGRINA*

*Lakhdar ADOUKA*

---

## RÉSUMÉ

L'Algérie est un pays à forte croissance démographique et un taux d'urbanisation très élevé : si en 1962 il était à 33,21%, en 2016 il est à 71,30% (une augmentation de plus de 133% en 52 ans). Cette croissance démographique et l'urbanisation rapide couplée à l'élévation du niveau de vie de la population engendrent une forte demande des besoins des citoyens en termes de sécurité, de santé, de transport, d'habitat, d'enseignement et de loisirs. Cette tendance est visible si l'on observe, par exemple, la croissance de la consommation d'électricité (KWH par personne), qui est passé de 133,09 en 1972 à 1356 KWH en 2014. Ce qui évoque d'autant plus les questions de la gestion des déchets, leur mode de récupération et valorisation, les actions en matière d'efficacité énergétique, le développement des transports en commun, la protection de l'environnement et des ressources naturelles, lesquelles deviennent très importantes pour la réalisation des projets d'amélioration du cadre de vie des citoyens et de modernisation des villes et leur transformation en *Smart Cities*. La réalisation de cet objectif ne peut se faire sans la participation des citoyens. Les questions de la gestion des villes en Algérie sont régulées par la Loi 06-06 du 20/02/2006 portant sur la loi d'orientation de la ville, qui vise la maîtrise de la croissance urbaine, la lutte contre la dégradation de la vie dans les quartiers, la promotion et la préservation

de l'hygiène et de la santé publique et la bonne gouvernance, à travers la participation des citoyens et de la société civile dans la gestion de leur ville. Pourtant, malgré les avancées constitutionnelles et législatives, de nombreux défis persistent quant à la participation des citoyens à la vie de la Cité. La participation des citoyens peut être examinée à travers le degré de confiance qu'ils accordent aux institutions garantes et porteuses de ces projets. Pour examiner le rapport des Algériens aux acteurs et institutions publiques et apporter quelques éclairages à cet égard, nous étudierons les données d'une des vagues de l'enquête WVS (*World Value Survey*) Algérie. Notre analyse du rapport des citoyens à leurs institutions met en lumière un fait indiscutable : la participation des citoyens à la gestion de la ville est l'élément-clé d'une *Smart City* qui est conditionnée par le degré de confiance que ceux-ci accordent aux institutions.

**Mots-clés :** *Algérie, ville, citoyen, confiance, institutions, World Value Survey*

#### ABSTRACT

Algeria is a country with a high population growth and with a very high urbanization rate (an increase of more than 133% in 52 years). This population growth and the rapid urbanisation coupled with the rising on the standard of living of the population, is generating more citizens' demands and needs in terms of security, health, transport, housing, education and leisure facilities. What is just visible on the growth of electricity consumption (KWH per person), which went from 133.09 in 1972, to 1356 KWH in 2014. Which especially evokes the issues of waste management, recycling and recovery mode, actions on energy efficiency, public transport development, environmental and natural resources protection, and becomes most important for achieving the improvement of the living environment, the projects of modernization of cities and their transformation into Smart Cities. This objective cannot be achieved without the participation of citizens. The issues of city management in Algeria are regulated by the Law concerning the city guidance law, aiming the control of urban growth, fencing the degradation of life in neighborhoods, the promotion and preservation of hygiene and public health and the good governance through the participation of citizens and civil society in the governance of their city. However, despite these constitutional and legislative advances, many challenges remain, concerning the participation of citizens in the life of the City. Citizens' participation can be reflected in the degree of their trust in the institutions which are the guarantors and bearers of these projects. In order to examine the relation of the Algerians to the public actors and

institutions and to give a spot lighting in this filed, we will investigate the data of WVS (World Value Survey) Algeria concerning citizens' values. Our analysis of the citizens' relationship to their institutions highlights an indisputable fact: the participation of citizens in the governance of the City is a key element of the project of Smart City, which is conditioned by the degree of trust and confidence that citizens give to the institutions.

**Keywords:** *Algeria, City, Citizen, Trust, Institutions, World Value Survey*

## **Introduction : Le problème de la croissance urbaine rapide en Algérie**

Les limites de l'efficience économique dans les pays en voie de développement sont attribuées aux défauts de rationalité caractéristiques à la fois pour les structures productives, les institutions et les comportements des agents (El Aoufi 2009). Ainsi, les mécanismes de gouvernance de l'économie évoluent-ils constamment avec les rapports sociaux auxquels ils sont inextricablement liés. Ceci suppose d'identifier les attentes sociales qui concourent à leur structuration et favorisent l'épanouissement de la société. C'est alors que l'importance de la confiance dans le domaine économique est due, entre autres, à la complexité croissante de l'environnement et à l'incertitude de plus en plus grande qui entoure l'activité économique.

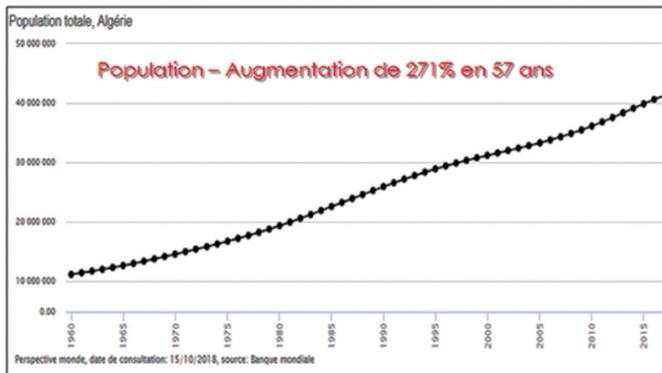
L'Algérie est un pays à forte croissance démographique avec un taux d'urbanisation très élevé, passant de 33,21% en 1962 juste après l'indépendance pour atteindre 71,30% en 2016, soit un accroissement de plus de 133% en 52 ans (voir illustration des figures 1 et 2). Cette croissance démographique et l'urbanisation rapide couplée à l'élévation du niveau de vie des populations engendrent une forte augmentation des besoins des citoyens en termes de sécurité, de santé, de transport, d'habitat, d'enseignement et de moyens de loisirs, ce qui correspond donc à des besoins économiques accrus.

Selon l'ONS<sup>4</sup> le territoire algérien comporte en 2011 quatre (04) grandes métropoles, plus de 33 villes de plus de 100.000 habitants et près de 751 agglomérations urbaines dont 91% sont concentrées au Nord et aux Hauts plateaux, représentant 683 villes contre 68 villes au Sud. Cette situation dévoile une disparité de la répartition spatiale des villes, qui pose des questions. Selon l'ONS, le taux d'urbanisation de 66% enregistrée en 2011 est prétendue atteindre 79% en 2030. Le paysage urbain actuel peut être caractérisé par

---

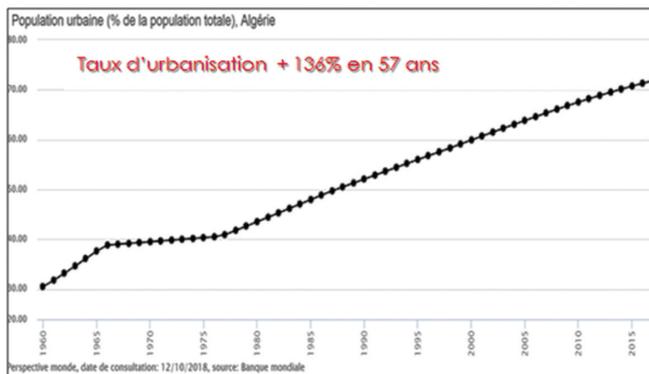
<sup>4</sup> ONS : Office National des Statistiques (Algérie)

une urbanisation due à l'exode rural, une concentration de la population au littoral, l'émergence des pôles industriels et une urbanisation sans petites villes. Marc Côte évoque cette allure de croissance historique en signalant que l'urbanisation en Algérie est un phénomène fort ancien, puisqu'il le lie aux civilisations romaine, puis arabe qui furent à base citadine. « Mais c'est en même temps un phénomène très récent par son ampleur : c'est durant les quarante dernières années qu'il a pris cette allure d'explosion urbaine qui a bousculé les paysages, les mentalités et la société elle-même » (Côte 1994 : 59-72). En raison de ce style d'urbanisation, imposée et administrée par le haut, les populations se sont senties généralement très mal à l'aise.



**Figure 1.** Accroissement de la population Algérienne

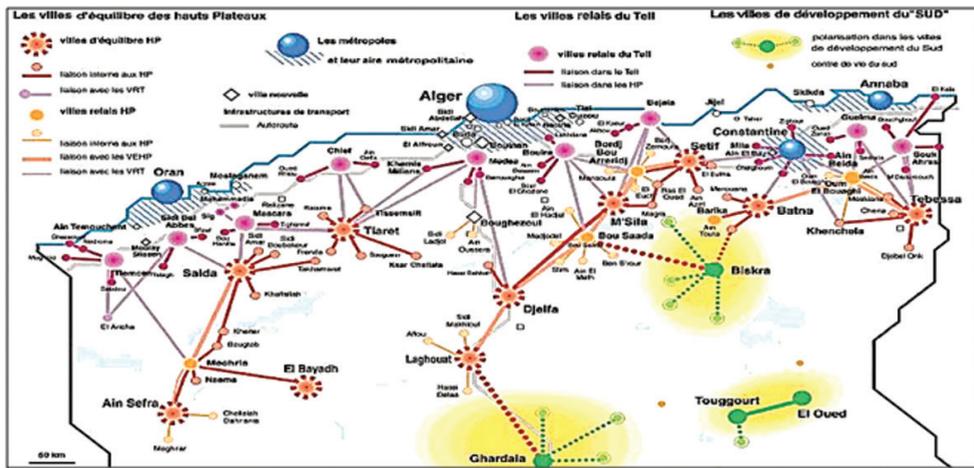
Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/DZA/fr/SP.POP.TOTL.html>



**Figure 2.** Evolution du taux d'urbanisation en Algérie

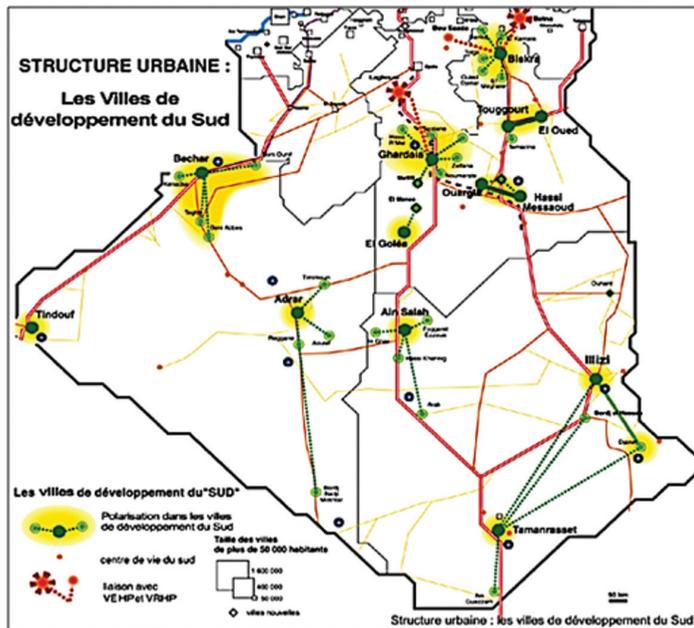
Source : <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/DZA/fr/SP.POP.TOTL.html>

Le phénomène d’urbanisation n’est pas isolé et évoque les questions du développement des transports, la protection de l’environnement et des ressources naturelles ainsi que la gestion des déchets, les modes de récupération et valorisation de ces derniers et les actions en matière d’efficacité énergétique, lesquelles deviennent des plus importantes pour la réalisation des projets d’amélioration du cadre de vie du citoyen et de modernisation des villes et leur transformation en “*Smart Cities*”. L’Algérie a toutefois tenté, à travers plusieurs programmes, de prendre en main cette dynamique en élaborant des plans pour développer les métropoles et les villes relais du Nord et des Hauts plateaux qui sont appelés à créer les dynamiques du rééquilibrage territorial, et en mettant en place un système urbain au service des territoires, comme le montrent les schémas d’équilibre des Hauts plateaux de la figure 3 et les structures urbaines des villes de développement du Sud, représentées à la figure 4.



**Figure 3.** Schémas d’équilibre Métropoles et villes relais Nord et Hauts plateaux

Source : Schéma National d’Aménagement du Territoire SNAT 2025 – Synthèse. P83.



**Figure 4.** Les structures urbaines des villes de développement du Sud  
 Source : Schéma National d'Aménagement du Territoire SNAT 2025 – Synthèse. P79.

Les questions de la gestion des villes en Algérie sont régulées par la *Loi 06-06 du 20/02/2006* portant une *Loi d'orientation de la ville* (Journal officiel... 2006), qui dans son article 11, vise la maîtrise de la croissance urbaine, la lutte contre la dégradation de la vie dans les quartiers, la promotion et la préservation de l'hygiène et de la santé publique et la bonne gouvernance, à travers la participation des citoyens et de la société civile dans la gestion de leur ville. Il est clair que la réalisation de tels objectifs ne peut se faire sans la participation des citoyens. Mais malgré les avancées constitutionnelles et législatives, de nombreux défis persistent quant à la participation des citoyens à la vie de la Cité. La participation des citoyens peut se refléter à travers le degré de confiance qu'ils accordent aux institutions garantes et porteuses de ces projets.

Partant de la vision de Malek Bennabi sur la civilisation, comme un développement équilibré des deux côtés matériel et spirituel, qui « ... est l'ensemble des conditions morales et matérielles qui permettent à une société d'accorder à chacun de ses individus les garanties sociales nécessaires à son développement... La civilisation n'est pas un entassement, mais une construction, une architecture. » (Zoheir 2013 : 60), pouvant être conçu comme la réalisation d'une idée, d'un idéal, nous avons construit notre expertise sur le cas de cette

confiance – composante essentielle du capital social et de la stabilité des institutions en Algérie.

## 1. La confiance – composante essentielle du capital social

Si beaucoup d'études ont analysé le rôle de la confiance dans l'économie, il est intéressant d'examiner de manière directe ou indirecte l'économie en tant qu'élément déterminant de la confiance. Néanmoins, il n'est pas évident dans quelle direction opère cette causalité. Antonio Genovesi (1713 – 1769) utilise le concept de *fede publica* – foi publique ou confiance publique. Plutôt que de préconiser la recherche de la satisfaction individuelle (comme le font Hume et Smith), Genovesi définit les relations économiques comme des relations d'assistance réciproque ; dans un système économique chaque agent est ainsi appelé à aider les autres à satisfaire leurs besoins et désirs. Selon cette conception, l'engagement dans une relation économique est ainsi un exercice vertueux et la vertu est de ce fait considérée comme une ressource économique. Et Genovesi précise que « *la fede publica* est le point de départ pour toute activité économique et une condition préalable essentielle pour le développement des marchés » (Shueller 2004). Michel Camdessus, ancien Directeur Général du FMI) énonce que l'économie, c'est la confiance. Il rajoute qu'une « *économie sans confiance est une économie en risque d'implosion. (...) Pas d'économie dynamique sans crédit, or le crédit, c'est la confiance. En un mot pour un économiste, la confiance, c'est fondamental ; il importe donc d'en replacer les soubassements essentiels* »<sup>5</sup>. Il apparaît évident que la confiance entre les individus est, aux yeux de plusieurs auteurs, le facteur essentiel du dynamisme économique d'une nation.

Comme le note Schuller : « *Si nous considérons la société comme un système complexe incluant la culture – c'est à dire comme une 'civilisation' –, la mesure du bien-être individuel ne nous dit rien des conditions de sa pérennisation. En économie, la notion de capital (physique et humain) fait référence aux conditions de base de la production économique future. Il est donc tentant d'étendre ce concept pour prendre en compte la « soutenabilité » de la culture civique et de l'organisation sociale* » (Schuller 2004 : 15). Si on se réfère à Thiébault (2003) qui se rapporte au concept de capital social chez Robert D. Putnam<sup>6</sup>, dans son analyse des différences dans le développement entre les régions du

<sup>5</sup> <http://www.presenceetemoignage.org/fr/enseign/e9.htm> .

<sup>6</sup> Robert David Putnam (1941), politologue américain de l'université Harvard, reconnu pour ses écrits sur l'engagement civique, la société civile et le capital social.

Nord et du Sud de l'Italie, la confiance est l'une des composantes principales de ce capital. « *En Italie, l'Emilie-Romagne est la région la mieux gouvernée non pas parce qu'elle est l'une des plus riches mais parce qu'elle bénéficie du taux d'engagement civique le plus élevé du pays. Ses habitants sont plus engagés dans la vie politique locale, mais aussi dans les activités sportives ou artistiques de la communauté. Le capital social a aussi un impact économique fort. Lorsque la confiance et les réseaux sociaux sont florissants, les individus, les entreprises, les quartiers et même les nations prospèrent* » (...) *Le Capital social fait référence à des caractéristiques de l'organisation sociale telles que les réseaux, les normes et la confiance sociale, qui facilitent la coordination et la coopération en vue d'un bénéfice mutuel* » (Thiébaud 2003 : 353).

De ce point de vue, la notion de « capital social » comble un vide dans la théorie sociale. La définition la plus souvent citée est due à Robert Putnam :

« *La confiance - sentiment de sécurité ou la foi (la sûreté) qu'a une personne vis-à-vis de quelqu'un ou de quelque chose... caractéristique qui permet d'entreprendre et/ou de supporter des choses difficiles voire pénibles ... peut être renforcée ou affaiblie en fonction des actions de l'autre ...* » (Putnam, 1997, 234-247). En effet, c'est R. D. Putnam qui introduit la notion de capital social. Il considère que la performance institutionnelle est meilleure dans une société qui a hérité d'un élément substantiel de capital social, sous la forme de confiance, de normes de réciprocité et de réseaux d'engagement civique, qui peuvent améliorer l'efficacité d'une société en facilitant la coopération volontaire. Pour lui la confiance lubrifie la coopération.

Le capital social peut être finalement défini comme suit : « *les réseaux et les normes, valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein de groupes ou entre eux* » (OCDE, 2001).

## **2. Les Institutions**

Un bon nombre d'études économiques réalisées ces dernières années suggèrent que les institutions sont vitales pour le développement et la croissance économiques. Si nous définissons la croissance économique comme le résultat d'une synthèse cohérente des comportements individuels, le lien avec les institutions est manifeste puisqu'il est évident que les institutions propices au développement économique doivent résider sur un certain degré de confiance entre les membres d'une communauté sociale.

Le terme d'institution est défini de différentes manières et plusieurs auteurs ont réfléchi sur cette notion. Ainsi, Douglass North (North 1994) en

fait un concept très large désignant les règles formelles et informelles qui régissent les interactions humaines. Selon Douglass North, cité par Bernard Perret (Perret : 2002), les institutions permettent de réduire l'incertitude inhérente aux relations humaines.

« ... Elles se composent de contraintes formelles (les règles, les lois, les constitutions), de contraintes informelles (des normes de comportement, des conventions, des codes de conduite auto-imposés) et des caractéristiques de leur application ».

Oliver E. Williamson<sup>7</sup> développe cette position et définit les institutions comme « les règles du jeu » (Williamson 1985 : 187-195) qui encadrent les actions des individus (les institutions sont des règles élaborées par les individus pour réduire l'incertitude et les coûts de transaction).

Quant à Ronald Coase (Coase 1998), il pense que ce sont les institutions qui gouvernent la performance d'une économie et les coûts de l'échange dépendent des institutions de chaque pays : son système légal, son système politique, son système social, son système éducatif, son système en général, sa culture. Finalement, C. Menard (Menard 2003) rajoute que c'est l'ensemble de règles durables, stables, abstraites et impersonnelles, cristallisées dans des lois, des traditions ou des coutumes, et encadrées dans des dispositifs qui implantent et mettent en œuvre, par le consentement et/ou la contrainte, des modes d'organisation des transactions.

### **3. La confiance et la gouvernance des villes**

Selon R.D. Putnam, l'efficacité d'une institution dépend de plusieurs indicateurs : de la stabilité du gouvernement, de la rapidité du vote du budget, des services de statistique et d'information, de la législation relative aux réformes, de l'innovation législative, des centres de soin quotidien, des cliniques familiales, des instruments de politique industrielle, des dépenses agricoles, de l'expérience des unités locales de soins médicaux, du développement de l'habitat et de l'urbanisme et de la réaction bureaucratique... Il apparaît alors que les « *performances institutionnelles des régions du Sud (d'Italie) sont bien inférieures à celles de leurs homologues du Nord.* » (Putnam 1997 : 240).

ONU Habitat précise sur ce sujet que la gouvernance correspond à l'environnement favorable nécessitant des cadres juridiques adéquats, des processus politiques, d'administration et de gestion efficaces pour permettre

---

<sup>7</sup> Oliver Eaton Williamson, 1932, économiste américain, prix Nobel 2009 pour la gouvernance économique.

aux gouvernements locaux de répondre aux besoins des citoyens. Ainsi, une gouvernance urbaine fonctionnelle est-elle définie comme démocratique et inclusive, focalisée sur le long terme et intégrée, multi-niveaux, territoriale, compétente et consciente des opportunités de l'ère numérique. Ceci nous conduit à orienter notre attention sur l'implication des citoyens dans la gestion de la cité. Pour restaurer la confiance, O. Thomas (Thomas 2003) stipule que proposer différents types de pratiques participatives est devenu, pour plusieurs raisons, une véritable contrainte dans le gouvernement quotidien de la ville, une sorte de « mode » dont il serait dangereux, ne serait-ce que dans une optique électorale, de se démarquer.

Pour le cas d'Algérie, le législateur offre cette tendance par la Loi n°06 - 06<sup>8</sup> du 20 février 2006 portant une Loi d'orientation de la ville et notamment son article 11 qui stipule :

Art. 11- Le volet de la gestion a pour objectif de promouvoir la bonne gouvernance à travers :

1. Le développement des modes de gestion rationnelle en utilisant des moyens et procédés modernes ;
2. Le renforcement et l'amélioration de la qualité des prestations de service public ;
3. La réaffirmation de la responsabilité des pouvoirs publics et la participation du mouvement associatif et des citoyens dans la gestion de la ville ;
4. Le renforcement de la coopération entre les villes<sup>9</sup>.

#### **4. Mesurer l'efficacité des institutions**

Les analyses empiriques récentes retiennent généralement trois (03) critères assez généraux en vue de mesurer les institutions :

- Qualité de la gestion des affaires publiques (corruption, droits politiques, efficacité du secteur public et poids de la réglementation) ;
- Existence de lois protégeant la propriété privée et l'application de ces lois ;
- Limites imposées aux dirigeants politiques.

Les mesures elles-mêmes ne sont pas objectives : elles sont plutôt des appréciations et des évaluations subjectives d'experts nationaux ou des évaluations de la population lors d'enquêtes réalisées par des organisations internationales et des organisations non gouvernementales.

---

<sup>8</sup> JORADP. 51, 2006.

<sup>9</sup> Extrait, JORADP Loi n°06 - 06 du 20 février 2006.

Il existe également un Indice de Gouvernance Mondiale (IGM)<sup>10</sup> qui se base sur plusieurs volets. Pour mesurer l'efficacité des institutions, il porte essentiellement sur :

1. Paix / Sécurité ;
2. Démocratie / État de droit ;
3. Droits de l'homme / Participation ;
4. Développement durable ;
5. Développement humain.

## **5. Investigations sur l'enquête *World Values Survey (WVS)*<sup>11</sup>**

Au fil des ans, le WVS a démontré que les valeurs et croyances des gens jouent un rôle clé dans le développement économique, l'émergence et l'épanouissement des institutions démocratiques, l'augmentation de l'égalité des sexes et la mesure dans laquelle les sociétés peuvent s'attendre à un gouvernement efficace.

Le WVS est fondé sur un réseau mondial de spécialistes des sciences sociales, qui mènent depuis 1981 des enquêtes nationales représentatives dans près de 100 pays, étudiant les valeurs changeantes et leur impact sur la vie sociale et politique. C'est la plus grande enquête non commerciale, transnationale et chronologique portant sur les croyances et les valeurs humaines ; et la seule étude académique couvrant l'ensemble des variations globales, allant des pays très pauvres aux pays très riches, dans toutes les zones culturelles du monde. Les gouvernements, les journalistes, les chercheurs, et des experts de la Banque mondiale utilisent largement des données tirées de la WVS en vue d'analyser les liens entre les facteurs culturels et le développement économique.

Pour examiner le rapport des Algériens aux acteurs et institutions publiques (valeurs et confiance que les citoyens accordent à ces institutions), nous nous sommes basés sur les résultats de l'enquête WVS Algérie. Notre objectif est d'apporter quelques éclairages à cet égard et d'examiner comment ils se répercutent sur l'attachement aux institutions et l'identification des citoyens. À cette fin, nous avons utilisé dans notre investigation empirique un jeu la donnée : *WV6\_Data\_Algeria\_2014\_spss\_v\_2015-04-18* portant

---

<sup>10</sup> IGM est un indicateur créé par Le Forum pour une nouvelle gouvernance mondiale (FnGM) en 2008 pour l'évaluation de la gouvernance mondiale.

<sup>11</sup> World Values Survey (WVS) est un projet international d'enquêtes nationales représentatives des pays sur l'évolution des valeurs et des croyances dans le monde.

sur un échantillon de 1200 répondants où plusieurs méthodes d'analyses statistiques descriptives ont été retenues, à savoir des Barres empilées et Histogrammes et analyses multidimensionnelles d'Analyse Factorielle de Correspondance AFC.

Les résultats font apparaître la faible confiance envers les institutions politiques (figure 5). Le gouvernement, le parlement et les partis politiques ensemble jouissent d'un niveau de confiance de la part des répondants de moins de 40%, dans les meilleurs des cas. Une telle situation peut être interprétée comme indication du faible degré d'autorité dont jouissent ces institutions ou bien peut être vue comme un indice exprimant le doute de la majorité des citoyens dans la démocratie de la formation de ces institutions. Ce faible niveau de confiance peut expliquer le manque d'engagement des citoyens dans la vie de la Cité, le niveau élevé des coûts de transactions en Algérie. Ce constat est confirmé par le rapport *Doing Business 2019* de la Banque mondiale. La facilité de faire des affaires classe les économies de 1 à 190. Pour chaque économie, le classement est calculé comme la moyenne simple des rangs centiles sur chacun des 10 sujets inclus dans l'indice *Doing Business 2019* : démarrage d'une entreprise, octroi de permis de construire, raccordement à l'électricité, transfert de propriété, obtention de crédits, protection des investisseurs, paiement des impôts, commerce transfrontalier, exécution des contrats, et mesures pour résoudre l'insolvabilité. L'Algérie est classé en 2019 au 157 rang mondial et occupe la 32<sup>ème</sup> place en Afrique<sup>12</sup>. D'après R.D. Putnam « *La confiance lubrifie la coopération. Plus grand est le niveau de confiance à l'intérieur de la communauté, plus fort est la probabilité de la coopération* »<sup>13</sup>.

La figure 5 nous présente une situation de faible niveau de confiance même pour les banques, les grandes compagnies et les universités. Nous estimons qu'en raison du fait que ses institutions soient étatiques, celles-ci sont évaluées par les citoyens à travers leur relation aux instances de l'État, dont les performances en termes de gouvernance sont considérées comme faibles.

La figure 6 démontre la situation avec les organisations caritatives qui bénéficient d'une forte confiance de la part des citoyens. Nous pourrions expliquer ceci par le caractère privé de ses institutions, leur indépendance financière. Comme souligne Laurence Thieux (Thieux 2009 : 29-144) « ... le mouvement associatif a assumé, contre sa volonté ou à son insu et selon la conjoncture, soit le rôle de bouc-émissaire pour masquer l'incapacité de l'État à satisfaire les attentes de ses administrés, soit celui de nouveau relais pour la redistribution des ressources de l'État et la création de nouveaux réseaux clientélistes. ».

---

<sup>12</sup> Voir <<https://français.doingbusiness.org/fr/rankings>>.

<sup>13</sup> <<http://data.myworld2015.org/?country=Algeria>>.

Ces résultats confirment les thèses de R. D. Putnam, qui portent sur la relation entre la bonne gouvernance, la prospérité et la participation des citoyens à la vie de la Cité/du pays. Selon Thiébault « *En Italie, l'Emilie-Romagne est la région la mieux gouvernée non pas parce qu'elle est l'une des plus riches mais parce qu'elle bénéficie du taux d'engagement civique le plus élevé du pays. Ses habitants sont plus engagés dans la vie politique locale, mais aussi dans les activités sportives ou artistiques de la communauté* » (Thiébault 2003 : 341-355).

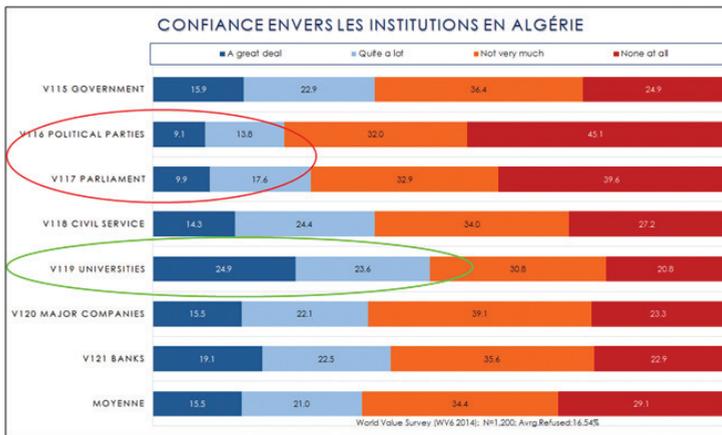


Figure 5. Confiance envers les institutions publiques en Algérie

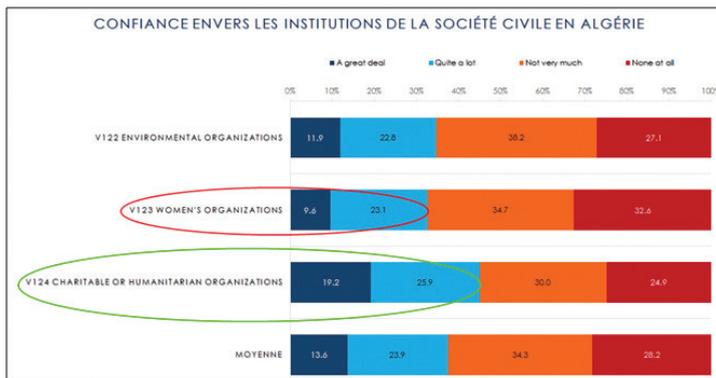
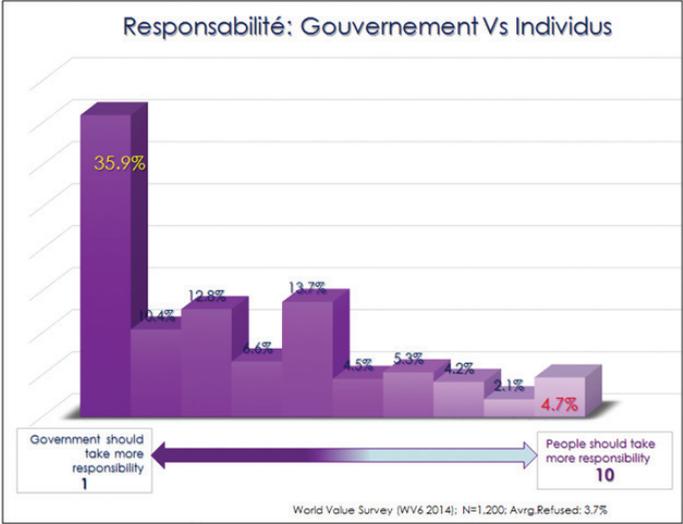
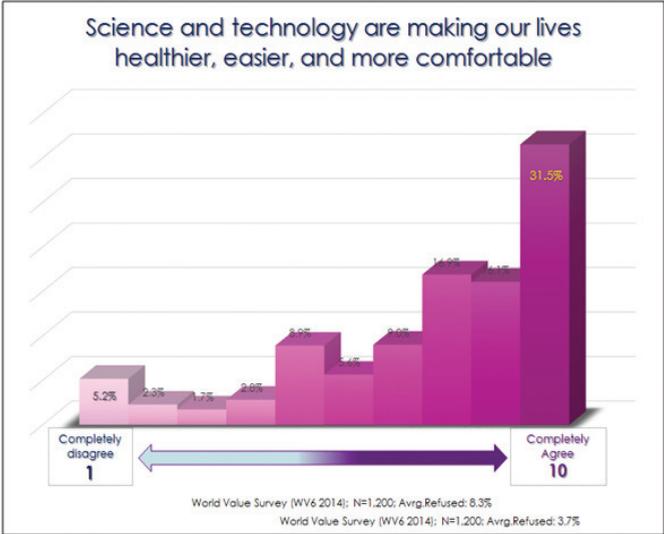


Figure 6. Confiance envers les institutions de la société civile en Algérie

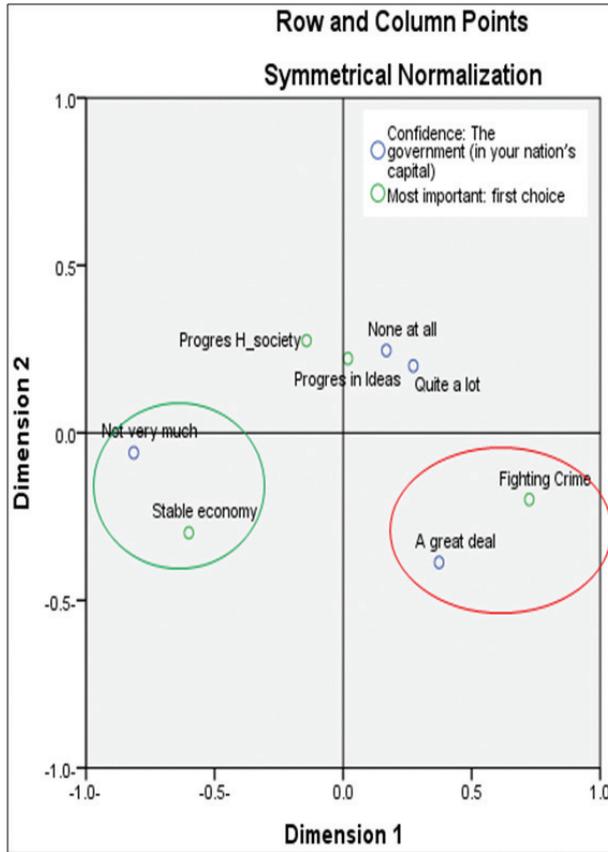


**Figure 7.** Tendence Avis sur le partage de la responsabilité en Algérie

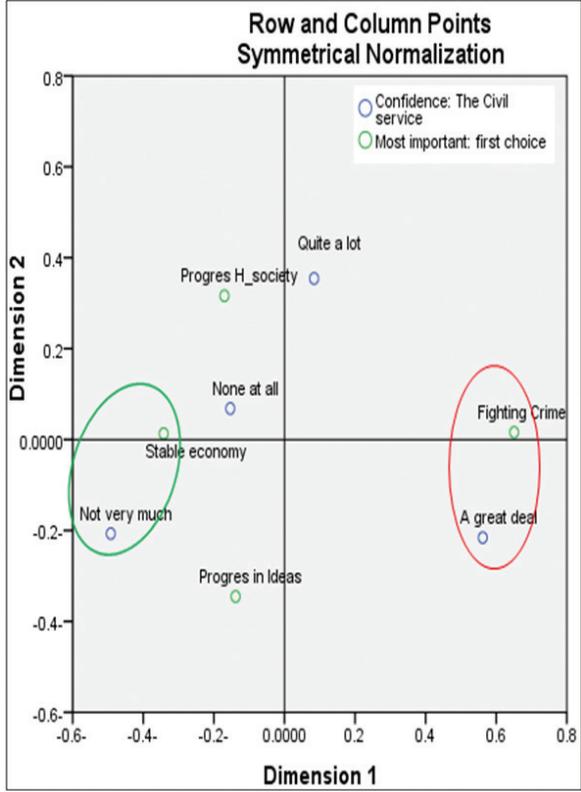


**Figure 8.** Tendence Avis sur les priorités liées au bien-être en Algérie

Les traitements d'analyses multidimensionnelles par l'Analyse Factorielle de Correspondance (AFC) démontrent que la lutte contre la délinquance est le désir le plus important exprimé par le citoyen, dépassant largement la stabilité de l'économie, ce qui s'observe facilement sur le graphique des proximités de l'AFC (Figure 9).



**Figure 9.** Graphique des proximités de la priorité confiance au gouvernement



**Figure 10.** Graphique des proximités de la priorité de confiance au service civil

Les résultats du Sondage *MY World* <sup>14</sup>, mené par les Nations Unies et ses partenaires et destiné aux citoyens, confirme nos constats. L'objectif de celui-ci est de donner la parole à la population et de comprendre son point de vue et ses priorités, afin que les leaders mondiaux soient bien informés avant de se lancer dans la définition du nouveau programme de développement mondial. 4618 algériens ont répondu au sondage en ligne sur leurs priorités pour un avenir meilleur. Parmi les 16 priorités pré-identifiées par les Nations Unies, les réponses ont fait ressortir les trois priorités suivantes par ordre d'importance des votes exprimés : Bonne éducation (3455) ; Meilleur système de santé (2922) ; Protection contre la délinquance et la violence (2458).

<sup>14</sup> <<http://data.myworld2015.org/?country=Algeria>>.

## 6. Conclusion

Les questions de la gouvernance et la gestion des villes en Algérie sont réglées par la Loi 06-06 du 20/02/2006 portant Loi d'orientation de la ville, qui vise la maîtrise de la croissance urbaine, la lutte contre la dégradation de la vie dans les quartiers, la promotion et la préservation de l'hygiène et de la santé publique et la bonne gouvernance, à travers la participation des citoyens et de la société civile dans la gestion de leur ville.

Or, malgré les avancées constitutionnelles et législatives, de nombreux défis persistent quant à la participation des citoyens à la vie de la Cité. La participation des citoyens peut se refléter à travers le degré de confiance qu'ils accordent aux institutions garantes et porteuses de ces projets. La question de la confiance se pose fréquemment posée dans différents domaines de la vie du citoyen. C'est sans doute parce qu'en Algérie elle est en crise et doit faire l'objet d'une attention particulière dans le domaine économique compte tenu de sa complexité.

Notre examen du rapport des Algériens aux acteurs et institutions publiques met en lumière un fait indiscutable : la participation des citoyens à la gestion de la ville est l'élément-clé d'une *Smart City* qui est conditionnée par le degré de confiance que les citoyens accordent aux institutions ce qui néanmoins mérite d'être plus amplement pris en considération dans les décisions et les actions économiques et exploré par de nouvelles études.

## RÉFÉRENCES

- Bennabi, M. 2005 [1949]. *Les conditions de la renaissance - Problème d'une civilisation*. Alger, Éditions ANEP.
- Bennabi, M. 2006 [1954]. *Vocation de l'islam*, sans lieu d'édition, Éditions ANEP.
- Bennabi, M. 1964. *Perspectives algériennes*. Ed. En-Nahda, Alger.
- Berezowska-Azzag, E. 2014. La ville au cœur de l'aménagement du territoire en Algérie [en ligne]. *Séminaire AViTeM/EPAU* Alger, Juin 2014. [https://avitem.org/sites/default/files/ressources/pdf/article/12politique\\_de\\_la\\_ville\\_en\\_algerie](https://avitem.org/sites/default/files/ressources/pdf/article/12politique_de_la_ville_en_algerie).
- Bevort, A. 1997. Performances institutionnelles et traditions civiques en Italie. En relisant Robert Putnam, *Revue Française de Science Politique*, vol. 47, n° 2, avril, 234-247.
- Coase, R. 1998. The New Institutional Economics. *The American Economic Review*, 88(2), Papers and Proceedings of the Hundred and Tenth Annual Meeting of the American Economic Association (May, 1998), 72-74.
- Côte, M. 1994. L'urbanisation en Algérie : idées reçues et réalités. *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims*, 85(1), 59-72.
- Dilmi, Z. 2013, Malek Bennabi (1905-1973 É.C.) *et les conditions d'une nouvelle renaissance de la société arabomusulmane*. [En ligne]. Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Maîtrise (M.A.) ès sciences des religions. Université de Montréal, Décembre 2013. <https://www.scribd.com/document/363233815/Bennabi-Renaissance-Arabo-Musulmane-Memoire-2014-Dilmi-Zoheir>.

- Doing Business* 2019. World Bank. [en ligne] <https://www.doingbusiness.org/en/reports/global-reports/doing-business-2019>
- El Aoufi, N. 2009. Théorie de la régulation : la perspective oubliée du développement. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs* [En ligne], 6/2e semestre / Automne 2009, mis en ligne le 14 février 2012, consulté le 20 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/764> ; DOI : 10.4000/regulation.7641.
- Journal officiel de la République Algérienne Démocratique et Populaire (JORADP)*, N°15 année 2006.
- Kuran, T. 2008. Sous-développement économique au Moyen-Orient : le rôle historique de la culture, des institutions et de la religion. *Afrique contemporaine*, 226 (2), 31-54.
- Menard, C. 2003. L'approche néo-institutionnelle : des concepts, une méthode, des résultats. *Cahiers d'économie Politique/Papers in Political Economy*, 44 (1), 103-118. doi : 10.3917/cep.044.0103.
- North Douglass C. 1994. Economic Performance Through Time, *The American Economic Review*, June 1994, 84:3, 359-368.
- OCDE. 2001. ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES. Rapport Annuel 2001.
- Perret, B. 2002. Indicateurs sociaux : état des lieux et perspectives. *Papiers du CERC* N° 2002.
- Perret C., Belaïd A. 2017. Capital social, confiance et développement territorial. Une étude appliquée en Kabylie. *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 7, n°2 Juillet 2016, mis en ligne le 28 juillet 2016, consulté le 01 septembre 2017. URL : <http://developpementdurable.revues.org/11340>, DOI 10.4000/developpementdurable.11340.
- Putman R.D. 1993, *Making Democracy Work. Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton, NJ, Princeton University Press.
- Putnam, R.D. 2005. « C'est grâce aux liens sociaux que notre niveau de richesse et notre santé s'améliorent ». *Les Echos-Entretien* : Robert Putnam - 2005. Site de Les Echos. fr : <<http://archives.lesechos.fr/archives/2005/Enjeux/00215-062>>, (accédé le 20.09.2018).
- Schuller G. 2004. Économie et confiance. La confiance, un facteur indispensable mais complexe, Mimeo, janvier, 41. [http://www.portstnicolas.org/IMG/pdf/ECO\\_et\\_confiance\\_Version07\\_2004.pdf](http://www.portstnicolas.org/IMG/pdf/ECO_et_confiance_Version07_2004.pdf) (accédé le 20/09/2018).
- Thiébaud, J. 2003. Les travaux de Robert D. Putnam sur la confiance, le capital social, l'engagement civique et la politique comparée. [En ligne], *Revue internationale de politique comparée*, vol. 10 (3), 341-355. Doi : 10.3917/ripc.103.0341.
- Thieux, L. 2009. Le secteur associatif en Algérie : la difficile émergence d'un espace de contestation politique, *L'Année du Maghreb*, V/2009, 129-144.
- Thomas, O. 2003. Gouvernement des villes et démocratie participative : quelles antinomies ? [En ligne], *Pouvoirs*, 104 (1), 143-158. Doi : 10.3917/pouv.104.0143.
- Williamson, O. E. 1985. Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft / *Journal of Institutional and Theoretical Economics* Bd. 141, H. 1., 2nd Symposium on The New Institutional Economics (März 1985), 187-195.
- World Value Survey* WV6. 2014.

---

# TENDANCES CONTEMPORAINES DANS LA DIPLOMATIE (INTER) URBAINE

*Dimitar PEHLIVANOV*

---

## RÉSUMÉ

Au fil des années les initiatives internationales des villes et des communautés locales et régionales se sont largement développées, en créant leurs propres associations, unions et, récemment, des réseaux, avec leurs politiques et ordres du jour particuliers. Bien qu'empruntant beaucoup de caractéristiques de la diplomatie « classique » entre les Etats, cette diplomatie spécifique s'est beaucoup émancipée dans les dernières décennies, poussée surtout par les problèmes spécifiques (et communs) des communautés locales, notamment la lutte avec le réchauffement climatique, la gestion des eaux et des déchets, bref, le développement durable. En ce sens, cette activité internationale est marquée par son pragmatisme, étant aussi beaucoup moins dépendante des préjugés et réminiscences politiques. Le mouvement international des villes, émergé en 1913, à la veille de la Première Guerre mondiale, par la création de l'Union internationale des villes, a accompli récemment son premier centenaire.

Le jumelage (« Twinning ») entre les villes est peut-être la forme la plus visible de la politique internationale des unités locales. A l'heure actuelle, le jumelage connaît déjà un développement énorme, à portée planétaire et avec des formes toujours plus innovatrices, comme par exemple l'échange d'« ambassadeurs » entre les maires des grandes villes.

D'autres formes de la diplomatie urbaine contemporaines sont les réseaux toujours plus innombrables du point de vue thématique, mais aussi les prix et les compétitions internationales diverses, soumis au développement des technologies nouvelles.

**Mots-clés :** *mouvement local, diplomatie urbaine, réchauffement climatique, jumelage*

#### ABSTRACT

Over time, international initiatives of cities and local and regional communities have largely developed creating their own associations, unions and, recently, networks, with their own policies and agendas. Although borrowing many characteristics of the “classical” diplomacy between the states, this specific diplomacy has emancipated itself a lot in the last decades pushed ahead especially by the specific (and common) problems of the local communities, in particular the fight against the global climate change, water and waste management, in short, the sustainable development. In that sense, this international activity is marked by pragmatism, being also much less dependent on political prejudices and reminiscences. The international movement of cities has celebrated its first century recently, having begun in 1913, on the eve of the First World War, by the creation of the International Union of Cities.

City twinning is perhaps the most visible form of the international politics of local units, towns and communities. In the current time, the twinning already knows an enormous development of truly global scope and with ever more innovative forms such as, for example, the exchange of “ambassadors” between the mayors of big cities.

Other forms of contemporary urban diplomacy are the networks that are increasingly innumerable from a thematic point of view and subject to the development of new technologies, but also various international awards and competitions.

**Keywords:** *Local Movement, Urban Diplomacy, Global Warming, Twinning*

Les collectivités locales et/ou régionales, ou plus généralement les gouvernements non-étatiques, ont su au fil des années, et partout dans le monde entier, saisir les opportunités qui leur ont permis d'imposer ce type d'entités sur la scène internationale. À côté des États et d'autres acteurs pareils, comme les entreprises, les organisations de solidarité internationale et différents types d'organisations non-gouvernementales (ONG), ils ont constamment élargi leur action internationale. Au-delà des contacts bilatéraux noués avec d'autres collectivités locales étrangères, dans le cadre

d'abord des jumelages (« Twinnings » ou « Sister cities » dans certains pays<sup>15</sup> comme les Etats-Unis), puis de la coopération décentralisée, les collectivités territoriales et les villes dans les quatre coins du monde entier s'associent dorénavant dans de multiples réseaux internationaux. Elles sont aujourd'hui en quête de reconnaissance internationale auprès d'organisations régionales comme l'Union européenne (UE) ou d'organisations internationales comme l'Organisation des Nations unies (ONU), mais aussi des organisations spécialisées comme le Conseil des municipalités et régions européens (CMRE)<sup>16</sup>, ICLEI pour les villes de développement durable<sup>17</sup>, les associations régionales comme NALAS<sup>18</sup>, les organisations nationales des villes jumelées et beaucoup d'autres.

Les acteurs, aussi bien que les chercheurs, en sont venus tout récemment à interroger profondément le rôle de la « diplomatie des villes » dans le champ traditionnel des relations internationales. On tentera d'examiner ici quelques remaniements, aussi bien pratiques que conceptuels, induits par la présence toujours croissante des gouvernements locaux sur la scène internationale. Nous essaierons de comprendre ce qui a conduit les praticiens à se focaliser sur la délimitation d'un champ de la « diplomatie des collectivités locales » dans l'ensemble des actions internationales des entités subétatiques qu'ils animent. Nous montrerons comment ce discours nouveau s'applique aux recherches académiques visant à comprendre les logiques et les conséquences de l'engagement international des gouvernements non centraux. L'enjeu principal est ici de mesurer en quoi les visions « classiques » de l'action diplomatique s'en trouvent ou non bouleversées.

Il s'agit d'un aperçu chronologique qui date de plus de 100 ans et pourrait être divisée en trois pistes : la première, nous fait découvrir la genèse et l'évolution de ce mouvement municipal international qui a débuté en 1913 à l'occasion de l'Exposition Universelle à Gand, Belgique, par la création de l'Union internationale des villes organisation ancêtre de CGLU. La seconde évoque les événements importants de l'histoire de Rabat et du Maroc, ville et pays hôtes du Sommet mondial et du 4ème Congrès de CGLU. La dernière

---

<sup>15</sup> <https://sistercities.org/>

<sup>16</sup> <http://www.ccre.org/>

<sup>17</sup> <https://www.iclei.org/>

<sup>18</sup> <http://www.nalas.eu/>

retrace les évènements internationaux qui ont marqué le centenaire du mouvement international des villes, célébré officiellement en 2013<sup>19</sup>.

Parler de façon générale et indifférenciée de l'action internationale des gouvernements locaux semble en soi une gageure, dans la mesure où cette expression englobe des réalités pour le moins disparates. Elle ne fait pas (ou très peu) la distinction entre les collectivités territoriales des États unitaires et les entités étatiques réunies dans une fédération. Et si l'on ajoute ici toute la variété des États fédéraux, l'image devient vraiment très différente. Elle ne tient pas compte des caractéristiques de la décentralisation, qui varient considérablement d'un État à l'autre en termes de répartition des compétences et de mode d'exercice de la tutelle étatique, pas plus qu'elle ne prend pas en considération la nature politique des régimes des États centraux, leurs parcours historiques ou leurs prospérités relatives. Elle en néglige l'étendue, le niveau de peuplement, en mettant sur le même pied zones rurales et urbanisées. Enfin, elle ignore les tendances les plus récentes visant à regrouper les territoires ou à privilégier la formation de vastes métropoles pour leur compétitivité (Viltard, 2010 : 3).

Les objectifs universalistes et cosmopolites que les gouvernements locaux donnent à leur action « diplomatique » sont en tout point identiques à ceux auxquels les États souscrivent habituellement dans le cadre des organisations internationales, notamment à l'ONU. Conscients de la particularité de leur statut international, les auteurs de la résolution précisent la façon dont ils prétendent s'insérer dans la communauté internationale. Le texte nous dit qu'ils « *travailleront si possible ensemble dans des partenariats à plusieurs niveaux avec les gouvernements centraux, les institutions gouvernementales internationales et les organisations de la société civile afin de contribuer au processus de paix* » (Viltard 2010 : 3). L'argumentation est en fait de l'ordre du plaidoyer, et propose des actions visant à convaincre les États et les institutions internationales des atouts décisifs que possèdent les gouvernements locaux, notamment en période de conflit.

Ainsi les porte-parole des gouvernements locaux regroupés dans le réseau déjà mentionné comme la CGLU travaillent aujourd'hui à définir une identité commune et originale qui les singularise sur la scène internationale. Ils se proposent de promouvoir la « diplomatie des villes » auprès des institutions régionales comme l'UE, et de faire reconnaître le rôle des gouvernements locaux en établissant également des partenariats avec le Congrès des autorités

---

<sup>19</sup> <https://www.uclg.org/>

locales et régionales du Conseil de l'Europe et le Comité des régions de l'UE. La commission « diplomatie des villes » de la CGLU déclare pour parvenir à ses fins s'engager dans un « lobbying politique » auprès de Bruxelles, en vue de « l'établissement d'un fonds européen pour la « diplomatie des villes ». Plus ambitieusement, elle projette de plaider la cause de la « diplomatie des villes » à New York et à Washington auprès des institutions des Nations unies et de la Banque mondiale. Donc, les collectivités territoriales, pourrait-on prétendre, suivent les tendances globales des pays à transformer les capitales mondiales du lobbying – New York et Bruxelles en « leurs » capitales aussi.

La délimitation de la « diplomatie des villes » au périmètre des questions de sécurité internationale concernant la prévention des conflits, la gestion des conflits et le rétablissement de la paix s'ajuste néanmoins sur d'autres champs plus traditionnels et modernes de l'action internationale des gouvernements locaux, notamment en matière de développement durable, le réchauffement climatique, les problèmes des migrants et la coopération internationale en général. La « coopération décentralisée » est alors clairement pensée comme s'articulant – et en fait se différenciant peu – des actions de reconstruction dans les périodes post-conflit. Mais l'affichage de la vocation des gouvernements locaux dans le domaine de la promotion de la paix et d'autres domaines vise à transcender leur action internationale. Il représente une appropriation des normes internationales qui, dans ce sens, vise à effacer symboliquement leur différence avec les États et les autres acteurs internationaux, tout en valorisant leurs dispositions spécifiques, comme la promotion de la démocratie et de l'autonomie locale, ainsi que leur vocation à assurer la cohésion sociale et la sécurité, ou la lutte contre les discriminations.

Mais si un consensus s'est dégagé dans la communauté des acteurs impliqués dans l'action internationale des gouvernements locaux sur la notion de « diplomatie des villes », certains manifestent de toute évidence un intérêt plus grand à s'engager stratégiquement sur ce terrain. Ainsi, la ville de La Haye qui, comme acteur collectif, se définit comme « Ville de la paix » en organisant un colloque, et son maire a pris la présidence de la commission sur la « diplomatie des villes » de la CGLU, ont manifesté un activisme particulier dans l'invention du domaine. À l'inverse, les représentants des collectivités locales françaises ont clairement déclaré leur préférence : maintenir la « coopération décentralisée » comme référence principale de leur action internationale. La « diplomatie des villes » leur apparaît plus comme une source de confusion que comme une plus-value, surtout pour les petites communautés. Ces différenciations traduisent, en fait, des orientations

stratégiques diverses d'acteurs locaux, déterminées par le contexte dans lequel ils agissent, et des trajectoires qui leur sont spécifiques.

Parler de «diplomatie des villes» c'est aussi considérer que l'action internationale des gouvernements locaux est sciemment mise en place par leurs responsables, et possède une certaine cohérence, comme on le suppose des buts poursuivis par les États à travers leur politique étrangère. La comparaison mérite pourtant d'être tempérée, les analyses contemporaines de l'élaboration des politiques étrangères tendant plutôt à montrer leur désintégration bureaucratique, en raison des actions internationales menées par d'autres administrations que les ministères des Affaires étrangères, ou de l'implication internationale de multiples acteurs des sociétés civiles, auxquels on peut associer, d'ailleurs, les gouvernements locaux. Toute politique étrangère est un effet de composition, qui repose sur des compromis engageant une multitude d'acteurs, aussi bien aux plans interne qu'international.

Dans ce cadre, un intérêt particulier s'est récemment développé à comprendre les processus qui conduisent les villes à s'internationaliser. L'hypothèse généralement retenue est, à l'époque de la globalisation et de la fragmentation des politiques publiques, celle de la constitution de différents types de régimes urbains. Ils vont ainsi classer les villes dans quatre catégories. Les villes de Paris, Toronto et Milan ont obtenu, dans un contexte dirigiste, des conditions de marché favorables s'accompagnant d'un soutien gouvernemental élevé. D'autres villes, comme New York et Houston, dans un contexte dominé par l'esprit d'entreprise, ont réussi à se positionner favorablement sur les marchés, bien que ne bénéficiant pas d'appuis gouvernementaux. Des villes comme Marseille, Liverpool, Glasgow et Naples, du fait du poids de leur secteur public, connaissent une bonne intégration politique, mais une médiocre intégration économique. Enfin, la ville de Détroit, largement dépendante du privé, est victime d'une mauvaise intégration politique et économique.

Sans doute un des sujets les plus importants de la diplomatie globale des villes, c'est le réchauffement climatique et les problèmes relatifs au climat. Les engagements précoces sur cette thématique ont été possibles là où les personnels techniques des services possédaient déjà une culture scientifique avancée sur les questions climatiques et énergétiques, ce qui suppose le plus souvent que l'institution ait des capacités de veille sur les questions écologiques. C'est bien évidemment également sur la base de volontés politiques locales, ayant déjà permis l'engagement de la collectivité sur des

problématiques d'environnement et/ou de développement durable, que se sont constituées les premières politiques climatiques locales. Les gains en termes d'image pour les premiers territoires engagés ne sont pas non plus à négliger, l'affichage d'un engagement précoce sur cette problématique planétaire permettant de se différencier et d'asseoir une image de collectivité responsable et innovante, alimentant des stratégies de «marketing territorial».

Comme pour toutes les nouvelles politiques publiques, les démarches mises en place se sont élaborées, au démarrage, principalement sur le mode de l'agrégation d'éléments préexistants derrière une labellisation « bon pour le climat », de «bouts» de mesures issus d'autres politiques sectorielles jusqu'à non ou peu reliées (énergie, habitat, mobilité...). Cet « assemblage » est variable tant dans la forme que par la nature et la variété des actions réunies et de leurs importances relatives, et n'interdit pas certaines innovations institutionnelles. Parmi les secteurs investis par les politiques climatiques au niveau régional, on retrouve plusieurs secteurs « incontournables » : l'énergie, les transports, l'aménagement et l'habitat, qui semblent constituer les bases de toute politique climatique régionale. À cela s'ajoute une focalisation sur des secteurs particuliers suivant les enjeux, les spécificités et les ressources régionales. Il en est ainsi de l'industrie (en Nord-Pas-de-Calais par exemple), de l'agriculture et de la foresterie (en Poitou-Charentes par exemple). Ces secteurs gros émetteurs de Gaz à effets de serre (GES) sont investis dans une optique d'atténuation (réduction des émissions de GES) et seul le secteur de l'habitat semble pouvoir être plus facilement envisagé à la fois dans une optique d'atténuation et d'adaptation aux effets du changement climatique avec des doubles dividendes facilement identifiables (climatisation naturelle et résistance aux risques cycloniques à la Réunion, baisse des consommations énergétiques et amélioration du confort d'été par une meilleure isolation...).

Un jumelage, c'est la rencontre de deux communes qui entendent proclamer qu'elles s'associent pour agir dans une perspective européenne, pour confronter leurs problèmes et pour développer entre elles des liens d'amitié de plus en plus étroits. Ces mots font apparaître les principales valeurs inhérentes aux jumelages : l'amitié, la connaissance et la coopération entre les peuples d'Europe et notamment les peuples des villes. A priori, les jumelages sont essentiellement une affaire de voisins ou de pays partageant les liens culturels et historiques. La très grande majorité des jumelages recensés lie des communes de pays proches. Toutefois, avec l'ouverture des Etats anciennement communistes et grâce à des plus grandes facilités de transports, les communes hésitent de moins en moins à créer des partenariats. Certains pays sont particulièrement actifs dans les jumelages. Pour des

raisons historiques, la France et l'Allemagne sont les pays où l'on dénombre encore aujourd'hui le plus de jumelages – près de 6000, plus du tiers étant justement franco-allemands. A cela contribue aussi, bien sûr, la coopération entre les deux pays, au niveau national. Viennent ensuite l'Italie, la Pologne, le Royaume-Uni, avec autour de 2000 jumelages. Ramenés au nombre d'habitants, il s'avère que les pays scandinaves sont les plus actifs. L'un des enjeux majeurs pour l'avenir est de développer les relations entre peuples aux cultures différentes et dont l'histoire est relativement éloignée. Ainsi, les jumelages entre communes de pays distants doivent être encouragés, notamment entre l'Ouest et l'Est d'une part, entre les pays du Nord et les pays du Sud, d'autre part. C'est à cette condition que se renforcera la solidarité des peuples à l'échelle de notre continent. Néanmoins et malgré les problèmes, la coopération et la diplomatie des villes s'est énormément développée dans les dernières décennies. Le jumelage ou le *twinning* des villes en tant que la forme probablement la plus visible de la coopération entre les villes vers la fin de la Deuxième Guerre mondiale, quand deux villes, presque complètement détruites de la Guerre et ayant porté de grosses souffrances – Coventry et Stalingrad (actuellement Volgograd)<sup>20</sup> ont conclu leur accord de coopération, persistant 70 ans plus tard, et célébré comme le début de la coopération moderne des villes. Cette coopération porte tous les indices de la créativité, privée de l'idéologisation et pouvant exister même dans les conditions des contradictions parfois sérieuses et profondes, idéologiques, politique ou autres, entre les Etats-patrons. L'exemple de ces deux villes, dont la coopération commence dans les conditions de la Guerre froide, en est très indicatif. C'est aussi une preuve que la coopération entre les villes peut être beaucoup plus flexible et créative. Actuellement, le jumelage entre les villes connaît vraiment un épanouissement, comptant des milliers et des milliers de couples de ville dans le monde<sup>21</sup>. Les formes de jumelage entre les villes parfois peuvent être représentées comme *un modèle diminutif de la diplomatie entre les Etats*, comme par exemple l'échange des « *Ambassadeurs* » entre les maires – des experts seniors ou des conseillers sont échangés entre les maires de deux localités, surtout des métropoles – chacun d'eux occupe une position dans l'administration opposée pour un délai déterminé, servant comme un pont ou intermédiaire entre les deux villes jumelées.

Un stimulus énorme de création de réseaux d'autorités locales en faveur du réchauffement global et des changements climatiques est le

---

<sup>20</sup> <http://www.volgadmin.ru/d/Home/Index>

<sup>21</sup> <http://www.twinning.org/en/page>

développement des moyens de communication modernes et l'échange très rapide d'information entre les partenaires participants – par exemple presque chaque projet dans le domaine du développement durable élabore des indicateurs pour suivre une zone ou domaine donné, le l'échange de bonnes pratiques, ou encore des webinars avec information sur tel ou tel problème. Les réseaux entre les autorités locales créés de cette façon sont vraiment innombrables et il serait très difficile d'énumérer ici toutes les formes d'échange entre les villes. Le réseau le plus réussi de collectivités locales, c'est le déjà mentionné *ICLEI - Les Gouvernements locaux de durabilité*<sup>22</sup>, comprenant aussi beaucoup de réseaux thématiques.

La participation active des autorités locales exprime, tout d'abord, l'émancipation diplomatique et internationale des pouvoirs locaux et régionaux, mais aussi le désir de déterminer l'agenda international dans le domaine du développement urbain. La plupart des réseaux sont inclus dans l'élaboration des rapports sur le développement urbain, les personnes à position électorale participent dans des groupes de travail pour l'élaboration de ces rapports<sup>23</sup>. Un autre point important dans le développement, c'est la *participation personnelle* des maires et des experts de la gestion locale dans des initiatives différentes des pouvoirs locaux. L'exemple notoire ici étant la *Convention des maires en Europe*, l'une des principales organisations dans le domaine de l'efficacité énergétique et la lutte contre le changement climatique. La création d'une pareille organisation témoigne d'une organisation nouvelle en ce qui concerne le développement urbain et tout ce qui est lié avec lui<sup>24</sup>. Une autre initiative autonome et stratégique c'est la création par les autorités locales de standards d'innovation, d'efficacité énergétique et d'autres instruments visant l'accomplissement des objectifs du Développement durable. (Une ville..., 2016: 124). La caractéristique essentielle de ces standards est que très souvent ils sont beaucoup plus élevés que les standards nationaux ou internationaux. La poursuite de ces standards contribue énormément à la réussite de la politique locale dans le domaine du développement durable et la résilience.

Dans les dernières années, un autre événement spécifique, ce sont les sommets et les congrès des organisations mondiales ou régionales, dont l'agenda est de plus en plus consacré aux problèmes verts, du point de vue du

---

<sup>22</sup> <http://www.iclei.org>

<sup>23</sup> <http://www.uclg.org/> - contribution à l'élaboration de l'agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux

<sup>24</sup> [http://www.eumayors.eu/index\\_fr.html](http://www.eumayors.eu/index_fr.html)

contenu ou, au moins du point de vue de l'organisation, parce qu'il se déroule toujours parallèlement aux sommets mondiaux sur le climat, le réchauffement global, etc. Un trait caractéristique de ces événements est notamment leur organisation jointe avec le business et les ONG, orientés vers le domaine « vert »<sup>25</sup>.

Les prix et les competitions entre villes font également partie de l'inventaire des événements, destinés à stimuler la compétition et encourager les échanges entre elles. Peut-être la compétition la plus célèbre est notamment la « *Ville verte* » ou la *Capitale verte d'Europe*<sup>26</sup>. Ensemble avec les compétitions se référant au développement durable, beaucoup d'autres contribuent aussi à la lutte avec les changements climatiques et jouent vraiment le rôle d'un stimulus pour le développement. La base toujours s'élargissant des villes qui peuvent participer contribue sans doute à la réalisation du slogan – « *Penser global, agir local* ». Les compétitions et les prix, tout comme les thématiques, connaissent une spécialisation grandissante – aux cotés des prix « généraux », on a déjà Prix de transport, Prix de Municipalite – amie des personnes âgées etc. – municipalités – amis des hommes âgés (age friendly municipality). En d'autres termes, les municipalités décident des problèmes sérieux et concrets au lieu de tomber en discussions sans fin et sans résultat (Barber 2013).

Dans le monde entier, les autorités locales ont à leur charge un grand nombre de services dans les domaines de l'éducation, la gestion de l'eau, la santé, l'action sociale ou encore le traitement des déchets. Ils sont donc un niveau d'action essentiel à l'amélioration des conditions de vie des populations et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement établis par les Nations Unies. Grâce au travail de leurs organisations représentatives, les pouvoirs locaux et régionaux s'imposent progressivement comme des partenaires dans les programmes de coopération des institutions nationales, européennes et internationales. Cette reconnaissance se traduit par une accession plus large bien qu'encore limitée, aux financements des bailleurs de fonds, ainsi qu'à une meilleure prise en compte des besoins et des attentes des collectivités. Dans ce contexte, les collectivités territoriales européennes ont un rôle très important à jouer, car elles possèdent un savoir-faire et une capacité d'expertise très importants dans de nombreux domaines. En

---

<sup>25</sup> <http://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/>

<sup>26</sup> The task of structuring and coordinating a certain number of initiatives for smart, sustainable and inclusive growth has been taken over from the Lisbon Agenda “The Europe 2020 strategy” – *annotation mine*.

partageant leur expérience avec les collectivités d'autres continents, et dans une moindre mesure en y finançant des projets, elles contribuent activement à leur développement. Les exemples présentés ici témoignent du potentiel et de la richesse de cette forme de coopération.

### **Conclusion**

Les villes et les régions deviennent de plus en plus des acteurs autonomes dans *leur propre diplomatie* moderne et les relations internationales – très souvent ils remplacent ou plutôt complètent la politique étrangère d'un pays. Leur modèle de comportement dans ce domaine se caractérise par une émancipation graduelle internationale et diplomatique dans les dernières années, marquée aussi par une flexibilité et une démarche plus ciblée sur le concret, des caractéristiques spécifiques pour les collectivités locales. Leur engagement dans les problèmes écologiques ne cessera d'augmenter dans les années à venir, malgré la forte disproportion entre les différents continents et parties du monde. Ou pourrait prétendre d'un engagement vraiment très sérieux, y compris personnel des maires, malgré les problèmes.

Les initiatives des collectivités locales grandissent en quantité, qualité et variété et occupent une place toujours plus importante dans les nouveaux modèles de gouvernance.

Ces nouveaux modèles doivent aussi promouvoir des mécanismes de planification et de coordination innovante pour soutenir un développement urbain et régional durable. Une planification flexible doit pouvoir s'adapter rapidement à aux enjeux d'un environnement social et économique en mutation, comme par exemple le vieillissement de la population, les restructurations économiques ou la transition vers une économie verte.

### RÉFÉRENCES

Barber, B., 2013, *If Mayors Ruled the World? Dysfunctional Nations, Raising Cities*, Yale University Press.

Une ville peut-elle être résiliente ? L'état de la planète en 2016, *Edition de World-watch Institute*.

Viltard, Y. 2010. Diplomatie des villes : collectivités territoriales et relations internationales, *Politique étrangère*, 2010/3, 593-604. <<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2010-3-page-593.htm>>, accédé en mai 2019.

Huré, M. 2009. La création d'un réseau de villes : circulations, pouvoirs et territoires, *Métropoles*, 6 | 2009, 24 novembre 2009.

[En ligne] <http://journals.openedition.org/metropoles/4010>, accédé le 15 mai 2019.

Synthèse à chaud d'ECOCITY, <https://issuu.com/066582/docs/synthese-generale?e=9886992/5969694>) - rapport ECOCITY, accédé le 20 mai 2019.

SOURCES INTERNET :

<http://unhabitat.org/> - Programme Habitat de l'ONU.

<http://www.climatechance2016.com/fr/> - Climat chance - Sommet mondial des acteurs locaux du climat.

<http://www.cityinvest.eu/> - Cityinvest.

<http://www.iclei.org> - ICLEI, Gouvernements locaux de durabilité.

<http://www.ecocitystandards.org/fr/quest-ce-quune-ecocite/> - ECOCITY.

[http://www.eumayors.eu/index\\_fr.html](http://www.eumayors.eu/index_fr.html) - La Convention des Maires.

<http://fr.unesco.org/creative-cities/> - ONU - Les villes créatives.

[http://ec.europa.eu/eip/smartcities/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/eip/smartcities/index_en.htm) - Les villes de la Commission Européenne.

<http://www.guangzhouaward.org/en/index.html> - Prix Guangzhouaward.

<http://ec.europa.eu/environment/europeangreencapital/> - Capitale verte d'Europe.

<http://www.historic-towns.org/> - Association des villes et régions historiques  
<http://www.volgadmin.ru/d/Home/Index>.

---

# DIGITAL TRANSFORMATION, SUSTAINABILITY AND SMART CITY: A CHALLENGE FOR SOFIA?

*Juliana HADJITCHONEVA*

---

## ABSTRACT

The paper studies the nature and interrelations between digital transformation, sustainability and Smart City in the light of growing urbanisation and its impact on cities developments, urban services and systems and cities management. The purpose of the paper is to propose recommendations for better city governance in line with recent achievements. It is structured into three parts and focused on the nature and scope of digital transformation, its manifestations and dimensions embedded in contemporary urban governance, sustainable dimensions and city progress assessment, and main findings and insights for Sofia city digital transformation and sustainable governance. The methodology of the study relies on a review of scholarly contributions and literature; it uses official statistics sources on economic and social developments, and digital society as well as data from relevant city development indexes.

**Keywords:** *Smart City, Smart Sustainable City, Urbanisation, Urban Planning, Urban Policies*

## Introduction

Urbanisation is developing at a rapid pace. If nowadays over 50% of the world's population lives in cities, it is expected to reach 70%, and even more in OECD countries (86%), thirty years from now (OECD, 2019). This growth affects all the urban services and systems such as health care, education,

housing, transport and mobility, energy systems and other infrastructure. Challenges emerge at the economic, social, environmental and political level. The potential consequences are dramatic and cannot be further ignored, which necessitates effective and holistic urban planning and management (UN-Habitat, 2019).

An opportunity to address the complexity of urban issues stands up with the intensive development of information and communication technologies which to varying degrees are entering every aspect of the business, economy and society, defining them as digital. In the context of the Fourth Industrial Revolution (Schwab, 2016), the organizations are using data and information resources in a quantitatively and qualitatively new way adopting new business and operating models to create and deliver value to customers and beneficiaries and also establishing new generation partnerships.

This rapid progress of technologies and their widespread and ubiquitous entry into societies and economies in recent years imposed the concept of digital transformation of organizations and its importance for overcoming the challenges of modern development and urbanisation.

As a European capital and largest industrial centre of Bulgaria, the city of Sofia faces similar tendencies and threats. There is a concentration of economic activity in it. Its population has grown by 11% over the last sixteen years. As a result, today almost 1/6 of Bulgaria's population resides in the Sofia area. Ecological and social concerns multiply. The society becomes increasingly digitalised, especially the youth.

Diverse factors join simultaneously to create pronounced expectations and pressures on institutions and city leadership and authorities for large-scale, multi-faceted and result-oriented digital transformation for sustainable development. Among them are technological advances, growing urbanisation, current trends in urban governance and management for sustainability and transparency, the development of information and communication infrastructure and the rise of the digital openness and culture of the society. Additionally, this process could be catalysed by dynamised entrepreneurial ecosystem (Hadjitchoneva, 2018, 2019) and local businesses, especially the digital-driven ones. Further, if in the last few decades digital activities have primarily stood for better service delivery to citizens and businesses and more effective institutional operations and governance (at least as strategic objectives and regulations), nowadays engines are commonly environmental and social challenges to societies, economies and urbanisation.

In this context, we are committed to the question of the nature of digital transformations, their scope, approaches and stages of implementation to sustain effective urban planning and management, and improve well-being and quality of life. How has the city of Sofia been coping with the challenges posed by ever-increasing urbanisation of the Fourth Industrial Revolution and the demand to conciliate digital transformation and sustainability? How has the digital transformation been incorporated in the city's governance?

Consequently, the purpose of the paper is to study and track these developments while analysing and proposing recommendations for better governance. The paper is organised into three parts: (i) nature and scope of digital transformation, its manifestations and dimensions embedded in contemporary urban governance; (ii) sustainable dimensions and city progress assessment; (iii) main findings and insights for Sofia city digital transformation and sustainable governance.

The methodology of the study relies on a review of scholarly contributions and literature; it also uses official information sources and data from the National Statistics Institute as well as relevant city development indexes.

## **1. From analogue format, through automation to the digital transformation of the City**

Research on digital transformation as a concept has proliferated since 2014 gaining a pic in 2016. Many of the authors are practitioners describing case studies of businesses applications. The conceptual scholarly research and literature reviews are less presented. However, even that the digital transformation is not defined uniquely, similarities in various definitions could be found (Reis et al., 2018): (i) a broad concept that impacts policies, businesses and social development beyond the mere transformation from analogue to digital information; (ii) not just automation of processes, but creation of entirely *new opportunities* for business organisations, public administration and social life; (iii) *significantly improvement* through new business models, optimisation of operational activities and better customer services; (iv) *radically improvement* of technology delivery and access to businesses; (v) *reroute or new investments* in technology and business models to increase customer engagement; (vi) use of new digital technologies that enable *significant improvements* to impact all aspects of customer life. Therefore, digital transformation is about “*significant/radical improvements*” of models, operations, customer services. We assume that it is equally valid for a diverse type of organizations, whether private or public.

Different stages, focus and maturity of digital progress are clearly distinct in the literature (Savic, 2019; Sun, 2018): (i) *digitisation*, characterised by conversion from analog to digital (readable by computer) format, (ii) *digitalisation* characterised by automation of operations and business processes to the level of integration and interoperability of information systems; and (iii) *digital transformation* characterised by an overall *cultural and strategic rebirth* of the organisation, centered on customers.

Organisational leadership has to have a shared vision for digital realisation and future state. If during the process of digitalisation, the challenges are almost material and financial during the digitalisation, in the case of digital transformation and its openness and readiness to change, they are related to human capital.

Sun (2018) argues that digital transformation is “*not necessarily about digital technology, but about the fact that technology, which is digital, allows people to solve their traditional problems*” (Sun, 2018: 6). People give preferences to digital solutions over old ones. Kane et al. (2015) also state that digital transformation is not driven by technology but strategy. Therefore, a turning point is to create a strategy that is operational, with the scope and objectives driving digital maturity and transforming the entire organization, integrating different digital technologies from social, analytics, mobile, and cloud world.

Today’s digital reality is tightened to the advancement of social networks, cloud and mobile technologies, big data and artificial intelligence, device connectivity and the Internet of things. They are reshaping the governance of organisation and introducing a new framework for social interactions and consumer experiences. Big data, analytics and artificial intelligence are used as inputs in the transformation system, while the outputs encompass components like industrial internet, sharing economy, digital workforce, machine to machine communication, blockchain, cryptocurrencies, Internet of things structured in a unified framework for digital transformation (Sun, 2018).

Such a combined impact of technology leads to exponentially accelerated progress of higher value to society rather than to organizations (businesses, industries) (WEF, 2016). Public authorities have to bring together political and regulatory aspects with day-to-day operations. The flexibility of policies incorporates identification of necessary policy changes with regard to legal challenges, the applicability of regulations and policy framework to stimulate innovation. Best digital practices provide insights for the better quality of customer service and facilitating access to services. Open standards, effective stakeholder engagement, and business consulting produce major effects.

Essential aspects are security, privacy and cross-border data flow, as well as the timely response to coordinate and resolve issues with stakeholders.

The OECD (2016) prioritises “*Cities for all*” and “*right to the city*” (UN-Habitat) giving recommendations for implementation of effective inclusive urban growth policies to allow everyone to become involved in the urban development of employment, education, housing, transport, health and environment. Strong partnerships between local authorities and stakeholders, including government institutions, businesses, educational structures, civil society, are recognised. Key steps to sustain changes in cities, along with setting goals and indicators to measure progress, determining the right degree of political intervention, building strategic partnerships at different levels of public authority and society, attracting innovative sources of finances to explore and exploit the potential of digitisation in cities and entrepreneurial energy.

City digital transformation drivers are: (i) *economic*-related to efficiency, productivity, growth, infrastructure, equality, entrepreneurship, business sophistication, industries, clusters; (ii) *social* related to talents, demography, consumer expectations, citizens activity, civil participation, stakeholders, safety, health, inclusion; (iii) *technological* related to big data, open data, analytics, artificial intelligence, cloud; (iv) *political* related to supranational organisations, initiatives and common policies, accountability, transparency; (v) *ecological* related to resources management, pollution, catastrophes; (vi) *globalisation* related to information, networks, intelligence, mobility, connectivity. Knowledge, leadership, finances and resistance to change are the main constraints to realise successful digital transformation.

Digital transformation is the way to transform the modern city into a ‘smart city’ led by data and information availability, knowledge dissemination and digital technologies progress, and established rapidly by scholars and practitioners since the 1990s as the new city planning and development paradigm considering complementary technology-driven and human-driven approaches, also ‘systems’-oriented or ‘holistic’-oriented based, or hard infrastructure and soft infrastructure founded, developed in a top-down or bottom-up way (Komninos & Mora, 2018). The smart city concept has different understandings and definitions but mostly the same dimensions (Komninos & Mora, 2018; Giffinger et al., 2007; Anthopoulos, 2015). However, there is a unifying point and that are digital technologies or more generally innovations as enablers of changes towards smart city achievements in all aspects of city planning and living.

As multi-dimensional construction, *significant improvements* are needed in several essential characteristics: (i) *economy* aligned to innovative spirit, entrepreneurship, productivity and labour market regulations; (ii) *people*, their qualification, competences and openness; (iii) *governance* and its capacity to be transparent, participative and friendly service deliverer; (iv) *mobility* referred to information and communication technologies and transport infrastructure; (v) *environment*-related to nature, resource management, pollution and protection; and (vi) *living* reflecting to context and conditions of health, education, safety, housing, culture and social inclusion; all of them smart (Giffinger et al., 2007), SMELTS framework for smart city initiative (Joshi et al., 2016) or similar (ITU, 2015; Mundula & Auci, 2016; ITU 2017).

Ten years ago a smarter city simple approach (roadmap) is already proposed (Dirks et al., 2009), starting with setting short term and long term goals and strategies, prioritising limited core city services, citizens, business, transport, communication, water, and/or energy systems and activities, and investing in quick successes, integrating, optimising and improving citizen experiences and efficiencies, and getting insights and developing further the all system. Smart governance factors such as collaboration, data exchange, service and application integration, communication, accountability, transparency, participation and partnership and leadership, are major for the vital and successfully implemented smart city initiative (Joshi et al., 2016).

Generic multi-tier architecture for a smart city based on experiences, various case studies and theoretical findings that addresses all potential smart solutions may serve governments purposes for city innovation and sustainability (Anthopoulos, 2015).

Ten standards for smart cities covering smart community infrastructure, open data, sustainable development of communities, infrastructures and universal accessibility, accessible mobility, smart tourist destinations, and smart indicators inventories are published by the European Commission (EC, 2019a).

Various projects and initiatives on the European level enhance the smart city intensification, good practices exchanges and interaction and cooperation between numerous stakeholders. An example of such initiative is the European innovation partnership on smart cities and communities (EIP-SCC) build on the engagement of the public, business and other interested groups to develop innovative solutions and participate in city governance, and aimed at improving urban life through sustainable integrated solutions in ecology (air pollution and clear urban environment), energy (energy costs

and efficiency), mobility and transport (congestion and better mobility), and ICT areas (EC, 2019b). Only in 2019, 15 projects have been financed by Horizon 2020 (EC, 2019c); other possibilities were available under T-Ten or Marco Polo Programmes.

Thus, sufficient, structured and easy-applicable frameworks, guidelines and good practices are provided in the literature. They can be adopted and adjusted when starting the overall process according to the goals and context. It benefits the “*smart*” smart city planning shortening its period and reducing the efforts. The objectives of the urban performance towards smart city should go beyond GDP and effectiveness to well-being, happiness and quality of life. Scholars claim that from all characteristics (economy, people, governance, mobility, environment and living), the only smart-people and smart-environment have positive effects on efficiency. A city is smart “*if and only if it is able to be a focus for skilled labour force, ICT firms, honour students, tourists and to implement policies for ameliorating the business environment, reducing pollution, facilitating the development of social capital*” (Mundula & Auci, 2016: 596). Thereby, prioritising smart-people and smart-environment may assure quick and longlasting effects on the entire ecosystem.

As the smart city concept implies largely social and ecological challenges, often it is perceived as “*smart sustainable*” city charged with understanding to meet the needs of present and future generations with respect to economic, social, environmental, governance and cultural aspects and recognising proper system of progress measurement (ITU, 2015, ITU 2017).

We also assume a rather smart sustainable city approach that *considerably encompasses holistic method, impacted by both technological and non-technological drivers, implying the digital transformation to create and innovate the city of the future going beyond the economic efficiency to achieve sustainable competitiveness* (Hadjitchoneva, 2020) *for a high quality of life within a long term perspective*. Therefore, taking into account the acceleration of the urbanisation and the progress of city planning and development concepts, the digital transformation becomes an essential and integrated structural element of the short-term and long-term objectives and strategies of society for a better quality of life.

## **2. City progress assessment: city indexes**

Cities rankings have their assets and handicaps (Giffinger, 2007: 6–8). However, they serve to draw public attention to major issues of regional science, to stimulate broad discussion on development strategies, to make the

decision-makers to make their decisions transparent and comprehensible, to initiate learning effects. The weaknesses consist in propensities to neglect complex interrelations in regional development, to focus the discussions on the bare rank, to threaten the long-term development strategies, to strengthen the existing stereotypes, to ignore the results by poorly ranked cities.

Numerous rankings exist to measure and compare cities' development. Among them are IESE Index Cities in Motion, A.T. Kearney Global Cities Index, Global Power City Index, Global Liveability Ranking, Sustainable Cities Index, Quality of Living City Ranking, Innovation Cities™ Index, Safe Cities Index, and Global Financial Centres Index.

IESE Index Cities in motion covers different key dimensions of metropolises that applies a holistic approach to benchmarking urban performances all over the world (IESE, 2019). It is based on four main drivers: sustainable ecosystems, innovative activities, equitability among citizens and connected territory. The index assesses nine aspects: human capital, social cohesion, economy, public management, governance, environment, mobility and transportation, urban planning, international outreach, and technology. According to IESE Index Cities, London, New York and Amsterdam hold top three positions for highly developed and smart cities.

London performs on first ten positions in almost all aspects: human capital and international outreach (ranked 1), mobility and transportation (3), governance (7), technology (8), and urban planning (9). The city is lagging behind in main sustainability challenges: social cohesion (45) and environment (34). London City set up its Smart London plan in 2013 putting citizens and businesses at its core and pursuing the model of open data-talents-networks-innovations (Smart London plan, 2013). Five years later, the new mayor shapes the new even stronger empowered digital transformation of London city (Smarter London Together, 2018).

New York is a leader in economy dimension. Its ranking is high in human capital (3), urban planning (2), mobility and transportation (5), international outreach (8) and technology (11). The main weakness concerns the social cohesion dimension (137). The city launched its road map for digital future in 2011 with four main pillars: (i) more extensive connectivity and access to Internet in public spaces, backed by educational initiatives, (ii) open government featuring application programming interface (APIs) for city and support of needs-based ecosystem of innovation, (iii) engagement and further communication and solicitation of the local community through social media and

integrated services and systems, and (iv) industry and technology start-up ecosystem support (The City of New York, 2011).

Amsterdam performs particularly well in international outreach (3), technology (7), economy (10), urban planning (11), and mobility and transportation (11). Amsterdam became a data-driven city ten years ago when started the Smart City initiative, collecting a large amount of data and using it to improve service delivery and make the city a good place for living, working, and doing business (EY Global, 2018). The city relies on strong cooperation and partnership with the private sector in areas as mobility for managing traffic flow in real-time, green living, circular maximizing recycling city, climate street reducing energy use, economy with the launch of Innovation fund, open data available, infrastructure re-negotiated green energy contracts, and living labs to test new projects, resulting in 80 pilot smart initiatives (EY Global, 2018).

Other cities leading first three positions in 2018 in most of the above-mentioned cities indexes are Vienna, Zurich, Paris, Hong Kong, Tokyo, Munich, Osaka and Edinburgh.

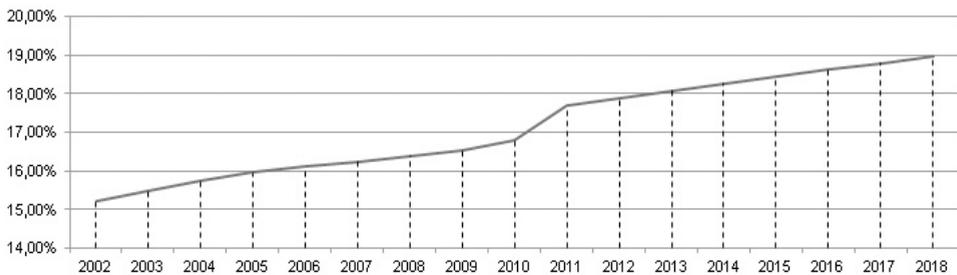
Approaches to urban planning vary widely among cities. The New Urbanism introduces globally universal principles to create sustainable, human-scaled cities when policies take into account the primary needs to preserve the natural environment, the history and the critical agriculture, to have nice places to walk and bike, to easily connect and transit, and others (Calthorpe, 2017). Common features in city planning related to authorship, chosen time to make plans and appropriated method to document the accomplishments and the ongoing work, while differences concern the plans horizons, the performance evaluation and tracking, and the involvement of stakeholders in the planning processes and responsibilities for plans execution (Townsend, 2018). Typically, plans are initiated in the second half of a mayor's first term in office and have single authorship of the initiator and performer of the entire plan development. It engages diverse and multiple leading and interested parties, and variety of means of public consultation and communication: private consultations with some influential stakeholders (New York), large steering committee and public hearings (London), more public process and community involvement (Chicago), crowdsourced highly open approach and mostly online (Dublin), and administrative approach as part of an IT budget process (San Francisco). Generic methodology follows three necessary steps: (i) *analysis* of the state of digital and sustainable city, (ii) *engagement* in planning process of citizens, academics, businesses, city employees, technologists and other interested parties to share insights and

ideas, (ii) elaboration of *road map* with measures and progress evaluation framework.

### 3. Sofia city: pace of change and challenges

Sofia's economic activity is estimated at 40% of the GDP of the country (NSI, 2019a), concentrating investments and businesses in ferrous metallurgy, printing industry, electrical and electronics industry, chemical industry, textile, construction, food industry and others.

Since 2002, the growth rate of Sofia's population in relation to the total population of the country has been continuously increasing (Figure 1). While in 2002, 15.22% of the total population of the country lived in the capital, in 2018 the figure stood at 18.97% (NSI, 2019b).



**Figure 1.** Sofia's population versus total population growth rate (2002–2018)

Source: Based on NSI data, author's computation and elaboration (NSI, 2019b).

In 2020, the population living in Sofia will be 19,25%, in 2050 – 24,43%; besides, the structure of the population is changing to the ageing population (NSI, 2019c).

This tendency influences the quality of life in the capital and necessitates adequate city management, policies and planning in all aspects of capital life. More and more challenging become air pollution, traffic jams, and efficient mobility, health and education infrastructures, security.

In 2018, 80.8% of the economically active employed population in the country used the Internet regularly (NSI, 2019d). For students, this percentage reached 98.6%. The proportion of active Internet people increases with younger age. People aged 16–24 are the most active on the Internet (92.2%), followed by those aged 25–34 (86.9%), 35–44 years (80.4%) and so far descending. If we compare the regions in the country, digital coverage and digital

activity are highest for the region including Sofia capital – the Southwest region (in 2018, 75.3% of households with internet access, 69.2% of regular Internet users’ activity). It is revealing for the potential of society to absorb and enhance further institutional digital transformation.

Even though the rankings from year to year are not directly comparable, they provide general information about the position of Sofia towards the cities covered by IESE Index Cities in Motion (CIMI). Overall, the trend is negative, and Sofia’s ranking is getting worse compared to all cities covered by the index; in 2017 it is positioned in mid-ranking, while in 2019 it lags behind with a deteriorating score (Table 1).

**Table 1.** CIMI Sofia Global Ranking and Scoring (2017–2019)

Sofia	CIMI Ranking/Tot	Sofia Rank/Tot	CIMI Scoring
2019	<b>115</b> /174	.66	46,71
2018	<b>101</b> /165	.61	48,10
2017	<b>91</b> /180	.51	61,57

Source: Based on CIMI Reports 2017, 2018 and 2019, author’s compilation and computation.

The first five best positions of Eastern Europe cities held by Prague, Tallinn, Warsaw, Bratislava and Budapest (ranked between 51 and 84 in 2016, 48–75 in 2017, 47–73 in 2019) are remarkably better than Sofia’s ones. Their ranking trends have been mostly positive for the last three years; for example, the best-ranked city Prague is at position 51 in 2016, 48 in 2017, 47 in 2019. Sofia as a medium city (1–5 million inhabitants) is comparable to Amsterdam, Copenhagen, Vienna, Stockholm and Oslo (first five ranked by size).

Assessing the growth trends and potential, Sofia is classified in the least favourable group of “*vulnerable*” cities that did not experience significant changes in the ranking (CIMI Report 2019: 64). It is also a “stagnant” city, which achieves poor results in almost all the dimensions analysed (CIMI Report 2019: 65). Sofia has successively worst performances in the economy, urban planning and international outreach of all nine dimensions analysed (Table 2 and Figure 2.).

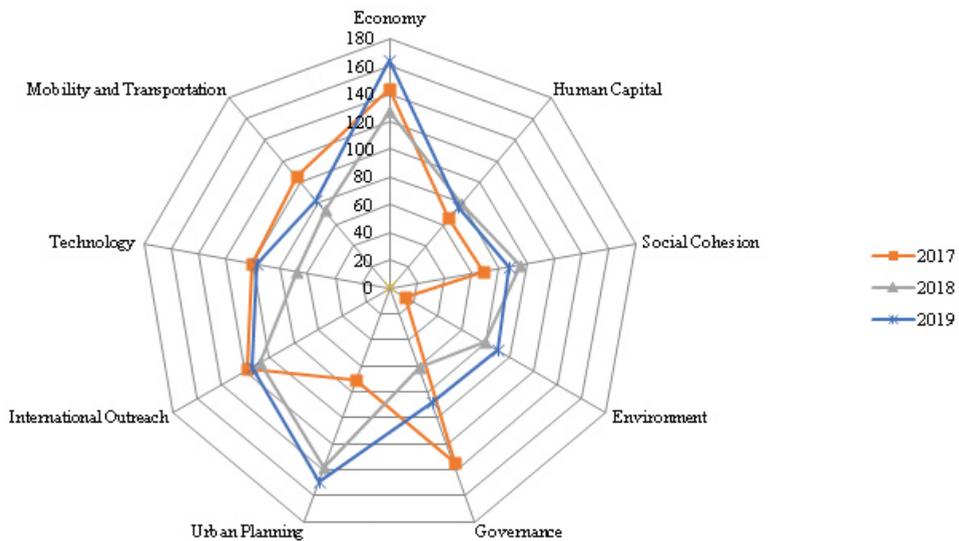
**Table 2.** CIMI Sofia Rankings by dimension (2017–2019)

Year	Economy	Human Capital	Social Cohesion	Environment	Governance	Urban Planning	International Outreach	Technology	Mobility & Transportation
2019	164	76	87	90	88	149	115	97	82
2018	128	79	95	79	61	138	108	68	73
2017	144	66	69	13	135	71	118	101	105

*Source:* Based on CIMI Reports 2017, 2018 and 2019, author's compilation.

The capital's economic performance depends on the overall national economic context and policies to improve the business environment. Reducing the time to start a business, increasing the motivation for start-up activities and making regulatory environment more favourable for creating and developing a company could be quick winners and improve its ranking. As urban planning dimension is closely related to sustainability and assesses smart city growth, it will be a rapid gain to provide an extensive range of possibilities for green mobility and especially enlarging the bike-areas and increasing the bike activities and availability of bike-rentals and bike-sharing points. Others urban planning possibilities are related to green spaces, housing policies and health infrastructure.

Digitisation, digitalisation and digital transformation are long and sore running processes backed intensively with a large number of strategic documents and regulations since 2002 (Hadjitchoneva et al., 2020). However, this does not necessarily mean proportionally significant progress, more effective and efficient institutions, and smarter governance 18 years later.



**Figure 2.** CIMI Sofia Rankings by dimension on radar chart (2017–2019)

Source: Based on CIMI Reports 2017, 2018 and 2019, author's elaboration.

Sofia city starts in late 2016 its initiative to achieve a shared vision for future development (Vision Sofia 2050, 2019). The positive aspects are: (i) the understanding to found the organisation and strategy's elaboration methodology on similar initiatives in other well-performing cities following necessary steps of analysis of the state, engagement of community and development of road map, (ii) the efforts to collect large volumes of data and information for backing primary analysis, (iii) the ambition to involve different interest groups and stakeholders in dialogue regimes, (iv) the holistic character with seven fundamental dimensions including people, identity and culture, economy, urban environment, environment, transport and governance, corresponds to modern city smart strategic planning. Generally, it could be stated that every central aspect of smart city development and tendencies with or without digital transformation is present.

Still, there is prolongation in the project implementation. Initially, it was a two-year project aiming to provide Sofia with Sofia smart city plan since the beginning of 2019. Nowadays, dynamics and technology developments force velocity, adaptability and flexibility. Many times "*less is more*" when there are urgent appeals for "quick gains" (poor or downward Cities indexes ranking, poor or ingravescent economic, social and environmental indicators, lagging quality of life, the political situation as a time of major term in

office or political continuity reserves, others). Smart cities standards, rich research basis and comprehensive similar initiatives and cooperation, could be used largely to fasten the processes substantially. Besides, specificity and specific goals and measures are of most importance since they affirm the meaningfulness of the entire operation to smart city planning based on the *real needs* and *strengths* of the city and its community to move ahead and improve quality of life.

In addition, further bold struggle is needed to attract stakeholders and to involve the local community in an active dialogue with concrete and specific engagements and results of common and commonly supported goals for the future of Sofia. Such an active dialogue arises in parallel with strong credentials and confidence in leadership, reputation and expertise. Scenarios and options simulations, including costs-benefits scenarios, are useful tools during expert and public dialogues and consultation. The effective involvement of academia, professors and researchers in strategic management and relevant city developments pillars overcomes such shortage (see Smart London plan, 2013; Smarter London together, 2018). Similarly, the politicians and the political will are indispensable to support the overall process and achievements, not just participation but intense commitment. The same is true with respect to cooperation with the private sector. A crucial element for successful implementation of short-term and long-term objectives is public-private partnership. It opens straightaway the debate since the early stage for public-private partnership guidelines or respective purposeful policies to induce stimuli for creativity and ventures in a favourable business context.

## **Conclusion**

The urbanisation of Sofia is on the rise. Different aspects of it produce a synergistic effect on urban services, systems and management on economic, social and environmental levels. It affects increasingly the quality of life in the capital imprinting its transportation, mobility, environment, economy, social life, education and health systems, and others. In parallel, digital technologies propose multiple solutions to support the challenges of modern city developments. As societies and businesses become intensively digital, so it needs to be the city and its institutions. Since there is a pronounced lag in proper institutional digital advancement, a diversified approach to every singular city development smart dimension may be avail if identifying measures of digitisation, digitalisation and digital transformation pursuant to needs, readiness, and goals of the community.

Flexibility of policymaking permits to win through the dynamism and advance digital transformation for long-term sustainability impacts. Availability of numerous scholarly papers and publications by practitioners on the smart city framework and standards facilitates and significantly could accelerate the “*smart*” smart city planning.

Urban planning should go beyond digital transformation and beyond GDP and economic effectiveness to well-being, happiness and quality of life. Focusing on smart-people and smart-environment could bring quick and sustainable gains on efficiency. Sources for “*quick gains*” are multiple cities development indexes. Implementing policies for a better business environment, dynamising entrepreneurial spirit and technology-driven start-ups, reducing pollution, facilitating the development of social capital, enhancing skilled labour force, attracting tourists are smart solutions that should be prioritised. Sources are also people. However, productive dialogue needs confidence, credentials, high expertise and active political engagement.

Smart city initiatives visualise the culture and the ambitions of the society for a better life. Its understanding of the shared success is so much valid as it is its lack of understanding for the shared failure. It is as simple as to decide what city we want and to unite around clear and straight messages and objectives, then to fix the short and long run priorities and to execute properly the plan established.

Current research provides the framework, it opens the doors for further examinations to deepen notably the analysis in every dimension of Sofia smart city current state and prospective development.

## REFERENCES

- Anthopoulos, L. G. 2015. Defining Smart City Architecture for Sustainability. In: Tambouris E. et al. (Eds.) 2015. *Electronic Government and Electronic Participation*. 14th IFIP Electronic Government (EGOV) and 7th Electronic Participation (ePart) Conference 2015. Thessaloniki. [https://www.researchgate.net/publication/277958808\\_Defining\\_Smart\\_City\\_Architecture\\_for\\_Sustainability](https://www.researchgate.net/publication/277958808_Defining_Smart_City_Architecture_for_Sustainability) (last accessed: 19 July 2019).
- Calthorpe P. 2017. *7 Principles for Building Better City*. [https://www.ted.com/talks/peter\\_calthorpe\\_7\\_principles\\_for\\_building\\_better\\_cities?utm\\_source=newsletter\\_daily&utm\\_campaign=daily&utm\\_medium=email&utm\\_content=button\\_\\_2017-08-17](https://www.ted.com/talks/peter_calthorpe_7_principles_for_building_better_cities?utm_source=newsletter_daily&utm_campaign=daily&utm_medium=email&utm_content=button__2017-08-17) (last accessed: 5 August 2019).
- Dirks, S., Keeling, M. & Dencik, J. 2009. *How Smart is Your City? Helping Cities Measure Progress*. Executive Report. September 2019. IBM Institute for Busi-

- ness Value <https://www.ibm.com/downloads/cas/KLEYQE6Z> (last accessed: 16 October 2018)
- European Commission (EC). (2019a). *Standards: City – Smart cities*. [https://ec.europa.eu/eip/ageing/standards/city/smart-cities\\_en](https://ec.europa.eu/eip/ageing/standards/city/smart-cities_en) (last accessed: 7 August 2019).
- European Commission (EC). (2019b). *Smart Cities: Cities Using Technological Solutions to Improve the Management and Efficiency of the Urban Environment*. [https://ec.europa.eu/info/eu-regional-and-urban-development/topics/cities-and-urban-development/city-initiatives/smart-cities\\_en](https://ec.europa.eu/info/eu-regional-and-urban-development/topics/cities-and-urban-development/city-initiatives/smart-cities_en) (last accessed: 7 August 2019).
- European Commission (EC). (2019c). *Horizon2020. H2020 projects in the “Smart Cities & Communities” field*. <https://ec.europa.eu/inea/en/horizon-2020/h2020-energy/projects-by-field/879> (last accessed: 7 August 2019).
- EY Global 2018. *Five Lessons in Digital Transformation from a Smart City*. [https://www.ey.com/en\\_gl/digital/digital-transformation-smart-city-amsterdam](https://www.ey.com/en_gl/digital/digital-transformation-smart-city-amsterdam) (last accessed: 15 February 2019).
- Giffinger, R., Fertner, C., Kramar, H., Meijers, E. & Pichler-Milanović, N. 2007. *Ranking of European Medium-Sized Cities*. Vienna: Center of Regional Science.
- Hadjitchoneva J. 2018. Systemic Research on Entrepreneurship in Bulgaria. *Economic Thought*. 2018. Year LXIII. Issue No. 4. Sofia: Economic Research Institute (ERI) at Bulgarian Academy of Science (BAS). 84–105. <https://www.ceeol.com/search/journal-detail?id=255> (last accessed: 20 August 2019).
- Hadjitchoneva J. 2019. Entrepreneurship in Bulgaria and Romania: Comparative Analysis. *International Economics Department at BAS*. 2019. *International Scientific Conference Proceedings “Bulgaria and Romania: Country Members of the EU, Part of the Global Economy” – 2018*. Sofia: ERI-BAS. 71–92. <https://inecoconference.wordpress.com/2018-2/2018-papers/> (last accessed: 20 August 2019).
- Hadjitchoneva J. (2020). To Sustainable Competitiveness: Bulgaria in the European Context. In: *Bulgarian Dream – Positive Concept*. Sofia: NBU [Хаджичонева Ю. (2020). Към устойчива конкурентоспособност: България в европейския контекст. В: *Българската мечта – позитивната концепция*. София: НБУ].
- Hadjitchoneva, J., Ivanov, A. and Hadzhiev K. (2020). eGovernment and eHealth in Bulgaria: Developments and Challenges. *Yearbook of Department Administration and Management*. Vol. 5. Sofia: NBU. Available at <https://administracija-i-upravljenje.nbu.bg/bg/godishnici/arhiv-na-godishnik-na-departament-administraciq-i-upravljenje>.
- IESE 2019. *IESE Cities in Motion Index (CIMI) Reports 2016–2019*, <https://www.iese.edu/faculty-research/cities-in-motion/> (last accessed: 28 August 2018).

- International Telecommunication Union (ITU) (2015) Setting the Framework for an ICT Architecture of a Smart Sustainable City. FG-SSC. ITU-T Focus Group on Smart Sustainable Cities, <https://www.itu.int/en/ITU-T/ssc> (last accessed: 11 October 2018).
- International Telecommunication Union (ITU) (2017) Key Performance Indicators for Smart Sustainable Cities to Assess the Achievement of Sustainable Development Goals. Y4903/L.1603 <https://www.itu.int/en/ITU-T/ssc> (last accessed: 20 August 2019).
- Joshi S., Saxena S., Godbole T. & Shreya. 2016. Developing Smart Cities: An Integrated Framework. *Procedia Computer Science*. 93 (2016), 902–909.
- Kane, G. C., Palmer, D., Nguyen Phillips, A., Kiron, D. & Buckley. N. 2015. Strategy, not Technology, Drives Digital Transformation. *MIT Sloan Management Review*. 14 July 2015. Deloitte University Press. <https://sloanreview.mit.edu> (last accessed: 11 October 2018).
- Komninou, N. & Mora, L. 2018. Exploring the Big Picture of Smart City Research. *Scienze Regionali. Special Issue "Smart Cities: Past Achievements and Future Challenges"*. January 2018. DOI: 10.14650/88815.
- Mundula, L. & Auci, S. 2016. Smart Cities: A Policy Tool for City Efficiency. *Real Corp 2016 Proceedings*. 22–24 June 2016, 589–597.
- NSI (2019a) GDP – Regional Level. <http://www.nsi.bg> (last accessed: 29 August 2019).
- NSI (2019b) *Population by Regions, Municipalities, Place of Residence and Sex*. <http://www.nsi.bg> (last accessed: 29 August 2019).
- NSI (2019c) *Population Forecasts*, <http://www.nsi.bg> (last accessed: 29 August 2019).
- NSI (2019d) Information Society <http://www.nsi.bg> (last accessed: 29 August 2019).
- OECD 2016. *Making Cities Work for All: Data and Actions for Inclusive Growth Policies and Partnerships for Inclusive Growth in Cities: A framework for Action*. DOI: <http://dx.doi.org/10.1787/9789264263260-7-en> (last accessed: 11 October 2018).
- OECD 2019. *Governing Cities* <http://www.oecd.org/cfe/regional-policy/cities.htm> (last accessed: 30 August 2019).
- Reis, J., Amorim, M., Melao, N. & Matos, P. 2018. *Digital Transformation: A Literature Review and Guidelines for Future Research*. Springer International Publishing AG, part of Springer Nature 2018. Á. Rocha et al. (Eds.): WorldCIST'18 2018, AISC 745, 411–421, 2018. [https://doi.org/10.1007/978-3-319-77703-0\\_41](https://doi.org/10.1007/978-3-319-77703-0_41) (accessed: 14 August 2019).

- Savic, D. 2019. From Digitization, through Digitalization, to Digital Transformation. *Online searcher*. Jan-Feb 2019. [https://www.researchgate.net/publication/332111919\\_From\\_Digitisation\\_through\\_Digitalisation\\_to\\_Digital\\_Transformation](https://www.researchgate.net/publication/332111919_From_Digitisation_through_Digitalisation_to_Digital_Transformation) (last accessed: 13 August 2019).
- Schwab, K. 2016. *The Fourth Industrial Revolution*. WEB : Cologne.
- UN-Habitat 2019. UN-Habitat at a Glance. <https://www.unhabitat.org> (last accessed: 5 August 2019).
- Smart London Plan 2013. [https://www.london.gov.uk/sites/default/files/smart\\_london\\_plan.pdf](https://www.london.gov.uk/sites/default/files/smart_london_plan.pdf) (last accessed: 15 October 2018).
- Smarter London Together 2018. [https://www.london.gov.uk/sites/default/files/smarter\\_london\\_together\\_v1.66\\_-\\_published.pdf](https://www.london.gov.uk/sites/default/files/smarter_london_together_v1.66_-_published.pdf) (last accessed: 16 February 2019).
- Sun, Zh. 2018. From *Digital Transformation to Digital Revolution*. [https://www.researchgate.net/publication/327259897\\_From\\_Digital\\_Transformation\\_to\\_Digital\\_Revolution](https://www.researchgate.net/publication/327259897_From_Digital_Transformation_to_Digital_Revolution) (accessed: 13 August 2019).
- The City of New York 2011. *Road Map for the Digital City : Achieving New York's Digital Future* [www.nyc.gov](http://www.nyc.gov) (last accessed: 14 February 2019).
- Townsend A. M. 2018. Smart Cities ...in 2 Slides. [https://www.dvrpc.org/longrange-plan/FuturesGroup/pdf/Futures\\_Group\\_Presentations\\_7\\_19\\_18.pdf](https://www.dvrpc.org/longrange-plan/FuturesGroup/pdf/Futures_Group_Presentations_7_19_18.pdf).
- Vision Sofia 2050 (2019) <https://vizia.sofia.bg/sofia-vision/> (last accessed: 1 August 2019).
- World Economic Forum (WEF). 2016. *Digital Transformation of Industries: Demystifying Digital and Securing \$100 Trillion for Society and Industry by 2025*. Geneva : WEF.

---

# LE GÉNÉRATEUR BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ : DE NOUVEAUX MODES DE RÉPONSE AUX BESOINS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES TERRITOIRES. LE CAS DU QUARTIER URBAIN DU MAIL AU SEIN DE LA VILLE DE CHENÔVE

*Franck DUBOIS*

---

## RÉSUMÉ

L'évolution de la société française, face aux nouveaux enjeux économiques, nécessite d'intégrer la mutation de ses territoires selon nos nouveaux modes de vie. Les français vont structurer de nouveaux dispositifs de secours mutuels, développer de nouveaux services d'intérêt général ou partagés et participer à la création de réseaux d'acteurs, de structures publiques et privées aux profils souvent hétérogènes, voire « hybrides ». Les acteurs des territoires cherchent à répondre aux nombreuses questions et enjeux de rénovation de notre modèle participatif, contributif, productif ou encore de consommation avec la Transition socio-écologique.

Le Générateur Bourgogne Franche-Comté est un collectif d'opérateurs de l'Économie sociale et solidaire déployant une démarche lancée en 2012 en partenariat avec la région Franche-Comté, concrétisée sur les territoires en 2014 puis étendue en 2017 sur l'ensemble de la nouvelle région Bourgogne Franche-Comté. Cette démarche d'ingénierie opérationnelle vise à accompagner les dynamiques territoriales pour générer de l'activité économique et créer ou consolider de l'emploi. L'originalité

réside dans le fait que la démarche part de besoins non couverts sur le territoire ou de ressources à valoriser (métier de générateur de projet) et non de porteurs de projets, ce qui donne un ancrage fort au projet. Chaque collectivité bénéficie de la même méthode d'accompagnement, conduite par un opérateur différent selon le lieu d'implantation. Nous aborderons une présentation de cette démarche en prenant l'exemple de l'accompagnement de la ville de Chenôve, commune située dans l'agglomération de Dijon. La particularité de cet accompagnement des acteurs sur le terrain, réside dans le caractère urbain du territoire, face aux problématiques plus classiquement traitées dans des zones de revitalisation rurale.

**Mots-clés :** *Réseau de développement local, besoins sociaux, participation soutenable*

#### ABSTRACT

Changes in French society facing new economic issues need to take into account undergoing changes within the territories according to new lifestyle.

French citizen shape new mutual benefit devices develop new services of general interest or shared interest and contribute to setting up networks of public and private local actors and structures - with often heterogeneous profiles or hybrid ones.

Local actors try to find out answers to our participative, contributory production models and renovation challenges with the aim of the socio ecological transition process.

The Bourgogne Franche-Comté Generator is a collective effort of local stakeholders, provider of the social and solidarity economy, deploying a progressive and multi sectoral approach launched in 2012, including a partnership with the former Franche-Comté regional council. In 2014, this approach was implemented in the field and in 2017; the shared approach extends throughout the new regional territory. This operational engineering process is aiming for territorial dynamics in order to generate economic activity and create or consolidate jobs.

An original feature here is a bottom-up approach which covers gaps and unsatisfied needs on the territory or resources to recognize and promote (a profession of project builder). It does not come from the project initiator, which gives a strong signal and provides to the project a strong anchor in the field. Each community can be monitored with the same working method, but with differing operator, depending on the location.

We will discuss here a description of this approach with the support of the City of Chenôve as an example, a municipality located in the urban area of Dijon. The outstanding character lies in its town-scape; predominantly urban when usually we are facing more classical issues treated in rural revitalization areas.

**Keywords:** *Local Development Network, Societal Needs, Sustainable Participation*

## Introduction

Nous sommes actuellement en France en pleine transition socio-écologique. L'accompagnement des citoyens au changement de comportement s'organise sur l'ensemble du territoire national par l'intermédiaire des Conseils régionaux bénéficiant de nouvelles compétences, avec l'appui de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME). L'ADEME renforce sa coopération avec les directions régionales de l'État et les collectivités locales afin d'intégrer les critères et enjeux du développement durable dans l'ensemble des projets de développement des territoires. La direction régionale de l'ADEME Bourgogne Franche-Comté développe des partenariats avec des structures associatives telles que le Pôle d'économie solidaire 21. La région Bourgogne Franche-Comté s'interroge depuis des décennies sur un développement harmonieux des activités économiques tout en s'assurant de la préservation de son patrimoine. Pourtant, ces nouvelles façons de construire les biens communs se heurtent à des traditions ancestrales de savoir-faire, lorsqu'il n'était pas encore nécessaire de travailler ensemble, entre villes ou entre communautés de communes. Les transformations socio-économiques et financières des villes questionnent nos modes de vie, nos modes de consommation jusqu'à nos exigences avec la mobilisation de la puissance publique (Marcon 2012). Si les centres-villes des métropoles peuvent laisser penser que leur développement s'organise en douceur, il en va différemment dans les campagnes rurales et les quartiers populaires des périphéries urbaines.

Je souhaite partager ici ma réflexion sur une démarche régionale de design et ingénierie territoriale, couplée à l'accompagnement au développement d'activité économique, pratiquée sur l'ensemble des départements, notamment sur les besoins non pourvus sur un territoire. Comment faire face à la flexibilité, aux recompositions continues ou aux externalisations de la production des biens et des services ? Est-il possible d'appliquer les principes d'un Manuel de la Transition (Hopkins 2011), s'il faut également dans le même temps agir sur la stigmatisation identitaire d'un territoire et de sa population ?

Dans le cadre d'une analyse systémique, il devient possible d'éclairer les innovations sociales, les nouveaux modèles économiques, la dynamique de transition socio-écologique d'un territoire et la stratégie de communication des organisations sur place.

## **1. Lorsque la résilience d'un territoire s'extrait des capacités de l'écosystème local**

On observe sur tout le territoire, la structuration de nouveaux systèmes de secours mutuels. Des réseaux informels et parallèles se forment dans un mode de fonctionnement disruptif. Apparaissent en premier lieu de nouveaux modèles de consommation, puis de nouveaux modèles de production (Bourg 2016). Pour assurer une adéquation entre ces nouveaux modèles, il se pratique de plus en plus, un accompagnement des collectifs au changement de comportement : dynamique de groupe, ergonomie de l'usage, stimuler la coopération et offrir des espaces de rencontre entre acteurs de mondes différents devient le quotidien de nombreux « facilitateurs » (Dubois 2017).

Le Générateur Bourgogne Franche Comté (GBFC) est un collectif régional de 6 acteurs de l'Économie sociale et solidaire : le *Clus'ter Jura* intervient dans le bassin Lédonien, *France Active Franche Comté* travaille sur le reste du secteur de la Franche-Comté, *Active 71* est opérateur de la démarche en Saône et Loire, *France Active Bourgogne* a créé une antenne du dispositif pour mobiliser les acteurs de la Nièvre, la *Fédération des Foyers Ruraux* (FDFR 89) est l'opérateur dans le département de l'Yonne et le *Pôle d'économie solidaire 21* (PES 21) intervient en Côte d'Or. La particularité de ces acteurs est d'accompagner à la création, reprise et développement des structures de l'Économie sociale et solidaire dans leur périmètre départemental, souvent depuis près de 20 ans. Habités à structurer des activités associatives et coopératives, ils accompagnent également les entreprises d'utilité sociale. Le savoir-faire couplé à des secteurs d'activités privilégiés selon les territoires d'exercice est mis en commun pour bénéficier d'expertises croisées et de capitalisation des expériences.

La Mission du GBFC est d'accompagner les dynamiques territoriales pour générer de l'activité économique et créer ou consolider de l'emploi. Son originalité réside dans le fait que la démarche part de besoins non couverts sur le territoire ou de ressources à valoriser, et non de porteurs de projet. Conforter l'attractivité et la dynamique territoriale permet ainsi de créer de l'activité économique qui répond à des besoins sociaux non satisfaits, en valorisant des ressources locales existantes ou potentielles qui favorisent la solidarité, l'innovation collective et la coopération entre acteurs. À ce jour, 18 territoires sont accompagnés par 15 chargés de mission couvrant l'ensemble

des zones d'influence en région. La dynamique régionale a mobilisé près de 1000 acteurs sur le terrain et permit la création de 40 emplois. Ces acteurs se sont engagés aux côtés des élus, des associations locales, des entreprises et de la population à créer des emplois et des services à bénéfice local. Les territoires accompagnés en Bourgogne Franche-Comté sont par exemple : la Communauté de Communes de l'Aillantais ; le Syndicat du Canal du Nivernais (SMET) ; la Communauté urbaine de Creusot Montceau ; la Communauté Urbaine du Grand Besançon ; la Communauté de Communes Morvan Sommets des Grands Lacs ou encore le Pays de Vesoul et Val de Saône.

Le Générateur détecte et impulse les activités à potentiel au sein des territoires qu'il accompagne. Sa méthodologie repose sur 3 étapes qui se déroulent sur une période comprise entre 18 et 24 mois :

- 1) Une phase de mobilisation des forces vives du territoire permettant de qualifier et calibrer les projets depuis l'identification des besoins à l'idée de projet. Les opérateurs identifient et priorisent les opportunités de création de valeur territoriale, par une écoute des attentes de la collectivité, une caractérisation des besoins insatisfaits sur le territoire, une mise en relation de tous les acteurs potentiellement impliqués, la dynamisation du collectif pour faire émerger les thématiques et les idées, jusqu'à la hiérarchisation des idées et des choix du projet d'entreprise territoriale.
- 2) Une phase d'étude d'opportunité prend le relais dans la démarche permettant d'apprécier la faisabilité de l'idée retenue jusqu'aux critères techniques d'un projet tout en passant par la construction d'un projet-pilote et la validation de sa pérennité. La conduite d'une étude d'opportunité sur le projet identifié, génère une mobilisation des partenaires, l'identification d'un porteur de projet et la définition du modèle économique.
- 3) Une phase de structuration du portage jusqu'au démarrage de l'exploitation, permet aux acteurs ayant travaillé ensemble de transformer les critères du projet pour aller sur une création d'activité effective. La structuration du portage, la construction d'une offre, la constitution d'un écosystème de soutien et la mobilisation éventuelle d'outils de financement sont essentiels à la bonne marche des activités.

Les chargés de mission du Générateur vont utiliser les outils et techniques d'enquêtes sur le terrain en mobilisant l'animation de groupes de travail thématiques, la réalisation d'entretiens individuels, la réalisation de supports de communication et de présentation pour harmoniser l'information et organiser des événements pour tester chaque piste et idée révélée.

Voici quelques exemples en création d'activités portés par la démarche : le garage solidaire de Montbéliard, favorisant la réparation et la location de

véhicule à tarif réduit porté par la *Roue de secours*, plate-forme de mobilité régionale ; le dispositif *J'aime mes bouteilles!*, véritable filière de revalorisation des bouteilles en verre sur le bassin Lédonien ; *A table nous produisons pour vous!* est une association de 6 producteurs locaux avec commandes de paniers de produits à retirer sur la commune d'Aillant sur Tholon ; un projet hybride en cours avec un restaurant conserverie d'insertion intégrant la valorisation des invendus alimentaires ; *Carpe diem* est un projet de valorisation de la production des étangs piscicoles de Bresse Haute Seille ; enfin, le restaurant *Vertu'ose by Usel* fonctionne en circuit-court, employant du personnel en situation de handicap porté par l'ADAPEI à Pontarlier.

Soutenu par le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté, la démarche a généré un véritable réseau d'appui à l'ingénierie territoriale et à l'innovation avec le concours du Groupe Caisse des Dépôts, la Direction Régionale de l'ADEME et la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Ainsi les projets d'envergure sur le territoire régional sont présentés à un Comité de pilotage en capacité d'apprécier la quasi-totalité des initiatives en cours de développement.

Les effets attendus de la démarche sont de transmettre et soutenir une approche transversale, une méthode décloisonnante et créative qui bouscule les habitudes de travail ; une appropriation territoriale où les habitants porteurs d'initiatives deviennent acteurs et moteurs de leur territoire. C'est grâce à un soutien technique et présentiel, une ingénierie dédiée et une méthode d'émulation participative compatible avec des communautés d'intérêts propres, que ces projets voient le jour dans des territoires isolés (Gwiazdzinski 2015). L'émergence de projets viables qui ont du sens sur les territoires, sont un effet levier pour d'autres projets entendus au fil des rencontres (lien avec d'autres dispositifs, accompagnements, tels que *La Fabrique à initiatives*, *Start Up de Territoire*, *La fabrique à entreprendre* en Haute Cote d'Or, Cité Lab, La 27<sup>e</sup> Région, Futurs 21...).

Les apports de la démarche sur le territoire sont avant tout structurants, permettant aux collectivités et aux entreprises de construire des actions communes par l'intermédiaire de projets mutualisés. C'est le fait de trouver des modalités de soutien au secteur agricole, au développement d'une alimentation durable en restauration collective ou encore de valoriser les métiers de la filière vis-à-vis du grand public. C'est permettre d'élargir son action sur le développement par l'élaboration d'un projet avec les divers acteurs locaux et apprécier ensemble l'augmentation de la part de production locale (production-transformation-distribution). C'est enfin soutenir l'émergence d'une production, d'un regroupement d'offres pour répondre aux demandes locales.

## **2. La démarche du Générateur en Côte d'Or : un Mail pour un bien**

Si la démarche du Générateur fut développée pour aider les collectivités rurales du territoire régional à travailler dans des perspectives de développement, et notamment assurer une réponse opérationnelle aux modalités de soutien de l'Union européenne, de nombreux territoires urbains recherchent un accompagnement permettant de structurer une offre économique. C'est le cas lorsque les demandes et actions ont des objectifs et contours souvent différents.

La commune de Chenôve, limitrophe à la Ville de Dijon, est le point de convergence des accès au Sud de l'agglomération. Avec une population de près de 14.208 habitants et la présence forte d'entreprises et industries sur son territoire, la commune représente le deuxième pôle économique de Dijon Métropole. Héritant des programmes de développement issus de la reconstruction après la Seconde Guerre mondiale, la commune est pourtant fragmentée en deux grandes parties par des artères automobiles. Le « Mail » est un quartier prioritaire de la commune regroupant près de 5000 habitants, reconnu Quartier Politique de la Ville d'intérêt national en 2014. Les services de la Préfecture et de la commune s'emploient à croiser les actions économiques et sociales sur des thématiques stratégiques telles que la démographie, l'éducation, l'insertion professionnelle, le revenu et le tissu économique pour maximiser la réussite de ces actions interdépendantes. La reconnaissance par le Président de la République des 200 quartiers d'intérêt national a permis surtout de faire converger les investissements en bénéficiant du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) entre 2014 et 2024. Le quartier du Mail sera en mesure de mobiliser des financements exceptionnels pour faire face aux difficultés sociales et urbaines les plus grandes de France : accompagner les programmes aidant les habitants à se loger correctement, à accéder aux transports de qualité et aux services publics.

Recherchant un accompagnement au diagnostic des potentiels d'intérêts partagés, la Ville de Chenôve a sollicité le Pôle d'économie solidaire 21, qui a assuré dès 2016 la réalisation d'ateliers en partenariat avec la collectivité : « Osons entreprendre autrement pour répondre aux besoins de nos territoires ». Les objectifs de ces temps d'échanges entre habitants et acteurs de la commune étaient de sensibiliser à l'entrepreneuriat social, identifier avec les acteurs du développement local les besoins sociaux et environnementaux du territoire et apporter des outils et une méthodologie de création d'activités dans le champ de l'ESS ou de l'entrepreneuriat social. Renforcés par ces apports transversaux, les services municipaux ont décidé de s'engager dans la démarche du Générateur, dans le cadre d'une convention avec le Pôle signée

en février 2018. L'ensemble des opérateurs du GBFC ont convenus de modalités de candidature explicitant les motivations du territoire : affirmer le souhait des élus de s'engager dans une démarche de développement économique de proximité innovante et d'assurer une participation financière à hauteur de 50% du coût total, en complément du soutien apporté par le Conseil Régional. Enfin, le dépôt d'un dossier de candidature au Comité de pilotage ainsi que la signature d'une convention de prestation de service entre l'opérateur et la collectivité sont indispensables à la validation de la démarche. Ainsi, le Pôle s'engage à accompagner le territoire dans sa démarche de développement d'activités économiques en lui apportant son expérience, son ingénierie, des méthodes et des outils. Faire bénéficier au territoire, selon les besoins identifiés en commun, de son réseau, de ses contacts avec d'autres expériences, d'autres territoires. Il convient donc de mettre en lien, si cela est nécessaire, les différents territoires qui sont accompagnés par le GBFC afin de partager leur expérience et enfin, veiller au respect des finalités et objectifs de la démarche sur le territoire. À son tour, le territoire s'engage à nommer un élu et un technicien référents de la démarche, en qualité d'interlocuteurs privilégiés du Pôle sur le territoire, à faciliter la conduite de la démarche et la réalisation des projets issus de cette démarche, à communiquer autour de la démarche et plus largement de la notion d'entreprises de territoire ou encore à participer, selon les cas, aux différentes rencontres régionales organisées par le GBFC.

Ensemble, les acteurs eurent la capacité d'apprécier une mise à jour de la situation au regard de l'emploi, des données socio-démographiques, des modes de vie et de consommation, du tissu local et des filières économiques. Les rencontres multilatérales et transversales permettent une mise à plat des enjeux, des projets et des besoins locaux en vue de faire émerger un projet mêlant action publique et privée en capacité de répondre à une articulation entre les besoins, les acteurs et les contraintes. Par la structuration d'un Comité de pilotage et de groupes de travail, en facilitant l'adaptation des formats et des participants à l'objet à traiter, il en ressort des moments forts d'appropriation, de croisement d'information et d'émergence d'idées innovantes.

### **3. Rassurer, concerner et valoriser les initiatives et acteurs d'un territoire**

La démarche s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'orientation stratégique qui vise à favoriser la création d'activité économique sur le territoire. Néanmoins, par-delà toute sectorisation, elle s'adresse à la totalité du territoire afin notamment de créer des passerelles avec les autres quartiers, communes ou territoires limitrophes. La démarche du GBFC mobilise à la fois les habitants, les entreprises, les associations, les collectifs informels, les services publics et les élus.

Le lancement de la phase 1 de la démarche, devait déployer une méthodologie intégrant les analyses d'études, des rendez-vous d'acteurs du territoire et l'organisation d'ateliers de groupe. Les 10 mois de mobilisation d'un chargé de mission, à raison de 2 jours d'intervention sur le territoire concerné par semaine en moyenne, devait permettre l'expression des besoins au sein du quartier du Mail et faire remonter notamment des petits besoins collectifs, des petits besoins individuels et repérer les retours d'expérience où les habitants constataient mieux vivre dans leur quartier ou dans leur logement.

Les échanges avec des acteurs du territoire ont permis d'élaborer des réponses entrepreneuriales en impliquant tous les acteurs, publics et privés ; soit 40 rencontres en présentiel : coordinateurs des services de l'État sur le territoire en matière d'éducation, de sécurité, de tranquillité publique, agents et directions des services municipaux (Emploi, Centre Communal d'Action Sociale, inclusion numérique, ou encore la direction générale des services), commerçants, représentants des entreprises du bassin, les bailleurs sociaux, les entreprises d'insertion, les structures dédiées à la petite enfance, à la préservation de l'environnement, à la culture, aux sports ou à la mobilité, les structures et chambres consulaires d'accompagnement à la création d'entreprise ou encore des comités représentatifs des habitants de la commune.

Des besoins sociétaux ressortent de ces moments d'expression, grâce à la libération d'une parole qui cherchait à s'exprimer ; les enquêtes qualitatives et interviews prennent fin juste avant l'émergence du mouvement national des « Gilets jaunes » : réduire la pauvreté sans négliger l'effacement des inégalités de traitement, lutter contre l'exclusion, protéger l'environnement, favoriser l'intégration des personnes handicapées, intégrer dans un fonctionnement quotidien les problématiques liées au vieillissement ou encore l'éducation et l'épanouissement des enfants. Il ressort surtout un grand besoin d'innovation sociale, la proposition d'une réponse entrepreneuriale nouvelle par une offre concrète intégrant un volet d'innovation des modèles économiques et un volet d'innovation dans les modes de gouvernance. En plus d'une gestion des facteurs de biais dans les réponses apportées par l'audition du grand public, il aura fallu distinguer les problèmes, les besoins, des désirs et aller jusqu'à l'expression d'une solution en adaptant les outils à disposition.

#### **4. Définir les grandes catégories de besoins**

En reprenant des canevas d'enquêtes réalisées lors de programmes de recherches précédents (Galibert 2015), leur adaptation ne dépendait pas uniquement d'un transfert géographique ou socio-économique. En effet, de nombreux paramètres dépendaient non seulement des classes et catégories d'analyses factorielles, mais devaient tenir compte d'un biais dans la représentation de la population. Usuellement étaient interrogées les « ménagères

de moins de cinquante ans » et surtout le « Bon Père de Famille », personne responsable de son foyer au regard du Code Civil. Mais la réalité de la commune est tout autre. La mise à jour des données sur la population (source INSEE octobre 2018) a révélé que la tranche d'âge la plus importante (soit 20% de la population totale) sont les enfants de moins de 14 ans. Il y a en réalité plus de femmes (7539 personnes) que d'hommes (6420 personnes) sur la commune et la proportion de personnes mariées ou vivant en couple est inférieure au nombre de célibataires, familles monoparentales, divorcés ou veufs. Ce nouvel état des données n'avait pas été pris en compte lors de l'élaboration des stratégies d'accompagnement au changement et dynamique de groupe (Dijon Métropole 2017). Les moyens alloués ne peuvent être en adéquation avec la demande réelle, puisque basés sur une demande exprimée qui n'émane pas du bénéficiaire cible.

En vue de la participation du GBFC lors d'événements publics à forte affluence, il a été réalisé un questionnaire à passation orale ainsi que des outils basés sous de nouvelles formes de représentation de l'information. L'objectif était de recueillir un maximum d'informations des habitants, en utilisant des supports les plus universels et iconographiques possibles. Par exemple, une carte du quartier représentant les points d'intérêt, les bâtiments publics et les artères de mobilités, en vue d'identifier les nœuds de communication, les espaces de droit commun et les zones délaissées sur le territoire. Ce fut également la réalisation d'une frise chronologique géante, représentant les 10 années à venir avec les infrastructures et aménagements programmés. Typiquement, cet outil a permis aux habitants de se projeter sur des volontés de développement à caractère collectif, mais répondant trop peu pour combler des besoins personnels et individuels. Enfin, ce fut la réalisation d'un support de recueil visuel et magnétique réalisé sur un tableau blanc effaçable au format A0, appelé « l'arbre aux besoins économiques ». Depuis un arbre central dessiné sur le tableau, partent des branches représentant des thématiques de besoins issues des enquêtes communautaires européennes exprimant des craintes, besoins et espérances des citoyens européens et classées selon un ordre chronologique depuis des besoins plutôt masculins (voire d'autres plus féminins) ou des besoins résonant plus auprès des jeunes générations : comment gérer son argent et s'assurer, se loger et habiter, entreprendre et lancer une activité, se cultiver, s'informer et se distraire, s'alimenter et se restaurer, travailler et se former, s'équiper et s'habiller, prendre soin de sa santé, réparer et recycler ou encore trouver des fournisseurs. À cette base était proposé en complément une trentaine d'icônes confectionnées sur un support aimanté et représentant la majorité des métiers et activités de la vie quotidienne, servant à compléter ou développer des propositions recueillies sur des post-it.

Après avoir interrogé près de 100 personnes lors du Forum d'Emploi ou lors du Marché dominical de Chenôve, il en ressort le besoin d'aider les personnes âgées (repas, sorties, motricité), préserver la convivialité, le respect, le lien social et le vivre ensemble dans la commune, accroître les services à la population dans les secteurs du transport, de la sécurité, des loisirs, de la santé ou de la garde d'enfants, la rénovation des logements locatifs, la participation à la vie citoyenne ou encore le renforcement de l'accès à des produits sains. L'exercice a permis aux habitants non seulement de s'exprimer mais surtout de passer du problème au besoin, avec une dimension constructive introduite par les motivations personnelles, de passer du négatif, à l'attentisme et l'affirmation de droits au positif pragmatique exprimant des besoins de territoire auxquels il devient possible d'apporter une réponse territoriale, de proposer des réponses qui existent ailleurs et des réponses à inventer.

Le travail sur l'analyse des besoins exprimés a permis de regrouper les ressources et les opportunités sous 8 thématiques : la mobilité et les questions de déplacement ; l'enfance et les modes de relations entre parents et enfants (communication, éducation, alimentation, autorité..) ; les enjeux de la communication ; l'espace commun et la gestion de l'espace public ; la tranquillité publique ; le logement ; l'emploi et l'entrepreneuriat et enfin les questions de santé, d'alimentation et de mieux-être.

Sur la base d'une concertation au cours d'un Comité technique organisé le 25 septembre 2018, trois thématiques furent privilégiées pour creuser l'expression des besoins par la mise en place d'ateliers thématiques d'une durée moyenne de deux heures : « Parentalité à Chenôve, quels besoins ? » ; Comment développer l'emploi et l'activité économique de proximité à Chenôve ? » et enfin « Quelle gestion des espaces communs sur Chenôve ? ». Les rencontres furent le fruit d'une grande richesse, de sorte qu'il est difficile d'en apprécier son étendue : interconnaissance entre acteurs ; intégration de projets dans des plans d'aménagements ; considération de publics ; compréhension fine de freins périphériques à l'emploi ou à l'activité entrepreneuriale ; limites d'intervention ; changements de paradigme, de stratégie et de priorité nationales et les impacts en local.

## **5. Vers un bouquet de services innovants dédiés à l'activité économique**

Au cours du Comité de pilotage de la démarche en date du 14 novembre 2018, est décidé le lancement d'une étude d'opportunité sur la création d'un bouquet de services innovants dédiés à l'emploi, à l'entrepreneuriat et à l'activité économique de proximité ; de créer un espace de type Tiers-lieu qui produira du service aux habitants et pour le territoire.

La phase 2 du projet GBFC sur la commune de Chenôve débute avec une mise au point des modalités d'exercice. L'objectif est de tester une offre opérationnelle, de 6 mois à un an destiné à produire du service et de l'emploi, intégrant les attentes de la population, des entreprises, des acteurs publics et privés et valorisant des savoir-faire et des compétences locales. Ces initiatives doivent s'articuler avec des projets déjà engagés sur le territoire à travers des réponses à appels à projet ou appels à manifestation d'intérêt national (AAP 100% inclusion ; AAP repérer et mobiliser les publics invisibles ; AAP 10.000 entreprises ; AAP îlots et démonstrateurs de la transition écologique...). Une mise en synergie des acteurs, par l'interconnaissance des plans d'action a favorisé les coopérations locales et la complémentarité dans les objectifs opérationnels proposés et les résultats attendus. Ces perspectives issues du décroisement envisagent de proposer de nouvelles modalités de mise en relation des demandeurs d'emploi et des entreprises locales. C'est favoriser la rencontre entre les besoins des particuliers et l'offre des acteurs locaux.

Les objectifs sont de simplifier les démarches pour l'accès à l'emploi des publics vulnérables et garantir une meilleure lisibilité de l'offre de services dédiés à cette mission. C'est encore permettre l'apport d'une dynamique d'innovation sociale, favoriser l'entrepreneuriat, développer des offres de services à la population mieux adaptés à l'évolution et aux besoins locaux ou encore créer un lieu qui valorise le quartier, le lieu de vie des habitants, sans étiquette institutionnelle.

Ainsi le cœur de l'activité est articulé autour d'une agence d'intérim (Entreprise de Travail Temporaire) orientée vers les quartiers politiques de la ville et proposant des contrats et des missions. Celle-ci est complétée par une activité d'entreprise de travail à temps partagé favorisant la mise à disposition de personnel pour quelques heures ou à la journée. Des activités d'accompagnement au développement des compétences, à l'adéquation du curriculum vitae ou de son profil professionnel, à l'intégration d'un volet par la formation linguistique sont mis en place. La construction d'une offre de service pour le repérage et la mobilisation des publics dits invisibles et vulnérables, l'accompagnement vers l'activité et l'emploi sont également mis en place. C'est l'opportunité de déployer des ateliers en forte demande dans le domaine de la médiation culturelle pour permettre à de trop nombreuses personnes de ne pas rester dans l'isolement. Pour pallier les carences en usage des technologies et médias sociaux en pleine ère de dématérialisation des services publics, la mise à disposition d'un espace d'inclusion numérique est ainsi proposée. C'est également la possibilité de compléter ce volet avec l'intervention de structures accompagnant le développement des entrepreneurs et chefs d'entreprises, de renforcer les volets stratégiques par l'acquisition de la Responsabilité Sociétale des Entreprises.

Avec l'hybridation des services dans une logique de guichet unique, le changement s'opère également dans une volonté de mélanger et stimuler les publics qui contribuent à compléter et adapter la chaîne de services. Ainsi, des services complémentaires sont également incorporés dans le projet, comme un service de garde d'enfants permettant au parent de pouvoir honorer un rendez-vous ou sa participation à un atelier. C'est également la proposition d'intégrer une salle de sport adaptée aux activités de motricité à destination des seniors ou des personnes en rééducation post opératoire, offrant aux usagers un espace de détente. L'activité repose essentiellement sur l'animation d'une communauté encore en développement. La pratique d'un espace qui ne répond plus aux pratiques professionnelles quotidiennes, qui doit anticiper les logiques de mutualisation, les injonctions d'autonomie et les perspectives de renforcement de la pratique du télétravail proposé par des entreprises libérées. Le bouquet de services se doit de s'inscrire dans un espace absorbant les pratiques innovantes du travail nomade et du soin apporté à la phase d'amorçage de l'activité économique. Pour favoriser la mutualisation des moyens entre acteurs, il devient nécessaire de proposer des solutions de services tournés non plus vers les publics mais tournés vers les hébergés du lieu de l'activité.

## **Conclusion**

La démarche du Générateur déployée sur la commune de Chenôve arrive à mi-parcours. Malgré le faible recul sur le dispositif, nous pouvons déjà observer des résultats structurants. En effet, la démarche est identifiée sinon reconnue et séduit de nouveaux territoires en région. Le collectif se dote de nouveaux outils et les chargés de missions multiplient les visites et accompagnements de projets en dehors de leur zone d'affectation pour enrichir les modèles. Ainsi les opérateurs bénéficient du soutien des plate-forme technologiques des campus universitaires, de nouveaux partenaires tels que la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ou la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) en soutien à ces projets qui structurent les filières et acteurs dans le pragmatisme du quotidien. Si le temps donné à l'action vient souvent à manquer pour rassurer des interlocuteurs qui doivent rendre des comptes à leur direction, aux administrés, bénéficiaires ou clients, chacun y gagne dans la mise en perspective. Face à des logiques de rentabilité ou d'occupation, les acteurs intègrent une sensibilité aux projets à vocation sociale et de service à la population, voire même une nouvelle tarification modulable en fonction de l'activité proposée.

Lorsque des carences sont identifiées sur le territoire, les collectivités sont maintenant en mesure d'apporter une solution technique par le déve-

loppement de services de proximité qui n'existent pas sous forme marchande à ce jour. Cette approche de mise en dynamique répliquable, participe à la consolidation d'une chaîne d'acteurs mobilisés, pour structurer le maillage territorial. Il propose d'élaborer des réponses entrepreneuriales nouvelles à des besoins de société mal satisfaits, concourant à une transformation plus satisfaisante de nos cités.

## RÉFÉRENCES

- Bourg, D. & Dartiguepeyrou, C. & Gervais, C. (eds.). 2016. *Les nouveaux modes de vie durables. S'engager autrement*, Paris : Le Bord de l'eau.
- Dijon Métropole. 2017. Plan local d'urbanisme intercommunal Habitat - Déplacements. *Rapport de présentation Tome A/Diagnostic*. Dijon. [http://www.plui.metropole-dijon.fr/wp-content/uploads/2017/10/Diagnostic\\_PLU-IHD\\_2017\\_Chap1P11\\_38.pdf](http://www.plui.metropole-dijon.fr/wp-content/uploads/2017/10/Diagnostic_PLU-IHD_2017_Chap1P11_38.pdf) (accédé le 14 mai 2019).
- Dubois, F. 2017. Des communautés fragmentées à la résilience commune : retour sur des initiatives éco-responsables reproductibles issues d'un quartier d'agglomération urbaine. In Junqua, Guillaume (ed.). 2017. *Ecologie industrielle et territoriale. COLEIT 2014*. Paris : Presses des mines.
- Galibert, O. (ed.). 2015. *Territoires urbains en transition. Un quartier populaire en résilience socio-écologique*. Dijon : EUD, Coll. Sociétés.
- Gwiazdzinski, L. 2015. Le design territorial : nouvelle frontière de l'action publique. La 27<sup>ème</sup> Région. In : Scherer, Pauline. 2015, *Chantiers ouverts au public*. Paris : La Documentation française, Collection « Design des politiques publiques ».
- Hopkins, R. 2011. *The Transition Companion. Making your Community More Resilient in Uncertain Times*. Cambridge : Green Books.
- Marcon, Ch. 2012. Stratégie-réseau en intelligence économique : conviction versus analyse. In : *Revue internationale d'intelligence économique*. Vol. 4. Paris : Lavoisier, 9-18.

---

# SOFIA ET SES INÉGALITÉS : CITOYENS INCLUS ET CITOYENS EXCLUS

*Antoniy TODOROV*

---

## RÉSUMÉ

L'article applique la méthode écologique en sociologie politique au comportement électoral des citoyens de Sofia. Les élections législatives de 2017 en constituent l'étude de cas. La principale question de recherche est de savoir comment la qualité des quartiers de la ville de Sofia affecte les choix politiques des riverains. Cette qualité est évaluée à travers un ensemble de caractéristiques des quartiers comme le type de logement, le type de chauffage le plus utilisé, la présence de bidonvilles roms ou de luxueux quartiers fermés et résidences sécurisées, les prix moyens des nouveaux logements, l'accès au métro, etc. La recherche démontre une corrélation importante entre la qualité des quartiers et le vote, mais explore également les limites de la méthode.

**Mots-clés :** *Sofia, quartiers, stratification urbaine, approche écologique, vote*

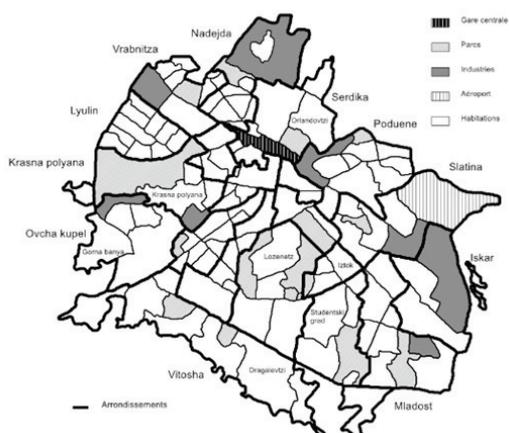
## ABSTRACT

The article tries to apply the ecological method in political sociology to the electoral behaviour of the citizens of Sofia. The legislative elections in 2017 are the case study. The main research question was how the quality of the neighbourhoods of the city of Sofia influences the political choices of the residents. This quality is assessed through a set of features of the neighbourhoods like the type of housings, the type of mostly used heat-

ing, the presence of Roma shanty-towns or of luxurious closed quarters, the average prices of the new housings, the access to the subway etc. The research demonstrates some important correlation between the quality of the neighbourhoods and the vote but explores also the limits of the method.

**Keywords:** *Sofia, Neighborhoods, Urban stratification, Ecological approach, Vote*

Une ville est une (relativement) petite société, ce propos est bien banal. Une ville contemporaine est un ensemble d'individus, de familles, de cercles amicaux ou professionnels, de strates, de groupes, de voisins, de statuts sociaux, enfin – de cultures différentes, qui cohabitent ensemble. Une ville est aussi une *polis*, une *civitas*, une structure politique, une communauté politique avec ses institutions, ses instances publiques, ses élus, ses fonctionnaires, ses services urbains, sa police, ses pompiers. Une ville est aussi un espace urbanisé avec ses quartiers, ses habitations, ses édifices publics, ses boulevards et rues, ses places et jardins, ses réseaux de transports publics, ses gares, ses aéroports, ses ports, ses infrastructures qui lui permettent de vivre sur un espace bien limité, mais aussi à communiquer avec les autres lieux. Une ville est aussi un héritage culturel et politique, avec ses vestiges archéologiques, ses monuments culturels, ses musées, salles de théâtre et de concerts, et salles d'expositions. Une ville, enfin, c'est un grand espace commercial, avec ses magasins, ses vitrines, ses centres commerciaux, ses dépôts, ses réseaux d'approvisionnement, ses publicités dans les espaces publics. Tout cela, sans prétendre dresser une liste exhaustive, est la ville : une structure sociale complexe, organisée selon les normes en vigueur, mais étant tout à la fois le résultat d'une histoire commune accumulée.

**Carte 1.** Sofia et ses quartiers

Cartographie © Artique Cartes et Données

## La municipalité et la ville

Sofia, capitale de la Bulgarie, est une ville typique, un ensemble constitué par un héritage historique et par son statut politique, administratif et économique contemporains. *Serdopolis* avant le II<sup>e</sup> siècle BC, *Ulpia Serdica* aux temps des Romains, *Sredetz* pendant l'époque médiévale, enfin *Sofia* depuis 1376, d'après le nom de la basilique romaine « Sainte Sophie » (« Sagesse Divine ») du V<sup>e</sup> siècle. Centre administratif d'une province et d'un département à l'époque de l'Empire ottoman, la ville est désignée comme capitale de la Bulgarie indépendante en 1879. À cette époque-là, c'est une petite ville avec ses 11 694 habitants dont 6 560 Bulgares, 3 538 Juifs, 839 Turcs et 737 Roms.<sup>27</sup>

Depuis, la ville grandit beaucoup, en termes de population et de territoire.<sup>28</sup> Selon le recensement de 2011<sup>29</sup> la population de Sofia est 1 291 591 (17,5% de la population nationale). Actuellement (2019) les habitants permanents de la capitale sont évalués à 1,5 million<sup>30</sup>. Le territoire occupé de la ville est de 472 km<sup>2</sup>, situé dans une large vallée entourée de montagnes (pour sortir de

<sup>27</sup> <https://www.kmeta.bg/11-000-bili-sofyancite-predi-osvobojenieto>.

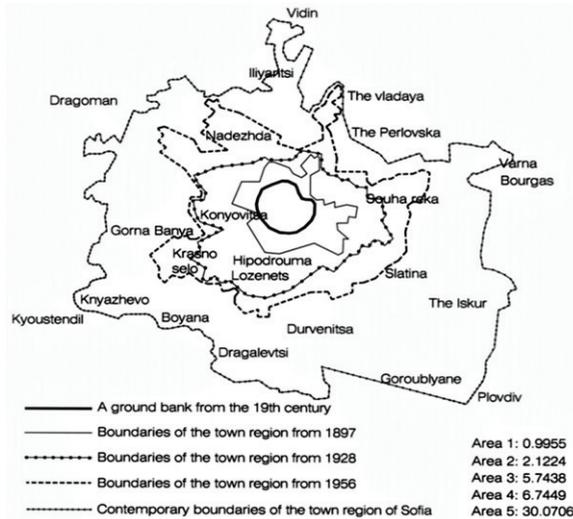
<sup>28</sup> По: Попов, Антон и др. (ред.), София – 120 години столица: Юбилейна кн., София, Акад. изд. „Проф. Марин Дринов“, 2000, с. 85. [Sofia - capitale de 120 années]

<sup>29</sup> <http://www.nsi.bg/sites/default/files/files/pressreleases/Census2011final.pdf>

<sup>30</sup> <https://bg.wikipedia.org/wiki/%D0%A1%D0%BE%D1%84%D0%B8%D1%8F#%D0%9D%D0%B0%D1%81%D0%B5%D0%BB%D0%B5%D0%BD%D0%B8%D0%B5>

la vallée il faut toujours passer par un col), situé une altitude 595 m.<sup>31</sup> La ville n'est pas traversée par une grande rivière ou un fleuve, mais reste liée à la montagne la plus proche au Sud – Vitosha (2 290 m et 278 km<sup>2</sup>). Souvent on présente la ville de Sofia comme une ville verte – les espaces verts constituent 286 ha<sup>32</sup>.

**Carte 2.** Acroissement du territoire de la ville de Sofia (1897–2018)



Source : София – 120 години столица... [Sofia – capitale de 120 années...]

Actuellement la municipalité de la ville de Sofia (ne pas confondre avec la région de Sofia) englobe la zone urbaine ainsi que des quartiers, villages et zones résidentielles (4 petites villes et 34 villages au total). Elle englobe aussi le réservoir d'eau principal de la ville – le lac artificiel d'Iskar (30 km<sup>2</sup> de surface et 580 mn. m<sup>3</sup> d'eau potable) dans la montagne proche de Rila. La ville représente 36,5% du territoire de la municipalité. Cette structure fait penser à la *polis ancienne*, composée par un *asti* (la ville) et une *chora* (l'espace adjacent).

<sup>31</sup> <http://www.nsi.bg/nrm/show2.php?sid=57422&ezik=bul&e=128142>

<sup>32</sup> <http://www.so-parkove.com/%d0%be%d0%b1%d0%b5%d0%ba%d1%82%d0%b8/>

**Carte 3.** La ville de Sofia au sein de la municipalité de Sofia

Source : l'auteur à partir de la carte Google

Sofia est aussi une municipalité avec un Conseil municipal et un maire de la ville élus au suffrage universel, mais aussi une région administrative avec un préfet (gouverneur régional), nommé par le premier-ministre. La municipalité est organisée en 24 arrondissements administratifs. Depuis 2014 les maires des arrondissements sont élus au suffrage universel (ce qui remplaça leurs élections par le Conseil municipal).

**Carte 4.** Les arrondissements de Sofia

Source : l'auteur à partir de la carte Google

Sofia est aussi la plus grande ville de Bulgarie et son plus grand centre industriel et commercial. La ville avec le niveau le plus élevé des revenus (7 349 leva par habitant en 2016 ; le revenu moyen dans le pays pour la même année étant de 5 167 leva), un grand centre commercial avec ses plus d'une douzaine de grands centres commerciaux (grands espaces ou *mall*). Une ville où 85% des citoyens vivent dans leurs propres logements ou dans un logement offert gratuitement. La ville où la superficie utile moyenne des habitations est de 25m<sup>2</sup> (20m<sup>2</sup> en moyenne dans les villes du pays)<sup>33</sup>. C'est la seule ville avec un métro et un réseau relativement dense de transports en commun (trams, trolleybus et autobus). Sofia est aussi un centre culturel national inégalé. Mais c'est aussi une ville paradoxale, un centre de richesse et de pauvreté, une ville des diversités et des inégalités, où le succès social et l'exclusion sociale cohabitent.

### **Les inégalités de Sofia**

La ville de Sofia est aussi un ensemble de quartiers, historiques et nouveaux, qui n'ont pas de qualité administrative, mais sont des entités plus ou moins reconnaissables dans la topographie de la ville. Ils ont surtout une valeur d'identification pour les autorités locales quand elles opèrent un découpage en zones pour calculer les impôts municipaux, mais aussi pour les agences immobilières pour mesurer les prix des logements. La qualité des quartiers, héritée ou acquise pendant ces 30 dernières années de post-communisme, structure et stratifie la population de la ville, joue sur les opportunités des nouveaux venus dans la ville, attirés par les offres d'emploi et les meilleures conditions de vie de la capitale. Cette stratification sociale est le sujet de ce texte qui tendra à démontrer un lien entre les inégalités structurelles de la ville et les comportements politiques de ses habitants.

La ville moderne est constituée par des éléments immobiliers divers : des bâtiments (logements, édifices administratifs et bureaux, espaces de commerce, industries et dépôts, gares ferroviaires, aéroports), des espaces de circulation (boulevards, rues, places), des espaces verts (parcs et jardins publics).

Les disparités des quartiers de la ville sont dues tout d'abord à l'âge des logements qui les constituent. Plus de 26% des logements sont âgés de moins de 22 ans, 50% - de moins de 35 ans, 4% datent d'avant 1919. Aussi, 36% des logements se trouvent dans des bâtiments de panneaux de béton,

---

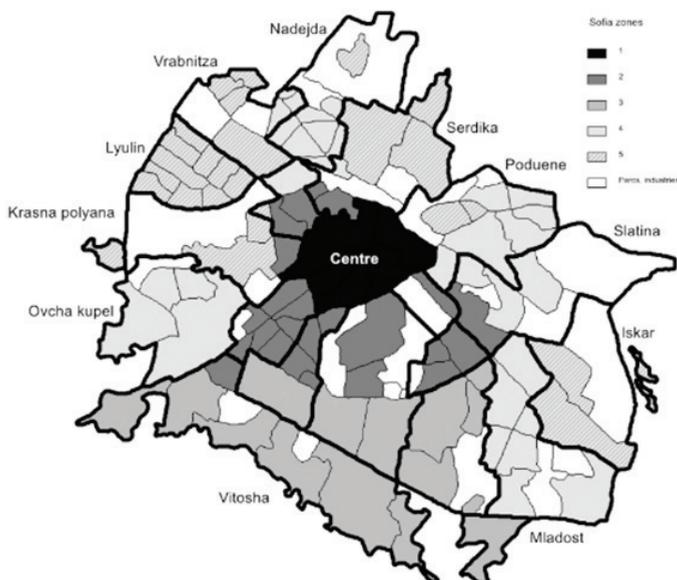
<sup>33</sup> Institut national de statistique.

construits entre 1970 et 1980, alors que 4% sont des bâtiments en lambeaux, des bidonvilles, majoritairement apparues après 1990.

Les quartiers diffèrent aussi par leur proximité à des espaces verts, par la présence d'industries adjacentes, par la densité des sites administratifs et des bureaux, par la proximité des transports en commun (métro, tramways, gare ferroviaire, aéroport), par la densité des centres de commerce, des centres médicaux, des écoles et des postes de police. Il est bien difficile de construire un classement des quartiers d'une grande ville en prenant en compte tous les éléments qui constituent leur qualité, car il faut aussi tenir en compte les attitudes des habitants - un espace subjectif bâti d'émotions, d'histoires personnelles, de vécu commun.

Une approche, quoiqu'assez formelle, et peut-être superficielle d'un classement possible, est celle de la Mairie de Sofia qui divise la ville en 4 zones suivant la qualité des quartiers en vue de calculer les impôts et les taxes municipales et les prix des services municipaux payants fournis aux habitants de la ville. Les quartiers de la zone urbanisée de la ville sont presque 110 aujourd'hui ces derniers étant très diversifiés.

**Carte 5.** Les zones fiscales de la ville de Sofia



Source : la Municipalité de Sofia et cartographie © Artique Cartes et Données

### *Le Centre*

Les quartiers du centre se situent sur le territoire de l'ancienne ville de Sofia entre les terrains de la Gare centrale au Nord-Est (depuis 1888) et la ceinture des grands boulevards « Konstantine Velichkov », « Ivan Evstratiev Geshov », « Balgaria » et « Evlogi i Hristo Georgievi ». Au sein de ces quartiers on distingue aussi un centre-ville plus restreint, dit « quartier des pavés jaunes », suite au pavement des places et des rues centrales de la ville de pavés de couleur jaune, importés de Budapest et installés au centre-ville en 1907–1908 (au total de 59 300 m<sup>2</sup>).

Le centre est majoritairement construit par des édifices datant de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, mais une partie aussi des années 1950 et 1960 (surtout les zones détruites par les bombardements des forces alliées pendant la Deuxième Guerre mondiale)<sup>34</sup>. Par rapport aux autres quartiers de la ville, le centre se caractérise par une densité de la construction plus élevée.<sup>35</sup>

Le centre est en effet divisé en deux grands types de constructions : des habitations considérées comme relativement chères et des bureaux. La plupart des habitations furent restituées à leurs propriétaires ou à leurs héritiers après 1991, ayant été nationalisées après 1947 par le gouvernement communiste<sup>36</sup>. Après la restitution et suite à la spéculation immobilière, beaucoup de propriétaires revendirent leurs appartements et maisons à des sociétés privées, qui y installèrent leurs bureaux. Ainsi le centre se dépeupla massivement et la plupart des rez-de-chaussée des édifices furent transformés en succursales bancaires suite à la montée des prix de l'immobilier et des loyers. Aujourd'hui une concentration importante de la propriété immobilière au centre est observable : les noms de 2–3 grands propriétaires immobiliers bulgares présents dans cette partie de la ville sont souvent cités mais une partie de la propriété est dans les mains d'investisseurs étrangers, attirés par les taux d'imposition relativement bas en Bulgarie.

### *Les quartiers en panneaux de béton du socialisme*

Les années 1970–1980 la ville grandit suite à l'urbanisation du pays et de son industrialisation, même si le gouvernement maintenait un système rigide

---

<sup>34</sup> Изследване на морфологията на град София. Аналитичен доклад на „Визия за София“. [Étude de la morphologie de la ville de Sofia. Rapport analytique de “Vision pour Sofia”] <https://vizia.sofia.bg/wp-content/uploads/2019/02/Morfologiya.pdf>, p. 19.

<sup>35</sup> Ibid. p. 20–22.

<sup>36</sup> <https://www.lex.bg/laws/ldoc/2132811265>

d'autorisations de la résidence permanente. La population de la ville doubla entre 1956 et 1985 (de 640 000 à 1 122 000)<sup>37</sup>. La croissance de la population de la capitale pendant cette période fut accompagnée de la construction de nouveaux quartiers en panneaux de béton dans la périphérie et aux environs du centre : des complexes d'habitations comme *Mladost*, *Lyulin*, *Droujba*, *Nadejda*, *Svoboda*, *Moderno predgradie*, *Ovcha kupel*, *Tolstoy*, *Hadji Dimitar*, *Krasna polyana*, *Lagera*.

Les quartiers de ce type abritèrent non seulement les nouveaux venus dans la capitale mais aussi de nombreuses familles sofiotes qui louaient auparavant des habitations dans les quartiers anciens. Ces nouvelles habitations (quoiqu'jugés « éloignées » et avec des transports publics peu développés) furent considérées comme des quartier modernes, avec leur système de chauffage central et d'eau chaude assurés par les centrales thermiques de la ville. De plus, à cette époque-là, la composition sociale des habitants des « complexes » fut assez diversifiée : ils abritaient non seulement une classe ouvrière grandissante mais aussi ce que les sociologues appellent la « classe moyenne du socialisme » (fonctionnaires, spécialistes, enseignants, universitaires, professions libres). Ces « complexes », construits à l'instar des « HLM » à la française, furent rapidement revendus vers 1980-1985 aux locataires-habitants.

Depuis le début de la transition post-communiste et la restitution des biens immobiliers en 1992, la population des « complexes » changea considérablement. Ces habitations, devenues plus ou moins obsolètes et démodées, changèrent d'habitants et aujourd'hui dans la plupart des cas elles sont peuplées par des habitants de milieux sociaux plus modestes. En 2011 la population dans ce type de complexes compte 452 485 d'habitants (41,6 % de la population totale de la ville)<sup>38</sup>.

Mais de point de vue géographique la composition sociale des « complexes » est bien différenciée, car au cours des trente dernières décennies des constructions nouvelles et modernes furent réalisées dans les espaces verts entre les immeubles en panneaux de béton. Ceci fut possible grâce à la loi sur la restitution des terres agricoles de 1991<sup>39</sup>, qui permit la privatisation des terrains urbanisés qui avant 1945 étaient des terres arables. Ainsi, le débordement des nouvelles constructions dans les anciens « complexes »

<sup>37</sup> <http://www.populstat.info/Europe/bulgarit.htm>

<sup>38</sup> Изследване на морфологията на град София... [Étude de la morphologie de la ville de Sofia], c. 24.

<sup>39</sup> <https://www.lex.bg/laws/ldoc/2132550145>

incita de nombreuses protestations des citoyens, notamment dans le quartier de *Mladost*.

### *Les quartiers des nouveaux riches*

Sofia, située au pied Nord de la montagne Vitosha, s'étendit sur les basses pentes de la montagne, tout en annexant les petits villages situés le long de celle-ci comme Boyana, Dragalevtsi, Simeonovo et Bistrizta. Pendant les années 1980, le village de Boyana abrita des villas de la haute nomenclature communiste, devenant de cette façon le symbole d'un lieu d'habitation prestigieux.

Après le début de la transition post-communiste, la structure des propriétés dans ces quartiers changea aussi, surtout avec l'avènement des nouveaux riches qui y construisirent des habitations de luxe. Dans les zones proches de Vitosha, apparurent comme une nouveauté socio-économique les « quartiers fermés », avec des habitations de luxe, sécurisées par des murs et des services de sécurité privés et possédant une autonomie des infrastructures. Ces « résidences fermées » ou « Gated Communities » sont considérées par les analystes comme « l'apothéose du mode de vie dans le capitalisme de consommation »<sup>40</sup>.

### *Les quartiers historiques et nouveaux des Roms*

La ville de Sofia abrite historiquement une communauté importante de Roms qui habitent dans quelques quartiers. En 1880 les Roms constituent 6% des habitants de Sofia, aujourd'hui ils représentent (selon le recensement de 2011) entre 7 et 8% de la population (quelques 150 000). Les plus nombreuses populations de Roms à Sofia sont recensées au quartier Filipovtzi (situé entre le village et le quartier Lyulin), le quartier Hristo Botev au bords Sud-Ouest de l'aéroport de Sofia et le quartier Fakulteta, situé entre Krasna polyana, Ovcha kupel et Zapaden park. À part ces trois grands quartiers « historiques » des Roms à Sofia, il existe des quartiers roms plus petits dans d'autres endroits de la ville, de véritables petites bidonvilles au sein des espaces habités.

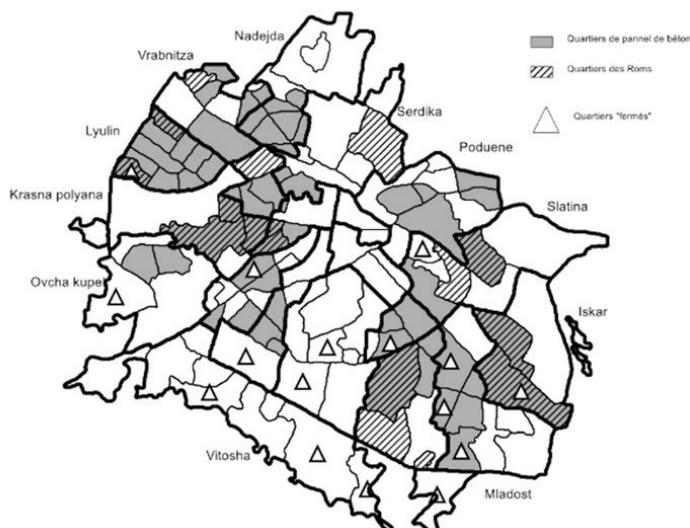
Les quartiers de Roms historiques sont bien diversifiés en ce qui concerne la qualité des édifices qui les constituent. C'est le résultat de la stratification sociale des Roms, qui s'opère au sein même des quartiers roms. Les Roms

---

<sup>40</sup> Je me réfère ici à la thèse de doctorat d'Irena Spiridonova de l'Université d'architecture, de construction et d'urbanisme, soutenue en 2015. [https://www.uacg.bg/filebank/att\\_9419.pdf](https://www.uacg.bg/filebank/att_9419.pdf)

intégrés dans la société bulgare, qui exercent une profession et ont fait des études, habitent généralement parmi les autres habitants de la ville sans se faire reconnaître comme des Roms. Les résidents des quartiers Roms sont en général moins intégrés, et représentent une société hiérarchisée et organisée dans le cadre de leur propre stratification sociale. Dans les communautés rom on peut distinguer ce qu'on a l'habitude d'appeler les « barons tziganes » suivant le titre du fameux opéra de Johann Strauss fils. Sous ce terme aujourd'hui l'on désigne un groupe de Roms riches et privilégiés, qui exploitent et commandent la communauté rom en l'inscrivant dans des affaires diverses tel le trafic de drogues, la prostitution, le ramassage et le recyclage de déchets.

**Carte 6.** Les différents types de quartiers à Sofia



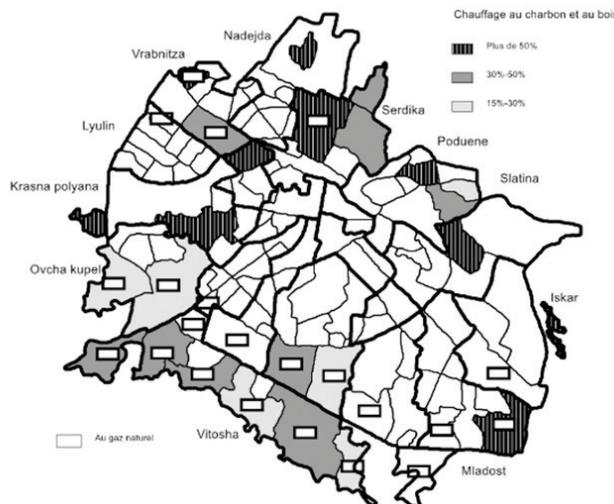
Source cartographique : © Artique Cartes et Données

Les quartiers de Sofia d'aujourd'hui ont chacun leur visage particulier, mais souvent il y a des « quartiers mélanges » : les bâtiments en panneaux de béton cohabitent avec des bidonvilles de Roms ou avec des quartiers fermés, parfois (rarement pourtant) on y retrouve les trois types de logements dans le même quartier, mais aussi bien séparés les uns des autres.

La diversité des quartiers est due aussi au différent type de chauffage aussi. À Sofia 66% des logements ont accès au chauffage central (15% des logements dans tout le pays), surtout dans les quartiers en panneaux de béton.

Mais 55 000 habitants utilisent du charbon et du gasoil pour le chauffage<sup>41</sup>. Dans les quartiers Roms surtout, ce type de chauffage n'a pas d'alternative à cause du prix élevée de l'électricité. Mais paradoxalement les quartiers plutôt chics du Sud au pied de la montagne, utilisent largement le charbon. Or, à la différence des quartiers Roms, les quartiers chics du Sud sont maintenant approvisionnés de gaz naturel et utilisent le charbon majoritairement pour les cheminées au sein des logements de qualité.

**Carte 7.** Type de chauffage utilisé dans les quartiers



Source cartographique : © Artique Cartes et Données

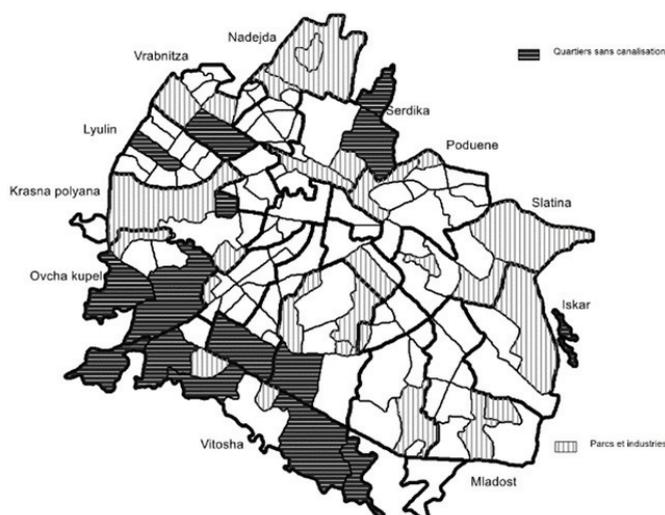
Paradoxalement pour une grande ville et capitale en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle, à Sofia il y a des quartiers avec des bâtiments qui ne font pas partie du réseau urbain de canalisation<sup>42</sup>. Il s'agit surtout des quartiers de la périphérie

<sup>41</sup> Изследване на морфологията...[Étude de la morphologie de la ville de Sofia] , c. 23; Асоциация за развитие на София [Association pour le développement de Sofia]- <http://sofia-da.eu/%D0%B0%D0%BA%D1%82%D1%83%D0%B0%D0%BB%D0%BD%D0%B8/%D0%BF%D1%80%D0%BE%D0%B5%D0%BA%D1%82-%D0%B7%D0%B5%D0%BB%D0%B5%D0%BD%D0%B0-%D1%81%D0%BE%D1%84%D0%B8%D1%8F/381-%D0%B4%D0%B5%D0%B9%D0%BD%D0%BE%D1%81%D1%82%D0%B8-%D0%B7%D0%B5%D0%BB%D0%B5%D0%BD%D0%B0-%D1%81%D0%BE%D1%84%D0%B8%D1%8F/1030-%D0%BA%D0%B0%D1%80%D1%82%D0%B8.html>; Газоразпределителна мрежа на Овъргаз [Réseau de distribution de gaz naturel d'Overgas] - <https://gas.overgas.bg/%D0%BC%D1%80%D0%B5%D0%B6%D0%B0/>.

<sup>42</sup> 20% от София още е без канализация. В. 24 часа, 31.03.2018.

du Sud, et comprennent aussi bien les bidonvilles des Roms, mais aussi des quartiers prestigieux. Ces derniers-derniers souvent possèdent des systèmes autonomes de collecte et de stockage des eaux usées.

**Carte 8.** Quartiers aux bâtiments sans canalisation



Source cartographique : © Artique Cartes et Données

Les inégalités de la ville de Sofia peuvent être aussi mesurées par la taille des domiciles. La ville est relativement bien classée par rapport à la superficie disponible des logements par personne : en 2016 dans la municipalité de Sofia il y a 609 858 domiciles, dont 13,5% avec 1 pièce, 49,0% avec 2 pièces, 34,2% avec 3 pièces, 7,8% avec 4 pièces et 3,6% avec 5 pièces et plus<sup>43</sup>. De plus, à Sofia on compte 23,5% de logements non habités (31,4% en moyenne pour le pays).<sup>44</sup> Il est évident que les prix et les loyers à Sofia sont bien élevés et les disparités en matière de logements produisent des inégalités sociales énormes.

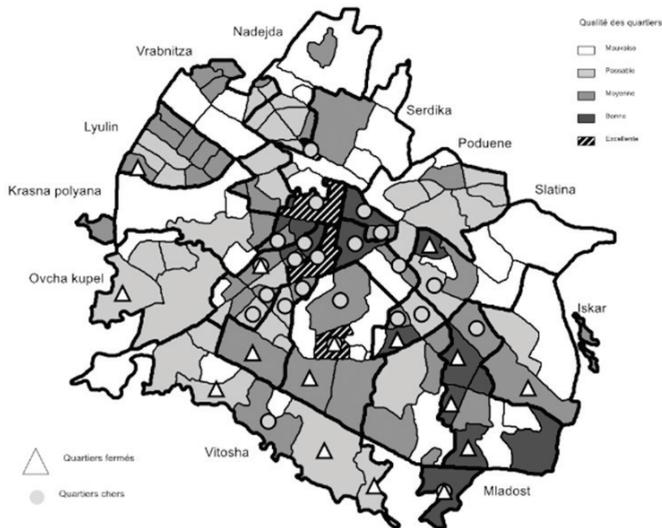
Les disparités entre les quartiers de la capitale sont bien visibles si l'on calcule un critère complexe qui réunit des éléments comme les prix de logements nouveaux, la proximité aux transports publics (le métro), le chauffage

<sup>43</sup> <http://www.nsi.bg/bg/content/3145/%D0%B6%D0%B8%D0%BB%D0%B8%D1%89%D0%B0>

<sup>44</sup> Recensement de 2011.

central ou le réseau de canalisation. La ville est bien diversifiée et le mode de vie dans les quartiers peut être très différent.

**Carte 9.** Les qualités des quartiers à Sofia



Source : l'auteur et cartographie © Artique Cartes et Données

## Le vote des Sofiates à travers les inégalités

La question essentielle de méthode dans ce texte et la possibilité d'opérer une approche écologique<sup>45</sup> pour expliquer le vote des habitants de Sofia. Le problème de l'application d'une telle méthode à la ville de Sofia aujourd'hui est surtout liée au fait de la mobilité importante de la population urbaine (vers la ville, en dehors de la ville et au sein de la ville) et la difficulté de comparer les comportements électoraux tout au long des années. Mais dans ce texte j'essaierai d'explorer un lien possible entre la qualité des quartiers et le comportement électoral de leurs habitants. Cette démarche a aussi un côté bien problématique, car les quartiers ne sont pas homogènes socialement et juger au sujet des éléments explicatifs du comportement collectif de leurs habitants semble assez approximatif. Et pourtant, tout en étant conscient de

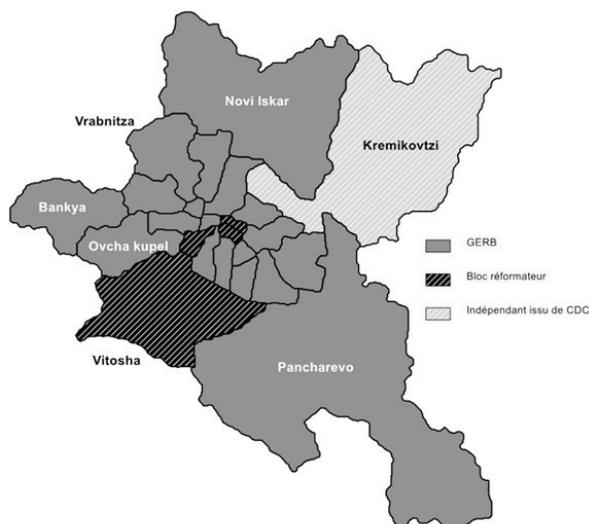
<sup>45</sup> L'approche écologique en sociologie politique se base sur les éléments de l'environnement social et naturel (biaisé par le social) pour l'explication des comportements politiques (le vote plus spécialement). La méthode fut élaborée et appliquée par le français André Siegfried en 1913.

ces limites de la méthode, j'essaierai d'identifier certaines corrélations et de les expliquer.

Sofia depuis 1990 est une ville gouvernée par les partis de la droite, jamais le parti socialiste, successeur du parti communiste au pouvoir avant 1989, ne sut gagner le poste de maire de la municipalité. Ceci peut paraître bien étrange, vu le fait que la capitale à l'époque communiste était un centre administratif de première importance et la haute nomenclature avec ses familles y était bien présente. Actuellement la ville est gérée par une maire de GERB<sup>46</sup> (Yordanka Fandakova), le parti de centre-droit au pouvoir. En plus elle fut élue dès le premier tour avec 60,2% des votes exprimés, ce que fut le cas aussi en 2011 (avec 53,3% des votes exprimés). Avant elle se fut l'actuel premier-ministre Boyko Borisov qui fut élu maire de Sofia une première fois en 2005 et réélu en 2007 au premier tour avec 53,6% des votes exprimés. Pendant toute la période précédente, les maires de Sofia avaient été élus sur proposition de l'ancien parti de droite l'Union des forces démocratiques (UDF).

Aux élections de 2015 les maires des arrondissements furent aussi élus au suffrage direct. Dans 20 des 24 arrondissements c'est le candidat de GERB qui fut élu, dans les 4 autres – les candidats de la droite issue de l'UDF furent élus.

**Carte 10.** Maires d'arrondissements à Sofia élus en 2015



Source : Commission centrale électorale et cartographie © Artique Cartes et Données

<sup>46</sup> Acronyme en bulgare de Citoyens pour Développement européen de Bulgarie.

Il existe des rapports de force différents dans les arrondissements de la ville, mais les quartiers diffèrent également par la présence et la force des différents partis politiques. Évaluer le poids de la qualité des quartiers dans l'ensemble des facteurs explicatifs du vote est une tâche difficile, car beaucoup dépend aussi d'autres facteurs et parmi eux – la présence des organisations des partis sur le terrain, leur visibilité, leur image publique, mais aussi des enjeux spécifiques de la vie des quartiers.

Pourtant, une vue d'ensemble sur la visualisation de certains rapports entre les particularités des quartiers et le comportement électoral de leurs habitants nous permet de formuler et de confirmer certaines hypothèses déjà lancées au sujet des caractéristiques des électors partisans. Aujourd'hui, les deux partis qui prétendent pouvoir former des majorités gouvernementales au niveau national sont GERB et le Parti socialiste de Bulgarie (PSB). Mais à Sofia il existe encore un groupe partisan qui mobilise un ensemble d'électeurs comparable en nombre aux électors du GERB et du PSB – les partis issues des cercles de l'ancien UDF (les « Bleus »). En 2017 ce sont trois partis : « Démocrates pour une Bulgarie forte » (DBF), « Da-Bulgaria » (DaBG) et le UDF (le parti des « gardiens » de l'ancienne étiquette – СДС<sup>47</sup>). Même si des études diverses démontrèrent les différences sociologiques entre ces trois formations, leurs sources électorales peuvent être définies comme un ensemble de citoyens qui continue à s'autodéfinir comme héritiers de la grande « Coalition bleue » du СДС (UDF) des années 1990–2000.

### *GERB : le vote de la périphérie*

Quand on regarde la répartition territoriale du vote en faveur de GERB en 2017 on voit tout de suite que le parti du gouvernement actuel collecte un fort soutien dans les quartiers de la périphérie urbaine – dans les quartiers prestigieux au pied de Vitocha au Sud, dans le quartier des Roms ou les quartiers peux chers du Nord. Un ensemble sans une physionomie typique, comme si représentant le mythique « Bulgare moyen ». En effet, par la structure de leurs auto-indentifications idéologiques, les électors du parti de Boyko Borisov (l'actuel premier-ministre) sont assez « moyens » : leur répartition sur une échelle « gauche-droite » ne dévoile pas une affinité particulière et la plupart des électors se situent au « centre »<sup>48</sup>. Même si officiellement GERB

---

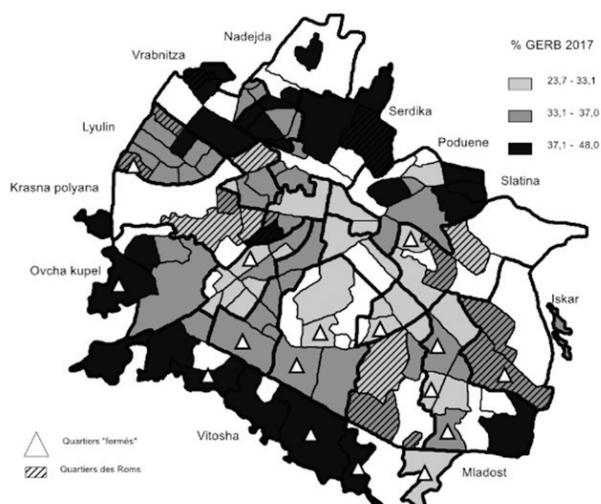
<sup>47</sup> En bulgare – Съюз на демократичните сили (СДС).

<sup>48</sup> Étude de Marketlinks de 2006.

est un parti de centre-droit, les électeurs de l'ancienne droite anticommuniste à Sofia reconnaissent difficilement ce parti comme étant proche d'eux. Ceci explique la présence relativement moins visible des électeurs de GERB résidents au Centre de la ville, où cette ancienne droite jouit toujours de fortes assises électorales.

Le parti socialiste (PSB) est l'héritier de l'ancien Parti communiste, au pouvoir avant 1989. Héritier dans plusieurs sens : d'une partie importante de l'ancienne élite communiste, mais aussi d'un legs de mémoires communes liées à la vie avant 1989. Trente ans après 1989 le poids sociologique des anciennes élites communistes diminue fortement, mais ce qui reste bien particulier est que le PSB conserve ses assises électorales au sein des populations âgées (les gens en retraite surtout). C'est particulier, car les gens âgés de 60 ans et plus aujourd'hui, avaient 30 ans en 1990.

**Carte 11.** Le vote GERB en 2017



Source : Commission centrale électorale et cartographie © Artique Cartes et Données

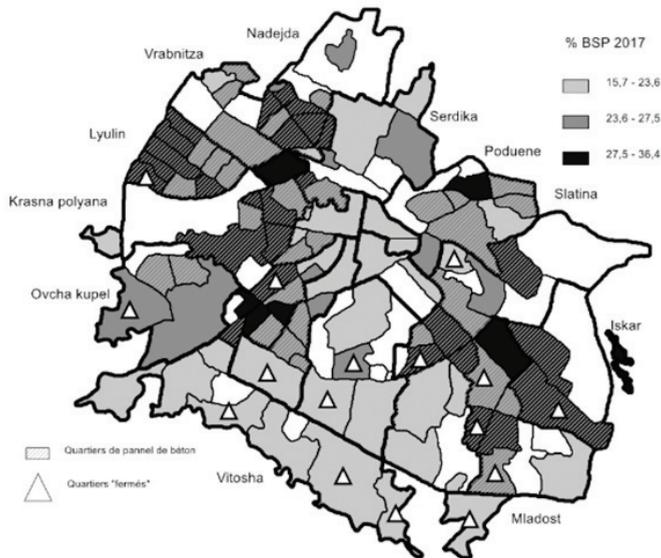
### *BSP : le vote des quartiers en panneau de béton*

Quand on regarde la structure territoriale du vote pour le PSB en 2017, on observe une présence plus visible des électeurs socialistes dans les quartiers de panneaux en béton. Ceci pourrait bien s'expliquer par l'âge et le statut social des habitants de ces quartiers – souvent des retraités de l'époque socialiste ou leurs héritiers, des gens ayant acquis leur appartement comme neuf aux années 1970-1980 et pour qui cette acquisition représentait à l'époque une

ascension sociale remarquable (construction nouvelle, chauffage central, salle de bain aménagée etc.). Des gens, ayant gardé un souvenir positif du socialisme et qui, pour cette raison aussi, soutiennent le BSP. Les socialistes sont, comme GERB, peu présents aux quartiers du Centre, dominé par l'ancienne droite. Mais à la différence de GERB ils ne sont pas fortement présents dans les quartiers chics du Sud avec des « quartiers fermés ».

La « nébuleuse bleue » est un ensemble en effet hétéroclite : des anciens « bourgeois » de Sofia et leurs héritiers ayant restitué leurs biens confisqués par le gouvernement communiste en 1947, des intellectuels fortement critiques vis-à-vis du communisme, une partie des anciens de la nomenclature communiste qui voyait depuis les années 1980 son avenir au sein d'un capitalisme moderne, des professions libérales ne s'étant pas accommodé avec le régime communiste, enfin des nouveaux riches de la province s'étant installé dans les quartiers prestigieux du Centre et du Sud au pied de la montagne.

**Carte 12.** Le vote BSP en 2017



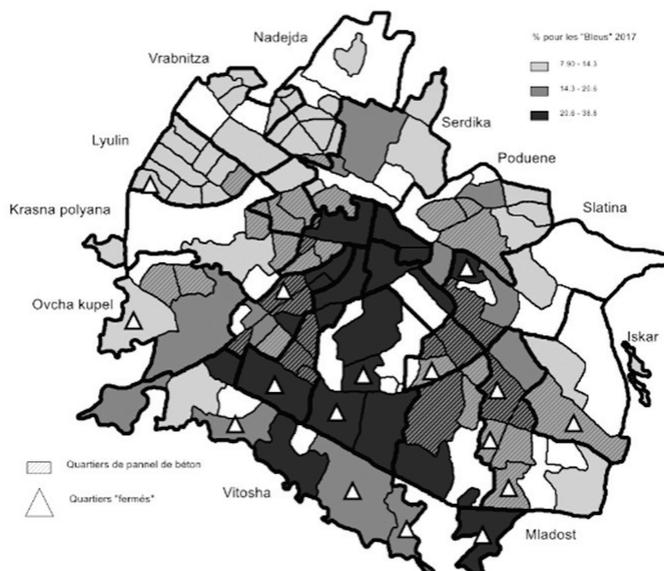
Source : Commission centrale électorale et cartographie © Artique Cartes et Données

### *Les « Bleus » aux quartiers du centre*

Ce public diversifié est très individualiste, pourtant politiquement loyal, représente une assise stable de l'ancienne droite à Sofia. Mais ce n'est pas exclusivement les habitants du Centre qui soutiennent les « bleus »; une po-

pulation active, aisée et instruite des quartiers prestigieux (comme Lozenetz) ou les nouveaux quartiers de construction de qualité le long du boulevard périphérique du Sud et quelques nouveaux quartiers d'habitations de qualité au pied de Vitocha (comme Simeonovo), constitue aussi une forte base électorale de l'ancienne droite, qui reste réticente et critique envers GERB.

**Carte 13.** Le vote « bleu » en 2017



Source : Commission centrale électorale et cartographie © Artique Cartes et Données

### *Les « Patriotes » entre le béton et les Roms*

Les « Patriotes unis » est une coalition de trois partis nationalistes, au moins deux d'entre eux sont considérés comme partis de l'extrême droite comme « Ataka ». Ils apparurent aux moments différents de la transition postcommuniste et se démarquèrent par leur discours anti-Rom et anti-Turc. En regardant leurs résultats électoraux dans la ville de Sofia on peu constater que c'est un électorat des quartiers moins prestigieux, souvent des quartiers en panneaux de béton (comme le BSP), mais aussi dans certains quartiers mixtes de forte présence des Roms.

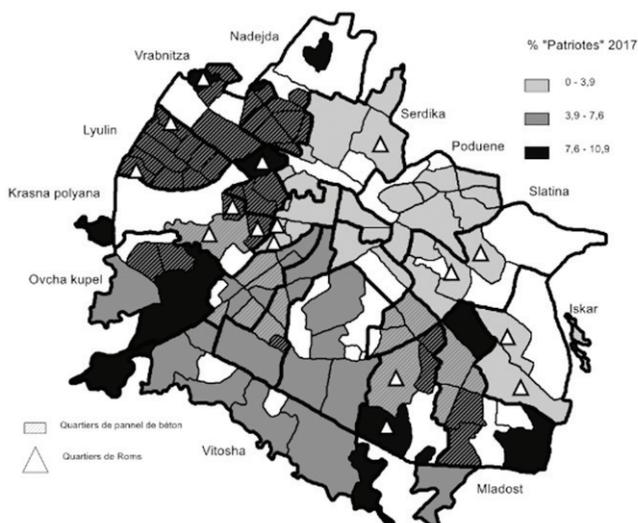
Ceci fait penser à un groupe de citoyens qui est en relative difficulté matérielle et qui se sent menacé par beaucoup de facteurs étrangers : les Roms, les riches, les immigrés, les homosexuels, les intellectuels... Plusieurs menaces difficiles à retenir, plusieurs sources d'anxiété. En même temps

souvent il s'agit de populations vulnérables, qui craignent leur situation et sont jaloux de tous ceux qui pourraient comme eux prétendre utiliser les ressources publiques de protection sociale.

Mais en même temps le profil des électeurs des « Patriotes » n'est pas du tout homogène. Il n'est pas toujours lié au vécu de la cohabitation avec les Roms, ni spécifiquement aux quartiers en panneaux de béton seulement (les « HLM » hérités du socialisme et s'étant dégradé depuis 1990). Pourtant une certaine présence plus forte d'électeurs de ce type est constatée dans les quartiers en panneaux de béton de l'Ouest (Lyulin, Nadejda) et du Sud-Est (Mladost 3 et 4), périphériques et relativement peu désirés. On constate aussi une faible présence de ces partis dans les quartiers du Nord-Est. Ceci ne peut pas être facilement expliqué par la qualité de ces quartiers, mais surtout par la faiblesse des organisations des partis dans les arrondissements respectifs.

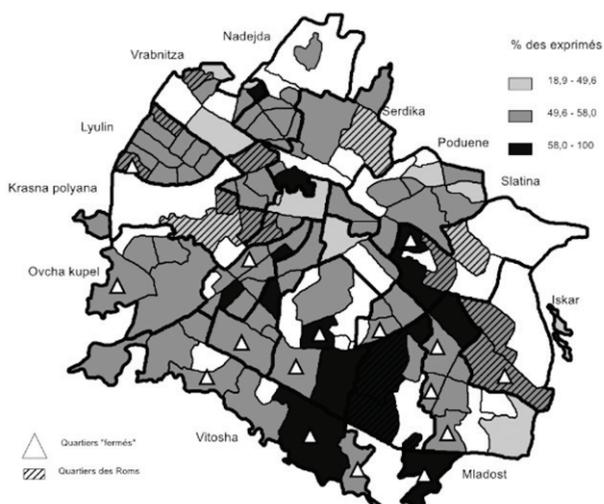
Enfin, les qualités des quartiers expliquent très partiellement la mobilisation électorale générale en 2017. Ce qui ont voté plus nombreux ne sont spécifiquement ni des quartiers aisés du Centre et du Sud, ni des parties avec des quartiers fermés, ni des quartiers aux bidonvilles des Roms. Peut-être on peut constater un lien plus visible entre la mobilisation électorale et l'habitation dans les quartiers en panneaux de béton. Mais ceci reste à être spécifiquement expliqué, une hypothèse plausible pourrait être l'activité dans ces quartiers de deux acteurs politiques assez mobilisés pour les élections législatives de 2017 – le PSB et les « Patriotes ».

**Carte 14.** Le vote pour les « Patriotes » en 2017



Source : Commission centrale électorale et cartographie © Artique Cartes et Données

**Carte 15.** Mobilisation électorale en 2017



Source : Commission centrale électorale et cartographie © Artique Cartes et Données

La géographie électorale urbaine offre des possibilités intéressantes pour expliquer partiellement les comportements politiques des habitants d'une ville. Elle présente des avantages, surtout liés à une facile visualisation des hypothèses et des constats. Comme son application au niveau national, elle nous permet de saisir un ensemble de facteurs explicatifs du vote au niveau local. En même temps, elle a ses propres limites, liées à la méthode. Tous d'abord – la précision des cartes et les limitations des quartiers. Dans les schémas utilisés pour ce texte (car il s'agit de figures, même si elles correspondent relativement à la géographie) il y a beaucoup d'approximations. De plus, le terme de « quartier » est utilisé plutôt dans son sens sociologique, comme une entité sociale historique découpée par la géographie de la ville. Les architectes de la mairie de Sofia utilisent des découpages des quartiers par les rues, qui les séparent, donc dans un sens plus strict et plus classique. Mais je me suis servi d'un usage des quartiers de la ville de Sofia, utilisé tant par les sociologues de la ville que par les agences immobilières. Ceci pour pouvoir détecter plus facilement ces quartiers par les habitants de Sofia.

Aussi, pour les cartes électorales il fallait recalculer les résultats des sections au niveau des quartiers, ce qui nécessitait beaucoup de temps, sans pouvoir être sûr de la ponctualité de l'association de chaque section de vote

avec à un quartier précis. Ceci dit, je suis conscient que certains chiffres pourraient ne pas être précis. Mais j'ai pris le risque d'une telle imprécision, étant conscient que sa nature et, surtout, son importance, ne saurait nuire aux résultats de cette recherche.

En conclusion, ce n'est qu'une proposition à continuer des recherches électorales au niveau des quartiers de la ville de Sofia, juste le début d'un long chemin.

## RÉFÉRENCES

- Бианко, Л. (Анжело, Е.). *Архитектура и политика: Сегашно състояние и бъдещо развитие на политиката на планиране на гр. София*. Дисертация за образователната и научна степен Доктор. София 2011. [Bianco, L. Architecture et politique : Situation présente et développement futur de la politique de planification de la ville de Sofia. Thèse de doctorat].
- Визия за София. Стъпка 3*. Доклад по направление градска среда. Изследване на морфологията на град София. София 2019. [Vision pour Sofia. Étape 3. Rapport sur le milieu urbain. Étude de la morphologie de la ville de Sofia].
- Визия за София. Стъпка 3*. Доклад по направление хора. Социологическо проучване за качеството на живот. София, 2019. [Vision pour Sofia. Étape 3. Rapport sur les habitants. Étude sociologique de la qualité de vie].
- Мизов, М. 2008. Специфики на ромската социална стратификация. В: Мизов, М. (съст.), *Социална стратификация и социални конфликти в съвременна България*. Изд. Фондация „Фридрих Еберт“ и Фондация „Солидарно общество“, София, 2008, 143-179. [Mizov, Maxime. Spécificités de la stratification sociale des Roms. In : Mizov, M. Stratification sociale et conflits sociaux en Bulgarie contemporaine].
- Национален статистически институт. Преброяване 2011: окончателни данни*. София 2012. [Institut national de statistique. Recensement 2011 : données définitives].
- Попов, Антон и др. (ред.), *София – 120 години столица: Юбилейна книга*, София, Акад. изд. „Проф. Марин Дринов“, 2000 [Pопов, А. et all., Sofia – capitale de 120 années].
- Спиридонова, И. 2016. типология на жилищните комплекси от затворен тип. В: *Годишник на Университета по архитектура, строителство и геодезия*, том 49, 2016, бр. 1, с. 171-186. [Spiridonova, Ir. Typologie des complexes d'habitation de type fermé. In : Annuaire de l'Université d'architecture, de construction et d'urbanisme].

---

# EMIGRATION DU TRAVAIL DANS LE CONTEXTE URBAIN DE L' UNION EUROPÉENNE (UE) – MANIFESTATION FONDAMENTALE DE LA GLOBALISATION. LE CAS DE LA BULGARIE

*Iskra CHRISTOVA-BALKANSKA*

---

## RÉSUMÉ

Après l'adhésion des pays de l'Europe Centrale (la Tchéquie, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie) à l'Union Européenne (UE) (2004) suivis par la Bulgarie et la Roumanie en 2007, l'émigration des pays de l'Europe centrale et orientale (ECO) vers les économies européennes développées s'accroît. Nombre de facteurs influencent les décisions des émigrants de chercher de nouvelles opportunités et réalisations personnelles, hors de leur pays d'origine. L'inclinaison vers l'émigration n'a pas été interrompue par la crise globale financière et économique, et celle de la dette souveraine, malgré les effets néfastes de la récession en Europe.

La Bulgarie a été particulièrement touchée par les flux de l'émigration, que le pays subit déjà 30 ans, ce qui a eu des répercussions macro et microéconomiques sensibles. Dans le contexte des tendances vers l'émigration des pays de l'ECO, le but de cet article est de démontrer quelles sont les raisons et les tendances de l'émigration bulgare, quels sont les effets sur l'économie interne et les conséquences de ce phénomène au futur. Est-ce que les envois de fonds (*remittances*) de l'émigration de travail bulgare pourraient résoudre et compenser le tarissement de la population bulgare et les défaillances du marché de travail bulgare ? L'analyse porte

aussi sur le développement récent des tendances migratoires dans les PECO. Il y aurait-il des changements ?

**Mots-clés :** *Intégration au sein de l'Union européenne (UE), développement économique, mobilité des personnes dans l'UE, migration internationale, envois de fonds par les émigrants*

## ABSTRACT

Following the EU accession of the Central European countries (Czech Republic, Slovakia, Poland, Hungary) in 2004 and of Bulgaria and Romania in 2007, migration from Central and Eastern European countries (CEECs) to the developed European economies has been increasing. Many factors influence the decisions of migrants to look for new opportunities and personal achievements elsewhere in their home country. The tilt towards migration has not been interrupted by the global financial and economic crisis, and that of the sovereign debt, although the negative effects of the recession in Europe.

Bulgaria has been particularly affected by the migration flows, which the country is already undergoing 30 years, which has had significant macro and microeconomic repercussions. In the context of the trends towards emigration from the countries of Central and Eastern Europe (CEEC), the purpose of this article is to demonstrate the reasons and trends of Bulgarian migration, the effects on the internal economy and the consequences of this phenomenon for the future. Could remittances from Bulgarian labor migration resolve and compensate the drying out of the Bulgarian population and the shortcomings of the Bulgarian labor market? The analysis also focuses on the recent development of migration trends in the CEECs. Would there be any changes?

**Keywords:** *EU Integration, Economic Development, EU Mobility, International Migration, Remittances*

## Introduction

Un trait particulièrement saillant de l'évolution de la globalisation est la hausse vertigineuse et impressionnante des flux migratoires dans le monde et, en particulier, au sein de l'UE des 28 pays membres. Après que les pays de l'Europe centrale (la Tchéquie, la Slovaquie, la Pologne, la Hongrie) adhèrent à l'UE (en 2004) et que par la suite, la Bulgarie et la Roumanie rejoignent l'Union en 2007, l'émigration de la population originaire des nouveaux membres de

l'UE vers les économies européennes développées augmente sensiblement. Des facteurs divers influencent les décisions des émigrants de chercher de nouvelles opportunités et une vie meilleure en dehors de leur pays d'origine, comme le niveau plus élevé des salaires, une meilleure éducation pour les enfants, un système social décent, et autres. La crise globale financière et économique, ainsi que la crise de la dette européenne souveraine n'ont pas interrompu cette tendance, bien que les économies développées de l'UE subissent les effets négatifs de la récession et que les emplois se fassent plus rares dans les industries européennes, et même dans les services.

Le but de cet article est de démontrer quelles sont les raisons et les incitations vers l'émigration dans les pays de l'Europe centrale et orientale (ECO) et quelles en sont les tendances. La Bulgarie a été particulièrement touchée par les flux de l'émigration durant les 30 dernières années de transformations vers une économie de marché et comme pays membre de l'UE. Une attention particulière sera vouée à l'analyse de l'émigration bulgare et les effets de ce processus migratoire sur l'économie bulgare. Est-ce que les envois de fonds (remittances) par les émigrants bulgares sont en mesure de compenser les pertes pour l'économie bulgare en capital humain ? Y aurait-il des possibilités pour la Bulgarie de contourner les effets négatifs de la migration ?

## **1. Evolutions et particularités de la migration en Europe**

La migration internationale ajuste le développement économique du pays en attirant des immigrants de pays à faibles revenus. Les investissements dans de nouvelles technologies fait appel à des spécialistes étrangers hautement qualifiés, qui sont à la recherche de meilleures conditions de travail et perspectives de carrière, et de meilleure rémunération. En période d'activité économique, les pays développés ont également besoin d'un personnel peu qualifié pour l'exécution d'œuvres diverses dans le secteur tiers. Le travail des immigrés favorise le bien-être général dans le pays bénéficiaire, augmente les revenus et a un impact positif sur la croissance économique.

Les immigrants viennent dans le pays d'accueil avec leurs traditions, leur culture et leurs savoir-faire. Ces particularités traditionnelles influencent l'environnement économique et social, renforçant ainsi la diversité multiculturelle dans les pays d'accueil.

### **1.1. Modèles théoriques expliquant les incitations à l'émigration**

Les théories de la migration internationale tentent à expliquer les interceptions entre les effets des flux migratoires sur les pays d'origine et les pays d'accueil. Il n'existe pas de théorie unique, qui soit largement acceptée par les économistes. Ceci est dû au fait que les recherches sur les migrations ont un caractère interdisciplinaire et englobent différentes parts de la science humaine – l'anthropologie, les sciences politiques, l'histoire économique et autres (Brettel et Holifield, 2007).

Les incitations à la migration ont souvent été expliquées par le modèle de base *push-and-pull*. Les conditions économiques, les pressions démographiques, le chômage sont des « facteurs d'incitation » dans les pays d'origine lesquels sont considérés en commun avec les « facteurs d'attraction » du pays d'accueil, comme les salaires plus élevés, la haute demande de main-d'œuvre, les possibilités de regroupement familial.

Les facteurs économiques et sociaux incitent vers l'émigration parce que dans le pays d'origine les salaires et les revenus ainsi que le niveau de vie, en général, sont plus bas. Les opportunités de réalisation professionnelle sont restreintes à cause du chômage persistant et la mauvaise gouvernance des entreprises. La volonté personnelle ou professionnelle de développement de l'individu est limitée, et un mécontentement persiste par rapport à la qualité des services médicaux et de l'éducation. Parmi les facteurs politiques exerçant un impact sur ces processus, l'on peut noter l'instabilité politique, l'insécurité, la violence, le manque de sûreté et de sécurité, la corruption, le non-respect des droits de l'homme dans le pays d'origine. Les cas de discrimination, fondée sur l'appartenance ethnique, le besoin de regroupement familial, l'existence de diaspora dans d'autres pays d'accueil influencent également ces tendances.

La plus importante des théories actuelles, expliquant le développement des migrations internationales, est la théorie économique néoclassique. Elle se réfère aux différences de salaires et des conditions d'emploi entre les pays d'origine et les pays d'accueil. Cette théorie tente d'évaluer les coûts de la migration inclus dans la mobilité des individus à l'étranger pour augmenter leurs revenus.

### **1.2. Principales tendances migratoires des PECO**

L'Europe est une destination préférée pour les migrants. Seulement en 2017, 4,4 millions de personnes au total ont immigré dans l'un des 28 États membres de l'UE, tandis qu'au moins 3,1 millions d'émigrants auraient quitté un État membre de l'UE. Cependant, ces chiffres totaux ne représentent pas les flux migratoires à destination et en provenance de l'UE dans

son ensemble, car ils incluent également les flux entre les différents États membres de l'UE. Parmi ces 4,4 millions d'immigrants en 2017, on estime que 2,0 millions proviennent de pays non membres de l'UE, tandis que 1,3 million sont des citoyens d'un autre État membre de l'UE, que celui dans lequel ils ont immigré (Migration and Migrant Population 2019). Ces données démontrent une forte tendance de mobilité entre les pays de l'UE, et parmi eux les ressortissants des PECO se sont révélés comme particulièrement actifs. Depuis le début des années 1990, l'intensité de la mobilité de la population des PECO a considérablement augmenté, démontrant une intensification de la migration intra-régionale au sein de l'Europe. Ces pays ont connu diverses formes de migration – de la migration de la main-d'œuvre à la migration de transit. On assiste surtout à un déplacement de la population à court terme (dite cyclique), qui très souvent tourne en migration permanente. On assiste aussi à la prévalence de la migration à long terme.

La migration actuelle en Europe est prédéfinie par les particularités et les paradoxes historiques. La migration des PECO est une conséquence des changements économiques et politiques depuis le début des années 90 du siècle dernier. Les raisons principales pour cette tendance sur les flux migratoires de l'Est vers l'Ouest dépendent de facteurs importants comme le retard économique et institutionnel (par rapport à l'Europe de l'Ouest). Une cause fondamentale, provoquant ce mouvement de population de l'Est vers l'Ouest, est l'effondrement de l'économie socialiste, suite au passage vers une économie de type capitaliste, suivi d'une forte hausse du chômage, de pénuries de biens de consommation, de disparition des opportunités de réalisation professionnelle et autres facteurs provenant des problèmes liés aux processus des changements politiques, économiques et institutionnels. Voilà pourquoi nombre de personnes se sont orientées vers le marché de travail de l'Europe de l'Ouest où la main d'œuvre, hautement qualifiée, due à un bon niveau d'éducation des cadres dans les pays de l'Est, trouvait des emplois en fonction de sa spécialisation professionnelle et une rémunération équitable. La proximité géographique, la proximité des traditions culturelles, les liens historiques, ont aussi influencé les flux migratoires de l'Est vers l'Ouest de l'Europe.

Lorsque la liberté de circulation fut rétablie en Europe, vers 1990, certains pays ont connu instantanément un fort flux migratoire sortant (et de faibles flux entrants), certains d'autres ont connu des flux entrants importants (et des flux sortants faibles), et dans d'autres pays encore, on a assisté à des flux sortants et des flux entrants modérés. Depuis 1990, l'Europe occidentale a consécutivement levé la plupart des motivations politiques d'admission d'im-

migrants originaires des pays ex-socialistes. Néanmoins, la politique d'immigration, appliquée par les pays d'Europe occidentale, demeure sévère<sup>49</sup>. Mais le raffermissement des règles d'admission d'immigrants, semblent n'avoir eu qu'un impact modéré sur la volonté d'émigrer vers l'Occident. Malgré les lacunes, l'adoption de règles de sortie libérales permet aux migrants d'aller et de rentrer à tout moment, et de le faire autant de fois qu'ils le souhaitent. La libéralisation de la mobilité de personnes, malgré les obstacles, ouvre la voie vers des stratégies de migration à court terme.

Les flux migratoires au sein de l'UE tracent une nouvelle mosaïque de la migration européenne. L'Allemagne, possédant le plus vaste et diversifié marché de travail, attire en 2004–2011 les deux tiers des migrants originaires de l'Europe de l'Est. Pendant la crise économique (2008–2010) le marché de travail de l'UE des 27 s'est rétréci à 5.8 millions de personnes (2.5%), le nombre de travailleurs venus de pays tiers fléchit de 3%, alors que l'emploi de ressortissants des PECO, augmente avec 828 000 personnes (ou de 14%). Les effets de l'Europe élargie se sont fait voir par la hausse vertigineuse de la mobilité Est-Ouest. Les travailleurs venus de l'Europe de l'Est auraient-ils supplanté les employés venus des pays tiers ? Une telle supposition est peut-être probable, ayant en vue, que le nombre de migrants de l'Europe de l'Est double en 2004–2014 dans les 15 « anciens » pays-membres de l'UE, bien que cette augmentation ait été beaucoup plus importante en Allemagne, en Grande Bretagne, au Danemark, en Belgique et aux Pays-Bas. La plus grande partie de ces flux migratoires se doit à l'émigration roumaine et polonaise (2.5 millions de roumains et 1.8 millions de polonais).

## **2. Les défis que pose l'émigration de travail bulgare après les années 1990**

L'émigration de la main-d'œuvre bulgare se caractérise par des hauts et des bas par rapport au nombre des émigrés. Pareillement aux autres PECO, la Bulgarie connaît une forte pression du fait de l'augmentation des flux migratoires, non seulement vers l'Europe, mais aussi vers les Etats-Unis et le

---

<sup>49</sup> La liberté de circulation et de résidence dans l'UE est la pierre angulaire de la citoyenneté de l'Union, instaurée par le Traité de Maastricht en 1992. L'abolition progressive des frontières intérieures, conformément aux accords de Schengen, a été suivie de l'adoption de la Directive 2004/38/CE sur le droit des citoyens de l'UE et des membres de leur famille de circuler et de séjourner librement au sein de l'UE. Malgré l'importance de droit, des obstacles importants à la mise en œuvre de la Directive subsistent dix ans après la date limite fixée dans cette dernière.

Canada. Ces derniers sont des destinations particulièrement attractives pour les jeunes effectifs bien éduqués. En 1990-2000, le nombre de Bulgares qui ont émigré s'élève à 691 000 de personnes, pour la plupart des spécialistes hautement qualifiés.

L'introduction de la Caisse monétaire (1997), la stabilisation financière, la croissance économique, la hausse du stock d'investissements directs étrangers (IDE) et la perspective d'une proche adhésion de la Bulgarie à l'UE ont amélioré les perspectives d'une hausse des salaires et d'une réalisation professionnelle en Bulgarie. Cette tendance a restreint relativement l'inclinaison à l'émigration de jeunes gens possédant un haut niveau de qualification.

Les pays européens développés sont la destination préférée des émigrants bulgares, bien que leur localisation soit limitée en raison des interdictions existantes en matière de mobilité de main-d'œuvre et les politiques de rotation de l'UE. La suppression des visas augmente la mobilité saisonnière à l'étranger des travailleurs moins qualifiés. Selon la Banque mondiale, l'émigration de travailleurs les moins qualifiés s'élève à 5,8% du nombre total d'émigrants bulgares entre 2000-2009, et 8,6% de la population a émigré de la Bulgarie. Le pays figure parmi les 10 PECO, et de l'Asie centrale qui ont un pourcentage élevé d'émigration de spécialistes hautement qualifiés.

L'intégration de la Bulgarie à l'UE donna des espérances pour la reprise et la modernisation de la production, l'augmentation des salaires et l'amélioration du bien-être général du pays. Mais la crise globale financière, la crise économique et la crise de la dette souveraine européenne ont mis fin à ces espérances et en 2009 on assiste à une reprise de l'émigration, en raison de la hausse du chômage, des revenus gelés, de la lente amélioration de la situation économique en Bulgarie.

Après un certain répit de l'émigration bulgare avant la crise globale et financière de 2008-2010, l'émigration des bulgares s'intensifie au fur et à mesure que l'économie bulgare subit la récession, dont les effets négatifs sont loin de s'estomper même dans les pays européens développés.

Après l'intégration de la Bulgarie dans l'UE, et surtout après le début du nouveau millénaire le cadre, les tendances et les destinations préférées des bulgares changent. L'émigration permanente cède le pas à l'émigration saisonnière temporaire (cyclique). Contrairement au passé, la migration de la main-d'œuvre bulgare, composée de personnes moins qualifiées et moins éduquées, se dirige vers l'Espagne, la Grèce, l'Italie et le Portugal, où sont recherchés des travailleurs dans la construction, dans le secteur agricole, dans les services domestiques et dans d'autres types d'emploi, nécessitant un faible

degré de formation professionnelle. Cependant, beaucoup de ces émigrants temporaires au fur et à mesure deviennent des résidents permanents là où ils se sont installés. Une enquête démontre que les bulgares vivant et travaillant en Italie même en temps de crise préfèrent chercher un travail moins bien rémunéré et loin de leur formation professionnelle au lieu de rentrer en Bulgarie.

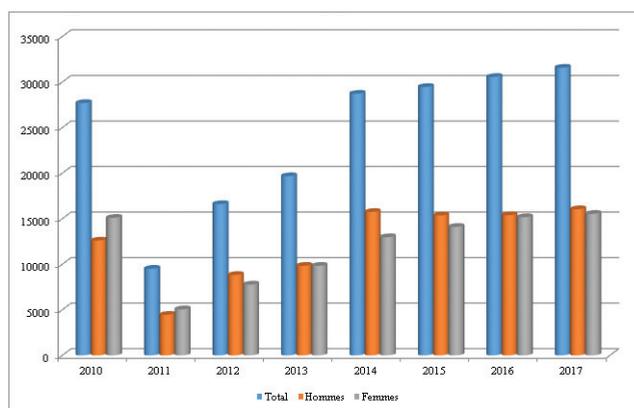
Les émigrants bulgares sont bien intégrés en Europe, à cause de la tradition culturelle et historique et la qualité d'adopter et de s'adapter plus aisément à la vie socio-économique du pays d'accueil. Dans les pays qui ont été la cible d'un nombre important de Bulgares, comme les États-Unis, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la Grande Bretagne, se forme une diaspora bulgare de nouvelle souche, qui dans la plupart des cas, ne perd pas son lien avec la Bulgarie. Cela implique que ces personnes jouent le rôle de chef de file, et connaissant bien les particularités économique et légales du pays d'accueil, sont en mesure de procurer les compétences et connaissances professionnelles et persuader des proches et des connaissances à les rejoindre à l'étranger.

Selon le projet « *Diaspora bulgare en Europe occidentale : mobilité transfrontalière, identité nationale et développement* » de 2009-2011<sup>50</sup>, 80% des émigrés bulgares suivent et s'intéressent à la vie en Bulgarie et aux événements actuels dans leur pays. Cette proportion s'élève à 77% pour les employés, et à 91% pour les étudiants. Presque toutes les personnes qui ont habité à l'étranger pour rejoindre leurs proches, ont suivi les événements dans notre pays. Plus des deux tiers (69%) des immigrés déclarent que d'autres immigrés bulgares se trouvent à proximité de leur lieu de résidence. Cela crée des conditions propices à la communication entre eux, étant donné que 88% le font très souvent, et 10% de temps en temps. (Émigration bulgare : théories, politiques et études empiriques 2012, 255-256).

Au cours des dix dernières années, le pourcentage de Bulgares ayant choisi de vivre et de travailler dans un autre pays de l'UE a doublé. Cette tendance permanente a des effets fortement négatifs sur l'économie bulgare et bouleverse la structure de la main-d'œuvre. Pendant 2010-2017 on assiste à un exode continu, autant d'hommes que de femmes, bien qu'en 2010, le nombre de femmes soit supérieur à celui des hommes. Durant cette période, en moyenne 24 234 personnes quittent annuellement le pays et parmi eux, 51% sont des hommes et 49% des femmes. (Fig.1)

---

<sup>50</sup> « *Diaspora bulgare en Europe occidentale : mobilité transfrontalière, identité nationale et développement* » Projet de recherche entre l'Institut de recherches économiques auprès de l'Académie bulgare des sciences (ERI BAS) et le Fonds « Recherches scientifiques » de 2009-2011, dans le cadre du programme « Idées ».



**Figure 1.** Emigration totale, Emigration des hommes, des femmes (Nombre de personnes. 2010-2017)

Source : Institut national statistiques de la Bulgarie.

Selon les données d'Eurostat, vers 2018 environ 900 000 Bulgares sont enregistrés à l'étranger. En 2018, environ 13,3% de la population bulgare en âge de travailler est mobile en Europe. Les ressortissants de la Roumanie sont plus mobiles au sein de l'UE, ayant en vue qu'un cinquième de la population totale roumaine vit dans un autre pays européen.

Selon Eurostat, beaucoup plus de Bulgares avec un niveau de formation professionnelle plus bas ont profité des possibilités de mobilité. Entre 2008-2018, 10,4% de Bulgares travaillant dans le secteur primaire, avec un niveau d'éducation relativement bas, ont migré vers d'autres pays. En même temps, le taux d'emploi en Bulgarie demeure relativement élevé et même supérieur à celui des autres pays européens. Mais, ces effectifs ne cherchent pas de travail en Bulgarie. Ils choisissent d'autres opportunités de travail à l'étranger. Cette tendance s'explique par les facteurs de la théorie *push and pull* comme la recherche d'un emploi mieux rémunéré, le regroupement familial, l'éducation et la retraite anticipée.

La destination préférée des Bulgares reste l'Allemagne, où sont localisés près de 340 000 Bulgares en 2019, et leur nombre augmente de 30 000 à 40 000 personnes par an. Bientôt, la diaspora bulgare en Allemagne atteindra le nombre de la population de la troisième ville en Bulgarie - Varna. L'âge moyen des ressortissants bulgares vivant en permanence en Allemagne, est en moyenne 32,4 ans. (Statistiques nationales allemandes, 2019).

La Belgique est le deuxième pays de prédilection pour les émigrants bulgares, où en 2019 résident environ 37 000 de Bulgares. La plupart d'eux

sont employés dans la construction, l'hôtellerie, la restauration, la cosmétique. À cet égard, l'Espagne - destination privilégiée des Bulgares moins qualifiés, et où résidaient environ 151 000 de personnes engagés dans la construction, le secteur agricole, le transport, la sous-traitance, demeure en arrière dans les choix des chercheurs d'emploi à l'étranger. En 2019, on observe une réduction de 29 000 des Bulgares en Espagne.

Les pertes de personnel sont principalement dues aux bas salaires en Bulgarie, à l'incertitude persistante quant à la réalisation personnelle et professionnelle, à la dégradation de la qualité de l'éducation, des soins de santé et à d'autres services sociaux. Une enquête, menée par le Conseil économique et social en 2014-2015 auprès de jeunes gens et étudiants sur leurs intentions d'émigration, montre que 70% d'eux font des plans à rejoindre leur famille résidant à l'étranger, ou bien quitter le pays pour d'autres raisons.

Pendant des années, ingénieurs, analystes-programmeurs, pharmaciens, et d'autres spécialistes préfèrent intégrer des marchés étrangers, donnant plus de perspectives et plus de revenus. Mais le développement d'entreprises innovantes en croissance en Bulgarie pourrait les attirer à revenir et à refaire leur vie en Bulgarie, à condition aussi que le niveau de vie du pays s'améliore.

Le revers de l'émigration est la privation de l'économie bulgare de spécialistes hautement qualifiés. Par exemple, les études en médecine en Bulgarie pour un étudiant coûtent environ 8 000 d'euros par an à l'État. Après les études, les diplômés en médecine s'orientent vers des postes en Allemagne ou en Grande-Bretagne. De cette façon, l'Etat bulgare paie 48 000 euros à un pays économiquement développé pour un seul médecin. Environ 90 000 de spécialistes hautement qualifiés ont quitté la Bulgarie. Selon certaines estimations, du fait de l'émigration de spécialistes bulgares, depuis le début de la période de la Transition vers l'économie de marché à nos jours, les pays d'Europe occidentale ont gagné un montant total de 1,5 milliard d'euros.

Le problème de la fuite des cerveaux de la Bulgarie pourrait être résolu en stimulant les nouvelles entreprises dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ou dans d'autres industries innovantes. Les petites et moyennes entreprises (PME) ont la souplesse de s'adapter plus facilement aux exigences du marché international et pourraient offrir des conditions favorables de travail aux jeunes professionnels. Les investissements dans de nouvelles entreprises innovantes sur le plan technologique, et leur soutien aux organisations professionnelles et de l'État, vont servir d'incubateur pour attirer des Bulgares hautement qualifiés travaillant à l'étranger. Par exemple, des entreprises bulgares du secteur de l'informatique

ont recruté 40 000 ingénieurs. Ce secteur de l'économie est en hausse et représente environ 3% du PIB en 2015, contre 1% en 2011. Les deux villes les plus performantes dans le domaine de l'informatique et les télécommunications – Sofia et Plovdiv, sont un centre attractif pour bon nombre d'entreprises étrangères du secteur réel et des services. Ces villes émergent comme des pôles de croissance économique.

### **2.1. Les transferts de fonds des émigrés bulgares de travail (remittances) sont-ils une panacée pour l'économie bulgare ?**

La hausse des envois de fonds de l'émigration est un trait caractéristique de la globalisation ensemble avec les IDEs. C'est une manifestation des liens et de l'influence de la migration de la main-d'œuvre avec le pays d'origine.

Les transferts monétaires sont des flux financiers qui vont dans le sens opposé aux émigrants. Les rémunérations des transferts monétaires employés et courants sont enregistrées dans la balance des paiements de la Bulgarie après 2000. Le premier poste comprend les fonds envoyés par des résidents du pays d'accueil (y résidant depuis un an ou plus) aux bénéficiaires du pays d'origine (transferts privés courants). Le deuxième poste concerne les revenus des résidents à l'étranger depuis moins d'un an (rémunération du personnel ou indemnités perçues à l'étranger).

Au cours de la période 2002–2006, la rémunération des personnes employées à l'étranger atteint environ 5% du PIB et 10% des exportations du pays. Le pic des rémunérations des personnes employées à l'étranger coïncide avec l'augmentation des IDEs en Bulgarie. Après 2009, les salaires des employés à l'étranger dépassent 20% des IDEs, tandis que les transferts monétaires des émigrants s'élèvent à 60% des IDEs, ce qui est un indicateur de la dépendance du pays à l'égard des revenus provenant de l'émigration de travail (Banque nationale bulgare).

Malgré la crise économique de 2008–2009, l'émigration bulgare a pu s'adapter aux changements structurels du marché du travail des pays d'accueil. Depuis 2009, les salaires, les traitements des émigrants et les transferts courants privés sont stables et augmentent<sup>51</sup>.

<sup>51</sup> Selon le projet «*Diaspora bulgare en Europe occidentale : mobilité transfrontalière, identité nationale et développement*» de 2011, les résultats obtenus démontrent que vers 2011, le nombre provisoire de « migrants de retour » est 450 000 et le nombre d'immigrants actuels (membres des ménages interrogés vivant actuellement à l'étranger) peut être estimé à environ 200 000. Avec un revenu mensuel moyen de 896 euros, une durée moyenne de séjour de 18 mois et une part des dépenses courantes et des transferts effectués, respectivement 42% et 31% du revenu, on peut estimer les transferts monétaires

Pendant la période 2007–2018 (I-III) l'émigration bulgare de travail en Allemagne a envoyé annuellement en moyenne 80 mln. d'euros, en Grèce – 62 mln. d'euros, en Espagne – 160,5 mln. d'euros, en Italie – 62 mln. d'euros, en Grande Bretagne – 58 mln. d'euros, aux Etats-Unis 173 mln. d'euros. Au total, en Bulgarie sont entrés des fonds à la hauteur de 815,4 mln. d'euros en moyenne (calculés à la base des données de l'Institut statistique bulgare).

Selon les données du Tableau 1., les plus gros transferts monétaires sont effectués de l'Espagne et des Etats-Unis ce qui est dû, comme cela a été mentionné, à la diaspora bulgare en Espagne et aux Etats-Unis, qui demeure importante. La diminution relative des transferts de fonds de l'Espagne montre moins la baisse du nombre d'émigrés bulgares, mais surtout le fait qu'ils se sont bien installés et intégrés au pays, et que la plupart de leurs revenus est investie dans l'achat de biens immobiliers et d'autres biens durables et produits financiers.

**Tableau 1.** Envois de fonds de l'émigration bulgare de travail des 6 principaux pays d'accueil pour la période 2007–2018 en millions d'euros

Pays	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 I-III
<b>L'Allemagne</b>	39.7	41.6	42.2	44.7	48.1	49.6	51.2	52.7	54.7	56.8	266.5	208.3
<b>La Grèce</b>	47.8	50.0	50.7	53.8	57.8	59.7	61.6	63.4	65.8	68.4	91.7	71.7
<b>L'Espagne</b>	122.1	155.4	166.4	174.3	187.4	190.7	166.6	169.3	168.6	154.2	152.0	118.9
<b>L'Italie</b>	69.2	72.5	73.5	48.7	52.4	60.8	62.8	57.5	57.3	64.9	67.6	52.8
<b>La Grande Bretagne</b>	45.8	48.0	48.6	51.6	55.4	57.2	59.0	60.8	63.0	65.5	77.9	60.9
<b>Les États-Unis</b>	140.4	147.1	149.1	158.1	169.9	175.3	181.0	186.4	193.3	200.9	208.8	163.3
<b>Total de tous les pays d'accueil</b>	637.7	693.8	717.8	718.4	770.1	800.1	850.5	825.1	848.1	869.0	1152.6	901.1

Source : Envois de fonds des émigrants, Données de la BNB.

L'estimation des envois de fonds par l'émigration de travail bulgare est loin d'être parfaite, car les transferts d'argent vers la Bulgarie se font, à part les canaux officiels, dont les sommes perçues par les proches sont enregistrées dans la balance des paiements, aussi par des voies différentes, non officielles.

des émigrés bulgares pour 2010. Les transferts s'élèvent à environ 694 millions d'euros et le montant moyen annuel d'économies réalisées à l'étranger est supérieur à 580 millions d'euros.

En général, les montants entrant en Bulgarie sont à la hauteur de 2 ou 3 fois plus importants, que ne le démontre la statistique officielle, selon certaines estimations.

**Tableau 2.** Les pourcentages calculés dans le tableau sont basés sur 1609 observations d'employés répondants sur un total de 1948 observations d'émigrants

Canaux de transfert	Non officiel	Officiel	N'envoie pas
	15,4%	36,9%	47,7%

*Source :* Méthodologie d'évaluation de l'article «Transferts de fonds», Direction de la statistique, Département de la balance des paiements et de la dette extérieure de la BNB.

Pour de nombreux ménages bulgares, les transferts monétaires en provenance de l'étranger revêtent une importance capitale pour le maintien de leur bien-être. En général, les transferts servent principalement à couvrir les besoins actuels : nourriture, frais généraux, services médicaux, éducation, etc. À cet égard, les envois de fonds atténuent les déficits du secteur social. En même temps, ils sont essentiels pour des secteurs tels que le commerce de détail et l'immobilier et influencent favorablement la consommation.

Les envois de fonds ne sont pas seulement une expression de la solidarité des émigrés envers leurs parents, mais également une expression des liens sociaux entre la diaspora bulgare et le pays d'origine. Les transferts monétaires ont des répercussions économiques et sociales plus importantes. Ils apportent à la famille restée à la maison, non seulement des avantages financiers, mais avec le temps, ils deviennent un facteur propice pour un élargissement des connaissances des proches sur le pays d'accueil et une nouvelle expérience sociale.

Parallèlement, les envois de fonds induisent également des conséquences indésirables, étant donné que les soutiens financiers réguliers découragent les proches, restés en Bulgarie, à chercher du travail, à démarrer une entreprise. Les jeunes gens perdent leurs incitations pour suivre une formation professionnelle ou pour chercher du travail, ayant été soutenus financièrement par leurs parents durant des années. Il y a aussi des effets néfastes sociaux en ce qui concerne les liens familiaux, se caractérisant par une aliénation des jeunes de leurs parents.

Les transferts monétaires peuvent compenser la pénurie financière temporaire de la population, mais ils ne peuvent compenser les pertes pour

l'économie et la société bulgares du fait de l'exode de personnel hautement qualifié, c'est-à-dire de diplômés universitaires et de personnes ayant suivi une formation professionnelle secondaire. L'analyse des envois de fonds soulève d'importantes questions sur les effets de la fuite de cerveaux, processus qui a pris de l'importance en Bulgarie avec une intensité variable.

Cette tendance défavorable est probablement l'une des principales raisons du retard de la restructuration de l'économie bulgare au cours des années de transition vers une économie de marché. Bien que les réformes aient entraîné la disparition de branches entières de l'économie bulgare et que les spécialistes formés n'aient eu aucune alternative ni aucun choix en matière d'emploi, la main d'œuvre qualifiée aurait contribué à améliorer la compétitivité et la productivité du pays. En ce sens, le pays a besoin de nouveaux avantages comparatifs, de niches économiques et commerciales, qui pourraient contourner les tendances migratoires de la main-d'œuvre bulgare hautement qualifiée vers d'autres marchés européens.

On ne pourrait pas affirmer que les envois de fonds par les émigrants ont un effet sur la croissance de l'investissement national, mais si des politiques d'incitation appropriées sont mises en place pour faciliter le démarrage de PME, ils y auraient une répercussion positive sur les possibilités de faire travailler cet argent à des fins productives. Dans l'hypothèse de complémentarité entre les flux de transferts monétaires et d'IDE, on peut supposer que les expatriés investissent non seulement dans l'achat de biens immobiliers en Bulgarie, mais entreprennent la réalisation de projets d'investissements, ayant pour modèle l'expérience acquise à l'étranger. Un développement économique et social positif en Bulgarie pourrait stimuler l'investissement des fonds envoyés depuis l'étranger dans l'économie réelle.

En fait, les possibilités d'investissement en Bulgarie sont limitées en raison de la prédominance de l'intermédiation financière. Le développement du marché des capitaux en Bulgarie et la mise en place de nouveaux mécanismes de financement sur le marché des capitaux devraient attirer les flux de trésorerie générés par les envois de fonds des émigrants. Reste à savoir si, et dans quelle mesure, ce processus se développera en Bulgarie.

### **3. Quelles tendances à l'avenir?**

Comme nous avons essayé de le montrer, les directions géographiques et la taille des flux migratoires observées en Europe au cours des dernières décennies et aujourd'hui est dû dans une certaine mesure aux changements politiques dès le début des années 1990 et les transformations économiques

et sociales, qui les ont suivies. Une des tendances des plus importantes est l'élargissement de l'UE à l'Est, ce qui a induit une forte hausse des flux migratoires. Les facteurs *push/pull* ont largement influencés les incitations de bon nombre de personnes à chercher des opportunités de réalisation et une nouvelle vie dans une économie développée. Le Marché unique européen a mis encore plus en évidence les disparités économiques et sociales, qui ont été à l'origine de l'émigration de l'Est vers l'Ouest.

Cependant, l'évolution de l'émigration pourrait connaître des changements et des revers avec le détournement de la situation politique et économique en Europe et dans le monde. Un des exemples est le referendum de 2016 en Grande-Bretagne et la décision du pays de quitter l'UE (le Brexit), ce qui va sans doute limiter la migration des Polonais, mais aussi des Bulgares vers cette destination.

En fait, l'affaiblissement, voire les renversements des structures et des destinations existantes des flux migratoires en Europe, pourraient être provoqués par d'autres circonstances, qui auraient des répercussions à long terme. La première est la disparition progressive des disparités entre le niveau de vie des pays de l'Europe Centrale et les pays du Sud de l'Europe, c'est-à-dire entre l'«ancienne» et la «nouvelle» Europe. Par exemple, en 2000-2014 le PIB à prix constants des 12 économies européennes les plus développées de l'UE-28 a augmenté de 21%, tandis qu'en Pologne la croissance est de 67%. La République tchèque et la Hongrie démontrent une pareille activité économique. Au cours de la période 2005-2012, le pourcentage de ménages en difficulté financière régulière s'élève à 25,4% en UE, tandis qu'en Pologne, cette part diminue de 51,2% à 34,2% (King R., M. Okolski, 2019).

La différence entre les taux de croissance du PIB par habitant des pays de l'Europe centrale et des économies européennes développées s'estompe, car d'un côté, la population des pays de l'Europe centrale diminue relativement, tandis que le PIB augmente, et en même temps la croissance économique de ces pays est plus élevée qu'en Europe de l'Ouest.

La République tchèque et la Hongrie, dont les économies font preuve de croissance soutenue mais surtout de capacités productives, retiendront leurs mains d'œuvre sur place d'ici 2020. L'émigration commence à décliner dans la République tchèque et la Hongrie. La croissance économique, le faible taux de chômage, la politique des revenus ont un impact significatif sur les processus migratoires de la République tchèque et la Hongrie.

Dans les pays de l'Europe centrale sont localisés des IDEs importantes dans le secteur réel, effectués par des multinationales européennes, ce qui

démontre une croissance économique soutenue et des possibilités de réalisations professionnelles des effectifs, influençant négativement les incitations vers l'émigration. Etant donné que les revenus se rapprochent avec ceux au Portugal, la République tchèque émerge comme un pays d'immigrants, avec une émigration déclinante ces dernières années (WIIW).

Il y a fortes raisons de croire que le retardement économique de l'Europe centrale va disparaître et cette tendance affaiblira les tensions vers une émigration de travail, compte tenu aussi de l'amélioration du niveau de vie et des prix inférieurs des biens de consommation. Ainsi la mobilité Est-Ouest pourrait même être inversée. Une telle voie a été suivie par les pays de l'Europe du Sud, dès les années 1980, quand ils deviennent membres de l'UE. L'intégration à l'UE leur a permis d'améliorer les indicateurs macroéconomiques et de se rapprocher du niveau de vie européen. Les pays de l'Europe centrale suivent probablement la même voie, mais la différence est qu'ils ont pu sauvegarder leurs capacités industrielles et attirer des volumes d'IDEs importants. Au contraire, la Bulgarie et la Roumanie vont continuer à subir les conséquences d'une émigration continue. Les pays seraient dépendants du développement des marchés du travail étrangers.

Une deuxième circonstance découle des tendances démographiques actuelles et futures, qui sont beaucoup plus prévisibles que les scénarios économiques et les événements politiques. Selon Eurostat à long terme (2010-2060) l'offre potentielle de la main-d'œuvre (personnes âgées de 15 à 64 ans) diminuera de 15% dans l'UE. Ce déclin sera beaucoup plus marqué dans les « nouveaux » États membres, que dans les « anciens » où les migrants, venus des pays différents, alimentent la réserve interne de travailleurs. La Bulgarie et la Roumanie sont particulièrement atteintes par la baisse de la population active.

En Bulgarie, les perturbations économiques durant les années de transitions vers une économie de marché et la libre circulation des personnes à travers les frontières contribuent largement à ce déclin. En conséquence, le nombre de femmes en âge de procréer est en baisse sur le territoire bulgare et le modèle existant de famille de deux enfants est en train de changer, ce qui fournissait dans le temps, bien que dans un cadre très étroit, une certaine reproduction naturelle.

Une conséquence néfaste pour l'économie bulgare est que les postes de travail vacants s'élèvent à environ 100 000 vers 2018. Des gérants du secteur

industriel sont obligés à fermer des chaînes de production<sup>52</sup>. Pareillement à la structure économique des pays en voie de développement, la Bulgarie est-elle en train de perdre son potentiel industriel et de passer de la production aux services ?

Cependant, les salaires ne résolvent pas le problème du manque de main-d'œuvre en Bulgarie. Les différences de niveau de vie entre la Bulgarie et les pays occidentaux sont assez évidentes. Encore plus, de nombreux jeunes bulgares perdent la conviction que l'adhésion de la Bulgarie à l'UE pourrait résoudre les différences, tant par rapport aux revenus que dans d'autres domaines économiques et sociaux qui forment les conditions d'une vie décente. Par exemple, les ouvriers allemands les moins qualifiés perçoivent 5 fois plus que ceux en Bulgarie, étant donné que les travailleurs bulgares ont un niveau d'éducation plus élevé.

Le rapport du Conseil européen des relations internationales (ECFR), basée sur une enquête sur les incitations vers l'émigration, menée dans 14 pays de l'UE, démontre que la population de l'Espagne, de l'Italie, de la Grèce, de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie stagne ou diminue fortement. Dans ces pays les citoyens déclarent que l'émigration est une source de préoccupation plutôt que l'immigration. Les baisses les plus prononcées sont en Roumanie, où la population a diminué de près de 10% au cours de la dernière décennie, à la suite de l'exode de la plupart des jeunes qui sont partis travailler en Europe occidentale. De nombreux pays d'Europe orientale ont vu leur population diminuer entre 2007 et 2018. Dans les pays du Nord et de l'Ouest, les préoccupations concernant l'immigration dépassent de loin celles concernant l'émigration. Toutefois, les rapports révèlent que les Européens de l'Ouest sont préoccupés moins par les immigrations qui dominent les discours des hommes politiques et les discussions européennes ces dernières années, que par la corruption, le nationalisme, le terrorisme et le changement climatique. Dans l'ensemble de l'enquête, 20% étaient préoccupés par l'émigration et 32% par l'immigration<sup>53</sup>.

Depuis le début des années 1990, la Bulgarie a perdu plus d'un million trois cent mille de ses citoyens. A la différence des pays de l'Europe centrale, où en général le niveau de vie se rapproche à celui des pays de l'Europe du Sud, et que les tendances migratoires pourraient s'estomper, en Bulgarie

<sup>52</sup> Tous les trois à six mois, nous sommes obligés de fermer une partie de nos installations de production, faute du manque de main d'oeuvre», B. Rolman, Directeur exécutif de Pirin-Tex, Gotse Delchev.

<sup>53</sup> Rapport du Conseil européen des relations internationales (ECFR), 2018.

l'émigration de la population active va continuer et elle continue à avoir un impact très négatif sur le marché du travail et sur l'économie bulgare. Selon des estimations, dans 30 ans la population bulgare diminuera encore d'un quart et dans 50 ans, le pays sera dépeuplé, dû en général à l'exode d'un grand nombre de personnes actives. Il est certain aussi que les envois de fonds de l'émigration bulgare de travail vont diminuer dans le temps, ce qui aura des répercussions négatives sur la consommation interne et le bien-être de bon nombre de ménages. Néanmoins, toutes les prévisions sur les effets de l'émigration sur la démographie ne sont pas tellement pessimistes, ayant en vue que des conséquences diverses pourraient jouer dans le temps et renverser les prévisions négatives (La démographie bulgare)<sup>54</sup>.

La Bulgarie devrait entreprendre des mesures pour compenser les effets négatifs de l'émigration sur le marché de travail bulgare. Une des possibilités est d'octroyer des facilités pour des travailleurs étrangers à accéder au marché du travail, ce qui n'est pas une résolution soutenue. La vraie voie est d'investir dans les industries innovatrices et les informatiques en attirant aussi des investisseurs étrangers de qualité, ce qui pourrait influencer le retour des jeunes spécialistes bulgares. Même si de réformes sensibles dans tous les domaines de l'économie et des programmes sociaux stables sont d'ores et déjà appliquées, un doute persiste si les jeunes diplômés pourraient retourner au pays. Cependant, le développement économique et social de la Bulgarie et le rapprochement des niveaux de vie en Europe est une condition préalable pour contourner les tendances négatives de l'émigration de travail bulgare sur le développement économique du pays.

---

<sup>54</sup> Projet de recherche scientifique sur la démographie, effectuée par les instituts « Sciences et hommes » de l'Académie bulgare des sciences 2016-2018.

## RÉFÉRENCES

- Bartlett, W., Prica, I. 2001. The Variable Impact of the Global Economic Crisis in South East Europe. – *Economic Annals*, Vol. LVI, N 191, UDC, 7-34.
- Bauer, Th. K., Zimmerman, K. F. 1999. *Assessment of Possible Migration Pressure and its Labour Market Impact Following EU Enlargement to Central and Eastern Europe*. – IZA Research Report No 3.
- Christova-Balkanska, I. 2012. Bulgarian Labour Emigration and Remittances: Benefits and Losses for the Bulgarian Economy. – In: *Post Crisis Economic Development in EU and Bulgaria*. Proceedings from International Conference, Sofia, Gorex Press, 341-355.
- Christova-Balkanska, I., Mintchev, V. 2012. Macro and Microeconomics of Remittances and Incomes of Migrants. In: *Bulgarian Emigration, Theories, Politics, Empirical Researches*, Ikopis, Sofia (In Bulgarian).
- Christova-Balkanska, I. 2016. La migration et les envois de fonds (remittances) dans les pays d'Europe du Sud-Est (le cas de la Bulgarie). En : *Croissance, population et protection sociale ? Faits et théories face aux enjeux*, Sous la direction de Alain Redslob, Editions Panthéon-Assas, Colloques, Paris, 553-563.
- Kaczmarczyk, P., Okolski, M. 2007. International Migration in Central and Eastern Europe – Current and Future Trends, Conference paper: *UN Expert Group Meeting on International Migration and Development*. (July 2007).
- King R., M. Okolski, 2019. Diverse, Fragile and Fragmented: The New Map of European Migration, *Central and Eastern European Migration Review*, Vol. 8, 1, 9-32. <https://www.dw.com/bg/>.
- Méthodologie d'évaluation de l'article "Transferts de fonds"*, 2019. Direction de la statistique, Département de la balance des paiements et de la dette extérieure, BNB.
- Migration and Migrant Population*, March, 2019. Eurostat, <https://ec.europa/eurostat/statisticsexplained>.
- Migration Theory: Talking Across Disciplines*, 2007. Ed. by C.B. Brettel et J.F. Holifield, Routledge; 2-nd edition.
- Migrations internationales en Europe centrale et orientale – Tendances actuelles et futures*. [https://www.researchgate.net/publication/266434569\\_International\\_Migration\\_in\\_Central\\_and\\_Eastern\\_Europe\\_-\\_Current\\_and\\_Future\\_Trends](https://www.researchgate.net/publication/266434569_International_Migration_in_Central_and_Eastern_Europe_-_Current_and_Future_Trends)], (accédé le 25 sept. 2019).
- Mintchev, V. 2016. Potential and Return Migrants in Bulgaria – Demographic and Socio-economic Aspects. *Economic Studies*, 5, 91-115. [https://ideas.repec.org/a/bas/econst/y2016i5p\\_91-115.html](https://ideas.repec.org/a/bas/econst/y2016i5p_91-115.html).
- Ruspini, P. Richter, M., Nollert, M. 2016. Between Return and Circulation: Experiences of Bulgarian Migrants. *Economic Studies*, XXV (5), 7-20.

Staykova, E. 2013. Emigration and Immigration: Bulgarian Dilemmas. SEER: *Journal for Labor and Social Affairs in Eastern Europe*, 16(4), 403 – 415. <https://www.jstor.org/stable/43293540>.

Statistiques nationales allemandes, 2019, [https://www.destatis.de/EN/Home/\\_node.html](https://www.destatis.de/EN/Home/_node.html).

The Vienna Institute for International Economic Studies (WIIW). <https://wiiw.ac.at/>

Минчев, В., Маркова, Е., Мишева, М., Зарева, И., Христова-Балканска, И., Бошнаков, В., Калчев, Й. 2012. *Българската емиграция: теории, политики, емпирични изследвания*. Икопис, София [Mitchev, V, Markova, E., Misheva, M., Zareva, I, Hristova-Balkanska, I., Boshnakov, V, Kalchev, J. *Émigration bulgare: théories, politiques et études empiriques*, 2012, Ikopis, Sofia].

---

# NEW FAMILY AND REPRODUCTIVE MODELS IN THE LATE-MODERN CITY (DEMO-ECONOMIC ASPECTS)

*Dellyan ANGELOV*

---

## ABSTRACT

“*Value added*” has become the philosopher’s stone for post-industrial economic growth. It hides in the potential of a new economy. However, suddenly higher value added corresponds with lower natural growth of population.

Industrial labour, strictly accountable in resources and work has been “*trickled down*” to the sweatshop economies in the Third world, to the West had been kept hardly accountable toil of creativeness. It might be loosely said: software to the West – hardware to the East.

Diversification of economy towards quaternary and even quinary sectors puts the City-centre environment at the heart of post-industrial economic growth. This trend in labour force targeting shifts urbanization process inward or centripetally. Suburban life along with its wide green spaces, such familiar to the modern world, has passed away. We could positively define this shift as Service Economy or *Urban Economy*.

Meanwhile, Millennial creative and urban generation is on the threshold of their parenthood. They live mostly in cities, they do not hurry to leave their parent’s home, they work mostly in the quarterly sector of the economy, and they came mostly from small families. The human reproduction cycle started anew with the Second Demographic Transition (SDT) since 1980s. SDT is strictly urban and late-industrial phenomenon. It develops in a society with urban population over 70% and it needs new technological grounding.

Three major demo-economic tendencies in the recent decades are involved in the so-called SDT (Second Demographic Transition): an economic one, a demographic one and an (re)urbanization one. The study explores the changes in patterns of reproduction and family induced by the Late-Modern Urbanization and new Quaternary Sector Model Economy.

**Keywords:** *Demographic Transition, Demographic Burden, Urbanization, Urban Economy, Quaternary Sector*

*„The dilemma between growth and aging, which is still relevant for some people, will soon mean for everyone only the second of the two alternatives.” (R. Pressat)*

In spite of lasting decades of anti-natalist government demographic policy in China, the theory of Second Demographic Transition (Lesthaeghe, van de Kaa 1986) was developed in 1986 in the most densely populated (415 per km<sup>2</sup>)<sup>55</sup> and one of the highest urbanized (91.5%) countries of Europe – the Netherlands. Around the same year, in the West, a new generational cohort (the so-called millennials generation), whose economic activity developed in the first decade of the new millennium and stands out with a very low level of demographic reproduction, was born. In the 1990s, in all developed countries of Europe and the United States, the urban sprawl stopped and began a lively backward process of revitalization/gentrification and a return to the old urban core. In recent years, in this sense of return of activities and population in the cities, dissemination has received the notion of *Urban onshoring* (Lesthaeghe, van de Kaa 1986).

In other words, within fifteen years there has been a significant change, both in reproduction processes and in urbanization and economic models. Trends have changed over a period defined by many as late-fashioned, in a new relationship, defined as a new economy or a fourth industrial revolution and a new reproduction, defined as Second Demographic Transition (SDT).

Two leading spatial-demographic trends will dominate in the near future of developed economies: the aging population age structure and the high (approximating 85%) relative share of urban populations. These two trends are not independent of one another but are in a dynamic interdependence.

---

<sup>55</sup> <https://www.cbs.nl/en-gb/visualisaties/population-counter>

The population is aging, and this is the world trend, most pronounced in the most developed countries. This change in age structure directly affects the workforce, employment and social security, which has long been the subject of research. Nevertheless, population aging affects the structure of aggregate consumption that affects production, and this has only been the subject of research in the last fifteen years. The aging societies are changing by adjusting to the problems of the dominant age groups, as if it does not need any further argumentation, but the situation is further aggravated by an unexpected and unpredictable phenomenon – a growing number of young people who live and think of themselves as much older. Despite the unusual for younger new consumer models, another is the more significant and serious effect of „adult thinking“ – the denial of reproduction. The French demographer Rolan Pressat<sup>56</sup> (Pressat 2006) has expressed it very well: the economic and social consequences of population aging are numerous, especially as the aging of the entire population of a country is manifested by the aging of many of its sub-groups (e.g. active population, senior executives, etc.). First, in an aging population, the burden of elderly people is becoming increasingly noticeable, and this burden, which is less and less borne by the family because of the collapse of the extended traditional family, implies a careful redistribution of resources. What is more, this increased burden does not correspond to a reduction in the burden of the young generation, as demographic calculations suggest, as these young people, who in an outdated population are fewer, are much more active in life than in the past generations. Finally, the aging of one population has an impact on the collective psyche due to the importance of the elderly to form the way of thinking (they are known to be less attached to change).

Each country and region are going through a demographic transition and related demographic dividend (despite R. Lesthaeghe's relatively new and controversial theory, D. van de Kaa on Second Demographic Transition, SDT). Each country and region have also recognized one (at least for now) *urban transition*, in which the urban population goes beyond non-urban. Demographic, economic and urban transition are mutual processes. With the decline in industrial production and the increase of service economy, the relative share of the urban population also increases.

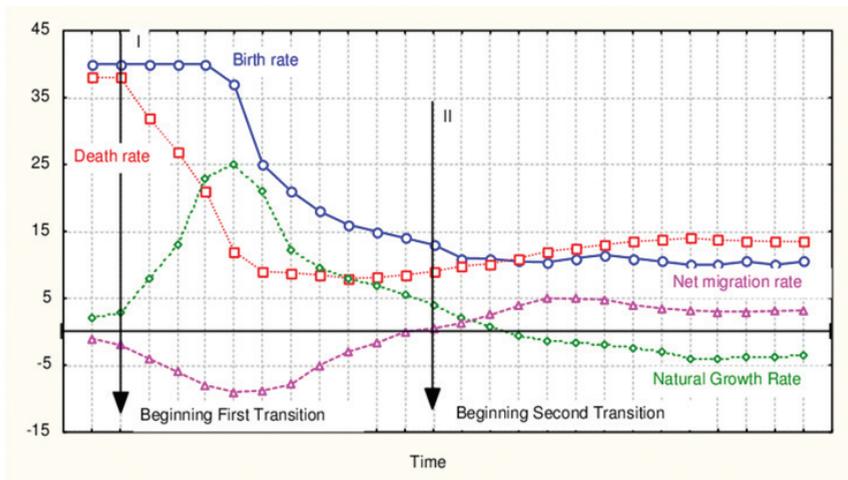
As the end-point of First Demographic Transition (FDT), the stationary population corresponding to replacement fertility (i.e. slightly over two children on average) and the zero natural population growth with an expected life span of over 75 years, combined with liberal democracy, a stable market,

---

<sup>56</sup> R. Pressat – french demographer, one of the founders of the National Institute for Demographic Studies, Paris (INED, Paris).

an end to crises and the progressive convergence of the regions. As the ultimate natural balance between deaths and births is obtained, the demographic need for permanent migration growth is obviously eliminated. In addition, households in all parts of the world are approaching a nuclear family type with two children, which gradually weakens migrant sources. Such were expectations in the early 1970s. But after the „baby boom“ of the 1950s and 1960s came the crisis of the 1970s and the forecasts were changed. An attempt was made to adapt FDT equilibrium to the possibility of birth and reproduction fluctuations linked to labor market fluctuations.

The theory of a second demographic transition (SDT), formulated jointly by Lesthaeghe and van de Kaa in 1986, does not envisage equilibrium as the end point in the development of demographic processes. Moreover, sets out to model how the next decades of the 1970s can lead to a sustained sober replication. Late-modern forms, other than traditional marriage and the nuclear family, are diverse: from marriage and reproduction to an abundance of single-person households and single-parent families to a lack of stationary population, etc. Moreover, De Kaa predicts how societies will face diminishing if they are not complemented by new external immigrant additions (i.e., substitution migration). However, migratory flows (again according to De Kaa, 2006) will not be able to compensate for aging, because migrants themselves are becoming older and adjust their own reproduction to the time spent in the adaptation and integration period in developed countries.



**Figure 1.** Dynamics and primary indicators of first and second demographic transition

Source: [https://www.researchgate.net/figure/Model-of-First-and-Second-Demographic-Transitions\\_fig1\\_253714045](https://www.researchgate.net/figure/Model-of-First-and-Second-Demographic-Transitions_fig1_253714045)

History has known other moments of rapid growth in population numbers and has followed social and economic effects of it, but never before the industrial era, has it not been a lasting and irreversible process. A number of peculiarities distinguish the evolution of the transition during the modern age. First, this is the unprecedented decline in the demographic burden.

The indicators distinguishing the PSDs from the fifth stage of the PDP are: 1) decline in marriage and distribution of non-marital cohabitation; 2) divorce increase; 3) birth rate reduction below the level of mere reproduction; 4) increase in non-marital birth rate; 5) dissemination of single-parent families; 6) dissemination of the so-called recomposed families (Cyraneva 2017: 66) 7) increase in single-person households and lonely adults. High divorce rate, cohabitation, and later marriages or birth of children, but above all the extended period of individual life after leaving the parents and before the creation of a family. Several major changes to the late-modern age support the young in this self-existence. All of them are part of the urban environment and the urban way of life. Traditionally, the support of the native (both extended and nuclear) family at the beginning of independence is an important element in the initial independent stage of life. Some authors are of the opinion that the late modern age has created the facilities and substitutes of this traditional family support, and many young people at the beginning of their working life are easier to deal with without it. According to Ethan Waters and his "Urban Tribes" (Watters 2004) study, there is a new phenomenon, a successful substitute for the parent family "a tight cluster of young people who live together in different combinations by creating their own rituals and support as members of an extended family" (Watters 2004: 23).

The demographic burden falls simultaneously at the expense of the two dependent/burden groups of the population - children and the elderly. The main reasons are increasing life expectancy, along with falling birth rates. The main achievements of the 19th century in Europe in the fields of medicine, urban planning, hygiene, education and social protection should not be omitted. In the third and fourth phases of the demographic transition, two key periods for socio-economic development are also taken into account: demographic window and demographic dividend. All these changes in demographic and social processes lead to the idea of individual self-realization, self-substitution replacing reproduction as the primary life objective. The periods of economic prosperity of each of the modern economies coincide with the aforementioned periods of demographic dividend. Here, we want to add something essential: periods of demographic dividends are not only af-

fecting economic progress, but are far more productive, stimulating universal development, political, social and cultural processes.

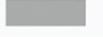
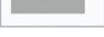
*The Counter-urbanization* (or the so-called exurbanization/disurbanization/ urban exodus) is directly linked to higher birth rates due to the greater suburban living space. Reurbanization or return to the urban core is a process of losing that space for the sake of individual economic success and is associated with decline of birth rates. At the examples shown below three middle-class suburban areas with a gradual decrease of space in the phase of reurbanization.

The demographic dividend phenomenon is not a necessary and irreversible consequence of demographic transition. It depends heavily on the level of government development policy.

After the transition of the demographic dividend period, the so-called pension time bomb/crisis begins to emerge. With population aging and declining workforce flows by younger generations, in a solidary pension system, the burden on the economically active population is increasing (Table 1). In addition, when collective care of the community is directed at the generation of pensioners, it is logical for young economically active people to start thinking more about their own problems after the end of their working period. As parents attempt to awaken professional ambition for students from an earlier age, as well as entering the professional career, young people have earlier begun to consider retirement issues. With the increase in life expectancy, the period that people are about to experience as retirees also increases. Therefore, the weight, meaning and meaning of the final stage of life have increased. In other words, what was considered to be a state of well-being two decades ago is no longer up to date and must be built – an endless spiral leading the individuals to uncertainty in the longer term. The usual reaction to economic uncertainty is reinsurance, accumulation.

A number of additional administrative factors reinforce the demographic dividend in developed countries since the First World War. At one point, the decline in birth rates combined with a steep increase in life expectancy and the introduction of state institutions for social assistance, support for rearing, education and health care for adolescents, reduced demographic burden for those born after 1918 (Дийтън 2016). The increased economic activity of women should not be forgotten either.

**Table 1.** Inverse dependency ratio for selected developed economies

Country	1970		2010		2050 (projected)	
United States	5.3		4.5		2.6	
Japan	8.5		2.6		1.2	
Britain	4.3		3.6		2.4	
Germany	4.1		3.0		1.6	
France	4.2		3.5		1.9	
Netherlands	5.3		4.0		2.1	

Source: [https://www.researchaffiliates.com/en\\_us/insights/demographics.html](https://www.researchaffiliates.com/en_us/insights/demographics.html)

The end of the demographic dividend for developed countries coincided with the penetration of two generational cohorts, BB (Baby-boomers) and GX (Generation X), in an economically active period, and the independent age of the generative cohort Y (after 1985) and Z (after year 2000) fall partly or entirely in the demographic burden. BB is the “*first generation of white Americans who knew they could not have a better life than their parents.*” The GX cohort is the last one to have experienced the inertial progress of the demographic dividend and created the so-called New Economy (or Fourth Industrial Revolution, Knowledge Economy, etc.). The Z-generation is the first to live entirely in a downturn and a rising demographic burden on the older ones.

Most societies, after the transition period, undergo a permanent shift to postponed parenting, with the majority of women in some countries becoming mothers after the age of thirty. The observed change corresponds well to the *Postponement transition framework* (Kohler et al. 2002).

However, economic and social security systems experience changes long after the changes in demographic situation and have tended to be influenced by the increasing importance of higher education, narrow specialization, gender-undifferentiated structure of the labour market and employment rather than resolving reproductive problems. To every new generation cohort there is an increasing educational requirements and more agile competition for the same professional level, coupled with higher technological labour instability, increased bureaucratic, health care and pension requirements. All this lead parents to an early children’s age to tune to the labour market competition

struggle. The shrinking of age differences, adjusted to the increasing demands of the labour market, leads to the omission of the most important biological and social phase of human life – the parenthood. As we may see from the table below (Table 2), the high competitive societies of Eastern Asia tend to have more difficulties with forming new families and birth rates than the usual situation within aging population of European countries.

„Investing in human capital is the priority to make the most of this evolving economic opportunity. Three types of skills are increasingly important in labour markets: advanced cognitive skills such as complex problem-solving, socio-behavioural skills such as teamwork, and skill combinations that are predictive of adaptability such as reasoning and self-efficacy. Building these skills requires strong human capital foundations and lifelong learning. The foundations of human capital, *created in early childhood*, have thus become more important” (The Changing Nature of Work... 2019).

**Table 2.** Average age of the first birth in selected OECD countries

State	Average Age	Year	% urban	year
<b>S. Korea</b>	31,0	2014	81,5	2018
<b>Singapore</b>	30,5	2015	100	2018
<b>Japan</b>	30,7	2015	91,6	2018
<b>Italy</b>	30,7	2014	70,4	2018
<b>Germany</b>	29,4	2015	77,3	2018
<b>Sweden</b>	29,1	2015	87,4	2018
<b>UK</b>	28,5	2014	83,4	2018
<b>USA</b>	26,4	2015	82,3	2018
<b>France</b>	28,1	2010	80,4	2018

Source: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2256.html>

How does urbanization affect the development of the demographic transition? Above all, by introducing into history a new type of family relationship developed in the stages of the Industrial Revolution. This is the essence of the modern nuclear family, in its voluntary choice, contrary to the choice imposed by the parents.

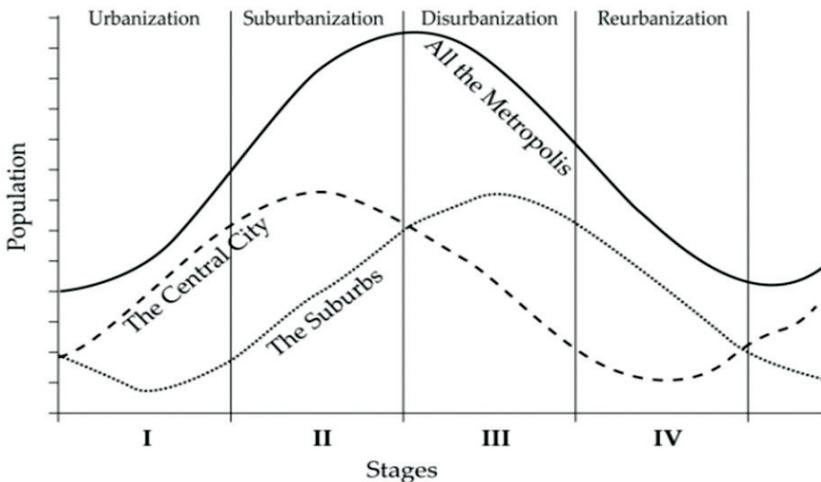
**Table 3.** Best Age to Sign on marriage (%) in Bulgaria, 2018

Age	Female		Male	
	2018	2014	2018	2014
Up to 20	9	7	2	3
21-24	15	25	6	10
25	27	27	14	14
26-29	19	27	23	36
30	9	5	25	18
Over 30	2	1	13	7

Source: [https://www.fes-bulgaria.org/fileadmin/user\\_upload/images/publications/Youth\\_Study\\_Bulgaria\\_2018\\_2019.pdf](https://www.fes-bulgaria.org/fileadmin/user_upload/images/publications/Youth_Study_Bulgaria_2018_2019.pdf) [p. 39]

The motives for a marital alliance, related to the interest and social pressure, exerted on young people in traditional societies, gradually disappear. The freely chosen marriage is also highly valued because it is a symbol of the pressure-free, free-of-compulsion personality that seeks to successfully deploy its creative powers and self-realization rather than success through a mercantil family commitment dissuading individual development. Nevertheless, freely chosen marriage has its social and demographic cost. In recent times, this free choice “by love” has had an unexpected turnaround with the choice of raising child/children in a one-parent household.

**Figure 2.** Urban growth-degrowth phases (long waves), Van den Berg model (1982)



Source: <https://www.lboro.ac.uk/gawc/rb/rb302.html>

One of the famous researchers of postmodern urban space, Edward Soja, introduces the term “*post-metropolis*” (Didier 2018) defining it as *the fourth* urban revolution, the latter up to now by the main stages of urban development. This division coincides with the confirmation of the quaternary model of economic structure and the rise of the so-called quaternary sector, the latest emerging sector covering a number of economic activities whose spatial centre of realization is the big city.

In a much-referred study by American economist Lynn Paramore (Paramore 2016), the annual working time of a regular, average-time work for the last four centuries exponentially increases, despite the timesaving new technologies. As new technologies save work time, they shrink working positions by making duties to one employee more numerous, more extensive and tense. So if working positions get fewer the competition gets more sulphurous and requiring more and more qualifications, but acquiring them needs time and more time in lifespan means aging. In that order, the sharp decline for the so-called traditional activities that include courtship, family relations, and the upbringing of children have a direct effect on the formation of family relationships.

A leading factor in this process is the declining birth rate and the increasing age of marriage. Typically, many of the developed world's born after 1980 are „individual demographic transition,“ i.e. after completing education and starting work, young people start a lifestyle of 40–45-year olds, skipping the most essential of life of adults – the parenting period. Large families are the largest contributors to aggregate demand for industrial products.

A major factor in the development of modern urbanization in developed economies – *urban on-shoring and gentrification*. The transition to the economy of services (i.e. blurred and difficult to quantify value added), information technologies over the last twenty-five years has led to a growing flow towards the old central core of metropolitan regions. The process of gentrification of the old city centre became a symbol of the new hipster generation spatial distribution. Despite the gentrification, the old city remains narrow, with small spaces and requires compliance and modesty in lifestyle. The younger generations in these regions do not use a car, and even rarely, urban transport; do not have the large private living area of the suburbs.

Focusing to the economic potential, the supply of goods and services to the largest consumer age group, to its specific needs and lifestyle creates a strong influence on the overall age structure. Lifestyle and the needs of adults are so strongly enhanced and attracted by advertising and supply and the

labour market that they shape a powerful consumer flow that affects younger generations as well.

In the US and East Asia, new terms have emerged in the EU countries to try to explain: „the generation of the three refusals“ (Sampo generation, South Korea), the „immaterial generation“ (*Satory* generation, Japan); boomerang generation in the US; in Greece – the “700 Euro Generation”, in Germany „Generation *Praktikum*“; in France Génération Précaire or Génération Stagiaire; young workers in Spain are *mileuristas*, as they keep only € 1,000 a month.

The late-modern urbanization processes are a complementary and strong impetus to the tendency towards childlessness. The trend towards *urban onshoring*, combining the return to the city centre of economic activities (dominated by services and the information economy) and the young labour force that prefers settling in the central urban gentrified areas. For professional realization in cities, young people are looking for a tertiary and a fourth sector, requiring higher qualifications and continuing education. All this leads to overloading, overcrowding and increasing competition in the city, which in turn is an essential factor for low birth rates and difficult family formation.

The difficult gathering of couples in developed and highly educated countries has been the subject of an increasing number of researches over recent decades. A special area of interest is the new economic economy of marriage. All research in this area shows the tendency of increasing requirements to potential marriage partners for high incomes, property status, profession, personal expression.

The basic evidence of demographic statistics on marriage in recent decades is the growing age at first marriage. Despite the sensitive tendency to return to traditional values – ethnic, religious and family, there is a tendency for a longer deferment of first marriage in women as well.

The real change in the reproductive behaviour of new generations is most clearly seen in East Asia, where two highly industrialized and technologically advanced national economies have been experiencing recession in recent years, i.e. Japan in the last twenty-five and South Korea in the last ten years. According to a number of studies over the last ten years, the criteria for choosing a spouse in these countries have progressively “shrunk” in a recession. This has led a huge percentage of young men to think that their income does not cover women’s marital expectations and voluntarily withdraw from the idea of marriage, children, and even sex. A number of sociological studies of changes in family relations in East Asia over the past 10 years have shown the following results: 48 to 73% of the economically active men in Japan and

South Korea aged between 20 and 35 are in the herbivore men category. This places the Japanese market with a sharp labor shortage of varying degrees of qualification in the fields of construction, machine building, transport, security and security.

According to cultural and socio-economic reasons, but not least due to hyper urbanization, the processes at the most advanced stage of change in reproductive behaviour are observed today in two countries of Asia (Japan and S. Korea). Tokyo is the largest agglomeration in the world with a population of nearly 38 million (2016). Tokaido is the largest megalopolis with a population of 76 million (60,700 km<sup>2</sup>, 1,280 km<sup>2</sup>). Nearly 40% of the territory of the Republic of Korea, where its largest agglomerations are located, has been transformed into a Korean megalopolis with a population of 30 million.

What is so different in the life of millennial generation cohort that makes almost unthinkable their own family. The causes might be classified in two major groups: economic and urbanistic or spatial. Economic reasons for the late modern world are consumeristic diversification and swift trend change; spiral devaluation of wealth and higher living standards; endless self-actualization and improving qualification, needed to catch up with ever changing labour market requirements of information economy. To urbanistic or spatial change is vital the overall process of returning to the city core, i.e. *reurbanization*, which came to be by the loss of the greater living space of suburbia. Thus, loss of living space requires from every individual new approach for organizing personal life – more modesty at home, more broadly in the public domain – and virtual internet space expands the scarcity of real space, expands social space by enormity of web friendships etc.

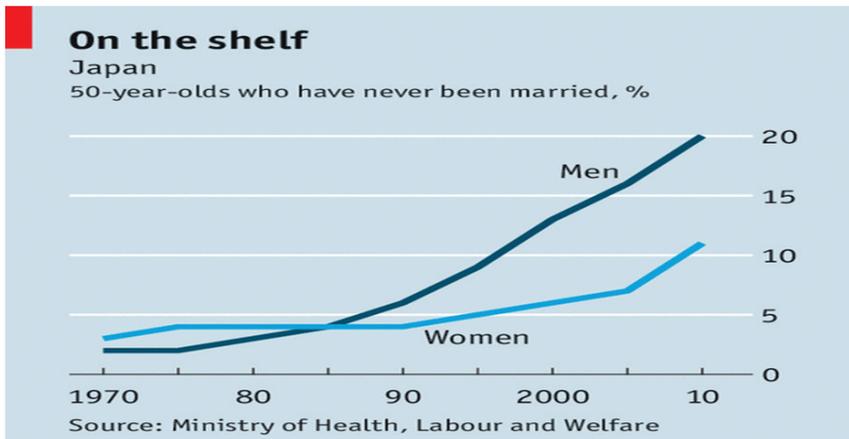
Satori generation is part of the millennial age cohort notoriously known as generation that does not want anything. Satori means religious enlightenment, the pursuit of non-material values, as in Buddhist monasticism. Ironically, however, this common name today is for a large part of non-religious young Japanese who seem to have turned their backs on the troubled, fast-paced and material world. But most of all, they are afraid of repeating the lives of their parents, filled with deprivation, sacrifice and lack of personal time and pleasure in the name of a competitive national economy. Or, speaking of it as *sararyman's* vicious circle.

Representatives of this Japanese generation share a common view: there is no need for too much effort, as modern techniques and market relations have solved basic existential problems. Only a small amount of money is needed to buy the basic, most affordable products and services. No claims

of opulence and redundancy; without the pursuit of fashion or exclusivity. Only the most basic, allowing for a peaceful life lacking in lack. Living in their parents' home, they do not need travel – there is internet; you do not need expensive clothes, shoes, accessories, and impressive look because you will not be looking for a sexual or marital partner. Those who do the job are enough, therefore, they do not need high qualifications and wages because they do not intend to have a family.

However, not all young Japanese are so resigned to the recession as Satori. A large part, in fact the greater one, are very ambitious and active, but ... not towards sexual relations and creation of family life. A number of recent studies have shown that between 45 and 73 percent (Morioka 2013) of the young men of Japan between 20 and 45 are part of this new typically East-Asia phenomenon. Herbivore men are already part of the established terminology in socio-economic research for Eastern Asia.

**Figure 3.** Percentage of 50-year-old Japanese who have never had a marriage (1950–2010)



Economist.com

Source: <https://www.economist.com/news/asia/21706321-most-japanese-want-be-married-are-finding-it-hard-i-dont>

What makes the specific difference between satori and herbivore men? First, this is the professional realization and the pursued high standard of living by herbivores. They pursue a high level of intelligence and professional fulfilment in the prestigious sectors of the New Economy (ITC, Design, Web, Research and development, Arts). This leads to a massive deformation of the Japanese labour market, as the spheres of realization of the new men

are exclusively among the sexually neutral or, in other words, outside the accepted for male professions. The common among them in terms of space is that the choice falls on employment in an office in a city centre or business district, possibly near a modest place, which is also in the city centre and not in suburbs. As these men lead a single life, the requirements of a spacious home and a car are also dropped. On the accusations that such a life is demotivating the nation, the grazing response to herbivores is that they compensate for the lack of natural growth for national development with more labour and innovation in the highly technological and highly competitive areas of the late modern economy.

**Table 4.** Characteristics of herbivore men

Gentle nature	Try to understand the perspective of people in a weaker position and protect creatures that have been injured. Try to build interpersonal relationships through constant dialogue and confirmation of each other's feelings.
Not bound by manliness	Possess little "manliness" in the sense of an ability to fight, be relied upon, and aggressively take the lead in their interactions with women.
Not aggressive when it comes to romance	Do not ruin good relationships with women because of sexual desire. Try to build romantic relationships over time.
View women as equals	Are naturally able to view a woman first as an individual human being and then as a woman.

*Source:* Morioka M. A Phenomenological Study of "Herbivore Men", *Life Studies* Vol. 4 (September 2013): 1-20 p. 17-21.

Data from many recent studies has given rise to the concept of Sexless Japan, there is the lowest sexual frequency in the world<sup>57</sup>. But gender-indifferent society also gives a new structure and proportion of production and consumption in the national economy system. In terms of employment, the classical male occupations that require physical effort and risk-taking become deficient. On the other hand, the consumption of grazing men and also far from the usual consumer needs of men in the recent past. There is no interest in acquiring a private car and its associated accessories and services; there is

<sup>57</sup> <https://toyokeizai.net/articles/-/56360>

no interest in repair tools, goods and services for home and home care; there is an increased interest in men's metro-sexual services and goods: hairdressing, wellness procedures, cosmetics, clothes, shoes, accessories.

*Sampo generation* in Republic of Korea is the Korean name for the generation of the three refusals (sex, marriage, children). It is dominantly the millennial age cohort, i.e. born after 1985.

"I am so lucky not to be *born in South Korea!*" is not an occasional statement, but of ex-Japanese ambassador to Seoul *Masatoshi Muto* (who is also a chair professor at South Korea's Dongseo University in Busan<sup>58</sup>). But there is no mistake, it is not about the North but about the southern part of the peninsula.

A decade ago, a new expression appeared in the South Korean teenager's dictionary (conceptually similar to the word '*Hellfire Peninsula*', a place that appears in popular on-line game *World of Warcraft*), replacing the name of their country with a peculiar meaning - *Hell Choson* (Hell's Korea<sup>59</sup>). Choson is the medieval name of the country and the period of the dynasty of the same name, governed by the peninsula in the period 1392-1897. During this period the national language, culture and values were born and consolidated with the nation-wide cult of higher education, subordination, discipline in family and social relationships.

The specific structure and history of the South Korean economy, its rapid and centrally driven rise, undoubtedly have a strong influence on the attitudes and expectations of the Korean young generation. South Korea's highly developed industry, with the highest working hours and hourly pay in the industrialized economies, has developed on the principle of the copy-paste of the Japanese industrial system (with some local peculiarities). Composed by the giant Chaebols and smaller corporations, but all family-run and government-backed economic entities (unlike the Japanese *Kaizetsus*, who are also family-owned until the 1960s, but then transformed to managerial corporations).

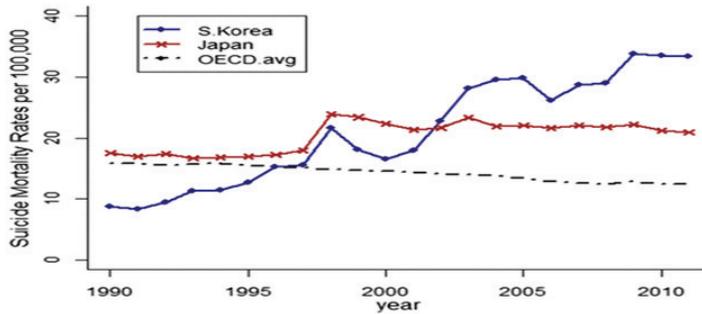
Young Koreans (especially born after 1985) have been aware since their high school years that, however good, highly skilled and prosperous, elevation to higher levels in the corporate hierarchy is unattainable, because it is reserved position for the first, second and third cousins or nephews of the

<sup>58</sup> <http://theseoultimes.com/ST/?url=/ST/db/read.php?idx=13297>

<sup>59</sup> No-ja Park 2017. "Hell Joseon"- a country where sleepless toil brings no mobility, [http://english.hani.co.kr/arti/english\\_edition](http://english.hani.co.kr/arti/english_edition).

owner, reserved to the Family. Moreover, despite the very high entanglement in the industry, in the other spheres of the economy the pay is much lower. Outside of the charcoal industrial structures, working time exceeds 12–15 hours with not very high wages and poor working conditions. Typical Korean tensions are also to be added to the uncertainty in the job position, which can suddenly be changed without notice. South Korea’s typical labour ethics is becoming an insurmountable obstacle for young people to set up a family. The tradition not to leave the workplace before the boss (whether he or she is done with the duties) greatly increases the working day and creates tension due to a shorter break. One of the things that has always been in harmony between the North and the South is the intolerance to the direct boss. Thus, R. Korea heads the OECD’s negative statistics in several unhealthy indicators: low natural growth, low birth rates, low marriage rates, higher suicide rates, and the number of people in psychiatric institutions (compared to other OECD countries).

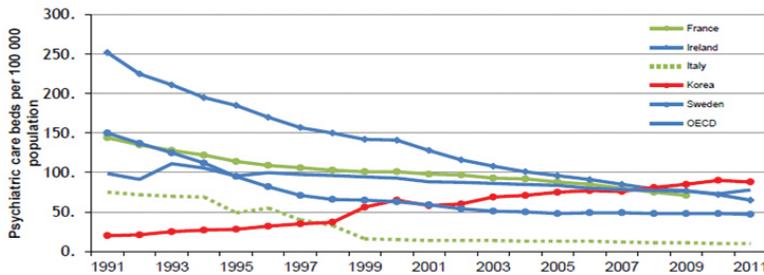
**Figure 4.** Suicide rates in S. Korea keeps up in parallel with the rising economic growth



Source: <https://bmcpublihealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12889-016-3020-2>

If development and reproduction are not discreetly viewed as separate economic or demographic processes, it is common that U.K. Korea does not advance, as industrial and technological progress is at the expense of demographic and social lag.

**Figure 5.** Number of beds in psychiatric institutions per 100,000 population, selected data for OECD countries



Source: OECD (2013), *OECD Health Statistics 2013*, OECD Publishing, Paris.

*Making Mental Health Count* found that low reimbursement rates for hospital inpatient care limit therapeutic treatment for patients, and per diem payments do little to discourage long hospital stays. Low reimbursement rates for outpatient care, especially for poorer patients covered by Medicaid insurance, also undermine community services and reinforce the role of the hospital as the primary care provider.

Source: <https://www.oecd.org/els/health-systems/MMHC-Country-Press-Note-Korea.pdf>

Are we justified and how much we can divide reproduction (or growth, in particular, as an economic concept) into demographic and economic, as well as putting them in a hierarchical relationship. Is it thus determined how the means are superior to the target?

Rather, it can be argued that the trend of economic growth pressure over a long period is the result of the ever-present demographic burden. Rare periods of prosperity account for the fall in this burden at the time of a demographic window / dividend, and the pessimistic forecast for an even greater delay in the future is marked by the post-transient secondary increase in demographic burden, this time at the expense of the adult population.

What is expected after the end of a demographic dividend, in the transition to a second demographic transition? As at the tide, the general factors of development lose importance and intensity: demographic, social, political, economic. Under the influence of a democratizing self-criticism of the late-fashioned development, the former social / family roles have been questioned, ceased to appear as an integral part of a (un) natural and immutable reality. A particular kind of sceptical individualism is formed in the minds of the young. Thus, the youngest generation, entering today's working age, is paralyzed at the threshold of its own active life. Such seems to be a forecast for the near future that is already happening in developed countries.

These problems also have their substantial, spatial aspect, related to the latest modern urban development. The living space for people is natural, produced (in a purely economic sense) by themselves, and the city occupies a major part of it. Thus, the return to the city and its center is perhaps another expression of the current generational frustration in the reproduction/production of new spaces.

The so-called New (and Urban) Economy along with reurbanization process are the main factors changing reproductive behavior and family. The big question is what will be the structure and duration of the Second Demographic Transition? And the SDT could be affirmatively called First Urban Demographic Transition – the first fully urban demographic transition in history, which with the help of the new urban economy will be marked by the quest for overcoming the second demographic burden – that of the growing share of the adult population.

#### REFERENCES

- Didier, S 2018. *Edward W. Soja, Los Angeles and Spatial Justice. Rereading Postmetropolis: critical studies of cities and regions twenty years later.* <https://www.researchgate.net/publication/335676729>. (Last accessed 5 February 2020).
- Florida R. 2012. *The Rise of the Creative Class.* The Washington Monthly, May 15–25 [https://www.os3.nl/\\_media/2011-2012/richard\\_florida\\_-\\_the\\_rise\\_of\\_the\\_creative\\_class.pdf](https://www.os3.nl/_media/2011-2012/richard_florida_-_the_rise_of_the_creative_class.pdf). (Last accessed 5 February 2020).
- Florida, R. 2004. *The Rise of the Creative Class and How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life.* New York, NY: Basic Books.
- Mitev P. E., B. Popivanov, S. Kovacheva, P. Simeonov 2019. *Youth Study Bulgaria 2018-2019*, [https://www.fesbulgaria.org/fileadmin/user\\_upload/images/publications/Youth\\_Study\\_Bulgaria\\_2018\\_2019.pdf](https://www.fesbulgaria.org/fileadmin/user_upload/images/publications/Youth_Study_Bulgaria_2018_2019.pdf). (Last accessed 5 February 2020).
- Morioka M. 2013. A Phenomenological Study of “Herbivore Men”, *Life Studies*, Vol.4 (September 2013), 17–21.
- Parramore L. 2016. Before Capitalism: Medieval Peasants Got More Vacation Time Than You. *Economics* [Online]. Nov 2, 2016. <http://economics.com/capitalism-medieval-peasants-got-vacation-time-heres/>. (Last accessed 5 February 2020).
- Pressat R. 2008. *Demographic Analysis: Projections on Natality, Fertility and Replacement*, Taylor & Francis.
- The Changing Nature of Work 2019. International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, <http://documents.worldbank.org/curated/en/816281518818814423/2019-WDR-Report.pdf>. (Last accessed 5 February 2020).

- Van de Kaa D.J. 1986. Twee demografische transitities? (Two Demographic Transitions?). In: Van de Kaa, D.J., Lesthaeghe, R. (Eds.). *Bevolking: groei en krimp* (Population: Growth and Decline). Deventer: Van Loghum Slaterus, 9–24.
- Watters E., 2004. *Urban Tribes: are Friends the New Family?* New York: Bloomsbury.
- Дийтон А. 2016. *Великий побег. Здоровье, богатство и истоки неравенства*. Москва: ИИГ, прев. от английски [Deaton A., *The Great Escape. Health, Wealth, and the Origins of Inequality*].
- Сугарева М., 2017. *Демография. теории за населението*. УИ „Паисий Хилендарски“ [Sugareva M., *Demography. Population theories*. Paisii Hilehdarski University press 2017].
- Deaton A. 2013. *The Great Escape. Health, Wealth, and the Origins of Inequality*. Princeton University Press.
- Schwab K. 2016. *The Fourth Industrial Revolution*, World Economic Forum.
- Case A., Deaton, A. 2015. *Rising Morbidity and Mortality in Midlife among White Non-Hispanic Americans in the 21st Century*, PNAS December 8, 2015 112 (49) 15078–15083; [<https://doi.org/10.1073/pnas.1518393112>]. (Last accessed 5 February 2020).
- Coleman, D. 2016. *The ‘Second Demographic Transition’ – New Forms of Family*, Oxford: University of Oxford.
- Dumon, G-F. 2017. Urban Demographic Transition. *Urban Development Issues*, vol. 56, 13–25. [https://www.academia.edu/36535765/Urban\\_demographic\\_transition](https://www.academia.edu/36535765/Urban_demographic_transition). (Last accessed 5 February 2020).
- Dumon, G-F. 2017. L’urbanisation du monde a-t-elle des limites? [Does\_the\_urbanization\_of\_the\_world\_have\_limits]. Éditorial par Gérard-François Dumont, *Population & Avenir* n° 735. [https://www.academia.edu/36662426/l\\_urbanisation\\_du\\_monde\\_a-t-elle\\_des\\_limites\\_Does\\_the\\_urbanization\\_of\\_the\\_world\\_have\\_limits](https://www.academia.edu/36662426/l_urbanisation_du_monde_a-t-elle_des_limites_Does_the_urbanization_of_the_world_have_limits). (Last accessed 5 February 2020).
- Hoffman M., *Life is too short for an undesirable satori* [Online]. <https://www.japan-times.co.jp/news/2013/03/31/national/media-national/life-is-too-short-for-an-undesirable-satori/#.W8ZAX3szbIU>.
- Mitev P-E., B. Popivanov, S. Kovacheva, P. Simeonov 2019. *Bulgarian Youth 2018–2019*, Sofia: Friedrich Ebert Stiftung.
- Morioka M. 2013. A Phenomenological Study of “Herbivore Men”, *The Review of Life Studies* Vol.4 (2013):1–20.
- Pressat R. 2008. *Demographic Analysis: Projections on Natality, Fertility and Replacement*, Taylor & Francis Group.
- Soja, E. 2000. *Postmetropolis: Critical Studies of Cities and Regions*, Wiley-Blackwel.
- Van de Kaa, D. 1986. *The Idea of a Second Demographic Transition in Industrialized Countries* <https://pdfs.semanticscholar.org/17c8/c2c3b43d447474107554926eb289d269c939.pdf>. (Last accessed 5 February 2020).
- Van Der Gaag, N. 2015. From Demographic Dividend to Demographic Burden: The Impact of Population Ageing on Economic Growth in Europe. *Tijdschrift*

- voor economische en sociale geografie. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/pdf/10.1111/tesg.12104>. (Last accessed 5 February 2020).
- Wood, G. 2003. *Die postmoderne Stadt: Neue Formen der Urbanitaet im Uebergang vom zweiten ins dritte Jahrtausend*. Kulturgeographie, Heidelberg.
- Пикети Т. 2018. *Капиталът 21*, София: Изток-Запад. Превод от френски: Симеон Ангелов [Piketty T., Capital in the Twenty-First Century, Bulgarian edition 2018].
- Сугарева М., 2017. *Демография. теории за населението*. УИ „Паисий Хилендарски“ [Sugareva M., Demography. Population theories. Paisii Hilehdarski University press 2017].
- Сугарева М., Ливова К. 2006. типологизация на европейските страни по степен на демографско остаряване демографско натоварване, сп. *Статистика* 2006, кн. 4 [Sugareva M., Lilova K., Typologizing European Pages by Degree of Demographic Workload, Statistics 2006, Vol. 4].
- Преса Р. 2006. Речник по демография, ИК Авалон [Pressat R., The Dictionary of Demography, Avalon 2006].

## WEBOGRAPHY

- <http://documents.worldbank.org/curated/en/816281518818814423/2019-WDR-Report.pdf>
- [https://www.researchaffiliates.com/en\\_us/insights/demographics.html](https://www.researchaffiliates.com/en_us/insights/demographics.html)
- <http://piketty.pse.ens.fr/fr/capital21>
- [https://saylordotorg.github.io/text\\_world-regional-geography-people-places-and-globalization/s04-04-globalization-and-development.html](https://saylordotorg.github.io/text_world-regional-geography-people-places-and-globalization/s04-04-globalization-and-development.html)
- <http://blogs.worldbank.org/africacan/optimism-about-africas-demographic-dividend>
- [https://www.researchgate.net/figure/Model-of-First-and-Second-Demographic-Transitions\\_fig1\\_253714045](https://www.researchgate.net/figure/Model-of-First-and-Second-Demographic-Transitions_fig1_253714045)
- <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/156318/1/876570481.pdf>
- <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/fields/2256.html>
- [http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008\\_highlights.pdf](http://www.un.org/esa/population/publications/wpp2008/wpp2008_highlights.pdf)
- <https://ub-madoc.bib.uni-mannheim.de/1288/>
- <https://www.economist.com/news/asia/21706321-most-japanese-want-be-married-are-finding-it-hard-i-dont>
- <https://www.oecd.org/els/health-systems/MMHC-Country-Press-Note-Korea.pdf>
- <https://bmcpublichealth.biomedcentral.com/articles/10.1186/s12889-016-3020-2>
- <https://www.oecd.org/els/health-systems/MMHC-Country-Press-Note-Korea.pdf>

---

# MOBILITÉ ET CITOYENNETÉ EUROPÉENNE : HISTOIRES DE SOFIA

*Ildiko OTOVA*

---

## RÉSUMÉ

Ce texte vise à étudier le lien entre mobilité et construction de la citoyenneté européenne. Considérant que le concept de mobilité est profondément ancré dans l'idée de l'Union européenne et fondé sur des données empiriques, le texte analyse la construction d'une identité européenne parmi les citoyens mobiles qui ont choisi de vivre à Sofia. Un accent particulier est mis sur la redéfinition de la conception classique de la citoyenneté qui lie l'individu à l'État-nation en offrant une contribution analytique à travers le concept d'engagement civique qui dépasse la sphère publique nationale.

**Mots-clés :** *Mobilité, citoyenneté, engagement civique, sphère publique, Union européenne*

## ABSTRACT

This text aims to study the link between mobility and the construction of European citizenship. Starting from the fact that the concept of mobility is deeply embedded in the idea of the European Union and based on empirical material, the text analyzes the construction of a European identity among mobile citizens who have chosen to live in Sofia. A particular emphasis is put on redefining the classical understanding of citizenship that links the individual to the Nation State by offering an analytical input through the concept of civic activity and civic engagement going beyond national public sphere.

**Keywords:** *Mobility, Citizenship, Civic Activity/Engagement, Public Sphere, European Union*

Qu'est-ce que l'Union Européenne ? Voilà la réponse d'un Allemand – bénévole en Bulgarie : « Je suis un gros fan de l'idée l'Union européenne et j'estime que ce que nous faisons aujourd'hui ici en fait partie. Ces gens ont besoin d'aide et leur nationalité est sans importance. Nous sommes un groupe d'Allemands, d'Italiens, de Bulgares... Nous sommes tous étudiants – ces gens avaient besoin d'aide et nous avons décidé de les aider. C'est tout ! ».

Mobilité, action, solidarité – c'est la triade de l'Européen contemporain convaincu.

Ce texte tente de tracer les liens entre la mobilité et la citoyenneté européenne en mettant l'accent sur le vécu des citoyens mobiles qui ont choisi de vivre à Sofia.

## **1. La mobilité et l'Union Européenne**

Le concept de « mobilité » est fondamental dans la conception et l'évolution de ce qu'on appelle "Idée de l'Union Européenne". Il joue un rôle essentiel pour la création de celle-ci et entraîne des conséquences importantes pour son développement. Avec la libre circulation de biens, capitaux et services, la libre circulation de personnes est l'une des quatre libertés fondamentales sur lesquelles repose le marché commun/unique. Les Traités de Rome sont les premiers actes législatifs qui accordent le droit de libre circulation aux travailleurs et à leurs familles. Des actes législatifs secondaires accordent le même droit à d'autres personnes physiques dont le statut et les droits ne se basent pas uniquement sur leur fonction économique au sein de la société. La culmination des réformes législatives est la ratification du Traité sur l'Union Européenne qui introduit le concept de citoyenneté européenne, tout en ajoutant aux droits économiques les droits politiques. Au cours des dernières années, la citoyenneté européenne continue de se développer en traversant des étapes différentes.

On peut discerner trois périodes principales dans l'évolution de la libre circulation : avant l'adhésion des pays de l'Europe de l'Est, peu après l'adhésion et pendant la période de crise économique et sociale des dernières années. Selon beaucoup de chercheurs, la mobilité avant l'élargissement de 2004 et de 2007 demeurait réduite (Benthon&Petrovic 2013) et plutôt régionale – se réalisant surtout entre des États reliés par des liens historiques ou autres. Après les deux étapes d'élargissement, une vague de mobilité plus considérable se forma de l'Est à l'Ouest. Bien qu'encore pendant la première vague les vieux États – membres se croient menacés par des « afflux » d'Européens des pays de l'Est, leurs peurs ne se sont pas justifiées. Pourtant, des mesures

restrictives pour l'accès aux marchés de travail ont été imposées, qui ont duré jusqu'au début 2014, avant d'être finalement supprimées pour les citoyens de la Roumanie et de la Bulgarie.

La dernière période est liée à des changements de la nature et la structure de la mobilité, apparues comme conséquences de la crise économique. Les positions des leaders européens relatives aux tentatives de limiter la mobilité, ont créé une occasion de plus pour les institutions européennes de reconfirmer la certitude que la libre circulation des personnes et l'une des libertés fondamentales et doit être considérée comme un moteur pour le développement économique de l'Union européenne.

## 2. Citoyens européens à Sofia

Je voudrais ici inverser une tradition établie, et commencer non pas par la théorie mais par quelques exemples puisés de l'expérience d'Européens mobiles qui ont choisi de vivre à Sofia.

M. et D. sont un jeune couple d'Européens. Elle est Moldave, lui - Français. Leurs chemins se croisent à Sofia. M. a choisi de faire ici son master en sciences politiques et relations internationales grâce à une bourse attribuée par l'Agence universitaire de la Francophonie. D. est venu en Bulgarie pour prendre congé de sa carrière publicitaire de huit ans et pour s'amuser. Ni l'un, ni l'autre ne regrette ce choix et la raison pour cela n'est pas seulement que leur vie commune a commencé ici. M. et D. viennent de « mondes » différents. Elle est née dans une Moldova communiste et totalitaire ; lui - en France démocratique, dans une famille de communistes convaincus. Cela ne les empêche pas de partager un monde commun - au sens personnel, mais pas seulement. Ils se sentent Européens, même si chacun attribue une signification différente à ce fait. Avant de venir en Bulgarie, M. a fait des études en Roumanie ; elle a la double nationalité. La nationalité roumaine pour elle, symbolise le confort. Elle avoue qu'elle se sent d'abord Moldave et ensuite Européenne. D. considère lui-aussi la nationalité européenne comme une commodité. Lui ne se sent pas Français, mais citoyen du monde. « *La planète est ma maison et je veux me sentir partout chez moi* », dit-il. Ils partagent la conviction que pour être citoyen, il faut être avant tout actif. M. prend souvent part dans des discussions, débats et événements publics et ne cesse de s'engager en faveur de causes différentes : globales comme locales. Même s'ils viennent de villes si différentes - Lille et Balti, et ont grandi dans le cadre de systèmes différents, M. et D. sont porteurs de la conscience d'une nouvelle génération d'Européens. Ils se sentent chez eux là où ils arrivent à

se construire une vie confortable, et où un milieu qui leur convient leur permet de faire ce qu'ils désirent, tout en leur offrant des perspectives pour leur développement professionnel. Aujourd'hui, des années après leur rencontre, ils vivent tous les deux à Lille. D. a récemment publié son premier roman de science-fiction dont l'action se déroule à Sofia. Mobiles dans la vie, dans leur identité et dans leur choix, ils appartiennent à une génération d'Européens qui sont à tout moment prêts à partir. Pas pour changer un lieu pour un autre, mais pour aller de « *ici et maintenant* » vers plusieurs destinations possibles.

L. est Anglais, né dans une petite ville située non loin de Birmingham. Il a passé une grande partie de sa vie en voyage. Son métier de moniteur de ski l'envoie chaque hiver dans une station de ski différente : en Italie, en Suisse, en France, en Allemagne... en Bulgarie. Il renonce au ski et devient enseignant de français à Sofia où il habite depuis dix ans. Notre conversation commence par une question qu'il me pose : « *Est-ce que je suis un migrant ?* ». A la fin, il trouve la réponse pour lui-même : « *Je suis plutôt un voyageur. Un voyageur paresseux, puisque je suis resté ici trop longtemps.* » Perdu entre ses identifications d'Anglais et de Bulgare, il décide de n'être ni l'un, ni l'autre, il serait à la fois Sofiote et Européen. C'est la manière dont il classe ses identités. Pourtant, il tient à garder son passeport anglais puisque cela lui permet de voyager plus facilement. Même s'il se définit comme « apolitique », L. aspire à faire changer la société où il vit. Avec des amis, il a lancé une initiative réunissant des amateurs des sports extrêmes autour de différentes activités artistiques, culturelles et caritatives.

E. n'a rien de l'image typique de l'étudiant Erasmus. Étudiant en sociologie et sciences politiques et syndicaliste actif et déterminé, il vient en Bulgarie pour un semestre et décide par la suite d'y étudier une maîtrise. Le fait qu'un Français choisisse la Bulgarie pour son master est loin d'être la chose la plus atypique dans son cas : pour E., à la différence de la plupart de ces collègues, la mission du Programme Erasmus+ va au-delà des fêtes et la vie insouciantes d'étudiant. Dès son arrivée en Bulgarie, et sans savoir pas un mot en bulgare, E. s'inscrit dans une organisation de jeunes anarchistes. Une année plus tard, il parle déjà des autres membres comme de ses camarades. Il n'est pas question ici de décrire les convictions idéologiques de E., même s'il est toujours prêt à les partager et à les défendre. Je vais me contenter de dire que pour lui « la lutte » pour un monde plus juste et différent de celui où nous vivons actuellement, va au-delà des frontières et qu'il poursuit avec persévérance le chemin dans lequel il s'est engagé. Pendant les mois passés à Sofia, E. réussit à réaliser un petit changement : avec ces camarades, il gagne le combat contre l'administration de la Cité universitaire et de l'Université de

Sofia pour avoir le droit d'utiliser un espace abandonné en tant que club étudiant. Au cours de plusieurs semaines, les jeunes font des travaux bénévoles avec leurs propres moyens. Ils ont transformé le petit jardin autour en créant un espace public, une alternative à « la privatisation » de la Cité universitaire. Le club étudiant propose une salle de lecture et un espace ouvert pour y étudier ou pour organiser des débats intellectuels, conversations et discussions, au cours desquelles le publique se construit. Quand E. a quitté Sofia, il a été content d'avoir accompli sa mission : ne pas avoir été un étudiant Erasmus ordinaire et avoir contribué – avec son travail et ses idées – à la construction de cet espace public.

P. est né à Stuttgart – sa mère est Allemande, son père – Français. Il est venu à Sofia à cause de sa copine Bulgare fuyant la crise économique qui a secoué l'Europe. Ayant fait des études en littérature et en sciences politiques, il n'a pas réussi à trouver un emploi décent en Allemagne et a envoyé sa candidature pour postuler dans un des centres d'appel à Sofia. Les quatre langues européennes qu'il maîtrise lui valent un poste dans le Business Park Sofia. Aujourd'hui, quatre ans plus tard, il a déjà changé d'entreprise et occupe un poste beaucoup plus important. P. fait partie de cette génération d'Européens qui se sont rendu compte qu'ils n'auraient jamais la vie stable et prévisible de leurs parents. L'Europe organisée et sociale de jadis s'est écroulée devant leurs yeux sous les coups de la crise économique. Muni d'un passeport allemand, de son origine française et d'une adresse à Sofia, l'identité personnelle qui convient le mieux à P. est notamment celle d'un citoyen européen. L'Europe change avec ses enfants.

M. est Anglais. Beaucoup d'années auparavant il avait décidé de faire un voyage. Il avait choisi le lieu « le moins connu » en Europe, et il est venu en Bulgarie. Ici, il a rencontré l'amour et il a décidé de rester un petit moment. Il a commencé à travailler pour un magazine anglophone à Sofia. Des années plus tard, il vit séparé de son épouse—aujourd'hui elle habite à Londres avec leurs fils alors que M. est toujours à Sofia. Il y a un an, il animait une petite librairie anglaise d'occasion mais quelques mois après il a décidé d'élargir son business, et maintenant il anime également une jolie boutique britannique.

R. est née en Hongrie, G. est originaire d'Allemagne. Les deux se sont rencontrés en Israël. Elle a des racines des Balkans – ses deux parents viennent de l'Ex-Yougoslavie (la mère de Skopje et le père de Belgrade) mais leurs familles proviennent de Thessalonique. Quand elle est encore petite, ils déménagent à Budapest. Elle fait des études là-bas, puis part en France pour sa spécialisation. Ensuite, elle décide d'aller en Israël. Il est né à Berlin. Il fait

des études dans une université renommée en Angleterre, a spécialisé aux États-Unis. Son travail dans le domaine publicitaire l'a conduit en Lettonie. Ayant toujours été membre actif des communautés juives partout où il vivait, il décide soudain de transformer ce devoir citoyen en quelque chose de plus durable. Il fait des études pour devenir rabbin et part en Israël. Quelques années plus tard, il vient en Bulgarie accompagné de son épouse pour faire son service à la Synagogue de Sofia. Leur fille est née à Sofia. Quand je leur demande comment ils s'identifient, ils me répondent en rigolant : « *Il est difficile de dire. Nous, au moins pouvons toujours nous en sortir en disant que nous sommes Juifs* ».

J'ai rencontré I. tout à fait par hasard dans une galerie d'art à Sofia, et l'on s'est mises d'accord de se revoir autour d'un thé. Ainsi, elle m'a raconté l'histoire de sa vie. Née dans une petite ville du sud de l'Italie, à l'âge de 18 ans, elle part faire des études à Rome. Des années plus tard, elle fait un doctorat de sciences politiques à Paris, mais sa vraie passion est la photographie. Ensuite, elle travaille pour une ONG qui défend les droits des immigrés illégaux en Italie. Elle fait le tour des centres de détention pour documenter les histoires des « illégaux ». Elle a une règle : ne jamais prendre en photo leurs visages. Elle m'explique que c'est un choix aussi artistique qu'humain – sachant que ce qui ferait vendre le plus ces œuvres, ce sont les larmes dans les yeux des enfants et la douleur sur les visages des adultes, elle ne veut en aucun cas gagner de la peine et de la souffrance. A un moment donné, elle se sent épuisée par ce travail et déménage à Lisbonne pour un travail de photo reporteur. Elle y rencontre l'amour qui a le visage d'une Bulgare et aujourd'hui elle passe la plupart de son temps à Sofia à cause de sa partenaire. Elle n'arrête pas de voyager – ses parents sont à Berlin, la plupart de ses amis – en Italie, son âme et son cœur – toujours sur la route. La dernière fois que je l'ai rencontrée, c'était pour lui passer les contacts d'amis bénévoles, engagés dans les centres de détention d'immigrés en Bulgarie. Elle m'avait dit qu'elle ne pouvait pas rester insensible et qu'elle allait les aider avec tout ce qu'elle pouvait...

Ces exemples d'Européens mobiles me paraissent un bon point de départ pour tracer le lien entre la mobilité et la citoyenneté. Un lien, qui, au premier abord, peut paraître paradoxal.

### **3. Transformation de l'appréhension de la citoyenneté**

Le concept classique de la citoyenneté l'associe à l'État-Nation et définit le rapport entre l'individu et la communauté politique. Dans le contexte européen pendant l'Antiquité et le Moyen Âge, cette dernière était représentée par

les villes et plus tard – par les États nationaux. Dans ce sens, on a tendance à considérer la nationalité et la citoyenneté comme analogues. Les processus de globalisation ont affaibli cette homologie. Saskia Sassen définit deux conditions inerliées et interdépendantes, qui déterminent ce changement. Ce sont, d'un côté, les changements de statut et des particularités institutionnelles de l'État national. La deuxième condition est liée à l'apparition d'une multitude d'acteurs, groupes et communautés, qui sont consolidés en partie par les changements de l'État national et qui s'identifient de moins en moins avec ce dernier (Sassen 2002a: 277). Le progrès technologique et l'évolution d'Internet, en particulier, contribuent à la formation de ce type de réseaux transfrontaliers (*Cross-border*) de groupes et d'individus partageant des intérêts communs et attribuant une signification alternative au fait d'être membres d'une communauté. Cela permet à beaucoup de chercheurs de parler d'une forme de citoyenneté « post nationale » (par exemple Salsal 1994, Jacobson 1996). L'accent dans cette conception est mis sur l'apparition d'un nouvel espace de citoyenneté qui transcende l'État-Nation. (Sassen 2002a : 277). Cependant, Sassen parle plutôt d'une « dénationalisation » de certains aspects de la citoyenneté. En se basant sur Bosniak (Bosniak 2002), elle propose quatre formes de citoyenneté transnationale, parmi lesquelles se range aussi la citoyenneté européenne.

En même temps, une nouvelle conception de la citoyenneté s'impose progressivement, moins liée au fait d'être membre d'une communauté formelle, mais qui s'associe de plus en plus avec la participation et l'engagement.

La notion de société civile n'est pas nouvelle. On la retrouve dans les travaux de chercheurs comme G. Lock, A. Tocqueville, G.W. F. Hegel, K. Marx, A. Gramsci. Une pléiade de chercheurs consacre leurs travaux à la conceptualisation et à l'étude des structures de la société civile, cette dernière étant considérée comme indispensable, essentielle et consubstantielle à la démocratie. Dans le contexte post-communiste, son rôle dans le processus de démocratisation était conçu comme fondamental.

Si on tourne le regard vers le XXe siècle, on constate que l'analyse de la société civile va dans deux directions principales. La première se rapporte à son rôle dans la formation de valeurs, normes et identifications. La société civile est la sphère de construction d'identités collectives qui sont plus ou moins contestataires. Dans ce sens, elle est chargée d'une fonction structurante. La deuxième est plutôt liée au côté non-formel de la société civile – la formation de mouvements sociaux, de réseaux et d'initiatives. Au cours des dernières années, cette lecture devient de plus en plus actuelle. D'autant plus

qu'une grande partie des mouvements non-formels considèrent les structures traditionnelles de la société civile – les organisations non-gouvernementales, les *think-tanks*, les fondations – comme faisant partie du *statu quo*. De nouveaux projets sociaux prennent forme qui visent à changer non seulement le politique mais aussi le civil, le citoyen, dans sa profondeur.

Les processus de globalisation et leurs conséquences ont déstabilisé l'État-Nation dans sa fonction de cadre traditionnel de l'espace publique ; ils ont transformé le concept de citoyenneté, et ont contribué à la formation de ce que certains chercheurs appellent aujourd'hui une « *société civile globale* ». Les nouvelles technologies ont permis aux mouvements citoyens de dépasser les frontières des États nationaux et de contribuer à la construction d'une solidarité globale parmi les citoyens des différents coins du monde.

#### **4. Être ou ne pas être mobile ?**

La mobilité prend plusieurs formes. Je vais tenter de dresser le profil de quelques-unes.

Les bouchons sur les autoroutes européennes du 1er août constituent l'image que prend la première forme. Voyages de vacances, repos, tourisme, devenus indispensables pour l'homme contemporain – ce sont les deux semaines pendant lesquelles, même les sédentaires deviennent mobiles. Il est intéressant de noter que certains systèmes européens garantissent cette mobilité même à des personnes qui reçoivent des aides sociales. Le temps et l'espace sont ainsi chargés de fonctions sociales spécifiques.

La deuxième forme de mobilité va dans la direction opposée. Elle est liée aux déplacements professionnels. La métaphore d'Eurostars (Favel 2008) semble la décrire le mieux – le nom des « trains à grande vitesse » qui relient les capitales européennes, renvoie également à ces Européens mobiles qui traversent le Vieux continent en raison de leurs voyages d'affaires.

La troisième forme de mobilité n'est pas associée à un déplacement physique dans l'espace ou à un voyage. Elle est virtuelle, et oppose ceux qui sont nés avant l'ère digitale et les nomades digitaux.

Le terme de génération est incontestable en démographie, mais il se conçoit différemment en sciences sociales. Selon la sociologie, une génération suppose une période d'environ quinze ans, relativement homogène dans le sens historique et social (Lewi 2013). Selon G. Lewi quatre ou cinq générations cohabitent au moment actuel :

- La génération née dans les années 1930 et avant la Deuxième Guerre mondiale qui se caractérise par une identité politique bien marquée et bien défendue au départ ; cette génération est prénommée « Génération silencieuse ».
- La génération du « Baby-boom » des années 1940 et 1950 qui a une identité collective marquée. C'est cette génération qui a pris la parole vers la fin des années 1960, notamment en 1968.
- La génération « X », née dans les années 1960, serait bornée et réticente.
- La génération « Y », née autour de 1975 : individualiste, exigeante, qui se fie à la contractualité et se conforme au principe « Je donne pour recevoir » ; c'est une génération qui est intérieurement frustrée.
- La génération des « nouveaux Bovary », nés dans les années 1990. La génération du paradoxe, du passage du singulier au pluriel, du masculin au féminin, du pacifisme à l'action, de la dissimulation à la franchise (Lewi 2013).

En réalité, cette dernière est la génération des Indignés, du mouvement « Occupy », du Printemps arabe. Une génération qui est aussi mobile que "glocale" (si l'on accepte l'emploi de ce terme) – une génération qui vit ici, se pense ailleurs, qui défend des causes globales. « *Mai 1968 rêvait de l'impossible, mai 2011 va réaliser l'impossible* », dit l'un des slogans des Indignés à Madrid, diffusé par les grandes places des villes dans tous les coins du monde. Les nouveaux mouvements sociaux réunissent des gens qui communiquent sous la forme de statuts et d'images dans les réseaux sociaux et qui considèrent la rue, virtuelle et réelle, comme leur scène politique. Les nouvelles technologies ont radicalement transformé la conception du social.

Bernard Lamize définit trois types de restructuration de l'espace public des dernières années (Lamize 2013 : 48). Le premier type est lié aux changements territoriaux suivant la logique des processus de décentralisation et de globalisation. « *La médiation politique de l'espace, le territoire est ce qui définit les modalités selon lesquelles les identités politiques se réalisent dans l'espace et prennent la forme de l'accomplissement du pouvoir et de l'extension de l'expression de la citoyenneté.* » (Lamize 2013 : 48). Le territoire est l'espace au sein duquel une identité politique donnée, correspondant à une certaine appartenance, est exprimée, mais il est également l'espace où le pouvoir des acteurs politiques et des institutions est allégué (Lamize 2013). La transformation du public est dans ce sens liée à la restructuration des

pouvoirs économiques et politiques, à l'expansion des espaces et de leur portée, à la mobilité croissante des acteurs et à l'enrichissement des formes et des cercles de la citoyenneté.

Le deuxième type de restructuration est lié aux nouvelles technologies et aux nouvelles pratiques communicationnelles. Elles influencent les notions du temps et d'espace – le premier, qui se réduit et le deuxième, qui est pensé de plus en plus comme un réseau, et non pas en tant que territoires séparés.

La restructuration du troisième type est étroitement liée à la circulation de personnes. « *Les migrations associées aux recherches d'emploi et aux inégalités au niveau du développement économique des différentes parties du monde, expliquent la construction de nouveaux espaces économiques d'échanges commerciaux et d'afflux de travailleurs, qui, de leur côté, véhiculent dans l'espace publique international le jaillissement de nouvelles logiques et de formes d'exercice du pouvoir, tout comme à de nouvelles identités politiques et de nouvelles formes d'appartenance et de sociabilité.* » (Lamize 2013 : 49).

Vincent Kaufmann rappelle que le déplacement dans l'espace ne peut être considéré comme mobilité que quand il se rapporte à un changement social (Kaufmann 2011 : 26). Selon lui, l'une des définitions possibles de la mobilité peut être « *déplacements, porteurs de changements au niveau de l'acteur et du système* » (Kaufmann 2011 : 26). L'essentiel ici est que la mobilité ne consiste pas seulement dans le changement de l'espace, mais aussi dans le rôle social – un changement de travail par exemple, des aspirations professionnelles ou au niveau de la hiérarchie ou encore du milieu culturel et social : elle modifie la réalité sociale en transformant l'espace public au sein duquel évolue l'individu.

## **5. Partir mais continuer d'être actif**

Quand on parle de mobilité et d'activité citoyenne, la question « À quel point l'individu qui peut partir à tout moment est prêt à s'engager ? » est logique. « *Le dilemme devant l'individu libéré du lieu physique, est défini comme « voix ou sortie » par Albert Hirschman (Hirschman 1970) : est-ce que je dois élever ma voix pour défendre mes droits, ou bien je vais quitter la situation ?* » (Ditchev 2013 : 49).

Une réponse possible donne une jeune dame d'origine allemande, qui a choisi de vivre à Sofia « *Je suis active là où je me trouve* ». Membre du Parti vert dans son pays, elle est l'une des organisatrices de *Sofia Pride*, activiste pour la protection des droits des minorités sexuelles, organisatrice de mani-

festations contre la discrimination et le néofascisme, un citoyen indigné qui participe activement aux protestations à Sofia. Elle n'a pas de réponse à la question où elle va se trouver dans les années qui suivent, mais reste ferme dans la conviction que partout où elle serait, il y aurait des causes à défendre et des opportunités d'agir comme citoyenne.

Encore quelques exemples d'étrangers – citoyens actifs, qui vivent à Sofia. Chacun d'entre eux pourrait « partir » ou ne pas participer à la vie sociale, mais ils ont tous choisi le contraire. Les identités transnationales prennent le dessus en permettant à l'individu de se sentir engagé dans/pour plus d'une société.

Elle est née au Vietnam mais vit en Bulgarie depuis sa petite enfance. Blogueuse très populaire, citoyenne active. Voilà ce qu'elle dit au sujet des protestations de l'été 2013 à Sofia « *Je suis Vietnamiennne et je vais toujours l'être même si je passe 75 ans en Bulgarie. Mais je suis aussi une citoyenne bulgare et ce, beaucoup avant d'en obtenir la nationalité. Alors, cette lutte est aussi la mienne !* ».

Il est originaire d'Iraq mais habite en Bulgarie depuis plusieurs années. Il dit dans son statut sur Facebook : « *Aujourd'hui à 12h00 les Irakiens du monde entier vont protester contre les dimensions inouïes qu'a prises la corruption en Iraq. Les Irakiens en Bulgarie vont protester aussi et attendent le soutien de leurs frères et sœurs bulgares qui mènent une lutte similaire depuis 80 jours déjà* ».

Lorsqu'on parle de citoyens européens, on a souvent tendance à exclure les migrants des pays en dehors de l'Union européenne. Et si la mobilité de ses citoyens est parmi les priorités de l'UE, elle n'est pas à l'ordre du jour pour les ressortissants « des pays tiers ». C'est le terme par lequel on désigne des citoyens des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne selon l'Article 17 (1) du Traité sur l'EU – ceux originaires de pays en dehors de l'UE ou ceux qui n'ont pas de nationalité mais qui résident légalement dans un État-membre de l'UE pour travailler, pour faire des études, pour rejoindre leurs familles, pour des raisons humanitaires ou bien qui se trouvent sous protection internationale (avec un statut de réfugiés ou autre). La définition des résidents qui ont un droit légal de vivre dans un pays de l'UE varie, et permet le regroupement des migrants en fonction des droits et responsabilités liés au changement de leur statut. Par exemple, les migrants qui restent entre 3 et 12 mois sont catégorisés comme des « nouveaux-venus » et l'on considère qu'il est possible qu'ils retournent dans leur pays d'origine. Les étrangers sont considérés comme des « immigrés » quand ils résident dans

un pays pour une période de plus d'un an. L'obtention d'un permis de séjour permanent peut être interprétée comme expression de l'intention de la part du pays d'accueil de les accepter légalement et pour une longue durée. La Directive 2003/19 de l'UE considère comme résidents de longue durée, les citoyens des pays tiers qui ont résidé de manière légale dans l'UE pour une période de cinq ans (Nontchev 2010).

C'est au sein du débat européen que le concept de « *Denizenship* » est devenu particulièrement populaire : « *...un nouveau type de statut pour remplir le vide entre le statut de résident de longue durée et la citoyenneté nationale obtenue par naturalisation. Denizenship est considéré comme un statut intermédiaire avant l'obtention de la nationalité mais aussi en tant que citoyenneté supranationale, transnationale* » (Staikova 2013 : 122).

Ce sont notamment les migrants qui se trouvent dans cette phase intermédiaire qui sont souvent des citoyens extrêmement actifs. Voici quelques exemples.

Elle est née à Dakar mais elle est en effet de Beyrouth. Son grand père est parmi les premiers immigrés libanais au Sénégal. Sa grand-mère est chrétienne de Syrie. A. a vécu au Sénégal, au Maroc, en Côte d'Ivoire. Elle dit qu'elle se sent Libanaise mais qu'elle porte l'Afrique dans son cœur. Elle a été hôtesse de l'air dans sa jeunesse, infirmière ensuite ; plus tard elle a travaillé comme esthéticienne. Aujourd'hui, elle est heureuse grand-mère qui partage sa vie entre Sofia et Nover, une petite ville au nord de la France, où elle prend soin de ses petits-enfants. Sa fille est mariée avec un Libanais et vit avec son fils nouveau-né en France. La petite famille unie d'A. qui porte l'esprit de l'Orient et de l'Afrique, aujourd'hui vit en Europe unie. Le peu de temps libre qui lui reste, elle fait des bijoux qu'elle vend pour des causes caritatives avec des femmes migrantes ou réfugiées. Tous les jeudis elles distribuent de l'aide pour les nouveaux chercheurs d'asile. Sa plus grande passion est l'écriture. Elle préfère écrire en français. Elle a déjà publié deux livres : le premier est un recueil d'essais intitulé « Les visages d'une femme » ; l'autre est dédié à Palestine.

L'exemple du jeune rappeur O. est encore plus passionnant. Il est un immigrant « illégal » et il a été plusieurs fois retenu dans le centre de détention provisoire. Il n'a pas de statut légal de résident mais enregistre des chansons, donne des interviews et lutte pour les droits de ses « frères » dont le sort est pareil au sien puisque qu'il croit sincèrement que « il n'existe pas de gens illégaux ».

B. arrive en Bulgarie en 1988 pour faire des études d'architecture à la suite d'une convention entre la Bulgarie communiste et l'Éthiopie « camarade ». En réalité, il a passé presque toute sa vie à Sofia. Il ne se sent pas Bulgare, mais il se sent Sofiote. Il parle parfaitement bulgare et de façon « typiquement bulgare », légèrement nostalgique pour « le temps de jadis » mais exprimant la conviction qu'« un jour ça ira mieux ». Il ne s'intéresse pas à la politique. Il est tout de même un adepte de la culture reggae et défend ses causes. Le végétarisme est sa plus forte passion et conviction. B. s'exprime à travers la musique. Le social, pour lui, passe aussi par la musique. B. ne veut pas être citoyen mais il défend des causes globales – le végétarisme, le rastafarisme et le droit de choisir où et comment vivre. L'interview qu'il m'a donnée date de l'été 2012 ; pendant l'été 2013, on voit B. dans les rues de Sofia protester et défendre des causes citoyennes, comme beaucoup d'autres habitants de la ville.

Dr. S. vient d'Afghanistan. Il arrive en Bulgarie à la fin des années 1980 pour faire des études de médecine. Après avoir obtenu son diplôme, il est envoyé dans la région des Rhodopes où il travaille pendant quelques années et gagne les cœurs de ses patients avec son constant sourire et sa bonté. Il n'est pas préparé pour les années de transition après la chute du communisme – la situation économique le force à changer de métier et il s'engage dans le petit commerce. Pour tous ces amis il reste « le Docteur ». En effet, il est le doyen, le moteur et le cœur de la petite communauté afghane de Sofia. Il est extrêmement engagé – le Docteur organise sans cesse des actions en faveur des chercheurs d'asile, des nouveaux immigrés, des enfants qui ont besoin d'aide.

## **6. Mobilité, activité, solidarité**

La participation citoyenne a plus d'une dimension – elle peut être locale, globale, politique, économique, culturelle, construite sur des valeurs. Traditionnellement, nous considérons les immigrés, la diaspora, comme solidaire avec une communauté – l'État, la langue, la famille. « *Traditionnellement, on pense la diaspora dans les termes de la langue et de la culture, et ses liens avec le pays d'origine sont nourris par deux institutions centrales – la famille et l'État. Les médias sociaux et les protestations sont le démiurge d'une nouvelle diaspora digitale, dont les liens se construisent par une citoyenneté transfrontalière, active et engagée. La solidarité n'est plus octroyée à un État, mais aux citoyens contre un État irresponsable et corrompu.* » (Krasteva 2013a : 10).

Krasteva évoque ici ces Bulgares mobiles qui ont quitté le pays mais qui soutiennent tout de même les protestations de leurs concitoyens. En effet, l'expression populaire des premières années après la chute du communisme et devenue un symbole de désengagement politique – « *Voter avec ces pieds* » – est de moins en moins pertinente. Partir, ne veut pas dire se désengager de son devoir citoyen – ceci se justifie par les manifestations de solidarité avec les protestations à Sofia organisées par des Bulgares dans beaucoup d'autres pays. C'est ce que prouvent les démonstrations, organisées par des Syriens, Irakiens, Ukrainiens pour soutenir leurs compatriotes dans leurs pays d'origine. La solidarité s'opère entre citoyens, sans égard à leur nationalité.

J'ai commencé ce texte par l'exemple d'un étudiant allemand qui avait choisi la Bulgarie et qui s'est impliqué comme bénévole dans les travaux de nettoyage après les inondations dans le pays. Il articule son identité européenne à travers l'engagement et la solidarité. Si l'Union européenne fut au départ une Union d'États, aujourd'hui ne sont réellement unis que ces citoyens qui se sentent Européens – et c'est aux institutions de les rejoindre.

L'Europe et son esprit n'existent que grâce à ces citoyens européens mobiles, engagés et solidaires.

## RÉFÉRENCES

- Дичев, И. 2013. *Желанието да тръгнеш, правото да спреш*, София, Фондация Медийна демокрация (Dichev, I., *Desire to Leave, Right to Stay*, Sofia, Foundation Media Democracy).
- Кръстева, А. 2014. *От миграция към мобилност*, НБУ, София (Krasteva, Anna, *From Migration to Mobility*, NBU, Sofia).
- Ламизе, Б. 2013. Изменения на гражданствеността. В: Кръстева А. (съст.) *Дигиталният гражданин*, София, НБУ. (Lamize, B. *Trasformatio of Citizenship*, In: Krasteva, A. 2013, *The Digital Citizen*, NBU, Sofia).
- Стайкова, Е. 2013. *Миграцията и новите граници на гражданството: България в съвременния европейски контекст*. Докторска дисертация, Нов български университет.
- Augé, M. 2012. *Pour une anthropologie de la mobilité*, Payot & Rivages, Paris.
- Bauböck, R. 1991. *Immigration and the Boundaries of Citizenship*, Forschungsbericht/. Research Memorandum No. 280, April 1991.
- Bauböck, R. 1994. *Transnational Citizenship*, Edward Elgar Publishing, Aldershot.

- Bauböck, R. 2002. How Migration Transforms Citizenship. International, Multinational and Transnational Perspectives, IWE Working Paper No. 24. Feb. 2002.
- Benton, M. & M. Petrovich 2013. *How Free is the Free Movement? Dynamics and Drivers of Mobility within European Union*, Migration Policy Institut Europe. Available at: <http://www.migrationpolicy.org/pubs/MPIEurope-FreeMovement-Drivers.pdf>.
- Bosniak, L. 2000. Citizenship Denationalized (The State of Citizenship Symposium), *Indiana Journal of Global Legal Studies*: Vol. 7: Iss. 2, Article 2. Available at: <http://www.repository.law.indiana.edu/ijgls/vol7/iss2/2>.
- Castells M. 2008. The New Public Sphere: Global Civil Society, Communication Networks, and Global Governance, In: *Annals of the American Academy of Political and Social Science*. Vol 616, Public Diplomacy in a Changing World, Mar. 2008, 78–93.
- Castells, M. 1996. *The Rise of the Network Society: The Information Age: Economy, Society and Culture*, Oxford, UK: Wiley-Blackwell.
- Castells, M. 2000. Toward a Sociology of the Network Society, *Contemporary Sociology* 29: 693–99.
- Falk, R. 1994. The Making of Global Citizenship, In: Steenbergen, B. (ed) *The Condition of Citizenship*, Sage Publications, London.
- Favell, A. 2008. *Eurostars and Euro Cities. Free Movement and Mobility in an Integrating Europe*, Blackwell Publishing.
- Jacobson, D. 1996. *Rights Across Borders: Immigration and the Decline of Citizenship*. Brill.
- Kaufman, V. 2008. *Les paradoxes de la mobilité*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne.
- Recchi, E. 2009. The Social Mobility of Mobile Europeans, In: *Pioneers of European Integration. Citizenship and Mobility in the EU*, Recchi, E.&A. Favell (ed) (2009), Edward Elgar, Cheltenham&Northampton.
- Recchi, E.&A. Favell (eds) 2009. *Pioneers of European Integration. Citizenship and Mobility in the EU*, Edward Elgar, Cheltenham&Northampton.
- Rother, N&T. M. Nebe 2009. More Mobile, more European? Free Movement and EU Identity. In: *Pioneers of European Integration. Citizenship and Mobility in the EU*, Recchi, E.&A. Favell (ed) (2009), Edward Elgar, Cheltenham&Northampton.
- Sassen, S. 2002a. Towards Post-National and Denationalized Citizenship, In: Engin F. Isin&Bryan S. Turner (eds) *Handbook of Citizenship Studies*, SAGE, London.

- Sassen, S. 2002b. The Reposition in the Citizenship: Emergent Subjects and Spaces for Politics. In: *Berkeley Journal of Sociology*, Vol. 46, 4-22.
- Soysal, Y 1997. Changing Parameters of Citizenship and Claims-Making: Organized Islam in European Public Spheres, *Theory and Society*, 26 (4), 509-27.
- Soysal, Y. 1995. *Limits of Citizenship: Migrants and Postnational Membership in Europe*, University of Chicago Press, Chicago.

---

# CULTURAL DYNAMICS IN THE CREATIVE URBAN ENVIRONMENTS

*Ivo Ivanov VELINOV*

---

## ABSTRACT

Topological structures of place are translated into practiced place by walking individuals. Thus, the act of walking makes it possible to constantly change the city according to vicinity. This article attempts to culturally analyze the concepts of design, building a space, and smart growth closely related with the term of “Changing Cities”. Obviously, there is some kind of essential link between psychology and geography. Thoughts along these lines are found in the theory of the world’s eminent scholars. Furthermore, the author claims that cultural engagement stimulates uniqueness of the cultural vibrancy, creative economy and inclusive urban growth.

**Keywords:** *Psychogeography, Knowledge, Vibrancy, Signification, Growth*

*“The City is a huge monastery.”*

Erasmus

## **1. Creative Cities in the context of Psychogeography**

Psychology and geography interact in the term of psychogeography. Constructing the city culture, many authors direct their academic attention to the psychological experiences of the city and expand the experiential and cultural theories of the urban environment (Calvino 1974; Certeau 1984; Hall 1959; Lynch 1960). What does the city’s positive impact actually stand for the people who live there? A strong reference includes commonly acknowle-

dged dimensions such as cultural impact, image impact, social impact, and economic impact. In this way, the cultural vibrancy, the creative economy, the tangible and intangible assets of the urban landscapes reveal cultural transformation aspects between the histories and myths.

Culture is a semiotic system and gives opportunities for creating a variety of societal axiologies and universes (Greimas 1987: 29–31). In this very system, smart cities perform a significant role. Consequently, smart cities are meant to be a shift in intellectual paradigms in social sciences. The whole set of meanings involved in the city culture is denoted by the sentence that the city is a social enunciation of a social utterance.

Cultural sign systems work with texts from metahistorical social events. The scholarly process of *reading history* has a rich testimony of “outer” space history, and many influential historical theories and methodologies have emerged during different historical periods. According to Lotman, the “symbolic meaning” is widely spread in the context of the simple synonym for signification (Lotman 1990: 102–103).

Thus, the social essence of culture is a set of facts, objects and realities. Cultural studies usually start with facts, subjects and realities, and for this process, the sign systems are highly recognized in the nature and society. Culture may be viewed as a web of value patterns in which everything is connected to everything. In this way, we study the concept of the “creative cities” and cultural heritages firmly enclosed in mixed urban environments. Therefore, gradually speaking in a wider socio-economic style, we might identify the significant effect on the city’s cultural vibrancy and its image renaissance rejuvenated by the universities, as “small creative cities”, for both sustainable and inclusive growth<sup>60</sup>.

The interplay between individual and environmental image projects a specified function for perceiving and acting subject. Moreover, memory and imagination permit to understand “city image” as a sign for both representing the environment and going for interpretation. The American urban theorist Kevin Lynch gives us a clear semiotic and practical orientation about city planning and how to “read cities” in a given urban space. Lynch studies environmental image as a “mental picture of the exterior physical world that is held by an individual” (Lynch 1960: 4–9).

---

<sup>60</sup> The task of structuring and coordinating a certain number of initiatives for smart, sustainable and inclusive growth has been taken over from the Lisbon Agenda “The Europe 2020 strategy” — *annotation mine*.

In analysing the practices of everyday life, Michel de Certeau writes that “space is a practiced place”. He additionally scrutinises the urban street in order to be culturally defined and transformed into “a space”. And, for a walker, the closest space, concerning spatial practices and walking in the city, is her/his home. Usually, the travelled distance is measured from her/his home (Certeau 1984: 117).

## 2. Culture for Creative Cities

In reference to psychogeography, home is a sacred space for people. For Bulgarians, the act of acquiring knowledge states indirectly a significant importance. If we examine the notion of “university” in the conceptual scheme of “home”, the practiced place of “21, Montevideo Street” embodies tangible and visible forms of ritual space. As applying this hypothetical recognition, New Bulgarian University is associated with a practiced place, thus, as a sacred second home for intellectual growth; a home, where one starts distinguishing natural sciences from all other scientific approaches; a home for academic debate; a home, where students undergo training for knowledge-transformation and future knowledge-based realisation.

Once the knowledge-transformation starts, the intellectual content of human emotions is transformed into higher psychic functions. This intellectual process increases the creativity for further sustainable growth in the smart cities, intensifies the capacity and ambition of the cultural sector. Intellectual emotions are a specific system of psychical phenomena and involve reflection in more than one level of emotional design<sup>61</sup> (Norman 2004: 21–24).

All emotional signals at the visceral level, being produced in a given cultural milieu, are instantly captured and interpreted by individuals. Because the university pretends to be a well-organised practiced place, the cultural actants, i.e. teachers and students, recognize its image impact as it attracts attention and enhancing local, national and international perceptiveness.

The learning process at the university is characterized by particular polyvalence and innovativeness in acquiring knowledge and skills. At the behavioural level, learning opportunities depend on the academic environment for both students and teachers. This smart practiced place includes commonly

---

<sup>61</sup> According to Norman, the emotional system consists of three interconnected levels: visceral design (attitudes, beliefs, feelings); behavioural design (usability, pleasure, enjoyment); reflective design (reflections about and self-expressiveness) – *annotation mine*.

acknowledged cultural and social impacts. Moreover, it exemplifies a significant effect on the city's cultural vibrancy and the positive dimension of social impact is projected on the smart urban landscape as well. In reference to this vivid interaction and its contribution to strengthening the environmental image and networks, we can discuss the reflective behaviour.

Therefore, at a reflective level, we interpret and understand academic environment in the context of the psychogeography, we study ethics, aesthetics and concepts. For the reflective thinking activity and reproduction of academic thoughts, this level dominates the previous two levels. Additionally, it integrates many sub-themes for identifying the city's cultural system, for assessing the image and sense of place, or for analysing the actual impact and long-term effects encouraging new work for smart, sustainable and inclusive city's growth.

This short schematic overview provides a comprehensive list of the importance of academic education, and thus, the significance of the academic cultural heritage in many creative urban environments.

### **3. Rethinking University as Cultural Mixed Practiced Place**

*“A good environmental image gives its possessor an important sense of emotional security.”*

Lynch

Let me culturally analyse, from this angle, the cultural theory of Eduard Hall as a model of the experiential and cultural approach (Hall 1959: 61–81). The idea I will consider here in a comprehensive way is that of focusing on relationships between urban space and signification. Preliminary stages of understanding the urban space are grounded in the subjective action, involving the activities of exploring the basic human needs such as food and shelter.

Hall examines closely and thoroughly how to place culture on various scales, on what cultural misunderstanding depends, and outlines examples of individual experience of living and working in different urban conditions. As portraying a variety of cultural transformation aspects in his book, he makes an intercultural analysis and summarises the following culturally shaped elements, including interaction; association; subsistence; bisexuality; territoriality; temporality; learning; play; defense; exploitation – use of ma-

terials (Hall 1959: 62). For Hall, the theory of culture is a conceptual whole consisting of separate interconnected communication patterns.

In many cases, academic education is a key component to the dynamic dialogic open structure. Language and communication are effective contributors to the attractiveness of changing cities in terms of developing cultural creative milieu. Academic interaction may organise new forms of cultural clusters. Consequently, in attracting talents and creative people, it enhances cultural investments, improves regional competitiveness and regional identity.

Wherever people go, they measure the cultural vibrancy of the place. For the place, cultural vibrancy acts as a powerful marketing tool and it is important to provide a good cultural infrastructure and intensive participation in culture for developing strong social values. Association, in the social activity, is the process of bringing ideas in memory or imagination. Therefore, cultural and academic heritage of the urban environment may evolve self-awareness, self-worth, and social cohesion.

Getting to know educational value of urban environment indicates many economic impacts and processes. As a result, education broadens horizons and contributes to the growth of economic and social competence, improves quality of the local business sector by developing employment and job creation.

A well-organised urban place works as an example of taking into account a territorial pride. Moreover, practiced places request to be studied as meta-cognitive and meta-public environments. In building a local pride, symbolic value deals with psychological ownership, thus territoriality might be recognised as a social behavioural concept. In urban creative environments, human territoriality is translated into organisational behaviour for decreasing the practice of violence and overt domination and seems to have been justified by referring to the maintenance and communication between individuals in the social environment. In this way, the academic territoriality exercises the everyday practiced place as the ideal place for acquiring knowledge and realisation at the university.

#### **4. Conclusion. Deliberations for Further Research**

Having the above in mind, it can be assumed that urban spatial systems encompass individual feelings and experiences revealing dynamically social, economic, and political aspects of flexibility and openness in spaces. Specific

cultural urban temporality plays increasingly important role for social cohesion of practiced environments.

Some prominent ideas have been scrutinised for a modern city's growth in this contribution (Calvino 1974; Certeau 1984; Greimas 1987; Lynch 1960). There is a representation of commonly acknowledged issues dealing with cultural, social, economic, and image environmental assets.

The comprehensive analysis indicates that the university, as a cultural operator of mixed practiced places, can have a significant impact on the city's culture. The educational value of the practiced place opens new horizons and revives positive urban development. Social and cultural dimensions, embedded in the creative economy, strengthen a particular sense of local pride.

It has been argued that the "creative city" is a huge university with a psychological tension (Habermas 1979; Norman 2004). In reference to psychogeography, we may rethink the university as an important sense of emotional security in the geography of urban environments (Hall 1959). Therefore, universities are firmly enclosed in mixed urban environments managing city's cultural vibrancy and promoting smart, sustainable, and inclusive growth (Europe 2020).

#### REFERENCES

- Calvino, I. 1974. *Invisible cities*. Orlando : Harcourt Brace&Company.
- Certeau, M. de. 1984. *The Practice of Everyday Life*. Berkeley and Los Angeles: University of California Press.
- Greimas, J.A. 1987. *On Meaning. Selected Writings in Semiotic Theory*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Habermas, J. 1979. *Communication and the Evolution of Society*. Boston: Beacon Press.
- Hall, E. 1959. *The Silent Language*. New York: Doubleday&Co.
- Lotman, Y. 1990. *Universe of the Mind: A Semiotic Theory of Culture*. London & New York: I. B. Tauris & Co Ltd.
- Lynch, K. 1960. *The Image of the City*. Cambridge: MIT Press.
- Norman, D. 2004. *Emotional Design*. New York: Basic Books.
- Europe 2020, *a Strategy for Smart, Sustainable and Inclusive Growth*, EC, Brussels, March 2010, Media release. Available from: <https://www.eea.europa.eu/policy-documents/com-2010-2020-europe-2020>. (Last accessed 26 March 2019).

---

# CROWDSOURCING AND THE CITIES IN THE 21ST CENTURY

*Dessislava BOSHNAKOVA*

---

## ABSTRACT

Today many ideas come from the crossing point of different fields. Starting as initiatives in the field of computing, today crowdsourcing and crowdfunding could be found in all aspects of human life. In that article, I will focus on the opportunities to use crowdsourcing and crowdfunding in the life of a city. This means that using new technologies cities can create initiatives in which to collaborate with its citizens for making the life of the city better. We know that the city is not only buildings and routes. The soul of the city comes from the crowd who lives in that city. Crowdsourcing and crowdfunding are just ways to hear the voices of the people and engage them in the future of their city.

**Keywords:** *Crowd, Crowdsourcing, City, Cooperation, Communication*

So far, we know for sure only one thing – change is here to stay. In the last few decades technology has taken a new role in our lives and changed the way we go about nearly all of our daily activities. It is absurd to think that it will be possible to continue to manage our cities in the old way. That do not stop us from trying to keep the status quo. For how long – we do not know.

Before we go in the topic of using crowdsourcing in the life of the cities, we have to study two important trends, i.e. the opportunities of the new technologies for every person in the world with connection to the Internet and the basic principles of crowdsourcing. So, let us start from the main question,

“What is crowdsourcing and why should we care about it?” For those with interest in history there are plenty of examples of the implementation of the wisdom of the crowd. We know that the British Parliament used what we call today crowdsourcing to find a solution to the longitude problem, of one of the biggest scientific problems of the 18th century. However, we will not go deep in history, as this is not the focus of the paper.

The crowdsourcing as we practice it today was first described in an article published in the June 2006 issue of Wired Magazine. One of the authors of the article, Jeff Howe, in his blog dedicated to crowdsourcing, shares his favorite definition: “Crowdsourcing is the act of taking a job traditionally performed by a designated agent (usually an employee) and outsourcing it to an undefined, generally large group of people in the form of an open call” (Howe 2009: 29).

Since crowdsourcing became widely used, the number of definitions started to grow. However, all of them stress on the main things: an open call through new technologies to an undefined large group of people. For those who want to learn more about the main factors for a crowdsourcing initiative to succeed, I recommend the book *The Wisdom of Crowds*<sup>62</sup> by James Surowiecki (2004) and the paper *The Collective Intelligence Genome*<sup>63</sup> (2010).

It would be very easy if we could stop here. A few definitions and that is all. But crowdsourcing is possible because of the opportunities of the new technologies and because of the fact that new technologies create opportunities for people all over the world to participate, share and engage in activities regardless of where they are physically. The so-called user generated content is a huge part of the Internet today. In some ways the Internet democratize the process of generating content and many more people can participate. By content I do not mean only written texts, I mean text, audio, video, art, science discoveries etc. According to [techopedia.com](http://techopedia.com), “*User-generated content (UGC) refers to any digital content that is produced and shared by end users of an online service or website. This includes any content that is shared or produced*

---

<sup>62</sup> Surowiecki, James. (2004). *The Wisdom of Crowds: Why the Many Are Smarter Than the Few and How Collective Wisdom Shapes Business, Economies, Societies and Nations*, Anchor, USA

<sup>63</sup> Malone, Thomas W., Laubacher, Robert and Dellarocas, Chrysanthos (2010). *The Collective Intelligence Genome*, MITSloan Management Review, 01th of April 2010, 24.05.2019

*by users that are members or subscribers of the service, but it is not produced by the website or service itself*"<sup>64</sup>.

Therefore, if we combine USC with crowdsourcing, we can find endless ways to improve our cities and the process of managing the cities. Let us have a look at some of them. First, let us see how crowdsourcing can peripheries the famous words of John Fitzgerald Kennedy. They may look like that, "Ask not what your city can do for you – ask what you can do for your city".

With this question in mind young entrepreneurs created the platform AIRBNB. Of course, the main benefits are for the people, but we cannot say that this new way of doing business did not affect the life of our cities. According to published data from Airbnb for Barcelona, Europe, people who used Airbnb in Barcelona "spend 2.3 times more money and stay 2.4 times longer than typical Barcelona visitors"<sup>65</sup>.

The platform uses the power of the crowd and helps people to have one more option to travel around the world. Cities all over the world have to find a way to manage that new opportunity and legislation is just on the way.

I am sure that you will agree with the words of Dara Khosrowshahi, UBER CEO, who says that "*living in a city, living in an urban destination, doesn't require you to own a car*"<sup>66</sup>. Of course, Uber is the one of the well-known examples of the implementation of crowdsourcing in the life of people and in the life of our cities.

As all new ideas, Airbnb and Uber are not welcomed by everybody and everywhere. For example, in my own city people can use Airbnb, but not Uber. The "crowd" of the taxi-drivers makes all efforts to ban Uber in Bulgaria. Until today, they have been successful.

The two examples of implementing the idea of crowdsourcing were from business perspective. But that is not to say that we cannot use it for the benefits of the city we live in.

By default, the city "is an area in which a large number of people live fairly close together"<sup>67</sup>. According to the Brian Libby, a journalist covering ar-

---

<sup>64</sup> Definition of UGC by Techopedia.com, 24.05.2019

<sup>65</sup> New Study: Airbnb Community Contributes \$175 Million to Barcelona's Economy, 24.05.2019.

<sup>66</sup> Quote of Dara Khosrowshahi from Vock, Daniel C., 4 Ways Uber is Changing the Way It Works in Cities, 24.05.2019.

<sup>67</sup> Libby, Brian, Applying Crowdsourcing in Architecture, The Journal of the American Institute of Architects, February 08, 2017, 24.05.2019.

chitecture and design and a contributor to *Architect*, *The New York Times*, *Dwell*, and *CityLab*, “*from pre-design consulting to post occupancy evaluations, these are the best ways to collect data and improve design research*”<sup>68</sup>. In his article on the ways we can use crowdsourcing in architecture, he shares different opportunities, but the main connecting line in all of them is that through crowdsourcing we can co-create cities with the people who will live there. And that is a huge differentiating point and reason to start using crowdsourcing for the cities.

We may even say that the combination of experts + crowd could be the formula for future success. And I am not alone in this idea. There is a new trend – crowd urbanism. Focusing on research and implementation of this formula, the organization “New Cities” share ideas and examples of the implementation of new ideas to old cities. According to Yolande Barnes, “*cities worldwide are engaging the power of the crowd and leading a new approach to citizen engagement*”<sup>69</sup>. And all efforts are dedicated to generating better outcomes. She firmly believes that “*by combining the wisdom of ordinary people in the areas that they know best with the technical knowledge of built environment experts, much better outcomes should be possible*”<sup>70</sup>.

We may say that I am dreamer, but thankfully, I am not the only one. Crowdsourcing when used properly really has to power to generate a better outcome. And when we unite the power of the crowd, its collective intelligence with the power of experts, we can build better cities. That is what Barnes think about crowd urbanism. She believes that “*The ideal of a crowd urbanism approach to the built environment would mean a move away from a few experts alone deciding how places should look and function toward a bottom-up approach where the people who actually use spaces will have a real say – either directly or indirectly*”<sup>71</sup>.

When we talk about crowd urbanism, we cannot think about generating content but the ideas of people for the place in which they live also can be seen as content. So for the ideal future of our cities we need to use the experts, but also the people who live in that cities. And up until now, crowdsourcing has seemed to be a good starting point.

---

<sup>68</sup> Libby, Brian, Applying Crowdsourcing in Architecture, February 08, 2017, 24.05.2019.

<sup>69</sup> Barnes, Yolande, Expert + Crowd: Building Successful Cities Together, April 23, 2018, New Cities, 24.05.2019.

<sup>70</sup> Ibid.

<sup>71</sup> Ibid.

A person who is ready to share ideas to spend time and to work as part of a crowdsourcing initiative may be ready to participate even financially in such initiatives. The word for this is crowdfunding. It is very popular for start-ups and there are platforms for crowdfunding and examples of implementation of the concept in project from art to cities. And one of the platforms for using crowdfunding for cities is Spacehive, which is based in London. Chris Gourlay is the founder of Spacehive, the world's first crowdfunding platform for civic projects and one of the 2016 Global Urban Innovators. According to him, the *"Civic space is an arena of overlapping interests - citizen, state, business. It belongs to no one and everyone. Civic crowdfunding is a concept that simply acknowledges that reality and seeks to provide an easy way for everyone to come together to create better places"*<sup>72</sup>.

Of course, civic crowdfunding is a new idea with not much empirical evidences to prove its benefits. Although Rodrigo Davies, a civic technologist and researcher who studies civic crowdfunding, says *"online crowdfunding platforms like Kickstarter and Indiegogo - which allow users to donate money to projects from independent creators or organizations - are a growing source of alternative funding for civic works"*<sup>73</sup>.

Most of the articles on this topic claim that this kind of fundraising works for small projects and funding mainly comes from people living around, but different organization have been trying to use it with varying degrees of success.

Of course, this way of funding cannot replace local governments, but if used wisely it can make significant difference in how we fund the cities we live in.

I am not here to say that crowdsourcing is the cure for all our problems. Neither do I want to say that crowdsourcing is a concept without disadvantages. I am here to say that the way our cities live and what happens in the cities is an area of overlapping interests. As a result, it will be a good starting point for the change we want to witness to use ways to find a solution through which everyone can participate and together we can take decisions of mutual interest.

I am sure you would not be surprised to know that in Swiss people are used to managing their cities and country through crowdsourcing - they

---

<sup>72</sup> Gourlay, Chris, How Ordinary People are Crowdfunding Our Cities, 24.05.2019.

<sup>73</sup> Shueh, Jason, Crowdsourcing Offers Gov Funding Option for Civic Tech, GT Magazine, September 26, 2014, 24.05.2019.

use referendums to take some kind of group decisions. Yes, we do not call it crowdsourcing, but in its core, it's just that. Citizens are asked to voice their opinion. And a lot of supporters of crowdsourcing share the idea that through crowdsourcing we can involve citizens. There are many ways to do this, but let us focus on three of them:

- asking for ideas from citizens;
- asking citizens to vote;
- gaining support for the winning idea.

As we can see, none of those three ways is new. The new is the opportunity to use Internet based technologies to address your open call to a wider group of people. In an article entitled "We built this city"<sup>74</sup>, The Guardian shows the smartest urban crowdfunding projects. Take time and dive into the diversity of the projects. They all stand out with creativity and innovation. So if we have those good examples, now is our turn to find a way to make new algorithm to use it for the future.

Today people have more opportunities to engage in the life of their cities and cities all over the world are trying to find some ways to manage traffic, pollution and public transportation. There are examples of how to use crowdsourcing to solve, or at least to try to solve, some of those problems. There are applications that everyone can download and participate in the efforts to create safer streets for everyone – from traffic information to helping people find the fastest way to their place to go. Public governments are trying different ways to use crowdsourcing as a tool for urban policy. The crowdsourcing of data and ideas is a useful guide to reinvent public spaces according to what residents really need. As Ernesto Sirolli put it in his TED talk, "Want to help someone? Shut up and listen!"<sup>75</sup>.

For sure, there are many ways to listen what citizens want for their cities. But for sure crowdsourcing is one option which we have to have in mind not for the future, but for the present. Mexico City has gone one step further. They use crowdsourcing and gamification to solve the huge traffic problem. They involved citizens in the creation of Mapatón which allow them to map thousands of routes by creating a city-wide game with more than 4,000 participants. *"A city-wide game had never been used before to create open data for such a huge transportation system. We had more than 4,000 participants*

---

<sup>74</sup> Michael, Chris and Goodinson, Elena, We built this city: the smartest urban crowdfunding projects – in pictures, April 28, 2014, 24.05.2019.

<sup>75</sup> Sirolli, Ernesto, Want to help someone? Shut up and listen! , 24.05.2019.

and managed to accomplish the main mapping task in two weeks for under \$15,000 US”<sup>76</sup>.

That is just one example of how new technologies used wisely can find new solution to old problems.

In April 2018, the New Cities organization organized an event entitled *Crowdsourcing the City*. In their announcing material it is said that “*Crowdsourcing is the future of local development. Engaging the power of the crowd creates a clear path for the next phase in place making, urban governance and the future of real estate and city design. Crowdsourcing gives the private and public sectors the rare opportunity to align with communities and collaborate constructively to deliver more vibrant, inclusive, and impactful city spaces*”<sup>77</sup>.

I will not add my comments on the statements of New Cities. But I want to focus your attention on the words “*rare opportunity*” - not because it is rare, but because thanks to new technologies we have a rare opportunity to create a new way of collaboration between the management of the cities and the people (the crowd) who are living in those cities.

In his 1971 book *Rules for Radicals: A Pragmatic Primer for Realistic Radicals*, the activist and writer Saul D. Alinsky wrote, “*If you want to know how the shoe fits, ask the person who is wearing it, not the one who made it*”<sup>78</sup>.

Today we can follow his advice and if we want to know how the city should be improving, we have to ask the person who is living in that city. It is not so difficult to do. The difficulty comes from the way we think our cities should be managed.

For sure crowdsourcing, when is not used according to the main principles described by James Surowiecki: diversity of opinion, independence, decentralization, aggregation and trust, can generate things that no one will want to use.

## REFERENCES

Baker, F. 2017, Can You Crowdfund a City, CityMetric, 14.11.2017, <https://www.citymetric.com/horizons/can-you-crowdfund-city-3451> (Last accessed 5 February 2020).

---

<sup>76</sup> Mapatón, Observatory of Public Sector Innovation, 24.05.2019.

<sup>77</sup> New Cities, Crowdsourcing the City, 24.05.2019.

<sup>78</sup> Quote of Saul D. Alinsky by Baker, Francesca, Can You Crowdfund a City, 14.11.2017.

- Barnes, Y. 2018, *Expert + Crowd: Building Successful Cities Together*, 23.04.2018, <https://newcities.org/the-big-picture-expert-crowd-building-successful-cities-together/>. (Last accessed 5 February 2020).
- Gourlay, C. 2019, *How Ordinary People Are Crowdfunding Our Cities*, <https://newcities.org/perspectives-how-ordinary-people-are-crowdfunding-our-cities/>, 24.05.2019
- Howe, J., Crowdsourcing: A Definition, [https://crowdsourcing.typepad.com/cs/2006/06/crowdsourcing\\_a.html](https://crowdsourcing.typepad.com/cs/2006/06/crowdsourcing_a.html). (Last accessed 5 February 2020).
- Howe, J. 2009. *Crowdsourcing: Why the Power of the Crowd Is Driving the Future of Business*, Crown Business, USA.
- Libby, B. 2019. Applying Crowdsourcing in Architecture, *The Journal of the American Institute of Architects*, February 08, 2017. [https://www.architectmagazine.com/practice/best-practices/applying-crowdsourcing-in-architecture\\_o](https://www.architectmagazine.com/practice/best-practices/applying-crowdsourcing-in-architecture_o). (Last accessed 5 February 2020).
- Malone, Th. W., Laubacher, R. and Dellarocas, Ch. 2010. The Collective Intelligence Genome, *MIT Sloan Management Review*, Last accessed 01th of April 2010.
- Michael, Ch. and Goodinson, E. 2014. We Built this City: The Smartest Urban Crowdfunding Projects in Pictures, *The Guardian*, April 28, 2014, <https://www.theguardian.com/cities/gallery/2014/apr/28/crowdfunding-we-built-this-city-the-smartest-urban-projects-in-pictures>. (Last accessed 5 February 2020).
- Official web site of Observatory of Public Sector Innovation, Mapatón, <https://www.oecd.org/governance/observatory-public-sector-innovation/innovations/page/mapaton.htm>. (Last accessed 24 May 2019).
- New Study: Airbnb Community Contributes \$175 Million to Barcelona's Economy. *Airbnb.com - official web site*: <https://www.airbnb.com/press/news/new-study-airbnb-community-contributes-175-million-to-barcelona-s-economy>. (Last accessed 5 February 2020).
- Shueh, J. 2014. Crowdsourcing Offers Gov Funding Option for Civic Tech, *GT Magazine*, September 26, 2014, <https://www.govtech.com/budget-finance/Crowdsourcing-Offers-Gov-Funding-Option-for-Civic-Tech.html>. (Last accessed 5 February 2020).
- Surowiecki, J. 2004. *The Wisdom of Crowds: Why the Many Are Smarter Than the Few and How Collective Wisdom Shapes Business, Economies, Societies and Nations*. Doubleday; Anchor.
- Techopedia*. <https://www.techopedia.com/>. (Last accessed 5 February 2020).
- Vock, D. C. 2018. 4 Ways Uber is Changing the Way it Works in Cities, <https://www.govtech.com/transportation/4-Ways-Uber-is-Changing-the-Way-it-Works-in-Cities.html>. (Last accessed 5 February 2020).

---

# SMART CITIES AND IOT

*Iliya GATSEV*

---

## ABSTRACT

The world is moving to cities, fast and for the long term. In a cognitive era, cities themselves are moving: evolving, ever-changing, not fixed on a marked destination. Smart Cities start with a smart public infrastructure to deliver clean water, dependable power, safe gas, and efficient public lighting. Quite simply, Smart Cities use Internet of Things (IoT) devices such as connected sensors, lights, and meters to collect and analyse data. The cities then use this data to improve infrastructure, public utilities and services, and more. This research article focuses on IoT solutions for Smart Cities and discusses some models and examples.

**Keywords:** *Smart Cities, Internet of Things (IoT), Future Technologies, Modern City, Cities of the Future*

## Introduction

The pursuit of this research is my interest, as well as other research I have done within the Internet of Things and Cloud Technologies dating from 2016 onwards. The immediate aim of the study is to analyse the latest trends in the Internet of Things and the Smart City, both globally and from the Bulgarian perspective. In purely technical terms, I would like to provide and add a different view of the subject besides the existing ones. In my analyses, I have found that in Bulgaria, more and more Internet of Things solutions have been applied in recent times, not only in Sofia but also in many other cities. This article will discuss some of the aspects of the Internet of Things

and the so-called Smart Cities. The Internet of Things and the ‘Smart City’ are two interrelated terms viewed through the prism of modern technology.

## **Analysis and discussion**

According to UN analyses, by 2050 around 70% of the Earth’s population will live in cities. According to “EasyPark”, the key factors for a smart city are “Transport and Mobility”, “Sustainability”, “Governance”, “Innovation Economy”, “Digitalization”, “Living Standard” and “Expert Perception”. Each factor is scored from 1 to 10, the higher the score, the better. Various sub-factors such as Smart Parking, Car Sharing Services, Traffic, Public Transport, Clean Energy, Smart Building, Waste Disposal, Environmental Protection, Citizen Participation, Digitalization of Government, Urban Planning, Education, Business Ecosystem, 4G LTE, Internet Speed, Wi-Fi Hotspots, Smartphone Penetration, Living Standard and Expert Perception contribute to the evaluation. Each of these sub-factors is formed by analysing information coming from one or more trusted sources. To create the final score, they ranked the raw data from the highest to the lowest value and then they awarded a standard score based on their ranking in the following manner:

$$\text{Score}_1 = 1 + 9 \left( \frac{x_1 - x_{\min}}{x_{\max} - x_{\min}} \right)$$

*Final Score*<sub>1</sub> = 25% *Transport and Mobility*<sub>1</sub> + 12.5% *Sustainability*<sub>1</sub> + 17.5% *Governance*<sub>1</sub> + 2.5% *Innov. Economy*<sub>1</sub> + 17.5% *Digitalization*<sub>1</sub> + 10% *Living Standard*<sub>1</sub> + 15% *Expert Perception*<sub>1</sub>

Source: <https://easyparkgroup.com/smart-cities-index/>

The ranking for 2017 is led by Copenhagen; Singapore comes second. Singapore is one of the pioneers of Smart Cities. Since 1975, a ‘smart’ urban traffic management system has been in operation. Sofia is ranked 94 from 100 cities participating in the ranking scoring the highest factor of 6.97 in the Free Wi-Fi hotspots sub-factor. 13th in the list is the capital of Germany – Berlin, and Munich is in the 25th place, Frankfurt is in the 33rd place, and Luxembourg is in 22nd place.

The Internet of Things plays a central technical role in Smart Cities. In 2017, I made tours in the listed cities, looking for applications of the Internet of Things Technology in urban environment. In Munich, I touched on a new way to order a sandwich. Choosing and ordering the desired food is done via several big Touch-screens; when using a credit or debit card, the only thing

the customer needs to do is pick up the food from a counter using his order number.

Another interesting application of the Internet of Things in the Urban Environment is a terminal where you can order coffee machine capsules. It is also easy to use a credit or debit card. The smart technologies introduced in Munich, however, do not stop there. In the “Deutsches Museum”, the Internet of Things is demonstrated with a technological installation where with the movement of your hand, which is captured by an infrared camera, you can control a robot and set the direction of its motion. Mobility in the urban environment can also be done using cell phone applications to find the right location for a shared-journey car, open it and use it, paying only for the time you have actually used it. If you have taken pictures of your city trip, you can easily turn them into a calendar or print them on photo paper using mini-photo studios with the size of ATM machine, or easily download the pictures if they are stored in the virtual space, since each of these devices is connected to the Internet.

In the lobby of the IBM IoT Centre in Munich, you can be acquainted with different applications of the Internet of Things, interacting with the Cloud Technologies and the Artificial Intelligence. In addition to the industrial intelligence-controlled machines that are part of Industry 4.0, where each machine communicates wirelessly with the others. Using the listed technologies, one can easily predict if a machine can cause a defect, and thus it will be repaired before it breaks down, which would save investments and time. In the lobby of the Internet of Things, one can also see examples of the modern home of the future, part of the ‘smart city’.

In the modern home, most of the appliances will have built-in sensors that will allow them to be controlled or navigated by their owners, as for example with a leaking washing machine both the insurer and the manufacturer will know the causes of the defect. On one hand, the Home Insurer in the Smart City will easily find that a defect exactly in the washing machine has caused a flood, speeding up the damage-processing process. On the other hand, the manufacturer will be able to install software updates in their washing machines, improving their performance without the intervention of an on-site technician or the need for the end-user to know how to perform technical processes. In fact, in case of a problem with your home appliance, the user can automatically get a proposal for a visit from a technician at a convenient time on his or her smartphone.

Through technology from IBM in Smart Cities, visitors of sporting events at stadium can share their emotions through a mobile application, and the result can be shown in real-time on a huge video wall. Athletes can also use the Internet of Things Technology with sensors embedded in their clothing that will be able to monitor the training process and suggest improvements. If you have a park with flower garden in the 'smart city', you can easily read with sensors, to see where the flowers need more water and where there are signs of overwatering. One of the most impressive things in the lobby of the Watson IoT Center in Munich, Germany is a digital sculpture displaying information in the form of colours. In this case, the weather forecast is for a sunny day, so the monitors display warm colours.

In Frankfurt am Main, I became acquainted with new online shopping technologies. You could equip any non-Internet of the Things device at your home with a button that if pressed it can communicate with your router and over the Internet declare the delivery of goods without the need of extra efforts. Of course, each such button is set to order a commodity and a certain amount of it. This is a new way of shopping in the 'smart city'. In this section of the 'smart city', I cannot help mentioning that another aspect of shopping of the future has recently been put in the USA - the first shop without physical staff has been set up.

In my search of the Internet of Things Devices in Berlin, Germany, I came across other two 'smart' solutions in urban environment. The first one was introduced into a parking lot at a shopping centre. If we park and forget where we left our car, we can easily find it. Every parking space has a camera and a sensor and when you enter the registration number of the car, an application shows where exactly we parked. The second decision in a megapolis like Berlin, is again associated with commuting. With Internet of Things we can rent a bicycle, use it for the time we need it, and then leave it again at the same or another bicycle terminal.

In analysing the solutions for "Smart City" in Sofia, the capital of Bulgaria, my research shows that the Internet of Things is also very well represented. In 2017, for the first time, I met an autonomous robot at a shopping mall in Sofia, and in another mall, robot helped to allocate the waiting line to a desk, besides issuing a note with a waiting number for a specific desk it could also communicate with people. In Sofia, there is a car rental service (similar to that which I have researched in Germany), and in 16 July 2018, the first pilot project of the Sofia Municipality for a shared bicycle trip started in Sofia. The

bicycles are electric. The first ten can be rented every day from 9 am to 7pm in front of the National History Museum to the Golden Bridges, and in the future bicycles will be available for reservation via a smartphone application.

Development in a 'smart city' direction exists in many other cities in Bulgaria, though not so pronounced. Veliko Tarnovo municipality is, for example, in the process of realizing a large-scale project, both for SMS parking and for snow-monitoring system in winter, and the idea is this information to be publicly available on the municipality website. Similar projects related to parking or traffic announcement of public transport have also been implemented in many other cities in Bulgaria.

From a technological point of view, two new technologies will contribute to the strong development of Smart Cities, one of which was fully implemented in the Netherlands in 2017 and partly in Germany that same year. From 2018, this technology is planned to be introduced in Bulgaria by mobile operators. The technology is called Narrowband IoT and it has been developed specifically for the Internet of Things in urban environment. NarrowBand IoT (NB-IoT) is a Low Power Wide Area Network (LPWAN) radio technology standard developed to enable a wide range of devices and services to be connected using cellular telecommunications bands. NB-IoT is a narrowband radio technology designed for the Internet of Things (IoT). The technology is characterized by a small data transfer, very good coverage of the signal (even in basements, where the familiar WI-FI technology comes in the absence except of additionally implemented special access points). Devices designed to use this technology have a very long battery life (up to 10 years without battery change). NarrowBand IoT uses a dedicated frequency, LTE based security, and this technology is designed for billions of devices. There is a big number of applications for NarrowBand IoT. The technology is used for Asset tracking, which will help for a smaller number of forgotten or lost suitcases. The NarrowBand IoT can also be used in 'smart' buildings where light can be turned off and turned on remotely, blinds can be, or air conditioning temperature can be also controlled. Another usage is in sewage treatment, where waste disposal trucks will be able, for example, to process only garbage containers that are at least 50 percent full. In the 'smart' city, street lighting can also easily be controlled by NarrowBand IoT technology, which will inevitably lead to better management and lower operating costs. Smart Metering is another usage of the Internet of Things application in the 'smart' city. Reporting of services such as electricity, water or heating can be

done remotely by means of a sensor mounted on the measuring instruments. Construction equipment monitoring can also be done using NarrowBand IoT. The construction equipment can communicate with each other or help their owners showing their momentary location. Parking, which would also be a problem in the 'smart' city, has its solution with the Internet of Things, where your car can tell you with excellent precision where there is free parking space in the street. Another technology similar to Narrowband IoT is LTM-M. LTE-M connects IoT devices and applications directly to a 4G LTE network without a gateway. LTE-M technology is designed specifically for IoT devices and applications. With LTM-M, a speed rate of 384 Kbps (<100 Kbps using NB-IoT) can be achieved, the latency is 50-100 ms (1.5-10s using NB-IoT). There is support for voice with this technology. LTM-M started first in North America (NB-IoT started first in Europe), so the technology you use depends largely on your geographic location. In Bulgaria since 2018, the entry of this technology has also been announced by mobile operators.

In the 'smart' city, the Internet of Things will communicate with cloud technologies and artificial intelligence to improve processes and develop innovations. At CEBIT, IBM showed a drone with a built-in camera whose images are sent to cloud technologies and analysed there by artificial intelligence. In a simulated car crash, drones can recognize the crash amongst the urban traffic, assess the damage caused, how severe it is, whether there are wounded people, so that a police alert, a fire brigade alert and emergency medical service alert can be timed. Trafficking in the smart city is also one of the challenges of the future. The Mercedes company showed a prototype of a minibus of the future, which is with a set of drones. When delivering consignments to a densely populated area, the drones could deliver the consignments, while the driver could visit other areas to release drones, and on the opposite route he could take them back to him.

The Internet of Things can also be used for many noble purposes within the 'Smart City'. The IBMers from different parts of the planet have developed an example development using Raspberry Pi mini computers that act as sensors and communicate with Cloud Technologies and Artificial intelligence. In a simulated disaster such as an earthquake, fire or flood, the population of the 'smart' city can be automatically alerted by a call or an automated SMS.

## Conclusion

Smart Cities is a concept related to the transformation of an information society based on Big Data, Cloud Solutions, Artificial Intelligence, and the Internet of Things. With the advent of modern technology into the urban environment, we are entering an era of a 'smart' city, where its transformation from one technology to another is very dynamic and helps to a better management of the city recourses. The listed Internet technologies could not be as useful on their own within the Smart City, but united in one solution they can have excellent results. In 2018, Bulgaria is making great progress in introducing more and more Internet technologies, both in its capital and in many other cities, which is a clear request to participate in the Smart Cities map worldwide.

## REFERENCES

- World's population increasingly urban with more than half living in urban areas (2014).  
<http://www.un.org/en/development/desa/news/population/world-urbanization-prospects-2014.html> (accessed 1 March 2018).
- 2017 SMART CITIES INDEX  
<https://easyparkgroup.com/smart-cities-index/> (accessed 1 March 2018).
- Singapore - the world's first smart city?  
<https://www.gemalto.com/review/Pages/Singapore---the-world%27s-first-smart-city.aspx> (accessed 1 March 2018).
- McDonald's invests half a billion euros by the end of 2019  
<https://invidis.de/2016/07/restaurant-der-zukunft-mcdonalds-investiert-bis-ende-2019-eine-halbe-milliarde-euro/> (accessed 1 March 2018).
- Sofia Municipality and Partners launched the first pilot project for shared bikes  
[https://www.sofia.bg/web/guest/news/-/asset\\_publisher/1ZIMReQfODHE/content/id/3314543](https://www.sofia.bg/web/guest/news/-/asset_publisher/1ZIMReQfODHE/content/id/3314543) (accessed 1 March 2018).
- Singapore Named 'Global Smart City - 2016'  
<https://www.juniperresearch.com/press/press-releases/singapore-named-global-smart-city-2016> (accessed 1 March 2018).
- Smart Cities - the Future of Urban Planning  
[http://cio.bg/7229\\_umnite\\_gradove\\_badeshteto\\_na\\_gradskoto\\_planirane](http://cio.bg/7229_umnite_gradove_badeshteto_na_gradskoto_planirane) (accessed 1 March 2018).

Telecoms with reserved space in the smart city

[http://networkworld.bg/1056\\_telekomite\\_sas\\_zapazeno\\_myasto\\_v\\_umniya\\_grad#!prettyPhoto](http://networkworld.bg/1056_telekomite_sas_zapazeno_myasto_v_umniya_grad#!prettyPhoto) (accessed 1 March 2018).

Electronic Road Pricing (ERP)

<https://www.lta.gov.sg/content/ltaweb/en/roads-and-motoring/managing-traffic-and-congestion/electronic-road-pricing-erp.html> (accessed 1 March 2018).

Youtube channel of Iliya Gatsev

<https://www.youtube.com/watch?v=NeLWdW4zoYQ&list=PLSZgaQLJmdRMc7bvDqAMK0rSQiOlOzFec> (accessed 1 March 2018).

---

# LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE : INVESTIGATION EMPIRIQUE DU CAS DE L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE À L'AIDE DU MODÈLE ARDL

*Lakhdar ADOUKA, Habib BEN BAYER,  
Faiçal MOKHTARI*

---

## RÉSUMÉ

L'objectif de cette étude est d'examiner l'impact des variables démographiques sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2016 à l'aide du modèle ARDL (*Autoregressive-Distributed Lag Model*). Nous tenterons de démontrer qu'il existe une relation de long terme entre les variables du modèle et que les dépenses de santé ont un effet négatif sur le PIB ; en revanche, le taux de fécondité et l'activité féminine ont des effets positifs sur la croissance économique.

**Mots-clés :** *Activité féminine, taux de fécondité, croissance économique, modèle ARDL*

## ABSTRACT

The aim of this study is to investigate the impact of demographic variables on economic growth in Algeria during the period 1990-2016 using the ARDL (*Autoregressive-Distributed Lag*) Model. We found that there is a long relationship between the model variables: health expenditure has a negative effect on Gross Domestic Product (GDP); on the contrary, the fertility rate and female activity have positive effects on the economic growth.

**Keywords:** *Female Activity, Fertility Rates, Economic Growth, ARDL Model*

## Introduction

Le thème du changement démographique de la population occupe une place importante dans la recherche scientifique en raison de son impact sur le développement économique, la politique démographique étant considérée comme l'un des principaux facteurs qui influencent la croissance et le développement économiques. Conformément à sa situation économique, sociale, humaine et environnementale, chaque pays possède ses propres spécificités en matière de politique démographique : celle-ci est la suite de l'exécution d'un ensemble de programmes, dictés par les impératifs de croissance économique et de bien-être des individus, établis sur des critères qualitatifs et quantitatifs, tout en prenant en considération les groupes d'âge de la population. Les objectifs de la politique démographique consistent à contrôler l'augmentation de la population, son organisation, son mouvement et l'homogénéité de sa répartition spatiale, en tenant compte de la taille et de la qualité de la main d'oeuvre. Elle cherche aussi à faire accroître la contribution des femmes à l'activité économique du pays, leur autonomie et la réduction des inégalités sociales entre les sexes – des facteurs affectant inéluctablement le taux de fécondité et la croissance économique.

L'objet fondamental dans ce travail consiste à évaluer l'impact la variation de la politique démographique sur la croissance économique en Algérie durant la période 1990-2016.

Pour répondre au problème qui nous préoccupe, nous allons tester la validité des hypothèses suivantes :

- Il existe une relation statistiquement significative entre la croissance économique et la participation des femmes, et nous nous attendons à un lien positif entre eux.
- Il existe une relation statistiquement significative entre la croissance économique et les dépenses de santé. Nous nous attendons à une liaison négative entre elles.
- Les objectifs de l'étude consistent, en premier lieu, à examiner la nature de la relation entre la croissance économique et la politique démographique en Algérie et à déterminer, en deuxième lieu, l'impact des variables indirectes de la politique démographique sur la croissance économique en Algérie.

L'importance de la recherche réside dans les points suivants :

- La connaissance des principales variables de la politique démographique qui affectent le taux de croissance économique en Algérie.

- L'importance du capital humain, surtout féminin, dans le processus de développement.
- Elle peut aider les décideurs pour l'élaboration d'une politique démographique effective qui contribuerait positivement à la croissance économique.

Pour les objectifs de notre recherche, nous avons opté pour l'approche descriptive et analytique, dans la perspective d'un recours à une méthode d'estimation linéaire standard pour examiner la relation entre les variables démographiques et la croissance économique et ce, dans le but de parvenir à des résultats concrets, conformes aux normes scientifiquement établies et ayant un lien avec la démarche adoptée dans notre étude. Cette dernière consiste à analyser et expliquer les variables les plus importantes de la politique démographique affectant la croissance économique en utilisant la démarche de la régression des séries chronologiques.

Un nombre important d'auteurs ont fait des études similaires, comme celle d'Adnan Fadul (Adnan Fadul 2005) qui a présenté une étude sur la croissance démographique et la croissance économique en se référant au progrès technologique en Jordanie entre 1978 et 1998. Dans cette étude, l'auteur constate que l'entrée des femmes dans le marché du travail a réduit le taux de croissance démographique, pour renforcer ensuite la croissance économique. Bloom et Williamson (Bloom et Williamson 1998) ont aussi montré dans leur étude que le phénomène de changement démographique dans les pays du Sud-Est asiatique à partir des années 1970, a induit une relance économique grâce à l'intérêt porté à un rajeunissement de la population et l'augmentation de la population en âge de travailler. Les auteurs sont parvenus aussi au constat que le changement démographique tend à réduire à l'avenir le taux de croissance, mais pour le moment actuel, il favorise une forte croissance économique dans cette région. Cédric Doliger (Doliger 2005) a étudié la nature de la relation entre la fécondité, les variables économiques et les variables du marché du travail. À la suite de son étude, l'auteur a révélé que le taux de fécondité est affecté par la situation du marché du travail et a conclu à l'existence d'un impact positif de la croissance économique.

Pour les objectifs de notre étude, nous présenterons d'abord le cadre théorique des politiques de la croissance démographique et économique, pour passer ensuite à l'étude de la politique démographique en Algérie. Nous proposerons, dans le dernier point, une évaluation empirique et une interprétation des résultats afin de situer la nature de la relation entre les principales variables de la politique démographique et la croissance économique.

## **1. Fondements théoriques de la relation entre la politique démographique et la croissance économique**

La croissance économique étant un objectif majeur de chaque pays, d'importantes études théoriques et empiriques ont été menées pour expliquer ses sources et préciser ses déterminants. La théorie de la croissance exogène qui a été formalisée par Solow (Solow 1956), accorde une grande importance à l'exogénéité du changement technique et au rôle que peuvent jouer des éléments tels que l'amélioration de la production pour la croissance économique tout en supposant que les rendements d'échelle sont constants. L'épargne constitue une source de financement de l'investissement, une sorte d'investissement potentiel. Le capital s'accumule de façon endogène, le travail et la connaissance (progrès technique) sont exogènes, c'est-à-dire déterminés par la politique commerciale. La croissance repose sur l'accumulation de capital physique ; elle est « optimale » sous certaines conditions de taux d'épargne et donc de niveau d'accumulation du capital. Ce modèle admet :

- \*) Que plus le taux de croissance de la population est élevé et donc l'économie plus fertile, plus le pays deviendrait pauvre en restreignant le taux de croissance du marché des biens et services et ferait converger l'économie vers un état stationnaire caractérisé par un capital par tête et une production par tête faibles.
- \*) Plus le taux d'épargne est élevé, plus l'investissement augmente de sorte à justifier que si les acteurs économiques respectent un nombre de déterminants (comme le taux d'investissement, le taux d'épargne, etc.), tous vont évoluer vers un même point de convergence, ce qui n'a jamais été vérifié. En effet, le « gap » entre les pays en développement et les pays développés n'a jamais été réduit, au contraire, il ne cesse de se creuser davantage.

Pour remédier à ce caractère très univoque du modèle de Solow, la contribution de la piste de la croissance endogène a renouvelé l'intérêt de certains auteurs intéressés par les questions d'économie de la population. L'idée est, bien entendu, de voir la manière dont l'effectif de la population ou son taux de croissance constitue un des facteurs explicatifs du progrès technique, de comprendre aussi la diversité des taux de croissance entre pays, mais aussi le lien entre croissance et inégalités, entre croissance et concurrence ou encore la stagnation séculaire. Ainsi donc, pour évoluer avec plus de déterminisme et afficher une nette différenciation, la théorie de croissance endogène qui s'est construite dans les années 1990 autour des travaux de Romer (Romer 1986), Lucas (Lucas 1988), Barro (Barro 1991), Barro et Sala-i-Martin (Barro

et Sala-i-Martin 1995) et Grossman et Helpman (Grossman et Helpman 1991), remplace le cadre approprié vers une nouvelle interprétation des sources de la croissance. Elle considère que des facteurs comme l'endogénéisation du capital humain, l'innovation, la technologie, les externalités, l'ouverture commerciale, entre autres, sont autant de facteurs générateurs et explicatifs des différentiels de la croissance économique. Sur cette base, ces travaux plus formalisés se sont développés pour mettre en avant des conditions sous lesquelles la croissance démographique peut être favorable plutôt que défavorable à la croissance de produit par tête.

Cette nouvelle approche de la croissance se focalise sur le rôle central de l'accumulation et la diffusion de la technologie dans la croissance économique. L'explication empirique des phénomènes de croissance repose sur l'introduction d'un certain nombre de déterminants explicatifs comme l'existence de rendements d'échelle croissants, le niveau de capital humain (Lucas 1988) ou l'accumulation de connaissances et les dépenses dans la recherche (Romer 1986). L'Indice de développement humain (IDH), le progrès technique, les infrastructures publiques (Barro 1990) postulent un mécanisme d'apprentissage et une relation positive entre l'effectif de la population et l'effort de recherche qui détermine le rythme d'innovation (Arrow 1962 ; Nelson & Phelps 1966). L'ensemble de ces facteurs pourrait être aussi véhiculé par des facteurs démographiques ; ce qui laisse supposer que la politique démographique peut contribuer positivement à la croissance économique. Les conclusions de ces modèles sont toutefois suffisamment intéressantes vis-à-vis de la problématique et concernent la taille de la population qui accroît certes le volume de recherche et d'innovation, mais génère aussi une plus grande diversité de produits, ce qui conduit à une dilution de cet effort de recherche (Young 1995) Cependant, de tout cet ensemble de facteurs et constats théoriques, la population est souvent absente ou apparaît implicitement sous forme de « capital humain ».

La relation entre la démographie et l'économie est un sujet qui a été traité d'une façon abondante et controversée dans la littérature. L'examen des relations entre la « croissance démographique » et le « développement économique » dans plusieurs travaux de recherche ont donné lieu à des théories divergentes sinon opposées. Plusieurs auteurs comme Easterlin (1965), Kuznets (1965, 1967), Boserup (1970) Chan et al. (2005), Dao (2012) et Thuku et al. (2013), ont ainsi soutenu l'argument traditionnel selon lequel la croissance de la population dans un pays contribue à la croissance économique. Néanmoins, à l'opposé, cette thèse est relativisée par certains

auteurs qui pensent que la croissance de la population agit de façon négative sur la croissance de certains pays. Nous citerons ici les travaux de Bloom, Canning et Malaney (2002) et Bloom et Williamson (1998). L'impact de la politique démographique peut être non significatif, négatif ou positif selon les conditions économiques, institutionnelles et technologiques du pays. L'intérêt de ces études réside dans le fait d'admettre que les pays en voie de développement, qui connaissent une croissance rapide de la population, ont des difficultés à sortir du cycle de la misère.

Dans le cas de ces pays, la majorité des théoriciens du développement sont unanimes à reconnaître que la croissance rapide de la population pose de graves problèmes, surtout lorsque l'évolution économique n'arrive pas à suivre ce rythme. En effet, l'accroissement rapide de la population occasionne une diminution des ressources susceptibles d'améliorer les conditions de vie de la population. Un pays à forte natalité et à faible mortalité est amené obligatoirement à consacrer d'importantes ressources à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de logements et d'autres services dont a besoin la population, sachant bien que les fonds investis dans ces opérations sont socialement indispensables, mais ne sont pas immédiatement productifs. Il s'avère aussi que ces ressources sont difficiles à accumuler, compte tenu de la faiblesse de l'épargne qui caractérise ces pays. Les capitaux nécessaires au développement, s'ils ne résultent pas de l'épargne sur les revenus, doivent provenir d'un prêt qui va engendrer des surcoûts financiers.

Les quatre grands courants de pensée démographique sont :

- les populationnistes ;
- le courant orthodoxe ou courant malthusien ;
- le courant hétérodoxe ou relativiste ;
- la théorie de la transition démographique.

Les tenants du premier courant (populationnistes) voyaient dans l'homme la seule richesse d'un État. Selon cette approche, la croissance démographique est un facteur permissif de la croissance économique. Les auteurs participant au renouvellement de ce courant (néo-populationnistes) considèrent que la croissance démographique ne constitue nullement un frein mais plutôt un stimulant pour la croissance économique. Les tenants de la thèse orthodoxe défendent l'idée selon laquelle la croissance démographique affecte positivement la croissance économique. En revanche, les défenseurs

de la thèse « hétérodoxe » pensent que la croissance de la population affecte négativement la croissance économique. Le dernier courant, celui des théoriciens de la transition démographique, se définit comme un processus au cours duquel une population passe d'une phase de croissance à la phase ultime de stabilisation. La transition démographique est une période de déséquilibre entre l'ancien régime démographique et le régime contemporain, caractérisé par deux phases. Dans la première phase, le taux de mortalité baisse tandis que la natalité reste élevée, dans la deuxième, le taux de natalité se met à décliner lentement jusqu'à atteindre un équilibre de bas niveau. Cette baisse du taux de natalité entraîne une baisse de l'accroissement naturel et donc une décélération progressive de la croissance démographique.

## **2. L'évolution de quelques indicateurs démographiques en Algérie**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, la population résidente totale en Algérie a atteint 42,2 millions d'habitants. Le taux de natalité en Algérie est parmi les plus élevés au monde. Il est passé de 19,36 par mille habitants en 2000 à 25,40 en 2017.

L'Algérie a enregistré, au cours des 4 dernières années, plus d'un million de naissances par an. La natalité est passée de 7 enfants par femme en 1983 à 2,4 enfants en 2002 puis a enregistré une augmentation à 3,1 enfants par femme en 2017. Le nombre de naissances en Algérie a pratiquement doublé entre 2000 et 2017 ; cela est dû en grande partie à la « fièvre nuptiale » qui s'est emparée des Algériens.

Les derniers chiffres disponibles indiquent que plus de 340 000 mariages ont été enregistrés durant l'année 2017, contre 177 000 en 2000. Il existe aujourd'hui, en Algérie, 11 millions de femmes en âge de se marier et de faire des enfants.

Le taux de prévalence contraceptive s'élève à 57% en 2013 contre 7% en 1970. L'âge moyen de mariage en Algérie est passé de 23,8 ans pour les hommes et de 18,3 ans pour les femmes en 1966 à 31,3 ans pour les hommes et 27,6 ans pour les femmes en 1998 puis à 33,5 ans pour les hommes et de 29,8 ans pour les femmes en 2008.

Le taux de scolarisation des femmes est passé de 36,9 en 1966 à 92,1 7% en 2002 puis à 98 7% en 2017. Le taux d'activité des femmes est passé de 1,87% en 1966 à 14,97 % en 2004 puis à 17,4 % en 2017.

L'amélioration du niveau d'éducation de la population, notamment chez les femmes, le recul sans précédent de l'âge moyen du mariage et le recours massif à la planification familiale, l'amélioration du niveau de vie, avec un certain mimétisme « comportemental », ont exercé leur impact sur le modèle de familles de taille de plus en plus réduite.

### 3. Étude économétrique et interprétations des résultats

La spécificité de notre modèle est inspirée de plusieurs travaux tels ceux de B. Cherifi (Cherifi 2013) et A. Kadoui (Kadoui 2014). Notre modèle est composé de quatre variables : le PIB par tête d'habitant en termes réels comme variable dépendante, l'activité féminine (AF), la dépense de santé (DS) et le taux de fécondité (TF).

Les signes attendus des coefficients des variables explicatives sont les suivants :

1. La variable AF possède un signe positif ;
2. La dépense de santé possède un signe négatif ;
3. Le taux de fécondité a une influence positive.

Le champ temporel de notre analyse retenu concerne la période 1990–2015 et les principales sources de données exploitées sont issues d'institutions fiables telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou encore l'Office national des statistiques (l'ONS). Le test de stationnarité d'ADF est appliqué pour notre cas ; l'hypothèse nulle de non-stationnarité est acceptée pour les variables en niveau (le PIB par tête d'habitant), l'activité féminine (AF), la dépense de santé (DS), le taux de fécondité (TF). En revanche, on constate que l'hypothèse nulle est rejetée pour les mêmes variables en différences premières. Les variables sont alors intégrées d'ordre 1, nous pouvons donc appliquer le modèle ARDL. Ce dernier s'écrit comme suit:

$$\log PIB_t = \beta_0 + \sum_{i=1}^p \delta_i \Delta \log PIB_{t-i} + \sum_{i=1}^p \alpha_i \Delta \log AF_{t-i} + \sum_{i=1}^p \omega_i \Delta \log DS_{t-i} + \sum_{i=1}^p \lambda_i \Delta \log TF_{t-i} + \varphi_1 \log AF_t + \varphi_2 \log DS_t + \varphi_3 \log TF_t + U_t$$

L'application des critères (AIC, SC, HQ) impliquent un retard de 2. Nous avons utilisé le test de Bound qui repose sur le test Fisher pour évaluer l'existence d'une relation de co-intégration entre les variables. La F statique est

égale à 9,47, qu'on compare aux valeurs critiques inférieures et supérieures au seuil de signification de 5 % et 1 %. La statistique du test est supérieure à la borne supérieure (4,35 et 5,61 respectivement). Par conséquent, on rejette l'hypothèse nulle d'absence de co-intégration et on conclut à l'existence d'une relation de long terme entre les variables du modèle. En se basant sur le critère AIC, notre modèle optimal est **ARDL (1,0,0 1)**.

L'estimation des coefficients de l'équation de long terme est illustrée dans le tableau suivant :

**Tableau 1.** Estimation des coefficients de l'équation de long terme

Variabes	Coefficients	t-statistiques	Probabilité
Log AF	3.889030	8.155982	0.0000
Log DS	-0.336429	-1.403587	0.1766
Log TF	0.827351	5.445154	0.0000
C	13.287315	92.183426	0.0000
<b>P( F-Statistique ) = 0 F-Statistique = 236,24 R<sup>2</sup> = 0,98 DW= 1,97</b>			

Estimation des coefficients de l'équation de court terme est comme suit :

**Tableau 2.** Estimation des coefficients de l'équation de court terme

Variabes	Coefficients	t-statistiques	Probabilité
	3.77	4.70	0.0002
	-0.33	-1.54	0.14
	5.43	3.90	0.0000
<b>Cointeq (-1)</b>	-0.970379	-4.760062	0.0001

Les tests de robustesse sont utilisés :

1. Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test=0,34
2. Heteroskedasticity Test ARCH=0,47
3. Jarque-Bera Normality test=0,16
4. Ramsey Reset Test=4,92

Ces tests indiquent que notre modèle est statistiquement valable.

## **Interprétation des résultats**

L'activité féminine a une influence positive sur la croissance économique. Une augmentation de 1% de l'activité féminine entraîne une augmentation de 4 % de PIB par tête d'habitant, ce qui est important pour admettre l'apport féminin – surtout la forte proportion de femmes employées dans l'industrie. Les mesures économiques et sociales destinées à la famille qui ont été formulées dans la politique de la population, ont abouti à une modification des rapports entre ses membres, à la redéfinition de ses fonctions et à un relâchement des préceptes religieux qui légitiment la natalité (application du planning familial, de la contraception, etc.). De plus, le fait que les jeunes femmes occupent en partie des postes de travail et sont donc absentes du marché matrimonial, a conduit à un recul de la fécondité en retardant l'âge du mariage et en générant une forme d'émancipation comme un déterminant supplémentaire dans la gestion des affaires familiales.

Les dépenses de santé ont un effet négatif sur le PIB. Une augmentation des dépenses de santé de 1% entraîne une dépréciation de PIB de 0.3%. Les dépenses de santé ont été d'ampleur et sont assurées par le budget gouvernemental du fait de la gratuité des soins.

Le taux de fécondité a un effet positif sur le PIB. Une augmentation de la natalité de 1% entraîne une augmentation de PIB de 0.8%.

## **Conclusion**

L'objectif de cette étude a été d'étudier l'impact des variables démographiques sur la croissance économique en Algérie ; pour l'atteindre, nous nous sommes inspirés dans notre modèle des travaux de B. Cherifi (Cherifi 2013) et A. Kadoui A (Kadoui 2014). La technique d'estimation utilisée est le modèle ARDL. Nous avons démontré qu'il existe une relation de long terme entre les variables du modèle et que les dépenses de santé ont un effet négatif sur le PIB alors que le taux de fécondité et l'activité féminine ont des effets positifs sur la croissance économique. Les résultats obtenus sont compatibles avec la théorie économique et les études empiriques, les tests de robustesse indiquant que notre modèle est statistiquement valable.

## RÉFÉRENCES

- Adnan Fadul A. 2005. Population Growth and Economic Growth in the Light of Technological Progress: A Case Study of Jordan (1978-1998), *Administrative Sciences Studies*, Vol. 32, Issue 1.
- Arrow K. J. 1962. *The Economic Implications of Learning by Doing*, Review of *Economic Studies*, Vol. 29, No. 3, 155-173.
- Barro R. J. 1991. Economic Growth in a Cross Section of Countries, *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 106, Issue 2, 407-443.
- Barro R. J. 1990. Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth. *Journal of Political Economy*, 98 (S5), 103-125.
- Barro R. J. et Sala-i-Martin. 1995. *Economic Growth*, Mc Graw-Hill, New-York.
- Blanchet, Didier. 2001. L'impact des changements démographiques sur la croissance et le marché du travail : faits, théories et incertitudes, *Revue d'Économie Politique*, vol. 111, No 4, 511-564.
- Bloom, D. E., & Williamson, J. G. 1998. Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia. *The World Bank Economic Review*, 12(3).
- Bloom D. E., Canning J. Sevilla J. 2002. *The Demographic Divident: A New Perspective on the Economics Consequences of Population Changes*, Rand: Santa Monica.
- Bloom, D. E., Canning, D., Malaney, P. N. 2000. Demographic Change and Economic Growth in Asia. *Population and Development Review*, 26, 61-90.
- Boserup, E. 1970. *Évolution agraire et pression démographique*, Paris : Flammarion.
- Chan A., Lutz W. E., Robbine J.M. 2005. The Demographic Window of Opportunity, *Asian Population Studies*, Vol 1, n°2, 147-256.
- Cherifi B. 2013. *Relation entre croissance démographique et croissance économique et politiques visant à contrer son impact sur le marché du travail algérien étude analytique et économétrique durant la période 1973-2010*, Thèse de doctorat, INPS, Alger.
- Dao M.Q. 2012. Population and Economic Growth in Developing Countries, *International Journal of Academic, Research in Business and Social Sciences*, Vol 2, n°1, 6-17.
- Doliger, C. 2005. Démographie et croissance économique en France après la Deuxieme Guerre mondiale : une approche cliométrique. *Revue Economies et sociétés*, N°33. <http://www.lameta.univ-montpl.fr/Documents/DR2003-05.pdf>.
- Easterlin R. 1967. Effects of Population Growth on Economic Development of Developing Countries, *Annals of American Academy of Political and Social Sciences*, n° 369, 98-108.

- Engle R. F, Granger C.W. 1987. Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing. *Econometrica*, Vol. 55, No. 2 (Mar., 1987), 251-276.
- Grossman G. M., Helpman E. 1991. Trade, Knowledge Spillovers, and Growth, *European Economic Review*, Vol. 35, Issue 2-3, 517-526.
- Kadaoui A. 2014. *L'impact de la croissance démographique et de la croissance économique sur les dépenses publiques en Algérie*. Etude économétrique, document de travail, Université de Hassiba Ben Bouali Chlef.
- Kuznets S. 1967. *Population and Economic Growth*, Proceedings of the American Philosophical Society, Vol 111, n°3, 170-193.
- Lucas R. Jr. 1988. On the Mechanics of Economic Development, *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22(1), 3-42.
- Martinache, I. 2014. Comment la démographie influe-t-elle sur l'économie (et réciproquement) ? *Idées économiques et sociales* 2014/3 (No 177), 32-40.
- Nelson, R. et Phelps, E. 1966. Investment in Humans, Technological Diffusion, and Economic Growth. *The American Economic Review*, Vol. 56, 69-75.
- Romer P.M. 1986. Increasing Returns and Long-Run Growth, *The Journal of Political Economy*, Vol. 94, No. 5, 1002-1037.
- Sandron F. 2002. Croissance économique et croissance démographique : théories, situations, politiques. In Charbit Y. (dir.) *Le monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques*. Paris: La Documentation Française, 15-41.
- Solow R. 1956. A Contribution to the Theory of Economic Growth, *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. 70, No. 1, 65-94.
- Tabutin D, Thiltgès É. 1992. Relations entre croissance démographique et environnement. Du doctrinal à l'empirique. In : *Tiers-Monde*, Environnement et développement, tome 33, n°130, 273-294.
- Thuku K.G., Gachanja P., Almadi O. 2013. The Impact of Population Change on Economic Growth in Kenya, *International Journal of Economics and Management Sciences*, Vol 2, n° 6, 43-60.
- Vichnievsky A. 1988. Evolution démographique, croissance économique et bien-être social, *European Journal of Population/Revue européenne de démographie*, September, Vol. 4, Issue 1.
- Williamson, J.G. 1998. Growth, Distribution, and Demography: Some Lessons from History, Exploration. *Economic History*, Vol. 35, n°3, 241-271.
- Young A. 1995. The Tyranny of Numbers: Confronting the Statistical Realities of the East Asian Growth Experience, *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 110, 641-680.

---

Deuxième partie.  
AMÉNAGEMENT  
DE L'ESPACE URBAIN |

Chapter Two.  
URBAN SPACE  
PLANNING

---



---

# ARCHITECTURAL HERITAGE PRESERVATION IN DIGITAL CITY

*Georgi GEORGIEV*

---

## ABSTRACT

Architectural heritage research and preservation requires development of diverse tools and a system organizing in a structured way the creation, storage and distribution of comprehensive information about historical buildings. Development of digital technologies and 3D scanning of buildings of cultural heritage combined with 3D virtual reconstruction allows creation of important tool for understanding and reconstructing the past. Photogrammetric methods for creating and processing of spatial (3D) images of historical and architectural monuments are finding a growing application. Such approach is becoming a cheaper alternative of expensive laser scanning. The article analyses the opportunities for the use of different ICT tools including inexpensive digital imaging options for preservation and exhibiting of large and diverse Bulgarian cultural heritage.

**Keywords:** *Architectural Heritage, Photogrammetry, 3D Image, Virtual Reconstruction, Digital restoration*

## Introduction

A 3D scan is the digital representation of the object. During the 3D scanning process, the shape of an object is captured using a 3D scanning application. The sensors of the individual device (digital camera, tablet or a mobile phone) collect data related to the shape, the depth and the colour of the item that is 3D scanned and as a result the final 3D file is formed. After the 3D scan

is converted into a 3D file, the result can be edited with a 3D modelling application and eventually can be 3D printed.

The worldwide 3D scanning technology market is expected to increase more than twice over a five-year period, with key applications of these technologies being involved in preservation of cultural heritage. These data are reported in the latest report by the online company “Research and Markets”. The global 3D scanning market was valued at USD 8,427 million in 2017 and is projected to reach USD 53,345 million by 2025 (researchandmarkets.com).

### **1. Digital documentation of historical objects – advantages and disadvantages of photogrammetry approach**

One of the basic requirements for the restoration and reconstruction of buildings - architectural and historical monuments - is the restoration of the building with all its elements in their original shape (before the reconstruction). This requires a precise fixing of the dimensions and the spatial position of the building as well as all the facade elements - cornices, reliefs, friezes, pilasters, ornaments and others. Solving this problem by applying classical geodesic methods is too complicated and labour intensive, and in cases where the architectural layout of the building is richer - even impossible. For this reason, photogrammetric methods for creating spatial (3D) models for archiving historical and architectural monuments are finding a growing application.

3D scanning by photogrammetric methods is a modern, fast and accurate method for transforming the physical parameters of an object into an electronic format - a 3D digital model. Once the scanned data is already in the computer, all dimensions of the physical object, such as length, width, height, volume, object size, site location, surface area, etc., can be used. The development of modern digital imaging tools and, in particular, the modern possibilities for their processing and correction, create prerequisites for the application of digital photogrammetric technologies based on images obtained with by ordinary digital cameras. Therefore, the financial benefits of using simple digital cameras for architectural scanning of buildings and cultural monuments are obvious.

The greater is the advantage of photogrammetric methods for three-dimensional capture of architectural objects compared to laser scanning technology. This is mainly due to the huge difference in costs needed to imple-

ment the two alternative technologies. "... laser scanning takes too long and is still a very expensive technology compared to photogrammetric methods..." (*"Applications of 3D Digitization", Practical Guide, 2014*).

**Photogrammetry** (from Greek: photo - light, gram - drawing, metro - measurement) is a technology based on standard photography and projective geometry and was originally used to digitize large objects such as buildings, oil platforms and warehouses and is traditionally considered part of the geodesy belonging to the distance research direction. The principle on which photogrammetry is based is to capture a series of photo images of objects, and for subsequent processing, manual or automatic reference points for each photo are applied. Points can be added automatically or manually to create 3D measurements of the desired items from the given object. Photogrammetry is often used along with other 3D scanning technologies to provide complete surface measurements of parts of an object and to register small tolerances on large areas. Typical results: map, drawing or 3D model of a physical object or locality (*"Applications of 3D Digitization", Practical Guide, 2014*).

By inputting the information from the scanned images, stereoscopic observation is carried out by vectoring (three-dimensional digitization), the position of each point being determined on the display screen by the matching of similar points for each of the two images on which it is depicted. Graphics objects that are a product of such systems are typically designed for a pre-selected CAD system or for a suitable system for automated creation of plans and maps. The photogrammetric information is characterized by:

- greater completeness;
- diversity;
- structural definition.

The archiving of the monuments of architecture is usually done by photogrammetric surveying and using a precisely defined geodesic network. The digital photogrammetric cameras used provide high quality and credibility to the images. The variety of developed correlation imaging techniques and techniques allows for high quality outputs, and modern digital photogrammetry methods enable the input data to be instantiated relatively quickly and with high precision. With the use of modern digital cameras, the captured images are straightforward in digital form and avoid the technological process of scanning needed in analogue cameras. The accuracy of the geodesic support network can be achieved by precise measurements and using modern geodesic instruments. The digital three-dimensional model of the architectural object creates a significant increase in its efficiency. Besides the reliable

transmission of the data on the site, an interconnection and an opportunity for their assessment are achieved, taking into account their specific features. The digital model ensures not only the reliable storage of the data for an architectural object, but also the possibility to use it for the selection and assessment of new solutions related to its future development and preservation (Pl. Maldjanski, 2012).

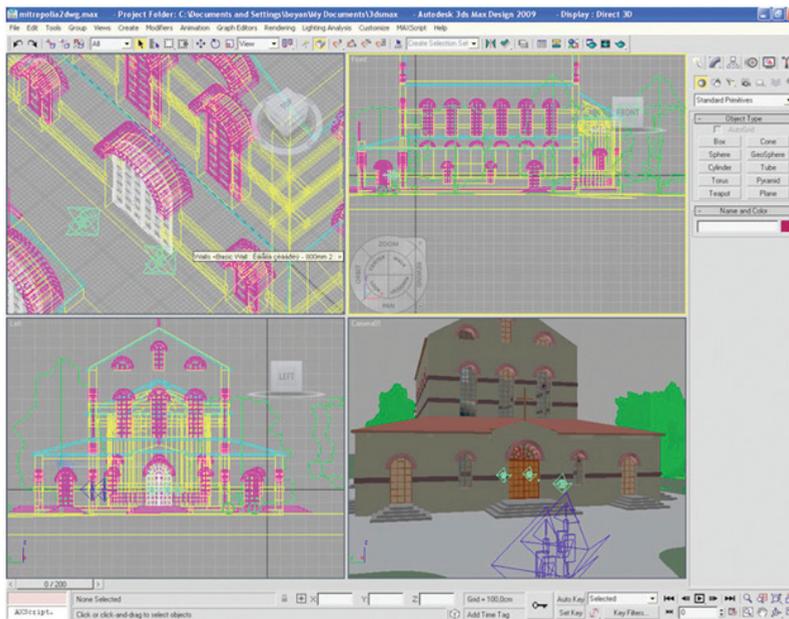
By generating a three-dimensional model, a virtual description of the geometry and material construction of the surfaces of different objects is practically created. From it, it is possible to subsequently generate different visual and spatial visualizations of 3D space. In this respect, two generic options for generating models can be distinguished:

### ***1.1. Fast 3D models***

There are software products in which the model is generated on the basis of several images from the object from different viewpoints. With their help, the program manually generates a generalized 3D pattern of the building or space. In the next phase, the specialized software takes the necessary snapshots of the photos and “dresses” the model. In this way, three-dimensional models of buildings with relatively simple shape, but with many details and decorations on the facade panels – mouldings, pilasters, complicated door and window openings, etc. are relatively quickly created. These are the capabilities of Autodesk Inc.’s product – Autodesk Image Modeler 2009.

### ***1.2. Detailed 3D models***

This is the “classical” technology to build a complete three-dimensional model of the building or space. Besides being very labour-intensive, the process of building the model requires a considerable amount of data on the site – large and dimensioned plans, sections, views. The model can be created in various architectural design softwares such as ArchiCAD by GraphiSoft, ALLPLAN by Nemetschek AG, Architectural Desktop, and REVIT Architecture by Autodesk Inc., Triforma by Bentley Systems Inc. or to work with some of the numerous three-dimensional computer modelling products. In order to obtain a quality photorealistic end result, the model is usually transferred and edited in one of the visualization programs – Cinema 4D by MAXON Computer GmbH, Germany, Artlantis by Abvent, France, and 3D Studio Max by Autodesk Inc. and others. (Fig. 1)



**Figure 1.** Model Processing in 3D Studio Max

*Illustration: B. Georgiev*

### **1.3. Photo cameras used in architectural photogrammetry**

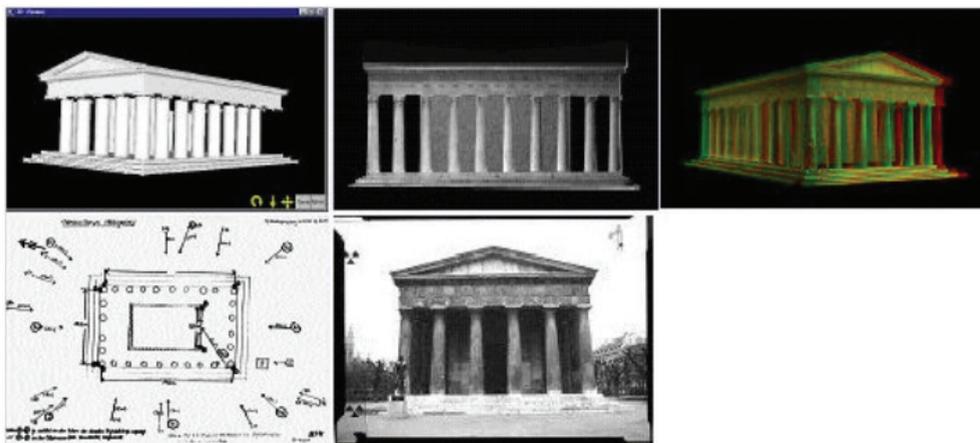
In modern architectural photogrammetry, digital images are most often used. They can be obtained directly via a digital sensor such as a CCD (Charge-Coupled Device) camera. They can also be captured with a traditional camera and subsequently scanned. For architectural purposes, the choice of cameras has long been limited to expensive and specialized metric cameras. Due to the limitations of the photogrammetric process, only metric chambers with known elements of the inner orientation could be used in the past. Now a variety of digital capture systems are being developed and their price is constantly falling. The main advantage of these cameras is the ability to create digital images to be processed directly in the digital environment.

### **1.4. Image processing software**

In order to process the images of the scanned object taken by digital cameras different image processing software is used.

Photomodeler ([www.photomodeler.com](http://www.photomodeler.com)) is a widespread and relatively inexpensive tool for architectural and archaeological imagery. It works under Windows and allows measuring and transforming photos into 3D models.

It is one of image processing applications that allow multiple snapshots of an object that reflect different aspects of it (different camera position, etc.) to assemble a spatial model. This is the example of Professor Peter Waldhhauser of the Technical University in Vienna, shown in Figure 2. The basics of the capture, some of the source pictures and the model view, are seen. Photo Modeller software allows you to perform various operations on a created model (zoom-in, zoom-out, change design centre, etc.).



**Figure 2.** Example of Professor Peter Waldhhauser of the Technical University of Vienna

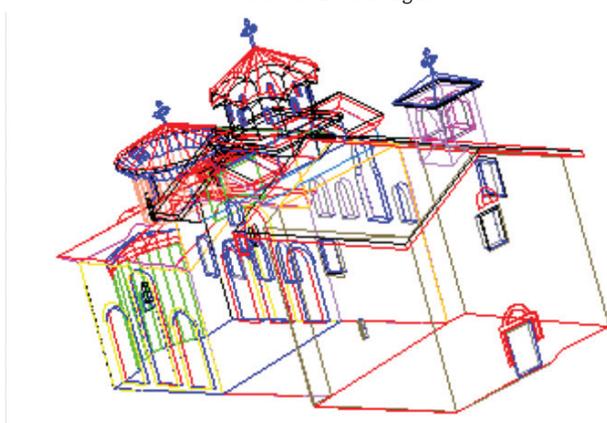
### ***1.5. Using CAD systems in models of monuments of culture and architecture***

The use of a CAD system to directly obtain a vectorial 3D model to which individual textures can be attached is the most common way to create digital models of architectural objects. Almost all 3D CAD modelling software allow this, but the most effective ones are: 3D Studio-Max, Microstation and AutoCADMap. Figure 3. shows the example in AutoCADMap, while Figure 4. shows the same object in Microstation.



**Figure 3.** 3D model of an architectural object created in AutoCADMap.

*Source:* B. Georgiev



**Figure 4.** 3D model of an architectural object created in Microstation.

*Source:* B. Georgiev

The 3D Max software allows simultaneous creation of the digital model together with multimedia applications (\*.avi files) that complement the multifunctional application of the digital model of the architectural object. It is possible to create special clips for different architectural features of an object, which besides for cognitive purpose can also be used as useful information for revealing the interrelations between objects.

## 2. Use of mobile phones to receive 3D digital object images

A modern smartphone can be used as 3D scanner. Some smartphones come integrated with a 3D scanning application. For other scanning apps can be downloaded from the internet store. 3D scanning apps are increasingly supplied by online stores. It is becoming quite easy to 3D scan an object or a person using a smart phone. More or less, the procedure of the 3D scanning for all phone scanning applications is similar. First, the object or the person that is to be scanned should be placed somewhere where you can walk around it/her/him. Then, the scanning procedure is started as indicated by the app, and the sensors of the camera of your mobile phone collect all the needed data. Once the 3D scanning is finished, and the data is collected, the app turns automatically them into your digital 3D model. After that, you can save the result and print it in 3D.

**3D scanning applications for smartphones** are all based on photogrammetric method. - 3D scanning technology that creates 3D models out of 2D photos. It works by taking overlapping pictures of the object you are 3D scanning from different angles. Then, the software generates your 3D model by combining all these images together.

### *Trnio*

One of the best 3D scanning applications for mobile phones is **Trnio**. This 3D scanning app is available only for iPhones and it offers two scanning modes: the object mode and the scene mode. For the object mode, the user walks around an object and the app captures while the user moves in a circular pattern around the object. The scene mode is used for free formed scanning, meaning it can be used it for 3D scanning outdoors scenes or large items.

### *Scann3D*

Used for Android smartphones, the key success for this software is its user-friendly interface. Even if you are a beginner, it is very easy to use it, as you get instant reconstruction with the 3D model. It works by taking 20 to 30 overlapping photos around the object that is 3D scanned, and then the rendering is performed on the device automatically. The result of the 3D scan is ready in a couple of minutes according to the number of the input pictures. Later on, you can create a 3D model that can be shared on your Sketchfab account, without any post-processing

### *Qlone*

Qlone is a 3D scanning mobile app developed with features near real-time 3D scanning and generates results locally, not through a cloud platform. In order for Qlone to be used, users need to print a black and white mat (similar to QR code). They then need to place the object they wish to 3D scan on top of the printed map. Users can print several maps depending on the object's size. The key feature of Qlone is its merging capabilities. The 3D scanning app is able to merge two different poses of the same 3D scanned item for a better overall result. Users can also share their 3D captures with friends on social media platforms such as Facebook, WhatsApp, and other apps. Qlone is a free application, but the exports of the generated 3D scans – that are available in common formats such as OBJ, STL, PLY and .X3D are paid.



**Figure 5.** A small object, 3D scanned by use of Qlone app

*Illustration: G. Georgiev*

### **3. Use of photogrammetry approach in the field of historical objects in Bulgaria**

Regarding the theoretical development and the experimental application of the methods for capturing and processing data in architectural photogrammetry in Bulgaria, the leading contribution of Prof. Plamen Maldjanski should be noted. His monograph *“Development of methods for data capture and processing in architectural photogrammetry”*, 2012 is the most serious study in this field in Bulgaria. The monograph deals with photogrammetric methods for archiving cultural monuments and architecture, developing photographic techniques, coding of photogrammetric information and spatial data,

technologies for creating and using digital models, ways of interpreting and publishing data, used equipment, methodology of technological processes, preparation of digital models of surfaces, buildings and voluminous bodies, architectural surveying, facade plans, aerial laser scanning, reconstruction and reconstruction upgrading objects according to their photos and prepared models as well as techniques for 3D photorealistic modelling.

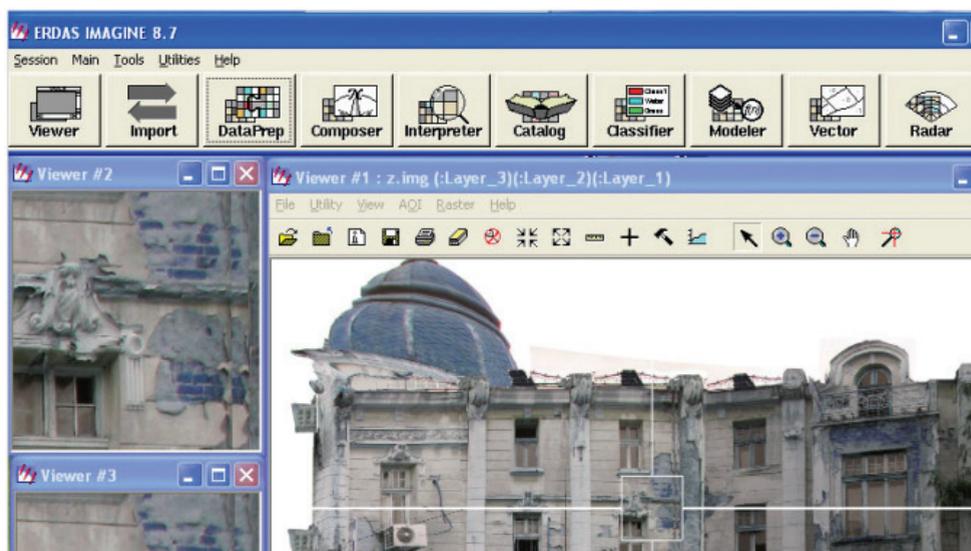
Prof. Plamen Maldjanski has a number of other publications on the topic of photographic surveying of architectural monuments. In one of them – his applied research study “*Creating Digital Facade Plans*”(Yearbook of the University of Architecture, Civil Engineering and Geodesy, 2002-2003) investigates the application of the method in capturing of architectural facades. The article highlights that: “... facade shooting is a common task of photogrammetry practice. Facade plans are an end-product for many activities related to the archiving of architectural sites and cultural monuments. Until recently, the technology used to produce facade plans was analogous. As an end product, an orthophotomap of the façade is used to document the cultural monument and contains complete metric information for individual details. The recent development of digital photogrammetry and the creation of digital imaging systems have enabled new effective digital technologies to create frontage plans where the final product is already digital and façade documentation is more complete and effective in terms of resource saving and technological time. “.

Especially important is the conclusion that although the use of laser scanners leads to high accuracy and efficiency of technological processes, **the high cost of laser scanners and digital stereo cameras is a prerequisite for searching for cheaper technological schemes to find a reasonable compromise in terms of quality and price when choosing an effective technology for façade plans.** The article offers such technology, consisting of:

1. Taking photos by analogue photogrammetric camera and a digital camera on the individual facades of the building.
2. Obtain a geometric pattern for each facade by using the captured data with an analogue camera.
3. Digital image transformation for individual zones of the images obtained with the digital camera.
4. Application of geometric adjustments of the individual sections and creation of a common mosaic for the façade.

## 5. Obtaining a digital orthophoto in a geodesic coordinate system.

Experiments were made by capturing the facades of a monument of culture and architecture and applying the proposed technology (see fig.6.). The experiments included shooting the facades of the building with the architectural detail, Plovdiv, 163 Shesti Septemvri Street with SMK 0808 / 56, with a 40 cm base and a CANON 7.2 Mpix digital camera. Subsequent data processing was performed with ERDAS IMAGINE software.



**Figure 6.** Capturing of the facades of the building, Plovdiv, 163 Shesti Septemvri Str., Pl. Maldjanski

*“Architectural Photographing of Building Facades by use of Digital Photometric Methods”* – another article by Plamen Maldjanski describes the results of an architectural archiving experiment at the Military Marine Club building in Varna. The main objective of the experiment is to formulate the following: Investigate the possibility of creating an ortho photo image on the facades of a building decorated with a significant number of architectural elements and frames with the aid of the ERDAS software system based on the use of terrestrial digital photographs taken with a non-photometric camera (phototheodolite).

In order to achieve this goal, the following private tasks are solved:

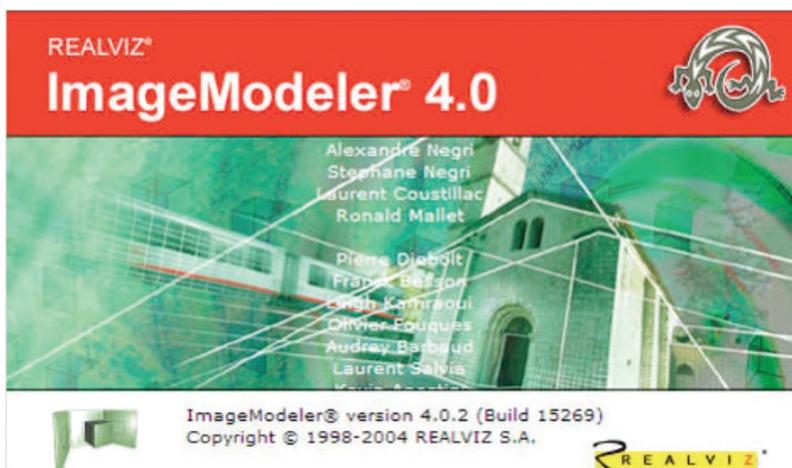
1. Choosing the appropriate method for photographing the building;

2. Experimenting of the appropriate technology and stages of processing of the terrestrial photos obtained.

Another research paper by prof. PhD Pl. Maldjanski, focused on used of photogrammetry approach in research and preservation of architectural heritage is: “Advantages of digital photogrammetry versus analogue photogrammetric technologies”. In the paper a comparative analysis between analogue and digital technologies in photogrammetry is made. Highlighting the advantages of digital technologies in terms of: greater possibilities for managing and use of various types of data, corrections to the geometric model and introduction of systematic errors locally, process automation, expanded analysis of results of technological process, automatic formation of terrain data, detection of identical areas, etc.

With the means from targeted project financing in the Multimedia Laboratory at UACEG a study was conducted and a technique for three-dimensional modelling of objects was delivered through software processing of two-dimensional digital photographic images. Regarding the use of photogrammetric methods for obtaining a three-dimensional image of architectural objects, both the technique and software purchased, as well as demo versions of software products, have been experimented within this project:

A. REALVIZ software from France, which enables the generation of photorealistic 3D models based on two-dimensional photographic images of the object. The product called ImageModeler® reached version 4.0 (Figure 7).



**Figure 7.** ImageModeler, version 4.0

In the summer of 2007, with the demo version of the product, experiments were made to create sample 3D objects. Working with the program is easy and intuitive to use, but results are of relatively low quality. In order to achieve optimal results, it is necessary to have pictures from different points of view but also from different heights, which according to the participants in the project is difficult to achieve without special means. In conclusion, it is concluded that: “The main reason for the inapplicability of this product in our conditions is the nature of the objects that are subject to modelling. If, for example, we analyse the forms of a Plovdiv house, we will find that it has a complex, geometric form, obtained as a combination of many elementary forms – parallelepipeds, cylinders, pyramid shapes, etc. The individual boards are rarely ornamented; the windows and doors have simple ornamentation and shape. This requires full construction of the basic forms, which is almost impossible to achieve with the program. It achieves good and quick results in simple common forms and great fragmentation and detail in the small details – frames and shapes of windows, cornices, flat pilasters, etc. (Figure 8).



**Figure 8.** Three-dimensional representation of a building with Image Modeller, version 4.0 Photographs: REALVIZ

The authors of the project study conclude that “at this stage of development, the program will not be useful”. This is the reason for the refusal to purchase the license. In the first half of 2008, REALVIZ was purchased by one of the giants in the software industry – US firm Autodesk Inc. The ImageModeller product is now distributed under the name Autodesk Image

Modeller. In the review in question, Boyan Georgiev suggests that “this will surely play a positive role in his development, which should be carefully monitored in the future”.

In another article, Boyan Georgiev (*“Technologies for the Visualization of the Cultural and Historical Environment for the Purpose of its Promotion”, Heritage: ESPRIT, under the general editing of Prof. Arch. Todor Krastev, 2009*) presents technological possibilities developed within the above project for generating three-dimensional information and its visualization in order to obtain a maximum picture of the volumes and spaces for sites of cultural and historical heritage.

In general, despite the existence of a number of theoretical publications on the application of photogrammetry in studying and preserving architectural monuments in specialized scientific publications, in addition to the projects related to the Multimedia Laboratory for Cultural and Historical Heritage of UACEG, there are no other practically oriented activities in Bulgaria.

## **Conclusion**

ICT tools have proven to be an effective means for systematization, exhibition and promotion of Bulgarian cultural heritage. The application of digital technologies in investigation and preserving architectural monuments worldwide is well covered by specialized scientific publications. However, Bulgaria lacks the needed scale and advancement of research activities in development of modern technologies for constructing and processing of digital images of architectural heritage objects. In addition, with the exception of limited in scale and scope projects developed by Multimedia Laboratory for Cultural and Historical Heritage of UACEG, no other practically oriented activities in Bulgaria exist. The vast possibilities to apply at a large-scale inexpensive digital photogrammetry tools for preserving cultural monuments in Bulgaria are still unexplored. As evidenced in this article, such possibilities are real and they need urgent implementation.

## **Acknowledgements**

Funding Agency: Bulgarian National Research Fund (Grant Contract ДКОСТ 01/20)

## REFERENCES

- Малджански П., 2000. *Архитектурна фотограмметрия*, лекционен курс, УАСГ, София. [https://uacg.bg/filebank/att\\_2121.pdf](https://uacg.bg/filebank/att_2121.pdf) (видян на 12.09.2019) [Maldjanski, 2011].
- Малджански, П. 2002–2003. *Създаване на цифрови фасадни планове*, Годишник на УАСГ – том XL, свитък VI, София. [https://uacg.bg/filebank/att\\_2170.pdf](https://uacg.bg/filebank/att_2170.pdf) (видян на 12.09.2019) [Maldjanski, 2002–2003].
- Малджански, П., 1999. *Приложение на съвременните информационни технологии във фотограмметрията*, международен симпозиум, „Съвременни информационни и gps технологии – аспекти и последици от тяхното приложение“, София 11–12 ноември 1999 [Maldjanski, 1999].
- Малджански, П., 2000. Видове фотограмметрична информация и начини за нейното възприемане в информационните системи, международен симпозиум „Приложение на геодезическите и информационни технологии при устройство на териториите“, София [Maldjanski, 2000].
- Малджански, П., 2003. *Използване на системата Imagine-ERDAS за създаване на Цифров модел на релефа (ЦМР) и мултимедийни приложения*, International symposium “Modern technologies, education and professional practice in the globalizing world”, София [Maldjanski, 2003].
- Малджански, П., 2012. *Предимства на цифровата фотограмметрия пред аналоговите фотограмметрични технологии*, International Jubilee Conference UACEG 2012: Science & Practice, UNIVERSITY OF ARCHITECTURE, CIVIL ENGINEERING AND GEODESY [Maldjanski, 2012].
- Георгиев, Б., 2009а. *Технологии за визуализация на културно-историческата среда за целите на нейното популяризиране*. [online]. Специализиран портал „Литернет“: [https://litenet.bg/publish25/b\\_georgiev/tehnologii.htm](https://litenet.bg/publish25/b_georgiev/tehnologii.htm) (видян на 12.09.2019) [Georgiev, 2009a].
- Георгиев, Б., 2009б. *Възможни технологични решения за реализиране на информационна инфраструктура за проучване, обучение, опазване, популяризиране в областта на различни видове културно-историческо наследство* [online]. Специализиран портал „Литернет“: [https://litenet.bg/publish25/b\\_georgiev/tehnologii.htm](https://litenet.bg/publish25/b_georgiev/tehnologii.htm) (видян на 12.09.2019) [Georgiev, 2009b].
- Maldjanski, P., 2002–2003. *Creating Digital Facade Plans*, Yearbook of the University of Architecture, Civil Engineering and Geodesy – Sofia, 2002–2003.

Kandulkova, Y., 2009. *Information Technologies in the Study and Preservation of Architectural and Archaeological Monuments of Culture*, Heritage: ESPRIT, under the general editing of Prof. Arch. Todor Krustev, Varna: LiterNet.

INTERNET SOURCES:

[https://litenet.bg/publish25/jo\\_kandulkova/informacionni.htm](https://litenet.bg/publish25/jo_kandulkova/informacionni.htm)

[https://litenet.bg/publish25/b\\_georgiev/vyzmozhni.htm](https://litenet.bg/publish25/b_georgiev/vyzmozhni.htm)

<https://e-learn.uacg.bg/mmu/view/mmu/index.php?mid=51&id=1168>

---

# DESIGN POUR LES VILLES DE DEMAIN

*Gergana STEFANOVA*

---

## RÉSUMÉ

En 2050, 80% de la population de la Planète vivrait en ville. Quelle seront ces « Villes du Futur » ? L'article est consacré aux problèmes actuels de l'urbanisme ; la perte de caractère des quartiers et des villes, l'anonymat des citoyens, le surpeuplement et la surconstruction dans les villes en transition.

Les villes sont comme les organismes vivants : il faut en prendre soin pour ne pas les faire dépérir ou mourir. Il n'existe pas de solution universelle idéale pour les villes de demain. Cependant, architectes, urbanistes, constructeurs et concepteurs de design talentueux, travaillent pour trouver des solutions adaptées à l'évolution des besoins environnementaux et sociaux de nos villes.

## ABSTRACT

In 2050, 80% of the Earth's population will live in cities plagued by overpopulation, dirty air, transport problems, and so on. What will be the "City of the Future"? Is it like the dark picture in most science fiction novels and movies, or green, as in the fantasies of Belgian architect - visionist Luc Schuiten? The hope that cities will be a better place for living in the future comes from realistic architectural and design projects for air purification, energy saving in the city and more greenery, including roofs and building facades.

## Introduction

Chaque année la population de la Terre augmente de 86 millions d'habitants. Aujourd'hui la majorité de la population de la planète se concentre dans les agglomérations urbaines. En 2050 environ de 80% de la population vivra en ville. Or, il est urgent de réorganiser nos villes pour offrir aux habitants de meilleures conditions de confort, de santé et de qualité de vie.

Quelle sera la ville du futur ?

Les métropoles, aujourd'hui devenues presque non-maîtrisables dans leurs vastes proportions, continueront certainement d'exister et de se développer. La décision de construire en hauteur paraît raisonnable (économiser de l'espace et des terres arables) surtout pour les bâtiments publics – les banques, les bureaux, les bâtiments d'entreprises ; mais vivre en haut, à une échelle inhumaine, ne convient pas du tout dans les zones résidentielles.

Aujourd'hui, les urbanistes voient la future ville plutôt comme une alternance de zones urbanisées et de ceintures agricoles, de sorte que les approvisionnements pour la ville se rapprochent, et que la planète ne devienne pas trop urbanisée et nuisible pour la nature.

Pour ces nouvelles villes, la faible consommation d'énergie – utilisation d'énergie solaire, d'énergie éolienne et d'autres formes d'énergie renouvelable, l'utilisation de transports non polluants, voire de voitures électriques, de bicyclettes, etc. – seront indispensables.

L'élément le plus important de la ville sont ses habitants – les citoyens ! Sans eux, elle meurt, comme ce fut le cas de Détroit après l'effondrement de *General Motors*. Par conséquent, les parties communes pour les habitants et les touristes d'une ville : zones piétonnes, places, squares, parcs, boulevards et rues – sont les éléments les plus importants de la ville. Et si l'aménagement paysager dans une ville est riche – non seulement dans les parcs, mais y compris dans les rues, aux façades et même sur les toits, cette ville sera plus confortable pour y vivre, surtout dans la période actuelle marquée par les effets du changement climatique à l'échelle planétaire. Les zones d'eau modifient également le microclimat dans la ville ; même la couleur peut changer beaucoup l'aspect des villes – par exemple, cet été les surfaces des rues à Los Angeles ont été peintes en blanc, comme une mesure visant à réduire la température dans la ville. Les technologies peuvent également être utiles, à la fois pour la purification de l'air, pour l'optimisation des transports urbains, ou encore pour une meilleure communication entre les citoyens. Et comme demain commence aujourd'hui, ci-dessous sont indiquées des solutions déjà

en exécution dans certaines villes, qui donnent la vision du développement urbain du lendemain.



**Figure 1.** Les villes du futur selon la science fiction

## 1. Tour de purification d'air – Design Daan Roosegaarde

Roosegaarde et son équipe de designers et d'experts ont créé une tour sans smog de 7 m de hauteur qui fonctionne comme un purificateur d'air, en aspirant l'air pollué – capturant les particules de smog PM<sub>2,5</sub> et PM<sub>10</sub> – et le nettoyant puis le relâchant dans l'atmosphère. Le projet, lancé il y a trois ans et soutenu par le gouvernement chinois, a démarré à Beijing en septembre dernier.

La tour, décrite comme le plus grand purificateur d'air au monde, utilise une technologie brevetée d'ions sans ozone pour nettoyer l'air. « *Nous utilisons une ionisation positive. Vous avez des particules de smog qui sont minuscules, comme vos cheveux, mais 14 fois plus petites. Vous ne pouvez ni les voir, ni les sentir, mais ils causent beaucoup de dégâts. Vous les frappez avec des ions positifs. Tout cela se passe à un niveau nano ; 1000ème de millimètre. Les particules de smog sont chargées positivement et vous avez alors une surface chargée négativement. C'est comme ça que vous les attirez. Nous n'utilisons pas de systèmes de filtrage car ils ne capturent pas les particules de smog et utilisent beaucoup d'électricité*<sup>79</sup> », explique M. Roosegaarde, qui nous montre

<sup>79</sup> <https://www.livemint.com/Leisure/SL4d8nPyFLpv2zKblKWonN/Daan-Roosegaardes-Smog-Free-Project-is-an-innovation-for-cl.html>

une petite pochette transparente contenant les particules de smog noir denses collectées dans la tour de Beijing. « *C'est la même chose que d'inhaler 17 cigarettes par jour sans le plaisir de la nicotine. Ce n'est pas bien.*<sup>80</sup> », ajoute-t-il. Comme ses autres innovations, Roosegaarde a créé un « souvenir tangible » pour symboliser le projet sans smog. Les particules capturées dans la tour de Beijing ont été utilisées pour créer des anneaux sans smog, fabriqués en comprimant le carbone dans le smog pendant 30 minutes.



**Figure 2.** Tour de purification d'air – design Daan Roosegaarde

## **2. Les arbres solaires (Solar Trees) – Design Ross Lovegrove**

Un projet stimulé par le MAK à Vienne qui célèbre DESIGN, NATURE AND ART. Par conséquent, il représente l'ADN de notre époque et la nécessité de faire converger les technologies les plus avancées avec celle de l'embellissement de notre environnement collectif.

Les SOLAR TREES transmettent plus que de la lumière – ils communiquent l'idée de placer à l'extérieur des formes naturelles complexes et admirablement faites pour que toute la société devienne un musée, replié sur lui-même, incitera le musée à changer la société. Et avec cela, la promotion de la science de l'environnement et la joie de la nouvelle esthétique rendue possible par le processus numérique.

---

<sup>80</sup> Ibid.



**Figure 3.** Les arbres solaires (Solar Trees)

### 3. La piste cyclable « La Nuit étoilée de Van Gogh » – design Daan Roosegaarde

Inspiré par la toile de Van Gogh « La nuit étoilée », cette piste cyclable d'Eindhoven est composée de milliers de pierres recouvertes d'un revêtement phosphorescent. Rechargée à l'énergie solaire, elle brille pendant 8 heures.



**Figure 4.** La piste cyclable « La Nuit étoilée de Van Gogh » – design Daan Roosegaarde

### 4. Les villes vertes de Luc Schuiten

Considéré comme un architecte visionnaire, Luc Schuiten, architecte belge, estime que nous avons peut-être trop vite oublié que nous sommes avant tout des êtres biologiques, installés sur une planète elle-même vivante. À quoi ressemblera notre futur ?

En réponse à cette réflexion, il imagine de nouveaux lieux de vies, conçus à partir de l'observation de vastes écosystèmes tels que les massifs coralliens ou les forêts primaires. Il possède la volonté de réconcilier l'Homme et la Nature.



**Figure 5.** Les villes vertes de Luc Schuiten

## **5. The High Line (Diller, Scofidio, Renfro 2014)**

La promenade « The High Line » (arch. Diller, Scofidio, Renfro 2014) est « le plus long toit vert du monde » puisqu'en plus de son aspect récréatif, il permet d'avoir jusqu'à 80 % de rétention des eaux de pluie, corrige l'effet d'îlot de chaleur et fournit de l'ombre, de l'oxygène ainsi qu'un lieu d'habitation pour les oiseaux et les insectes.

Le concept de l'éclairage est de créer la perception comme si les plantes brillaient doucement sur le fond de la ville de nuit. L'éclairage fonctionnel à lumière blanche sert à l'orientation et à la sécurité et est caché dans le but de créer une atmosphère théâtrale et dynamique qui laisse les visiteurs impressionnés. La conception lumière est créé par l'entreprise française L'Observatoire.



**Figure 6.** The High Line – New York

## 6. Les façades vertes

Nos villes sont un assemblage d'acier, de béton et de verre, mais si vous vous promenez dans la ville et que vous voyez tout à coup une tour faite de bois et de plantes, cela créera un contraste intéressant. « L'aspect naturel et chaleureux du bois et des plantes qui poussent sur sa façade donne vie au bâtiment et pourrait constituer un modèle pour des développements respectueux de l'environnement et des extensions durables de notre paysage urbain », a déclaré l'architecte canadien Chris Precht, associé de Penda, créateurs de l'immeuble « Toronto Tree Tower ».



**Figure 7.** « Toronto Tree Tower »

## Conclusion

Le futur – ce sont nos enfants, nos petits enfants – les générations à venir. Ils dépendent de notre comportement aujourd’hui envers la pollution de l’air et de l’eau, l’épuisement des ressources de la planète et les changements climatiques.

L’élément le plus important de la ville sont ses habitants – les citoyens. Sans eux, elle meurt (comme ce fut le cas pour Détroit après l’effondrement de *General Motors*).

Plus l’aménagement paysager dans une ville est riche – non seulement dans les parcs, mais y compris les rues, les façades et même les toits des immeubles et des bâtiments publics, plus cette ville sera confortable pour y vivre.

Les technologies peuvent aussi contribuer pour la purification de l’air, pour l’optimisation des transports urbains, ainsi que pour une meilleure communication entre les citoyens.

## RÉFÉRENCES

Orsenna E. Gilsoul, N. 2018. *Désir de villes*, Paris : Robert Laffont.

<https://www.futura-sciences.com/planete/questions-reponses/eco-consommation-mouvement-villes-transition-cest-4822/>

<http://www.vegetalcity.net/> - Site Cité Végétale - Luc Schuiten

<https://www.dezeen.com/2017/08/02/toronto-tree-tower-penda-cross-laminated-timber-construction/>

<http://www.oxoarch.com/front/project/lycee-jean-moulin-a-revin?PHPSESSID=2vpfs6hd0ta4pfdfepeg1q6bab5>

<https://www.livemint.com/Leisure/SL4d8nPyFLpv2zKblKWonN/Daan-Roosegaardes-Smog-Free-Project-is-an-innovation-for-cl.html>.

---

# CONTEMPORARY INDUSTRIAL ARCHITECTURE IN THE CITIES

*Svetoslava Dimitrova ANDREYCHIN*

---

## ABSTRACT

Our cities have changed not only by population (in architectural code – size and height), our life is different, better, modern, dynamic, emotional and crazy. The main goal for us as citizens is to do better, to cope and rise to higher level all spheres of life standard, and even above that. Architecture is the expression, the material shape of human needs and goals. So, the question raised here is why not aim higher and deal better in all spheres of architecture? Fortunately, contemporary design is discussed and applied at all levels, and – what is more – Industrial Architecture has never been such a popular topic – not only in our country, but elsewhere.

Industry has always been a part of Bulgarian cities, but recently small factories and warehouses have grown and condensed the city silhouette, taking new areas and forming all approaches. So why shouldn't it look better, modern and nice as well? There is an incorrect view to this matter and – unfortunately – Industrial architecture has been neglected even after having become an interesting and challenging sphere of design through the past three decades of transformation.

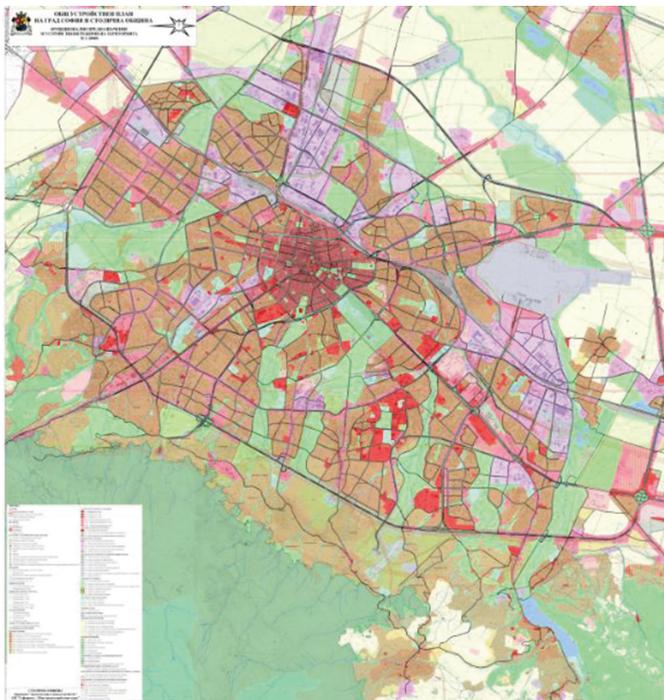
Industrial buildings are not only the shelter of production, but also a workplace for significant part of the population, a part of the urban structure, a business card and also a possible plant for future renovation and reuse. That is why it matters!

This study aims at highlighting the need of achieving a better quality in industrial buildings design.

**Keywords:** *Industrial Buildings, Appearance, Contemporary Architecture, Bulgarian City, Environment*

## Introduction

This article is a study of the contemporary industrial buildings' appearance as part of the city skyline. The research is focused on the newly formed silhouette of some of the biggest cities in Bulgaria. For us as citizens – willingly or not – industrial buildings have appeared in the surroundings of Bulgarian cities, and they are slowly shaping the main roads entering into our towns. They are appearing inside the city fabric as new buildings in the existing industrial areas (Figure 1). They are also mixed with other services in the city and its peripheral areas.



**Figure 1.** Master plan for Sofia City Industrial areas are shown in purple color

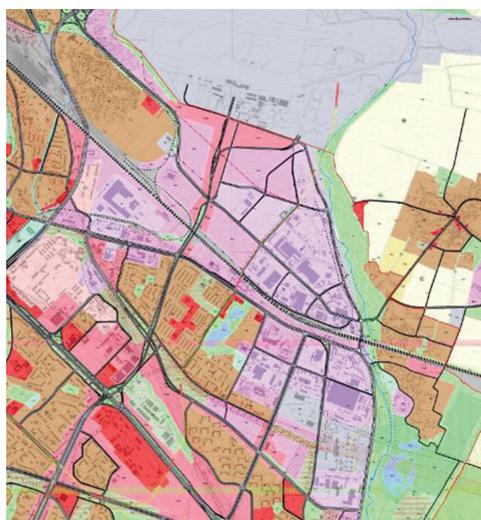
All this is a planned process called “development”. The industrial growth of a country is good for the society, so we all must accept its influence on our everyday life. It is a common opinion that industry has never been in harmony with the working people, and many efforts have been made through the years so that industrial environment can be acceptable for everyone. But in the recent years of growth factory design has become more pragmatic and even dull.

As Sir Norman Foster has said, “Architecture is an expression of values”. – in this particular case – values of the designer as a creator of an environment, values of the investor as a creator of working places, values of the society not willing to accept bad conditions in its everyday lifestyle...

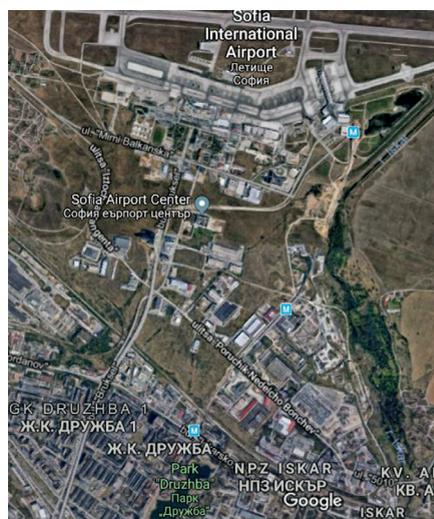
A brief overview of the architectural design and characteristics of the storage and factory buildings from the recent 20 years will discover common and even repetitive solutions in most of the buildings of the type.

## The Problem

As an architect working in this sphere, and also as an Assistant Professor teaching Industrial Buildings Design at the New Bulgarian University the author claims that the problem is the attitude to this particular field of architecture. To present that, she gives an example with one of the industrial parks of our Capital city Sofia, which has evolved and has got a specific image. The proposed cases are also identical to the industrial areas and main roads’ skylines of other large cities in Bulgaria.



**Figure 2.** Master plan for Sofia City – an extract of Iskar-North Industrial Park



**Figure 3.** Satellite view map of Iskar-North Industrial Park

One of the big industrial parks of Sofia called Iskar-North (Figure 2 and Figure 3) is situated next to the Airport and consist of existing factories, large industrial complexes, small factories and warehouses mixed with corporate

buildings. It has several parts developed around the main access to the airport, the existing industrial railroad station and its surrounding areas. In the focus of the current study are the new industrial buildings – mainly logistic – completed in the recent 20 years most of which are taking the green field plots on both sides of the airport connection – Brussels Blvd. The overview (Figure 4, Figure 5, Figure 6 and Figure 7) shows a specific architectural model and appearance which could be considered as contemporary design just because of the use of new cladding materials and details of the administrative parts of the buildings.



**Figure 4**



**Figure 5**



**Figure 6**

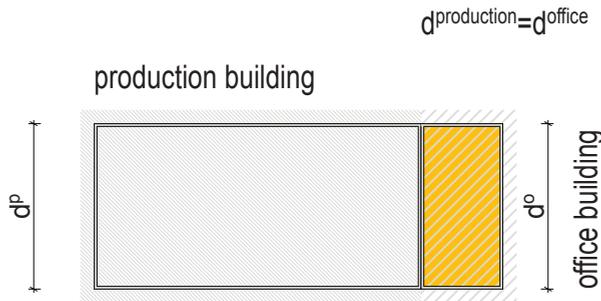


**Figure 7**

### **Several examples of industrial buildings in the region**

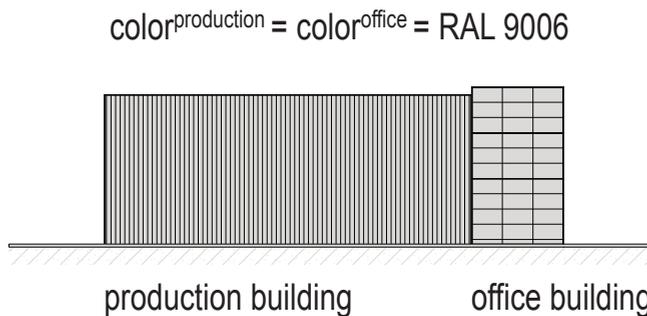
The small industrial complex which has been studied by the author usually consists of a large scale volume which is the production shed, and adjacent buildings for offices, worker's premises, storage and other ancillary functions. In the recent years a typical architectural solution for such small enterprises has been formed as a direct application of their function combining an office building “at the front” and production or storage hall “at the back” (Figure 8). This specific design shows a lack of original composition or good image which is so common and popular in the other fields of archi-

ecture. Unfortunately, our skills of shaping the space and the environment have no application for this specific area of design.



**Figure 8.** A scheme of the typical solution in plan

The work on contemporary industrial buildings typology has reached to the author's conclusion that more than 60% of the studied new buildings can be classified to the scheme on Figure 8. The commonly chosen solution is from one side provoked by the requirement for maximum built up area of the site (which is logical in the necessary profit of the enterprise), and from other side follows a simple functional scheme. These choices are rational but certainly are followed by compromises especially from architectural aspect. Also an interesting fact from the research is that no composition and aesthetic approach is applied for some buildings placed on larger territories with enough land for a richer architectural design. The author's contention is that the architects seem to follow a standard solution and even define it as the only one.



**Figure 9.** A schematic drawing of the typical solution in elevation

Another architectural and aesthetic problem which can also be posed here is the coloring of these ‘typical’ buildings in silver-grey (Figure 9). It is an inevitable result of the standardization in color of the cladding solutions for large scale single-storey buildings. The use of renewable tendencies in industrial design is very pore, although these buildings require full application of these possibilities.



**Figure 10**



**Figure 11**

### **New buildings in construction in Iskar North territory**

Some of the new buildings under construction show the same solution in scheme and color, which can be pointed as a current issue and a future problem to be solved (Figure 10 and Figure 11).

## **The Solution**

In order to compare our recent realizations in industrial design with the foreign practice in this field, the author has chosen some examples of contemporary factory and storage buildings from different parts of the world. The selection intends to point out the specific approach as architectural design and attitude to the task in the field of industrial buildings development.

The following architectural solutions of industrial buildings found in one of the most popular online architectural forums, have been considered not only as a good design, but have deliberately been created to prove that industrial buildings can be moving, expressive, in harmony with the environment and still economically balanced.



**Figure 12.** Lozy's Pharmaceuticals Factory, Navarra, Spain, 2016, by Vaillo + Irigaray Architects, Galar, Vélaza<sup>81</sup>

The Lozy's Pharmaceuticals Factory situated in the area of Navarra – Northern Spain is an enterprise of 3254 sq.m built up area and is an investment planned with the respect of the local environment and inhabitants. The pitched roofs are chosen to mix with the traditional architecture in the area, perfectly combined with the surrounding mountainous landscape. The shape and the structural scheme follow the required production technology and – in the same time – represent a simple solution in human scale. The architects of the building declared about their work: “Better functioning and integration in the environment with the same economic investment”. The solution here can be described as an architectural approach with “one theme application” to all parts of the factory by using small scale volumes in dark color in order to “hide” the true size of the building.

<sup>81</sup> Images by Rubén P. Bescós in ArchDaily

<https://www.archdaily.com/872891/lozys-pharmaceuticals-factory-gvg-estudio-plus-vaillo-irigaray/5935062ee58ece2fea0003e3-lozys-pharmaceuticals-factory-gvg-estudio-plus-vaillo-irigaray-photo>

<https://www.archdaily.com/872891/lozys-pharmaceuticals-factory-gvg-estudio-plus-vaillo-irigaray/59350636e58ece0b620001b0-lozys-pharmaceuticals-factory-gvg-estudio-plus-vaillo-irigaray-photo>



**Figure 13.** System Warehouse, Alborz Province, Iran, 2017, by Olgooco<sup>82</sup>

The project for System Warehouse situated in the Alborz Province in Iran followed the same inspiration combined with the intention “to avoid any typical solutions”. The result is an expressive 1500-sq.m-building based on the strategy of covering a standard storage structure with a dynamic white shell, also showing respect to its content of office and storage areas. It is an example of an impressive industrial architecture completing all requirements and providing a good corporate image.



**Figure 14.** Production Hall Hettingen, Germany, 2013, by Barkow & Leibinger<sup>83</sup>

<sup>82</sup> Images by Mohammad Hassan Ettefagh in ArchDaily

<https://www.archdaily.com/890619/system-warehouse-mehran-khoshroo-olgooco/5aa785d7f197cc21310000bf-system-warehouse-mehran-khoshroo-olgooco-photo>

<https://www.archdaily.com/890619/system-warehouse-mehran-khoshroo-olgooco/5aa7866ef197cc568a0001e2-system-warehouse-mehran-khoshroo-olgooco-photo>

<sup>83</sup> Images by Ina Reinecke in ArchDaily

<https://www.archdaily.com/461530/production-hall-hettingen-barkow-leibinger-frank>

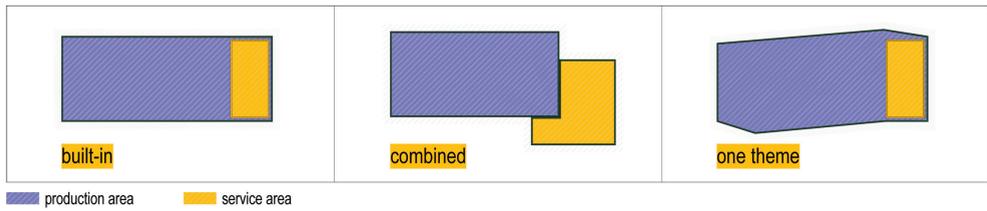
The Trumpf Production Hall for high-tech machine tools is placed in the Valley of Hettingen in Northern Germany. The new 3400-sq.m-factory together with offices and shops has found its place in the village as if it had always been there, but also modern and representative (Figure 14). The building uses a “repetitive shed roof construction” for natural constant daylight combined with vegetation on every slope and a slightly folded cladding shell with continuous glazing on the sidewalls of the hall. The loading yard is hidden inside the building volume so the process would not disturb the village spirit. Again, a simple and delicate solution on a standard scale production enterprise.

During the analysis of different examples of contemporary local and foreign architecture in the field, several paths have been generated and formed as a classification in planning and aesthetic approaches. Three basic types of composition and architectural design were generated which evolve in different way in every stage of planning. By the authors’ opinion this organization of „archetypes” for industrial small enterprises concerning their appearance was necessary to remind us of the good examples in composition and to show the possibilities for achieving better architecture in the field. The three basic approaches found in the author’s research grade from the one that is closer to the main problem in composition pointed in the study to the desired free shaped structure formed by the specifics of the setting and the design requirements. In the opposite – the application of the methods should grade from the most expressive in shape, detail and inspiration to more simple solutions, but all in good proportions and detail.

The first proposed option in the classification is for **built-in** offices and other servicing premises placed inside the production hall where the main volume shelters the smaller parts of the enterprise with certain expression for the different functions in elevation. The second option is for **combined** production hall main volume in composition with the servicing part of the factory where a certain architectural composition in two or more volumes is applied. The third option is a solution with **one theme** applied to all parts of the enterprise, where a certain architectural or aesthetic manner is discoverable for the whole enterprise. The described above three foreign examples of industrial buildings can be classified to that third architectural approach which can be considered to be a better solution concerning good design. Logically if no composition is possible in some cases then built-in solution should be applied.

---

[barkow-regine-leibinger/52b4f9d4e8e44ec6f600012f-production-hall-hettingen-barkow-leibinger-frank-barkow-regine-leibinger-photo](https://www.archdaily.com/461530/production-hall-hettingen-barkow-leibinger-frank-barkow-regine-leibinger-photo)  
<https://www.archdaily.com/461530/production-hall-hettingen-barkow-leibinger-frank-barkow-regine-leibinger/52b4f9fce8e44ec6f6000130-production-hall-hettingen-barkow-leibinger-frank-barkow-regine-leibinger-photo>



**Figure 15.** Suggested main classification for contemporary industrial small enterprise

The author's experience in practice and research work has proved that contemporary design is applicable in the field of industrial architecture even in terms of an economical crisis or disengagement by the society. A number of efforts should be undertaken in order to produce better industrial architecture, and - with the knowledge of its content and possibilities - to inspire the participants in the design process to achieve better environment for all of us. The following example, designed by the author, shows a particular application of this conclusion in the Automated drug storage and administration building of "Sopharma Trading Company" built in 2014 in the outskirts of our maritime capital Varna.



**Figure 16.** Sopharma Trading Automated Drug Storage Building, Varna (2014)



**Figure 17a, b.** 3D models of the design for Sopharma Trading Automated Storage Building

It is a design of single-storey building including automated line, high storage area and a partial office space on second level. The structure of the building consists of precast concrete elements which are considered as a very “stiff” frame in our country not only by strength but also as a non-flexible core concerning architectural shaping and design. The simple use of additional cantilevered elements and the change in material and glazing shows a solution which is not that artistic, but is a one step forward in the author ‘s practice in achieving better aesthetics in factory design. The use of achromatic materials was deliberately based on the requirement of the investor for a focus on the new company logo which was meant to be colorful enough.

Fortunately, the topic of Industrial design is discussed not only in the architectural forums abroad, but also in our professional society in the recent years. More factories are designed according to the latest technologies and tendencies in the contemporary architecture, and many of them have been already set in the city skyline with no conflict with its matter (Figure 18, Figure 19 and Figure 20).



**Figure 18.** Festo Factory by Architectural bureau Jashek (2002)<sup>1</sup>



**Figure 19.** Dorma Factory by Studio 17,5 Ltd (2006)<sup>2</sup>



**Figure 20.** Air Trade Centre by Atelier Sefafimov Architects (2008)<sup>3</sup>

The given examples display the positive tendency of using different approach when designing industrial architecture as part of forming the urban silhouette in Bulgaria.

## Conclusion

Our role as citizens and architects is to throw all our efforts and to make this process acceptable for everyone, which means to work with all methods and knowledge in contemporary architecture to improve the industrial buildings appearance and thus to decrease its bad fame. We are responsible for

<sup>1</sup> <http://old.buildingoftheyear.bg/showBuilding.php?bid=18>

<sup>2</sup> <http://old.buildingoftheyear.bg/showBuilding.php?bid=172>

<sup>3</sup> <http://old.buildingoftheyear.bg/showBuilding.php?bid=279&language=en>

the environment we create. We have to plan and design our future in the way it would be appropriate to the society – to be modern, ecological, renewable and nice!

#### REFERENCES

- Rosenfield, K. 2014 Norman Foster's Interview with "The European: "Architecture is the Expression of Values", 31 Oct 2014. *ArchDaily*, <<https://www.archdaily.com/563537/interview-norman-foster-on-the-role-of-architecture-in-modern-society/>> (Accessed May 1, 2019).
- Lozy's Pharmaceuticals Factory / Vaillo + Irigaray Architects, Galar, Vélaz, 06 Jun 2017. *ArchDaily*. <<https://www.archdaily.com/872891/lozys-pharmaceuticals-factory-gvg-estudio-plus-vaillo-irigaray/>> (Accessed May 1, 2019).
- System Warehouse / Olgooco 15 Mar 2018. *ArchDaily*. <<https://www.archdaily.com/890619/system-warehouse-mehran-khoshroo-olgooco/>> (Accessed May 1, 2019).
- Production Hall Hettingen 2013 / Barkow Leibinger, Frank Barkow, Regine Leibinger" 26 Dec 2013. *ArchDaily*. <https://www.archdaily.com/461530/production-hall-hettingen-barkow-leibinger-frank-barkow-regine-leibinger/> (Accessed May 1, 2019).

---

# L'ÉCHEC DE LA PLANIFICATION DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES DANS LA VILLE NOUVELLE ALI MENDJELI DE CONSTANTINE

*Kadri NABILA, Souad Sassi BOUDEMAGH*

---

## RÉSUMÉ

La ville nouvelle d'Ali Mendjeli a été créée dans l'objectif de planifier et d'organiser la croissance urbaine de la ville algérienne de Constantine, tout en satisfaisant, en priorité, les besoins en matière de logements, d'équipements et d'activités de la population. Cependant, des programmes d'habitat ont été lancés, sans prendre en considération l'organisation de l'espace, et surtout la synchronisation de la réalisation des logements et des infrastructures scolaires qui doivent s'achever en parallèle et simultanément. Cette situation a généré de mauvaises surprises au niveau de plusieurs unités de voisinage, s'exprimant par l'insuffisance des infrastructures scolaires et la surcharge des classes. L'objectif de ce travail est d'examiner et d'analyser les causes qui ont contribué à l'échec de la planification des infrastructures scolaires dans la ville nouvelle Ali Mendjeli au niveau de la *wilaya* de Constantine, capitale de l'Est Algérien.

**Mots-clés :** *planification, programmation, ville nouvelle, Constantine, Ali Mendjeli, infrastructures scolaires*

## ABSTRACT

The new city of Ali Mendjeli was created in order to organize and plan the urban growth of the city of Constantine and to meet in priority the needs for housing, equipment, facilities and activities of the population. However,

housing programs have been launched without taking into consideration the organization of the space, and especially the prioritization in the realization of housing and school infrastructure that must be completed in parallel. This situation has generated unpleasant surprises for several neighborhood school infrastructure and class overload. The purpose of this article is to examine and analyze the causes that contributed to the failure of school infrastructure planning in the new city of Ali Mendjeli.

**Keywords:** *Planning, New City, Ali Mendjeli, School Infrastructure, Constantine*

## Introduction

La ville est un lieu de concentration de la population, des activités et des services. Elle affiche des taux d'accroissement très élevés qui engendrent des besoins toujours plus importants. Lorsqu'elle est bien située dans la hiérarchie urbaine régionale ou nationale, elle est le siège privilégié de plusieurs pouvoirs, qui s'étendent et se renforcent à la faveur de son expansion. La concentration de pouvoir et de population entraîne inévitablement des besoins grandissants, lui permettant d'assumer le rôle qui lui est dévolu. D'où l'intérêt accordé à la ville par les instances internationales, nationales et les chercheurs de différents horizons. Ces derniers étudient la ville pour mieux élucider ses problèmes et contribuer à la recherche de solutions.

Dans les pays développés, la ville se transforme dans le temps et dans l'espace, comme un organisme de plus en plus complexe. Contrairement aux pays en voie de développement, ces transformations sont étudiées, contrôlées et planifiées de sorte que toute opération prend suffisamment de temps avant d'être achevée (Kassah 2007).

Après un demi-siècle passé depuis l'indépendance, les villes algériennes affichent une image fortement contrastée, des taux de croissance urbaine très élevés et des déficits économiques, sociaux et politiques assez prononcés.

À l'instar de toutes les villes algériennes, la ville nouvelle Ali Mendjeli a été créée dans l'objectif d'organiser et de planifier la croissance urbaine de la ville de Constantine, et de satisfaire en priorité les besoins en matière de logements, d'équipements et d'activités de la population. Cependant, des programmes d'habitat ont été lancés, sans prendre en considération l'organisation de l'espace, et surtout la synchronisation dans la réalisation des logements et les équipements scolaires qui doivent s'achever en parallèle. Cette situation a généré de mauvaises surprises au niveau de plusieurs unités de voisinage, en matière d'insuffisance des équipements publics scolaires et de surcharge des classes.

## **1. Contexte théorique**

### **1.1. La planification urbaine**

La planification urbaine est une nécessité affectant l'utilisation meilleure et plus rationnelle des territoires ; cette nécessité s'accroît dans la mesure où la planification permet d'éviter une urbanisation coûteuse en espace, une dégradation des sites et paysages et une déstabilisation du foncier.

La planification consiste à concevoir un futur désiré ainsi que les moyens réels d'y parvenir. « Concevoir un futur désiré », c'est imaginer et construire une image de la ville de demain. Cela peut se rattacher à la vision politique de leur ville ou territoire que les élus essaient d'exprimer avant d'élaborer un nouveau document de planification. « Les moyens réels d'y parvenir » peuvent correspondre à la traduction réglementaire et la mise en action de la vision politique des élus par les techniciens. (Ackoff 1980).

La planification urbaine est en fait le processus de concevoir une image de la ville à long terme, pour répondre aux besoins futurs, à travers l'élaboration d'un document réglementaire qui organise le fonctionnement de la ville (Caroline 2007), c'est un outil au service d'une plus grande cohérence de l'action publique. La capacité de mise en œuvre s'entend de différentes manières :

- En termes spatiaux : élaboration des documents d'urbanisme au sein de larges périmètres ;
- En termes intersectoriels : coordination de plusieurs politiques sectorielles ;
- En termes temporels : anticipation des besoins futurs et intégration des enjeux de long terme.

Planifier à long terme est une étape d'un processus permanent. Elle doit être complétée, ajustée et mise à jour dans le cadre de périodes plus courtes, avec la participation d'instances plus nombreuses et plus décentralisées, qui passent progressivement de la planification à la programmation (Olivier, Kovac, Révézes, & Timar 2018).

### **1.2. La programmation**

La programmation peut être définie comme « une démarche d'action rationnelle, une méthode de résolution des problèmes, de détermination des besoins et des contraintes » relative à une opération et se réalisant par la rédaction d'un programme/cahier des charges précédant la phase de formalisation spatiale (Zetlaoui-Léger 2009, 2002).

Dans le domaine de l'architecture, de l'urbanisme, et de l'aménagement, la programmation désigne la démarche visant « la maîtrise » du projet depuis la naissance de l'idée jusqu'à la livraison de l'opération, voire encore après,

pendant les premiers temps de son exploitation et ultérieurement dans le cadre de son évaluation. C'est la maîtrise globale de la compréhension des attentes du maître d'ouvrage, des futurs utilisateurs du projet, les études préalables à l'élaboration du projet, la détermination des besoins fonctionnels et surfaciques, la gestion, la planification, ainsi que l'estimation budgétaire du projet (Elmernissi 2017).

Dans le domaine de l'éducation, la programmation constitue une phase décisive pour la réussite de toute opération de construction éducative. Elle aide le maître de l'ouvrage à définir les besoins en locaux et espaces et leur lien avec les surfaces, exprimer clairement toutes les exigences de qualité et tracer le bon chemin pour atteindre les objectifs primaires.

## 2. Contexte national

### 2.1. La politique urbaine

La politique urbaine en Algérie est passée par plusieurs étapes subordonnées à la situation urbaine héritée des périodes précédentes d'une part, et à une croissance urbaine édictée par des modèles étrangers de par les liens historiques ou idéologique, d'une autre part (Hamina & Abbas 2015). La planification urbaine en Algérie a trouvé son soubassement juridique après l'indépendance sous forme des instruments qui sont développés à travers les périodes suivantes :

**Tableau 1.** La planification urbaine en Algérie

1962-1987	1987-1990	De 1990 jusqu'à nos jours
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'Urbanisme Directeur (PUD)</li> <li>• Plan de Modernisation et d'Équipement (PME)</li> <li>• Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Schéma National d'Aménagement des Territoires (SNAT)</li> <li>• Schéma Régional d'Aménagement des Territoires (SRAT)</li> <li>• Plan d'Aménagement de la Wilaya (PAW)</li> </ul>	<p>l'Algérie se base sur un socle instrumental, le PDAU<sup>87</sup>, et le POS<sup>88</sup> - fixés par la loi n° 90-29 du 01/12/1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme.</p>

Source : les auteurs

<sup>87</sup> Le PDAU (Plan Directeur d'Aménagement Urbain) est un instrument de planification à long terme dans la mesure où il prévoit des urbanisations futures (15-20 ans).

<sup>88</sup> Le POS (Plan d'Occupation de Sol) est un document de référence qui fixe sur le territoire concerné, les dispositions d'urbanisme participant au cadre de vie de ses utilisateurs.

Malgré les changements et les développements que connaissent ces instruments, plusieurs chercheurs ont jugé l'échec des instruments d'urbanisme en Algérie, tels que (Nedjai 2013 : 111) qui note « *ces instruments resteront insuffisants s'ils ne sont pas accompagnés d'une véritable rigueur concernant leur application en matière de contrôle de l'utilisation du Sol...* », (Hamina & Abbas 2015 : 128) qui déclarent: «*...nous pouvons citer quelques inconvénients qui ont conduit à l'échec des politiques urbaines en Algérie...* », ou encore Bpumedine qui a traité cet échec dans le livre « Echec des instruments ou instruments de l'échec » (Boumedine 2013).

## 2.2. La planification de l'éducation

La planification de l'éducation fait partie intégrante du processus de planification globale de l'État, car elle relève du domaine de l'éducation et ses systèmes, et elle vise à analyser la situation actuelle du système éducatif, et à prédire de façon stratégique le fonctionnement du secteur éducatif. Elle est mise en œuvre à travers l'expression des objectifs attendus sur le plan institutionnel (Benyahia 2015). Et elle est principalement « *liée à une organisation collective réglée par des statuts et des lois et matérialisée par des institutions et des règles qui les régissent* » (Legrand 1988 : 3).

Depuis l'indépendance, le secteur éducatif algérien a connu diverses réformes qui ont touché tous les niveaux de l'enseignement primaire, moyen et secondaire, afin d'améliorer le rendement scolaire et de palier aux carences d'un système qui se manifestent par un taux très élevé de déperditions et d'échecs scolaires avec toutes les conséquences qui en découlent. Ces réformes ont été accompagnée de plans de développement visant la construction d'un grand nombre d'infrastructures scolaires pour remplir le déficit considérable dans le parc immobilier scolaire.

**Tableau 2.** Planification de l'éducation en Algérie après l'indépendance

Période	Réglementation	Objectifs
<b>1962–1970</b>	Plan triennal (1967-1969). Réforme de l'éducation du 15 septembre 1962 (publié à la fin de 1964).	Construire de nouveaux établissements scolaires afin de répondre au besoin de scolarisation générale.
<b>1970–1980</b>	1 <sup>er</sup> plan quadriennal (1970-1973). 2 <sup>ème</sup> plan quadriennal (1974-1977).	Organisation de l'éducation. Création de la carte scolaire, Introduction de polytechnique.

Période	Réglementation	Objectifs
<b>1980–1990</b>	1 <sup>er</sup> plan quinquennal (1980/1984). 2 <sup>ème</sup> plan quinquennal (1985–1989).	Le taux de scolarisation atteint 80%. Réforme de l'enseignement secondaire.
<b>1990–2009</b>	La réforme du 9 mai 2000 et la création de la Commission de réforme de l'enseignement primaire en 2003–2004. L'enseignement préscolaire devient obligatoire à partir de l'année scolaire 2008–2009.	Amélioration de la qualité d'enseignement et de la performance scolaire des élèves. Encouragement de l'interdisciplinarité, sensibilisation de l'élève à l'environnement et intégration des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans l'éducation.
<b>2010–2014</b>	Plan quinquennal 2010–2014.	Ce programme s'inscrit dans la dynamique de reconstruction nationale et réserve plus de 40% de ses ressources à l'amélioration du développement humain.

Source : les auteurs 2019

### 3. Mécanisme de production des infrastructures scolaires en Algérie

La production des infrastructures scolaires en Algérie passe par un processus de planification, de programmation et de réalisation qui s'effectue en présence des acteurs politiques et administratifs, sous la réglementation des lois et des articles mis par l'État.

#### 3.1. La planification :

C'est généralement un processus politique, établi par l'État, soit pour faire face à la croissance démographique ou bien pour engager des nouvelles réformes à l'échelle nationale. Celle-ci essaie de prévoir les flux d'élèves qui fréquenteront les différents niveaux de scolarisation ainsi que de formuler des prévisions pour tenir compte des déplacements géographiques de la population. Elle définit l'emplacement des infrastructures scolaires au niveau national, régional et local, à court, moyen et long terme.

Après l'indépendance, les grandes préoccupations du jeune État ont été la démocratisation de l'enseignement et l'introduction de la langue nationale dans le cursus de formation pédagogique. Le pays a connu la construction d'un grand nombre d'infrastructures scolaires conformément à la carte scolaire établie à l'échelle de chaque *Daïra*<sup>89</sup>, sous la responsabilité de l'inspection académique de la *wilaya*<sup>90</sup> pour définir les besoins en infrastructures scolaires. Mais cette dernière n'a pas réussi à résoudre totalement les dysfonctionnements qui existaient dans le secteur, car son contenu n'a pas été pris en charge et les choix de terrain continuaient à se faire d'une manière anarchique.

Avec l'apparition de la première Loi de l'urbanisme en Algérie (Loi n° 90-29 du 01/12/1990 relative à l'aménagement et l'urbanisme), la carte scolaire est abandonnée et remplacée par les nouveaux instruments d'urbanisme (PDAU, POS) qui évalueront les besoins en infrastructures scolaires à court, moyen, et long terme (Tebbi 2011) L'élaboration des plans d'urbanisme se fait par des bureaux d'études (généralement après un appel d'offres) sur la base de la grille théorique des équipements<sup>91</sup> et selon les statistiques de prévision de la population où la nature et l'emplacement de l'équipement scolaire sont définis.

### 3.2. La programmation

C'est une étape indispensable qui suit et complète l'étape de la planification ; elle se fait à partir des plans d'urbanisme (PDAU et POS) sur lesquels la nature et l'emplacement de l'équipement scolaire sont définis, ensuite des programmes sont élaborés, après la définition des besoins des populations concernées. Elle se base essentiellement sur la grille théorique des équipements.

La programmation des infrastructures scolaires a pour objectif de transcrire les besoins des utilisateurs (élèves, enseignants), nécessaires pour l'exercice de différentes activités scolaires et de l'opération pédagogique, définir le programme techniques et architectural de l'établissement scolaire, déterminer le nombre, la nature et les surfaces des différents espaces.

---

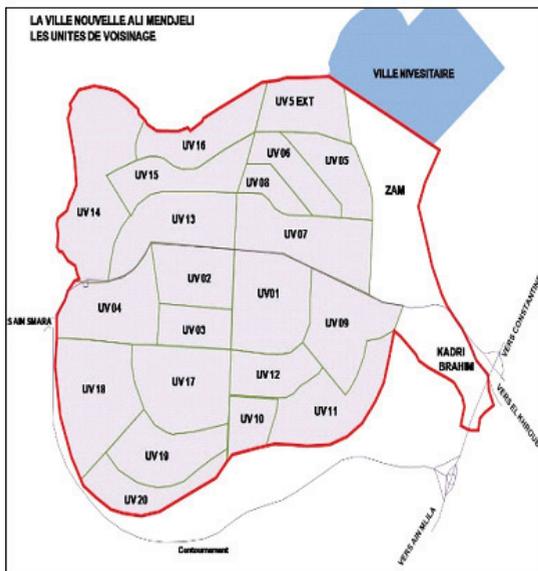
<sup>89</sup> La Daira : en Algérie, subdivision de la wilaya.

<sup>90</sup> La wilaya : est une collectivité territoriale de l'État, elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière, elle est également une circonscription administrative déconcentrée de l'Etat et constitue à ce titre l'espace de mise en œuvre solidaire des politiques publiques et de la concertation entre les collectivités territoriales et l'Etat.

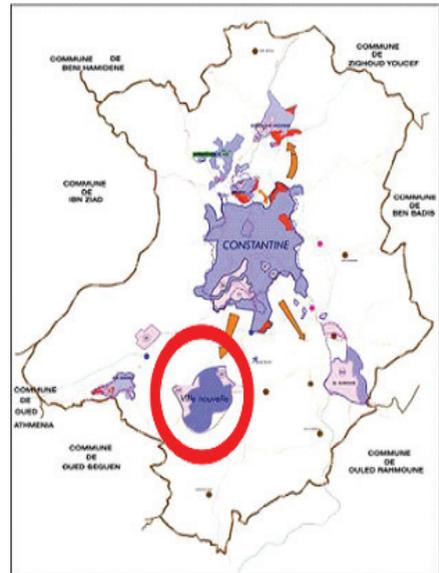
<sup>91</sup> Une grille théorique d'équipements et un schéma théorique de structuration a été élaborés pour chacune des quatre catégories de ville définies, donne pour chaque équipement la surface exprimée par habitant. Ces ratios ont été évalués à partir des normes recueillies auprès des secteurs lorsqu'elles étaient disponibles.

## 4. L'étude de cas

La ville nouvelle Ali Mendjeli est une ville de création *ex-nihilo*<sup>92</sup>, elle a été conçue dans le but de décongestionner la ville de Constantine, en premier lieu, en matière de logement et en second lieu, en matière d'équipements. Elle couvre une superficie de 1500 ha et elle a été décomposée en cinq quartiers regroupant vingt unités de voisinage plus l'extension Unité de Voisinage numéro 05 et numéro 20 (UV 05 et UV 20).



**Figure 1.** Les unités de voisinages de la ville nouvelle Ali Mendjeli  
Source : duc de Constantine (2010)



**Figure 2 :** Situation de la nouvelle ville Ali Mendjeli par rapport à la wilaya de Constantine.  
Source : schéma de cohérence urbain (SCU) URBACO (2007 : 74)

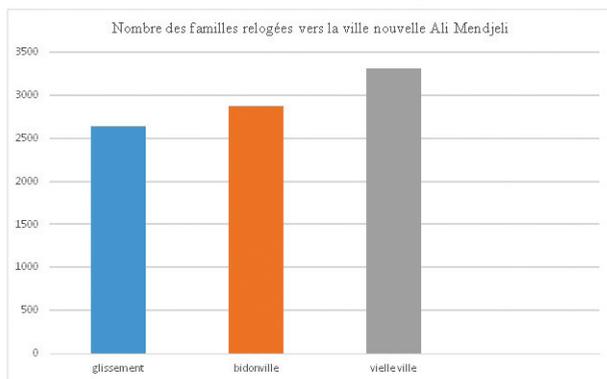
### 4.1. La création de la ville

La création de cette ville nouvelle n'est évoquée ni dans les schémas nationaux de l'aménagement du territoire (SNAT) de 1987, ni dans le document « Demain l'Algérie », élaborés par le Ministère de l'équipement et de

<sup>92</sup> Ex nihilo est une expression latin signifiant « à partir de rien ». Elle est souvent utilisée en conjonction avec un terme exprimant une idée de création, comme dans « création ex nihilo », signifiant littéralement « création à partir de rien », par opposition à une « creatio ex materia », création à partir d'un matériau ou d'un substrat préexistant.

l'aménagement du territoire. Les travaux de réalisation de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli en 1992 furent lancés en l'absence totale de législation. Celle-ci apparaît bien après : la Loi n° 02/08 du 8 mai 2002 fixe les conditions de création des nouvelles villes et de leur aménagement. Le POS de cette ville ne fut approuvé qu'en 1994, c'est-à-dire deux ans après le commencement des travaux.

La nouvelle ville Ali Mendjeli connaît un important transfert de population venant en majorité des zones de bidonvilles et des quartiers de la vieille ville vétustes ou touchés par les glissements de terrains. Contents *a priori* d'avoir bénéficié d'un logement, les habitants ont vite désenchanté après avoir découvert qu'ils n'ont que des murs en béton, pas d'équipements à caractère socioculturel et de loisirs, et des moyens de transport insuffisants (Foura M. & Foura Y. 2005).



**Figure 3.** Nombre des familles relogées dans la ville nouvelle Ali Mendjeli

Source : les auteurs

#### 4.2. Les infrastructures scolaires de la ville nouvelle Ali Mendjeli

A côté du grand nombre des familles relogées, la ville nouvelle Ali Mendjeli a connu un retard avéré dans la réception de plusieurs infrastructures scolaires. Ces équipements n'ont pas pu suivre le même rythme d'évolution que celui de la politique de relogement de la population, ce qui génère une multitude de problèmes qui influencent négativement la stabilité des familles relogées et des élèves, et surtout le cursus scolaire de ceux-ci.

## **5. L'échec du projet s'exprime par les indicateurs suivants :**

- Surcharge des classes qui est toujours au rendez-vous à chaque rentrée scolaire : dans certaines unités de voisinage le nombre des élèves a atteint les 50 par classe.
- Manque de transport scolaire : les élèves doivent parcourir plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école.
- Manque de moyens et de matériel nécessaires au processus éducatif.
- Manque dans l'encadrement pédagogique.
- Mise en service des équipements scolaires encore en état de chantier, ce qui peut mettre l'élève en danger.
- Manque de sécurité interne et environnementale.
- Nombre insuffisant des établissements scolaires.
- Absence d'éducation préscolaire à cause de l'insuffisance des salles de classes.

Actuellement, Ali Mendjeli est devenu une ville problématique. Elle souffre de plusieurs défauts et carences qu'il est nécessaire de combler, car si l'enjeu de la construction de cette ville nouvelle est important, il n'en demeure pas moins que ce sont des milliers de familles en provenance d'horizons divers qui ont été relogées et qu'il fallait en même temps que tous les équipements administratifs, sanitaires, sécuritaires et surtout éducatifs, soient opérationnels et en nombre suffisant pour répondre aux besoins de la population.

## **6. Les causes de l'échec de la planification des infrastructures scolaires de la ville nouvelle Ali Mendjeli**

Notre analyse de la situation nous a permis de déduire ce qui suit comme causes de l'échec :

- Estimations de la population de la ville reposant sur des calculs erronés.
- Lancement des travaux de réalisation de la nouvelle ville en l'absence totale de législation qui fixe les conditions de création des nouvelles villes et de leur aménagement.
- Relogement de la population sans prendre en considération l'achèvement des infrastructures scolaires dans des délais prévus.

- Les instruments d'urbanisme et les études de territoire ont été absents, négligés ou tout simplement sont venus en retard.
- La construction de logements sans structures d'accompagnement, notamment en ce qui concerne les infrastructures scolaires.
- L'élaboration des programmes sur la base de la grille théorique des équipements, Cette dernière n'ayant pas été actualisée depuis des décennies, se trouve dépassée et donc incompatible avec les besoins actuels de la population.
- L'ignorance de la carte scolaire.
- Une mise en œuvre basée sur les plans d'urbanisme malgré l'échec de ceux-ci dans plusieurs secteurs.

## Conclusion

Assurer de bonnes conditions de scolarisation est un facteur important et prépondérant pour le cursus scolaire d'un enfant. Malheureusement, la construction de la nouvelle ville d'Ali Mendjeli est réalisée sans prendre en considération les conditions de scolarisation. Ceci démontre l'incompétence des acteurs concernés et le manque de planification de ceux qui sont chargés de la gestion des opérations de constructions.

A travers notre étude de cas, nous pouvons constater que la planification urbaine en Algérie qui repose sur les instruments d'urbanisme reste insuffisante pour atteindre l'objectif de répondre aux besoins de la population en matière d'infrastructure scolaire.

## RÉFÉRENCES

- Ackoff R L, Vergara E & Gharajedaghi J. 1980. *A Guide to Interactive Planning*, Wharton School of Pennsylvania, Social Systems Sciences Program - Philadelphia, États-Unis.
- Baouni T. 2010. Les dysfonctionnements de la planification urbaine et des transports urbains dans les villes algériennes. Communication présentée à la XIV<sup>e</sup> conférence internationale « Transport durable et qualité de vie en ville » à Buenos Aires, du 24 au 27 octobre 2010.
- Benidir F. 2007. *Urbanisme et planification urbaine. Le cas de Constantine*, thèse de doctorat. Algérie, Université Mentouri - Constantine.
- Benyahia, R. 2015. Fondements de la politique éducative en Algérie, revue *Sciences humaines*, n°43, t. B, 109-125.

- Bertrand O., Kovacs J, Révész A & Timar J. 1974. Prévisions de main-d'œuvre et planification de l'éducation : le cas de l'Algérie. In : *Tiers-Monde*, tome 15, n°59-60. Education et développement. L'école et le Tiers-Monde en 1974 (sous la direction de Isabelle Deblé), 511-548.
- Foura M. & Foura Y. 2005. Ville nouvelle ou Zhun à grande échelle : L'exemple d'Ali Mendjeli à Constantine. *Les Annales de la recherche urbaine*, 122-126.
- Gallez, C. & Maksim, H. 2007. À quoi sert la planification urbaine : Regards croisés sur la planification urbanisme-transport à Strasbourg et à Genève. *Flux*, 69(3), 49-62. Doi 10.3917/flux.069.0049.
- Hamina, Y.L. & Abbas, L. 2015. Évolution des instruments de planification spatiale et de gestion urbaine en Algérie. In : *Cinq continents. Revue roumaine de géographie*, Vol. 5/Numéro 11, été 2015, 104-129.
- Kassah Laouar I. 2007. *La ville nouvelle Ali Mendjeli : acteurs et gouvernance dans le processus d'édification*. Algérie, Université Mentouri de Constantine, mémoire de maîtrise.
- Legrand L. 1988. Les politiques de l'éducation, coll. *Que sais-je*, Paris : PUF.
- Nedjai F. 2013. *Les instruments d'urbanisme entre propriétaire et application*, Algérie, Université Mohamed Khider Biskra, mémoire de maîtrise.
- Oumaima E. 2017. *La programmation architecturale et urbaine : du politique au spatial*, Université de Strasbourg, mémoire de maîtrise.
- Rachid sidi Boumediene. (Ed). 2013. *Echec des instruments ou instruments de l'échec ?* Alger : Les alternatives urbaines.
- Tebbi H. 2013. *Analyse de la fonction éducative. Répartitions et disparités*. Algérie, Université Hadj Lakhedar Batna, mémoire de maîtrise.
- Terbouche H. 2010. *L'impact de la qualité environnementale des établissements scolaires sur la performance du système éducatif en Algérie*, Algérie, Université Mouhamed Soddik Benyahia de Jijef, mémoire de maîtrise.
- Zetlaoui-Léger, J. 2009. La programmation architecturale et urbaine : émergence et évolutions d'une fonction : In : *Les Cahiers de la Recherche Architecturale et Urbaine*, n° 24/25, Paris : Éditions du Patrimoine, 143-158.
- Zetlaoui-Léger, J. 2002. Marchés de définition simultanés : un succès à interroger, *Urbanisme*, n° 325, 14-17.

---

# LES RÉSIDENCES SÉCURISÉES, LES CONSTATS DE LA RÉSILIENCE ET L'INTERACTION SOCIALE DANS LE CONTEXTE VIETNAMIEN

*Khanh Toan VUONG*

---

## RÉSUMÉ

Dans le monde, des zones urbaines qui sont formées suivant des modèles relativement « fermées » ou « séparées », ont apparu depuis longtemps, en vue d'assurer des conditions de vie meilleures ou bien à répondre à des besoins spécifiques des citadins (de nature communautaire, culturelle, religieuse). Au sein de ces espaces, les conditions fondamentales de vie sont assurées à un certain niveau. Peu à peu, ces espaces relativement « fermés » se sont multipliés, se distinguant des autres par la classe sociale des habitants, la qualité de vie, la sécurité, l'accès aux nouvelles avancées de la science et des technologies ... L'omniprésence de ce modèle est évidente non seulement dans les pays développés, mais aussi dans des pays émergents tel que le Vietnam. Ce sont de nouvelles résidences sécurisées, des « Gated Communities », ou bien de nouveaux quartiers riches et luxueux, qui fournissent des espaces confortables à des communautés avec des besoins spécifiques. En même temps, ce phénomène renforce la ségrégation au sein de la structure sociale et la déconnexion entre les communautés, notamment dans les grandes villes.

Dans le cadre de cet article, les auteurs présentent les différents modèles de résidences fermées au Vietnam afin de démontrer les particularités de ces nouvelles zones sécurisées et de problématiser les possibilités offertes par celles-ci, en termes de résilience et de cohésion communautaire et sociale de la population urbaine. Ces particularités seront éclairées par une

analyse spatiale et morphologique des espaces publics se caractérisant par des interactions sociales variées et dynamiques.

**Mots-clés :** *Nouvelle zone urbaine, résidence sécurisée, résilience, structure sociale, analyse spatiale, espace public*

## ABSTRACT

Historically, urban areas with relatively “closed” or “separate” patterns have been formed for a long time due to particular origin, culture, religion or traditional habits of citizens and/or to guarantee certain level of living conditions. These “closed” spaces gradually become more developed for a variety of reasons and conditions such as class, standard of living, security, scientific and technological development, etc. Not only in developed countries, but also in developing countries such as Vietnam, these Secured Housing Areas, Gated Communities or those for the high class are becoming more and more popular, providing comfortable living spaces for society or communities. But at the same time, it also has an impact on social structure by increasing social segregation and alienation and reducing community interaction, especially within the urban areas.

This paper analyses the design and social impacts during the formation and development of this urban model in Vietnam over a period of ten years and discusses possible activities to enhance resilience and community cohesion for urban society. Particular elements will be clarified by the spatial and morphological analysis of these urban areas in focusing on public spaces where social interactions take place in various and flexible ways.

**Keywords:** *New Urban Area, Gated Community, Resilience, Social Structure, Spatial Analysis, Public Space*

## **1. Introduction : Les résidences sécurisées, un modèle luxueux au sein des nouvelles zones urbaines au Vietnam**

### **1.1. La naissance du contexte de l’explosion urbaine contemporaine au Vietnam**

Le Vietnam, un pays en développement, qui vient de sortir du classement des pays pauvres, se caractérise par son urbanisation « chaude ». En effet, les processus d’urbanisation se caractérisaient par un rythme assez lent jusqu’à

la période dite de « Rénouveau »<sup>93</sup> de la politique du pays. Cette politique a influencé positivement l'économie et la société, notamment la société civile. De 1990 à 2016, le nombre des villes du pays est passé de 500 à 795<sup>94</sup>. Selon le Code de la construction, il existe six rangs de villes. En fin 2017, le nombre total des villes du Vietnam s'élève à 813, avec un taux d'urbanisation du pays de 37,5%.

L'urbanisation rapide conduit à l'extension des villes et à une croissance démographique importantes. Hanoï et Ho Chi Minh ville sont les deux plus grandes villes du pays qui témoignent d'une croissance remarquable. À partir du mois d'août 2008, la superficie de Hanoï a triplé (3324 km<sup>2</sup>) et la ville est devenue la 17<sup>e</sup> capitale du monde en termes de surface. En 2018, la population de Hanoï a atteint 8.215.000 habitants (contre 8.525.000 habitants qui vivent sur la surface de 2095 km<sup>2</sup> de Ho Chi Minh ville).

À partir des années 1990, l'urbanisation rapide et la croissance démographique favorisent la transformation des espaces urbains. L'étalement urbain et la densification de la population sont des processus parallèles et se produisent sans discontinuité. De grands projets urbains sont créés, notamment les nouvelles zones résidentielles.



*Royal City, Thanh Xuan, Hanoi*



*Vinhomes Riverside, Long Bien, Hanoi*

**Figure 1.** Deux nouvelles zones urbaines sécurisées de groupe Vingroup<sup>95</sup>

<sup>93</sup> Politique de réforme totale du pays commencée en 1986 ; le Vietnam s'est orienté vers l'économie du marché et l'ouverture diplomatique.

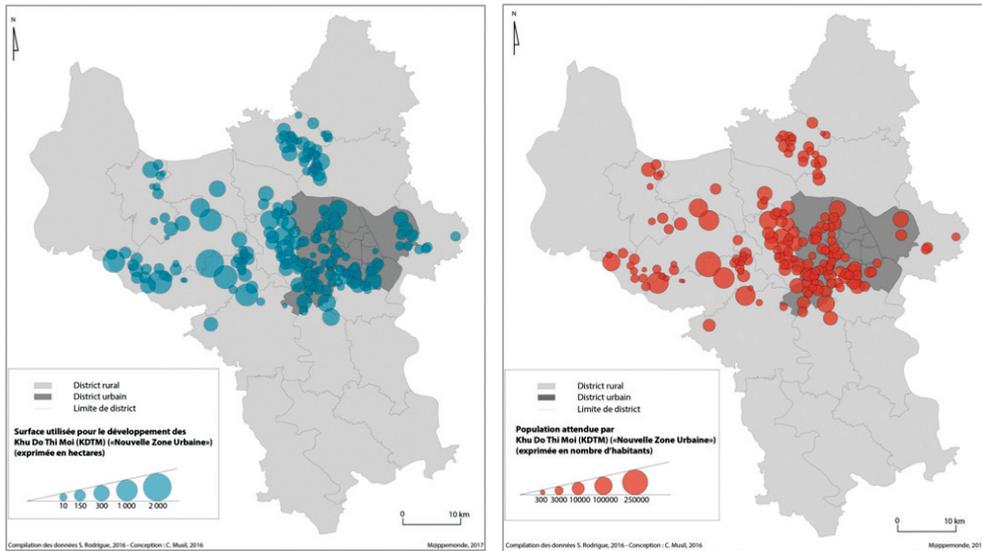
<sup>94</sup> Rapport annuel du Ministère de Construction. 2016.

<sup>95</sup> Source : <https://www.vinhomesgardenia.city/2015/12/vinhomes-royal-city.html>  
<http://vinhomessidelongbien.vn/vinhomes-riverside-giai-doan-1/>.

Dans ce contexte d'urbanisation rapide, les premières nouvelles zones urbaines sont nées à la fin des années 1990. Elles ont commencé à se développer dans les plus grandes villes comme Hanoï et Ho Chi Minh ville. Les zones urbaines de Linh Dam, Dinh Cong, Phu My Hung étaient les premiers à l'époque. Le terme « nouvelle zone urbaine » désigne un nouveau quartier résidentiel urbain qui est souvent bâti conformément au plan d'aménagement urbain et de développement du territoire déjà approuvé.

Ce nouveau type de résidences, y compris les logements individuels, ont une certaine typologie (des lotissements en bas aux appartements dans les immeubles de grande hauteur) et les bâtiments collectifs répondent au besoin de logements suite à la croissance démographique. Pendant les premières années, les nouveaux quartiers résidentiels étaient planifiés sous la tutelle de l'État et répondaient à deux attentes : l'envie de modernisation et de développement de l'État, et le désir d'une population d'origine paysanne de « devenir urbaine ». La vie dans les bâtiments de plusieurs étages donne aux nouveaux citadins l'ambiance de la vie moderne et le sentiment d'être urbain mais ceux-ci gardent encore leurs mœurs et habitudes rurales. Les gens transforment au fur et à mesure la forme et la structure des bâtiments et des appartements en fonction de leurs besoins, et même de leurs coutumes rurales.

En 2010, le Vietnam témoigne de l'implantation de 632 nouvelles zones urbaines (Boudreau et Labbé 2011). À Hanoï, Linh Dam est la première nouvelle zone urbaine, bâtie en 1994. En fin 2016, il y a eu 252 nouvelles zones urbaines approuvées dans la capitale dont la taille varie de 2 à plus de 2000 hectares (Labbé et Musil 2017).



**Figure 2.** Cartographie de la distribution des nouvelles zones urbaines à Hanoï. 2016

Source : Danielle Labbé et Clément Musil. 2017. Les « nouvelles zones urbaines » de Hanoï (Vietnam): dynamiques spatiales et enjeux territoriaux. *Mappe Monde*. N°122

## 1.2. Nouvelles zones urbaines « sécurisées », un territoire pour des classes aisées à Hanoï et Ho Chi Minh ville

Au cours de l'évolution des nouvelles zones urbaines, des terminologies différentes ont été utilisées, qui correspondaient à des morphologies et des fonctionnements divers : zone urbaine écologique, zone urbaine sécurisée, zone urbaine intelligente ... (Trân Minh Tùng 2018.) Ces zones présentent des atouts différents (en termes d'environnement, de sécurité, d'accès aux dernières avancées des sciences et des technologies), en fonction du prix de vente et du type d'habitation.

Parmi ces différents types, il y a un type qui « cible » la classe aisée : ce sont les zones urbaines sécurisées. Il s'agit de résidences contrôlées où les zones avoisinantes et les espaces publics sont réservés à leurs habitants. À l'échelle mondiale, ce modèle, qui a été nommé « Gated Communities » ou Résidences sécurisées, a apparu depuis longtemps, notamment dans les pays occidentaux. Il a fait objet de discussions sur sa compatibilité sociale avec les autres espaces de la ville. Notre contribution examine l'évolution de ce type de résidences dans le contexte vietnamien où les mœurs et les coutumes

traditionnelles sont toujours vivantes et influencent la vie des citoyens, et où le développement technologique et économique est assez dynamique.

### **Une opposition entre les enjeux sociaux et les intérêts économiques**

Comment pourrait-t-on améliorer la qualité de vie matérielle et immatérielle en mettant en valeur les traditions locales ?

Vietnam, un pays de tradition agricole, avec sa longue histoire, a des villes qui ont été fondées sur la culture villageoise. Les coutumes et les pratiques ont été gravées dans l'esprit des habitants depuis des milliers d'années. Cette culture est nourrie dans les espaces traditionnels à l'intérieur des bâtiments et même à l'extérieur dans les espaces publics ou les espaces communautaires.

Au cours du développement socio-économique et de l'urbanisation accélérée caractérisant le pays depuis 1990 jusqu'à aujourd'hui, le passage de la vie agricole à la vie industrielle et urbaine est de plus en plus visible, notamment dans les grandes villes comme Hanoï et Ho Chi Minh ville. En même temps, l'économie de marché fait accroître les écarts économiques et la différence du niveau de vie entre l'espace urbain et l'espace rural. Cet écart conduit à des transformations spatiales du territoire, des espaces urbains et ses espaces périurbains.

Dans ce contexte de changement, la naissance des nouvelles zones urbaines, notamment des résidences sécurisées, est une démonstration éloquent de l'augmentation des écarts sociaux. De même, les relations sociales changent aussi dans cette époque, influencées par le développement de l'individualisme. La structure sociale se modifie au fur et à mesure, allant de la mixité vers la différenciation de classes, divisant les individus, les familles et les proches. Cette division a créé les communautés « isolées » qui, au niveau de la vie quotidienne, ont des besoins plus élevés que la plupart des autres habitants de la ville. Les parcs, les jardins privés, les équipements publics de haute qualité, la sécurité deviennent les caractéristiques de l'espace habité que les citoyens imaginent et désirent.



**Figure 3.** Enjeux sociaux et intérêts économiques

Source: <http://ciputrahanoi.com.vn/en/>, <http://www.ecopark.com.vn/> <http://dacsandulich-bamien.com/di-san-pho-co-ha-noi/>

Faisant introduire les processus de réforme et d'ouverture, Hanoï a instauré une économie qui se déplace de la structure traditionnelle « industrie-commerce-services » à une structure moderne « commerce-services-industrie », ce qui est induit par des changements importants de la structure des activités économiques. De plus, les secteurs économiques privés et mixtes jouent un rôle toujours plus important dans ce processus de croissance économique et de développement. La relation étroite entre l'offre et la demande, ainsi que la concurrence au sein d'une économie de marché sont déjà visibles, particulièrement dans le commerce et les services, et se retrouvent très distinctement dans le centre-ville (Trinh Duy Luan 2002).

## **2. Les résidences sécurisées : quelques constats**

### **2.1. La densité de la population et le rythme rapide de la vie urbaine incitent les citoyens à vouloir vivre dans des résidences fermées et confortables**

Au cours de l'urbanisation, les villes vietnamiennes sont de plus en plus densifiées et fréquentées. Par conséquent, les citoyens ont besoin d'espaces pour se reposer, relaxer, et communiquer après une journée intense de travail.

En effet, la migration interne au Vietnam se concentre dans la ville, un territoire offrant les opportunités d'une vie en constant changement. En 1999, le niveau d'urbanisation du pays (proportion entre les citoyens et la population totale du pays) était 23,5%. Entre 2009 et 2013, ce niveau est monté de 29,6% à 33,47%. Pour 2019, il est prévu que cet indicateur atteigne 40% (Rapport annuel de Ministère de Construction 2018).

L'urbanisation attire vers la ville les ressources humaines, le moteur principal de l'économie. Or la satisfaction des besoins des habitants dans ces grandes villes s'accompagne de problèmes d'équilibre de la vie quotidienne. Les relations et le temps passés au travail jouent un rôle de plus en plus important tandis que les moments passés avec la famille ou les voisins se réduisent. Ce contexte ne concerne pas seulement les adultes, mais aussi les enfants et les personnes âgées. Les enfants dans les grandes villes du Vietnam passent en moyenne huit heures à l'école primaire et des heures supplémentaires dans les centres d'activités, apprenant les sports, les langues étrangères ou encore les mathématiques. C'est pourquoi, les citoyens ont besoin d'espaces de qualité pour jouir pleinement des moments limités dont ils disposent en vue de rééquilibrer leur vie quotidienne, s'occuper de leur famille ou bien prendre soin d'eux-mêmes. Ce sont les nouvelles zones urbaines haut de gamme – les résidences sécurisées au Vietnam – qui offrent cette opportunité. En bref, ces îles de paix sont une réponse de la ville aux besoins de ses habitants où ces derniers peuvent trouver de l'air pur, de la végétation, de la sécurité, des services de qualité, etc.



**Figure 4.** Nouvelle zone urbaine sécurisée – Vinhomes Central Park, Ho Chi Minh ville<sup>96</sup>

Or, d'un côté, les résidences sécurisées offrent le confort à leurs communautés, d'autre côté, elles réduisent les interactions sociales à l'intérieur et à l'extérieur.

Les résidences sécurisées ou les nouvelles zones urbaines haut de gamme au Vietnam se caractérisent par des standards écologiques, de beaux paysages, ainsi que par le confort, la qualité des services et le haut niveau de sécurité. C'est pourquoi, elles deviennent un symbole de prestige par ces temps de globalisation et d'industrialisation du pays.

Cependant, derrière ce « beau paysage », dans les pays développés on commence à entrevoir des risques sociaux. Il s'agit surtout de la ségrégation sociale, mais aussi de la réduction de la mixité sociale. Ce sont les mêmes problèmes qu'on rencontre lorsqu'on observe les résidences sécurisées partout dans le monde. Au Vietnam, la société urbaine se déplace du communisme à l'individualisme, de la cohésion sociale et de la mixité sociale à la ségrégation sociale. Ce phénomène est évoqué (est décrit) par le sociologue allemand Ferdinand Tönnies (Tönnies 1957).

En effet, en observant le paysage des nouvelles zones urbaines sécurisées au Vietnam, on remarque une homogénéité de l'architecture, des espaces publics et du niveau de vie. Elle se traduit socialement par les revenus très élevés de ses habitants. Par exemple, une villa mitoyenne, sur une parcelle de 232 m<sup>2</sup> dans la zone résidentielle sécurisée *Vinhomes Thang Long* à Hanoi,

<sup>96</sup> Source: Source: <http://www.bestrent.vn/property/vinhomes-central-park-apartments-for-rent/http://www.bestrent.vn/property/vinhomes-central-park-apartments-for-rent/>

coûte 856.000 USD. Une autre villa sur un terrain de 484 m<sup>2</sup>, dans le quartier *Ciputra* à Hanoï, coûte 2.086.000 USD alors que le revenu moyen d'un habitant à Hanoï en 2018 n'était que 3900 USD par an.



**Figure 5.** *Lotissement -  
Projet Star Lake, Hanoi*



**Figure 6.** *Villa mitoyenne -  
Projet Ciputra, Hanoi*

Source: Auteurs

D'autre part, les limites spatiales entre ces résidences sécurisées et les quartiers aux alentours sont fortement marquées par les murs et les grands portails, avec leurs postes de garde et gardes de coprs. Le quartier est contrôlé et surveillé 24/24 heures.

De plus, la présence d'équipements et de services pour la vie quotidienne à l'intérieur des résidences comme les écoles, les supermarchés, et les espaces de loisirs, de sport et de verdure, réduit l'interdépendance entre ces quartiers et le reste de la ville<sup>97</sup>. Les habitants de ces résidences sécurisées n'ont pas besoin de sortir de leur quartier pour chercher ailleurs les services quotidiens nécessaires à leur confort.

Au début des années 2000, les nouvelles zones urbaines autour de la 3<sup>e</sup> couronne de la ville présentent déjà une taille beaucoup plus importante par rapport à la première génération. Souvent, elles s'implantent dans des territoires agricoles et sont entourées par des agriculteurs dont le mode de vie est très différent. Cette situation renforce la rupture sociale entre la ville et sa périphérie et expose le territoire aux nouveaux risques socio-économiques dans le moyen terme (Fanchette 2018).

<sup>97</sup> Site Internet. <https://ashui.com/mag/chuyenmuc/quy-hoach-do-thi/9601-thanh-pho-va-cuoc-song-do-thi.html>

## **2.2. Le besoin d'interaction entre les habitants de l'intérieur et de l'extérieur des résidences fermées**

Dans une société urbaine, les relations secondaires – les relations pendant le temps de travail – remplacent progressivement le rôle des relations primaires que sont les connexions familiales, les relations avec les voisins ou encore amicales et qui jouaient un rôle très important dans la société rurale. Dans le contexte urbain, ces relations se sont réduites et perdent davantage leur importance. À ces relations se substituent des relations fonctionnelles instaurées par le travail dans la ville. Les citoyens vivent quotidiennement dans un système de forte spécialisation dont ils sont de plus en plus dépendants. De cette façon, la société urbaine est de plus en plus différenciée par l'omniprésence des relations indirectes via les technologies ou simplement via le travail. Cette différenciation se présente partout et dans tous les domaines de la vie : dans l'alimentation, l'habitat, le déplacement, le sanitaire, la santé publique, la sécurité, ainsi que dans la sphère de l'éducation.

Cette situation « refroidit » la vie spirituelle des habitants en les séparant et en diminuant leurs contacts directs. En plus, sous la pression de l'espace urbain dominé par la pollution, les embouteillages, la délinquance, la concurrence et l'instabilité du travail, la vie dans les villes devient de plus en plus fatigante.

Les villes vietnamiennes, de plus en plus peuplées au nom de l'urbanisation, entraînent leurs habitants comme la locomotive d'un train à grande vitesse, les obligeant à vivre dans une atmosphère étouffante. Ce n'est pas seulement la pollution de l'air qui les fait étouffer, c'est aussi le manque de temps libre qui les opprime. Les moments passés en famille, parmi leurs parents et leurs enfants, entre amis, voisins ou entre les cousins, sont devenus rares. Nam, directeur d'une grande société privée, avoue : « *Je vois rarement mes enfants, car je dois partir très tôt le matin et je rentre très tard le soir. Je trouve que je passe beaucoup plus de temps au bureau et dans les voyages de travail qu'avec ma famille. Mais, c'est le contexte de la concurrence, si tu veux gagner bien la vie de ta famille qui vit dans une grande ville comme Hanoï* ». C'est pourquoi il a choisi une villa à Ciputra Hanoï, une résidence sécurisée typique dans la capitale du pays. Ce choix lui permet d'optimiser les petits moments passés avec sa famille dans un espace vert, tranquille et sécurisé. Ce choix fait profiter aux personnes comme Nam à se reposer dans une ambiance harmonieuse et à relaxer après la pression quotidienne de la vie professionnelle. Ce désir n'est plus l'apanage des riches, c'est un besoin qui est

ressenti par de la majorité des habitants de la ville, y compris ceux habitant à l'extérieur de ces résidences, malgré leurs revenus moyens et même bas.

Néanmoins, dans le cas des grandes villes du Vietnam, comme Hanoï et Ho Chi Minh ville, les nouvelles zones urbaines sécurisées se localisent, géographiquement, à proximité des quartiers locaux existant depuis longtemps. Le contrôle sécurisé n'arrête pas les habitants de l'extérieur aux portails de la nouvelle zone urbaine. Au contraire, les grands espaces publics sont ouverts à tout le monde sous condition de respecter quelques règles, notamment l'interdiction du commerce de l'extérieur dans ces zones.

Par ailleurs, l'accès aux équipements publics tels que l'école, l'hôpital, les salles de sport, est ouvert à tout le monde. La distinction entre les résidents et les habitants d'autres quartiers est le prix forfaitaire à l'entrée. Alors, les ménages de la classe moyenne, peuvent y faire inscrire leurs enfants à un cours ou service de haute qualité comme un investissement pour leur futur.

Par ailleurs, le Vietnam, pays agricole traditionnel, est un jeune pays au point de vue de l'urbanisation. La composante principale des travailleurs du pays est celle issue des générations nées dans les années 1970 et 1980 : leur enfance a passé dans une période de prédominance de la culture villageoise. Cette génération sauvegarde jalousement les valeurs traditionnelles et l'identité locale dans un contexte de globalisation et de concurrence.

La proximité géographique entre les nouvelles zones urbaines sécurisées et les villages existants est actuellement une prémisse pour une restructuration des connexions sociales à l'échelle de la ville. En réalité, la plupart des terrains où se trouvent les nouvelles zones urbaines de luxe, furent les terrains agricoles des villages encore existants ou des villages qui ont existé dans le passé. Ce changement de statut de la terre incite les habitants locaux à chercher de nouveaux modes de vie dans la ville tandis que les nouveaux habitants des résidences ont besoin de se reconnecter aux valeurs originelles pour être reconnus, pour mieux s'intégrer dans leur nouveau lieu résidentiel, ou même pour se sentir en sécurité. Les intellectuels comprennent bien que la durabilité est le résultat de la combinaison entre la solidarité sociale et les valeurs humaines.



**Figure 7.** Les vendeuses de fleurs sur les rues de Hanoi<sup>98</sup>



**Figure 8.** Famille vietnamienne avec les « Ao dai », un costume traditionnel dans les vacances de « Tet », Nouvel an lunaire<sup>99</sup>

### **3. Conclusions : Les modes de vie pourraient – t – ils évoluer dynamiquement en réponse aux besoins de développement fort rapide de la société urbaine dans notre époque ?**

Les résidences sécurisées au Vietnam se distinguent de leurs précurseurs américains, en particulier, et occidentaux, en général, par l'accessibilité à l'intérieur qu'elles offrent aux non résidents de celles-ci. La proximité géographique entre les nouvelles zones urbaines sécurisées et les villages existants est actuellement une prémisse pour répondre à la question sociale associée à l'échelle territoriale.

De plus, les coutumes et les pratiques traditionnelles vietnamiennes dans le contexte de révolution scientifique et technologique, seront des atouts pour restructurer et régénérer la cohésion sociale qui fait défaut dans les grandes villes à l'échelle du globe, sous la forme de communautés fondées sur l'intimité des rapports et la propriété partagée.

Dans le contexte de croissance démographique, caractérisant notamment les métropoles du pays, la construction des nouvelles zones urbaines sécurisées demeure toujours une urgence pour les grandes villes. Hanoi ou Ho Chi Minh ville seront des laboratoires pertinents du développement des résidences sécurisées au Vietnam. Il s'agit d'une vision du concept de ce modèle lié à son environnement local, lequel met en exergue autant sur la

<sup>98</sup> Source : <http://laodongthudo.vn/binh-di-nhung-xe-hoa-40339.html>.

<sup>99</sup> Source : <https://edu2review.com/news/top-10-hay-tot-nhat/top-7-dieu-thu-vi-ve-tet-nguyen-dan-ma-ban-phai-biet-2094.html>.

culture communautaire traditionnelle que sur les équipements et services modernes et sur la sécurité.

### RÉFÉRENCES

- Boudreau, J.-A. et Labbé, D. 2011. Les nouvelles zones urbaines à Hanoï : Ruptures et continuités avec la ville. *Cahier de Géographie du Québec*. Volume 55, numéro 154.
- Fanchette S. 2018. *Hà Nội future métropole. Rupture de l'intégration urbaine des villages*. Petit atlas urbain. Marseille : IRD.
- Labbé, D, Musil, C. 2017. Les « nouvelles zones urbaines » de Hanoï (Vietnam) : dynamiques spatiales et enjeux territoriaux. *Mappe Monde. Revue trimestrielle sur l'image géographique et les formes du territoire*, numéro 122.
- Nguyen Minh Hoa. 2005. từ không gian giao tiếp đến không gian nhân văn – con đường đi của đô thị Việt Nam. Colloque « Đô thị hóa và cuộc sống đô thị trong tương lai của Việt Nam – Bàn về không gian công cộng trong đô thị ».
- Politique de réforme totalement le pays en 1986, le Vietnam s'est orienté vers l'économie du marché et à l'ouverture diplomatique. *Rapport annuel du Ministère de Construction*. 2016.
- Rapport annuel de Ministère de Construction*. 2018.
- Tonnies. F. 1957. *Community and Society*. The Michigan State University Press.
- Trần Minh Tùng. 2018. *Khu đô thị mới. Từ nguyên gốc lý thuyết để biến thể thực tế*. Éditeur Construction.
- Trinh Duy Luan. 2002. Transformation des modes de vie et de la morphologie urbaine. « *Hanoï. Enjeux modernes d'une ville millénaire* ». Éditions Trames. Faculté de l'aménagement. Université de Montréal.
- <https://ashui.com/mag/chuyenmuc/quy-hoach-do-thi/9601-thanh-pho-va-cuoc-song-do-thi.html>

---

# ERADICATION DES BIDONVILLES ET POLITIQUE DE RELOGEMENT EN ALGÉRIE : QUELLES IMPLICATIONS SUR LE DÉVELOPPEMENT URBAIN ? CAS D'ÉTUDE : LA WILAYA D'ALGER.

*Samah FLISSI, Meriem CHABOU OTHMANI*

---

## RÉSUMÉ

Ce travail s'inscrit dans le cadre de la lutte contre l'habitat précaire en Algérie. Son objectif est de tirer des enseignements de l'expérience qui est en cours de réalisation visant une meilleure efficacité et maîtrise des opérations de résorption des bidonvilles dans les villes algériennes.

Suite à la relance économique au début du millénaire, le secteur de l'habitat en Algérie a connu un essor particulier, ce qui a permis la mise en place d'un programme de relogement réservé aux habitants des bidonvilles. L'objectif est de faire d'Alger à l'horizon 2016 « la première capitale africaine sans bidonvilles » et de résoudre la crise de logement qui perdure depuis l'indépendance du pays.

Cet article se focalise particulièrement sur la politique de relogement et ses implications sur l'espace urbain : il s'agit d'une identification des sites des bidonvilles éradiqués et des cités d'accueil au niveau de la ville d'Alger. Pour la réalisation de cet objectif, un travail de cartographie numérique a été nécessaire utilisant les systèmes d'informations géographiques (GIS).

**Mots-clés :** *Eradication des bidonvilles, politique de relogement, planification urbaine, développement urbain, cartographie numérique*

## ABSTRACT

This work is a part of the framework of the fight against precarious housing in Algeria, in order to learn from the experience that is currently being implemented aiming greater efficiency and control of slum clearance operations in Algerian cities.

Following the economic revival at the beginning of the millennium, the housing sector in Algeria attracted a particular interest, which permitted to set up a relocation program for slum dwellers. The goal is to make Algiers by 2016 the first African capital without slums, thus, to overcome the housing crisis persisting since the independence of the country.

In this paper, special attention is paid to the relocation policy and its implications on the urban space: an identification of the sites of eradicated slums and the host housing projects in the city of Alger. For this, a digital mapping work was necessary, using geographic information systems (GIS).

**Keywords:** *Slums Eradication, Relocation Policy, Urban Planning, Urban Development, Digital Mapping*

## Introduction

Les bidonvilles constituent un champ d'action dans le contexte du développement urbain dans la plupart des pays du Sud, et appelle à une réflexion approfondie sur la nature du phénomène, les mécanismes de son développement et son évolution. Il interpelle également sur la nécessité d'une stratégie d'intervention.

A l'instar des pays de l'hémisphère Sud, l'Algérie a connu une croissance démographique depuis les années 1950 (Hamidou 1989), ce qui a engendré une grande concentration de la population dans les villes qui constituent des pôles d'attraction pour les populations pauvres. Cette attractivité urbaine a généré une prolifération remarquable des bidonvilles en Algérie : ces derniers représentent toutes les formes de précarité, pauvreté et marginalité extrême. Ils se manifestent par des implantations sauvages en centre et en périphérie et se caractérisent par l'absence des services de base. Les habitants des bidonvilles subissent une double stigmatisation sociale et politique (Chabou 2014).

Visant l'éradication de ce phénomène et avec l'ambition de devenir la première capitale africaine sans bidonvilles, la *wilaya* d'Alger a mis en place des programmes de résorption de l'habitat précaire et particulièrement les bidonvilles. Nous assistons alors, depuis l'année 2014, à l'accélération de la

cadence des opérations de relogement et à la démolition de plusieurs sites situés aussi bien à l'intérieur de la capitale que dans les villes limitrophes. Le constat est remarquable et l'expérience, considérée comme unique, fera l'objet d'une médiatisation internationale.

Cependant, si le relogement de masse aura contribué à résorber le déficit en logements, tel qu'annoncé par les autorités à la réunion de l'ONU à New-York<sup>100</sup>, il a contribué, à contrario, à une plus grande fragmentation sociale et spatiale (Safar-Zitoun 2001).

S'inscrivant dans une perspective de renouvellement urbain, ce travail de recherche a pour objectif général de contribuer à l'amélioration de la stratégie de résorption des bidonvilles à la ville d'Alger, en se basant sur les questions relatives aux mobilités résidentielles et le rôle des instruments d'urbanisme dans la stratégie de relogement en termes de prise en considération des marges et des périphéries.

## Méthode de recherche

A cet effet, l'élaboration de cette recherche nécessite un travail de cartographie numérique, ce travail est effectué en deux étapes complémentaires :

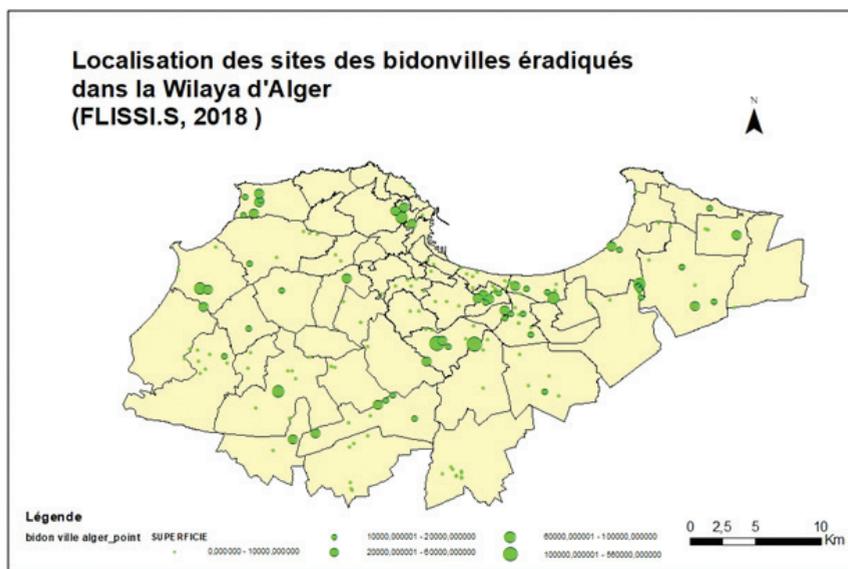
En premier lieu, la collecte des données qui consiste à rassembler des informations relatives à la stratégie de relogement depuis l'année 2014 : la localisation des sites de bidonvilles éradiqués et des cités d'accueil, à travers des investigations auprès des organismes impliqués dans ces opérations, notamment la Direction des logements et les trois offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la *wilaya* d'Alger: OPGI de l'Hussein Dey, OPGI de Dar El Beida et OPGI de Bir Mourad Rais.

En deuxième lieu, l'utilisation de l'outil ArcGis 10.3, qui consiste en la création d'un système d'informations géographiques, et qui nous permettra d'organiser et rassembler toutes les informations provenant de sources multiples en une seule vue géographique cohérente, et de concevoir une base de données avec une référence spatiale. Cette base de données géographiques est indispensable pour gérer les informations, effectuer des analyses spatiales, et communiquer les résultats de ce travail à travers des cartes thématiques.

<sup>100</sup> Le Wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, et le représentant de l'Algérie auprès de l'ONU, Sabri Boukadoum ont présenté l'expérience algérienne en matière de résorption des bidonvilles menée en exécution du programme du président de la République M. Abdelaziz Bouteflika aux Nations Unies visant l'éradication totale de l'habitat précaire en Algérie.

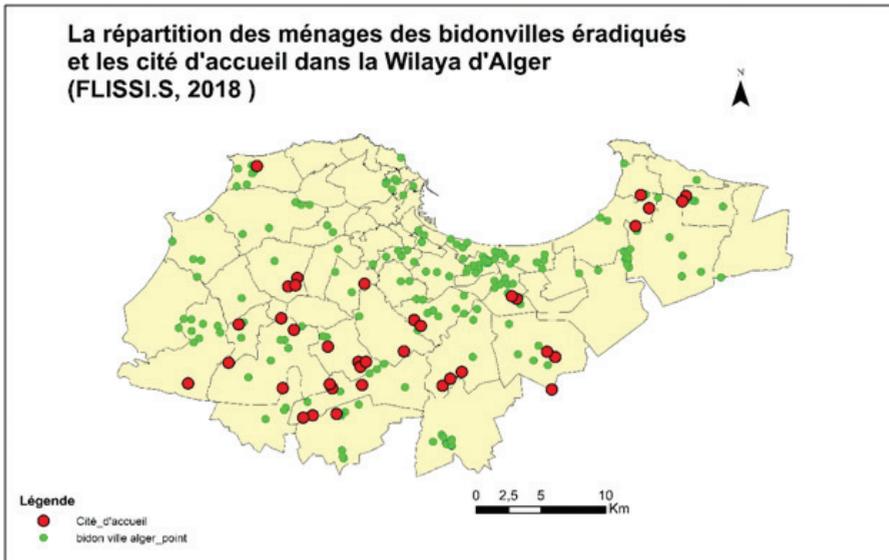
## Résultats et discussion

Les investigations auprès de la Direction des logements et l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la *wilaya* d'Alger, ont porté principalement sur la localisation des sites des bidonvilles éradiqués et les cités d'accueil. Il s'agit d'identifier les différentes conséquences et effets de ce relogement.



**Figure 1.** Localisation des sites des bidonvilles éradiqués dans la wilaya d'Alger (FLISSI 2018).

Suite à la collecte des données et au travail de cartographie numérique, il a été retenu qu'en matière de relogement, notamment celui qui est relatif aux habitants des bidonvilles, le gouvernement algérien a bien confirmé sa volonté d'éradiquer le phénomène qui envahit les grandes villes et de résorber le déficit en logement que connaît le pays depuis des décennies. Nous pouvons le constater à travers l'accélération de la cadence des opérations de relogement : 24 opérations depuis mi-juin 2014 jusqu'à décembre 2018, plus de 400 sites de bidonvilles éradiqués sur les 569 recensés dans la *wilaya* d'Alger, permettant ainsi de reloger plus de 100 mille familles et de récupérer plus de 550 hectares, précisant que ces terrains seront consacrés à plusieurs projets publics de différents secteurs.



**Figure 2.** La répartition des ménages des bidonvilles éradiqués et les cités d'accueil dans la wilaya d'Alger (FLISSI 2018).

Ce relogement de masse, bien qu'il résolve le problème de milliers d'habitants des bidonvilles en termes de quantité, ne semble pas sans conséquences sur le développement spatial de la capitale et des villes limitrophes qui accueillent des masses de population venues d'ailleurs.

L'implantation en périphérie de ces nouveaux lieux de résidence accentue d'une part les mouvements pendulaires entre lieu de travail et lieu de résidence et participe, d'autre part, à la marginalisation des nouveaux résidents. Les bénéficiaires de ces logements sont éloignés de leurs lieux de travail ; de surcroît, ils souffrent d'un manque de proximité aux services. Il s'agit des territoires d'exclusion spécialisés dans l'accueil des populations pauvres. Ceci nous mène à reposer la question de Lefebvre sur les inégalités socio-spatiales et le droit à la ville (Lefebvre 1968).

De plus, les prescriptions des instruments d'urbanisme, notamment ceux du Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU), n'ont pas été respectées lors de l'élaboration de cette stratégie de relogement. Autrement dit, ces opérations posent des problèmes non seulement d'ordre social et spatial (poussant à une fragmentation socio-spatiale), mais aussi de planification urbaine, s'exprimant par étalement urbain, déséquilibre des aménagements, exclusion des groupes sociaux fragilisés à la périphérie de la ville et incohérences générales dans la planification.

## Conclusion

Cette contribution a permis de mettre en lumière les effets des opérations initiées dans le cadre de la politique de relogement à la *wilaya* d'Alger. Partant de l'analyse des résultats des investigations, il ressort que le relogement de masse a généré une boulimie de consommation de l'espace urbain et le changement de statut des terres agricoles en terrains urbanisés, ce qui rend obsolète les instruments d'urbanisme. Cela reflète l'insuffisance des efforts fournis par les acteurs impliqués dans cette stratégie en matière de coordinations entre planificateurs, décideurs et professionnels.

Enfin, comme hypothèse de notre démarche inductive, nous préconisons qu'une interdisciplinarité des acteurs et une prise en considération des périphéries et des marges dans la planification urbaine, permettraient de prévoir les conséquences et les implications spatiales sur la nouvelle organisation urbaine.

## Remerciements

Je tiens à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de la présente recherche. Tout d'abord, j'adresse mes remerciements à ma directrice de thèse Pr. Meriem Chabou-Othmani pour son écoute, ses conseils et ses orientations.

Je remercie également le personnel des trois offices de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la *wilaya* d'Alger : OPGI de l'Hussein Dey, OPGI de Dar El Beida et OPGI de Bir Mourad Rais, pour leur aide et contribution.

## RÉFÉRENCES

- Chabou-Othmani, M. 2014. La résorption de l'habitat précaire en Algérie : Enjeux, gouvernance et stratégies. *La ville algérienne 50 ans après : Bilan et visions d'avenir*. Alger : El Djazair.
- Hamidou, R. 1989. *Le logement : Un défi. ENAP-ENAL*. Alger.
- Lalonde, M. 2010. *La crise du logement en Algérie : des politiques d'urbanisme mésadaptées*. Montréal : Faculté des études supérieures, Université de Montréal.
- Lefebvre, H. 1968. *Le Droit à la ville*. Paris : Anthropos.
- Safar-Zitoun, M. 2001. Alger ou la recomposition d'une métropole. *La pensée de midi* No 04, 30-35. <https://www.cairn.info/revue-la-pensee-de-midi-2001-1-page-30.htm> (consulté le 10 février 2017).

---

# LE PROJET ARCHITECTURAL QUI (A) TRANSFORM(E) ((RA)) L'URBAIN

*COMMENT L'ESPACE DE LA FOIRE A  
TRANSFORMÉ, TRANSFORME ET TRANSFORMERA  
L'ORGANISATION ET L'AMÉNAGEMENT DE  
L'ESPACE URBAIN "TRI-PÔLIQUE"?*

*Charbel YOUSSEF*

---

## RÉSUMÉ

Conçue par l'Architecte international Oscar Niemeyer et construite à partir de 1963, tout en visant une génération d'un troisième « pôle urbain », l'espace de la foire internationale de Tripoli devient, et grâce à plusieurs facteurs endogènes et exogènes, « un pôle paralysé de la ville Tri-pôlique ». L'histoire de la foire accentue les défis auxquels doit faire face cette région marginalisée depuis la guerre mais aussi ses principales transformations : géographique, sociale, économique, politique ... Le 28 mars 2018, le Conseil des ministres a approuvé le décret d'une création de la Cité de la connaissance et de l'innovation dans une partie de 75000 m<sup>2</sup> de la foire sous le cadre de la zone économique spéciale, ouvrant un débat sur l'impact de ce projet innovateur et intelligent sur le patrimoine commun existant. Est-ce un élément de banalisation de production urbaine, de la volonté de la ville et du pays de s'appuyer sur des opportunités foncières, architecturales et économiques pour s'intégrer dans la compétition mondiale entre grandes villes internationales ?

La foire restera une opportunité foncière pour repenser l'urbanité du futur. On y voit une ambition de l'internationalisation de l'espace urbain dès la conception du projet et on la retrouve aujourd'hui par l'imitation des

productions urbaines internationales pour faire la compétition des villes économiques. Mais quel impact peut produire cette standardisation des formes et des productions urbaines sur la foire et son environnement ?

Notre analyse porte sur le rôle que peut jouer cet exemple exceptionnel, pour comprendre les enjeux relatifs à l'aménagement et la fabrique urbaine dans cette ville en s'appuyant sur le champ pluridisciplinaire de cet équipement engendré par le duel ; 'conceptuel/ théorique' et s'appliquant sur le trio 'espace/ temps/ société'...

**Mots clés :** *transformation - mégaprojet architectural - patrimoine commun - productions urbaines - pôle urbain*

ABSTRACT:

Designed by international architect Oscar Niemeyer and built since 1963, while aiming for a generation of third "urban pôle", the space of the International Fair of Tripoli becomes, thanks to several endogenous and exogenous factors, a "paralyzed pole of the Tri-pôle city".

The history of the fair highlights the challenges that faced by this marginalized region since the war as well these major transformations: geographical, social, economic, political ... On March 28, 2018, the Council of Ministers approved the decree creating the City of Knowledge and Innovation in the fair, on an area of 75000 m<sup>2</sup>, under the framework of the special economic zone, opening a debate on the impact of this innovative and intelligent project on the existing common heritage.

Is it an element of commoditization of urban production, of the will of the city and the country to rely on, architectural and economic opportunities to integrate into the global competition between major economic cities?

The fair will remain a land opportunity to rethink the urbanity of the future. We saw an ambition of the internationalization of the urban space from the conception of the project, and we find it today by the imitation of the international urban productions to make the competition of the economic cities. But what impact can produce this standardization of urban production on the fair and its environment?

Our paper focuses on the role that this exceptional example can play to understand the issues related to land use planning and urban fabric in this city and to put forward sustainable forecasts based on the multidisciplinary field. This equipment generated by the duel 'Conceptual / theoretical' and applying on the trio 'space / time / society' ...

**Keywords:** *Transformation - Architectural megaproject - Urban pôle - Common heritage - Urban productions*

## Introduction

*« La ville est, dans une très large mesure, le produit d'une histoire, le résultat de multiples significations et symboles, l'aboutissement de drames, de passions et d'aventures humaines, le fruit de créations, d'innovations techniques et architecturales. »*

(Marchal & Stebe, octobre 2011)

Au nom de la promotion de l'attractivité territoriale, les politiques urbaines des pays du Sud, comme ceux du Nord, pensent de plus en plus à l'internationalisation de leurs villes. « La fabrique urbaine » prend une dimension néolibérale qui se traduit par une logique des acteurs centrée sur l'attraction des ressources, des emplois et des innovations, qui « marquent une nouvelle donne dans l'orientation des politiques urbaines, et qui délaissent les questions d'équité et de justice sociale au profit de l'efficacité, de l'innovation et de la hausse des taux réels d'exploitation » (Harvey, 2004 : 56). Dans son développement, Vincent Beal souligne que la logique de néo-libéralisation n'est pas suffisante pour expliquer l'émergence de modèles d'action publique urbaine et que ce phénomène doit être lu en prenant en compte la dernière transformation des stratégies des acteurs (Béal, 30 juin 2014 : 1). Cette transformation multidimensionnelle de la ville, menée principalement par les acteurs politiques, peut être modulée à différentes échelles par plusieurs facteurs et instruments. L'objet de cet article, est le projet architectural et en particulier le rôle qu'il peut jouer dans la fabrique de la ville et dans sa transformation au fur et à mesure du temps vécu.

Notre étude va porter sur la ville libanaise de Tripoli qui est en pleine transformation urbaine, et plus précisément sur le rôle joué par le projet architectural de la foire conçue par l'architecte Oscar Niemeyer<sup>101</sup> dans le processus de la fabrique de cette ville et son impact sur l'organisation et l'aménagement de l'espace urbain Tripolitain dès son intégration dans le tissu urbain de la ville.

L'objectif de cet article est de donner des éléments de réponses à cette question de recherche : Dans quelle mesure le projet de « la foire internationale de Tripoli » influence dans le temps sa fabrique urbaine ?

<sup>101</sup> Il est l'un des plus célèbres architectes brésiliens. Il est connu pour la construction de Brasilia au Brésil.

À cet effet, nous commençons par poser le cadre théorique adopté. Ensuite, nous examinerons notre terrain d'étude et la méthodologie de recherche cooptée. Enfin, nous présenterons les premiers éléments d'analyse qui ressortent de l'exploration des données collectées lors des différentes missions de terrain sur le territoire Tripolitain.

## Cadre théorique

« Longtemps l'histoire de la construction des villes s'est centrée sur l'analyse des opérations les plus spectaculaires affectant l'évolution de l'espace urbain. » (Backouche & Montel, 2007). « La fabrique urbaine n'est parfois rien d'autre que la version dépolitisée de l'expression production urbaine, en usage depuis plusieurs décennies dans la géographie radicale ou marxiste... Un processus par lequel l'interaction entre société urbaine et ville, dans sa réalité matérielle, espaces et territoires, produit un urbain spécifique en perpétuelle transformation. » (Noizet, 2013 : 389). De plus, l'interrogation de la fabrique urbaine, « c'est focaliser l'attention sur des réalisations effectives, examiner plus attentivement non pas la ville faite ou à faire, mais la ville en train de se faire. » (Backouche & Montel, 2007). Afin d'acquérir cette conception, les acteurs politiques pensent s'appuyer sur des projets architecturaux pharaoniques que mène leurs villes pour se faire remarquer à l'échelle internationale et s'inscrire dans la compétition des villes mondiales attractives.

À l'échelle architecturale, Philippe Boudon précise les caractéristiques de la fabrique de l'espace architectural en s'appuyant sur les définitions du Corbusier et Perret :

« L'architecture c'est «mettre en ordre». Des fonctions et des objets. Occuper l'espace avec...» de le Corbusier et c'est l' «art d'organiser l'espace» d'Auguste Perret...tout ceci fait sans doute de l'espace de conception un espace représentatif » (Boudon, 1971 : 16). Ces projets, « architectural, urbain, constructif, de territoire, de ville, leurs différents états, son identité, s'élaborent dans des itérations successives qui impliquent des négociations à de nombreux niveaux et affirment l'idée de « projet négocié », pour caractériser la manière de fabriquer les espaces bâtis. » (Tapie, 2012 : 178). En outre, on retrouve cette ambition derrière des formalisations conceptuelles récentes qui ont suscité l'intérêt des chercheurs, telles celles du « processus incrémental, de la mise en synchronisation des acteurs publics et privés de l'action urbaine » (Scherrer, 1999 : 48) et les rapports dialogiques entre forme/fonction (Roncayolo, 1996 : 3) et espaces/spatialités (Lussault, 2010 : 242). Mais, «si sur le plan théorique, les chercheurs ont investi les ressorts

« du projet négocié », l'enjeu est aussi politique et professionnel : politique, pour intégrer les nombreux acteurs des projets y compris ceux qui pouvaient s'en sentir exclus ; professionnel, car l'importance des négociations modifie l'organisation des procédures et les compétences des experts. » (Tapie, 2012 : 179). D'où la nécessité d'un outil médiateur pour repenser la réversibilité des aménagements plutôt que leur durabilité, afin qu'ils soient « capables d'absorber des modifications d'usage » (Bernard & Denise, 1993). Ce type de fabrique urbaine est qualifiée « *d'ordinaire, parce qu'il s'agit essentiellement de comprendre comment, pratiquement, dans des circonstances données, se constitue un tissu urbain somme tout assez banal, à partir d'interventions elles-mêmes plutôt courantes.* » (Backouche & Montel, 2007).

Dans ce développement nous cherchons à comprendre l'impact de la fabrique urbaine par l'intermédiaire d'un mégaprojet architectural, la foire<sup>102</sup>, sur la transformation de l'espace urbain de Tripoli, dans le cadre d'un phénomène d'interaction tridimensionnel entre espace, société et temps. Il s'agira de voir dans quelle mesure il est possible d'élaborer des approches aptes à relever ces grands défis et enjeux tout en participant au développement des territoires intercommunaux et régionaux de la zone, mais aussi à tenir compte des aspirations des citoyens qui vivent la ville au quotidien.

## Méthodologie de recherche<sup>103</sup>

La réponse à la problématique de départ nécessite, à première vue, la démarche de la recherche scientifique analytique. À cet égard, la méthodologie de recherche utilisée renvoie à une démarche de nature hypothético-déductive puisant des approches comparatives, historiques et dialectiques. Le cas du site en transformation avec le temps, englobe l'analyse diachronique pour la partie historique, l'analyse synchronique de son cas actuel et l'analyse prospective comme synthèse. Pour conduire ce travail nous avons suivi plusieurs techniques d'enquête :

L'approche par la géohistoire basée sur l'étude des archives pour comprendre l'impact de la politique publique sur l'organisation du territoire tri-

<sup>102</sup> Le mot « Foire » proviendrait du latin « feria », qui veut dire « jour férié » ainsi que « foire commerciale ».

« Feire » quant à lui, signifie en ancien anglais un rassemblement de personnes tenu à des intervalles réguliers

<sup>103</sup> Les travaux de recherche sont menés en 2016 à l'Université Fédérale de Toulouse UT2J en codirection avec l'Université Libanaise.

politain et analyser la place qu'occupe le projet de la foire dans la dynamique territoriale.

Outre l'étude documentaire nous avons opté pour une enquête par questionnaire auprès des habitants afin de collecter leurs perceptions de l'espace de la foire et comprendre comment ils la pratiquent.

Les entretiens semi directifs ont été réalisés afin d'identifier les représentations que se font les acteurs locaux de leur territoire et de sa transformation par rapport à l'implantation des divers projets urbains.

Il était nécessaire d'enrichir les données par l'intention fondamentale (théorie) et appliquée (expérience) et de s'appuyer sur les prélèvements qualitatifs et quantitatifs. Les études transversales entre les disciplines sont la clé pour réussir à décoder le site, car l'espace d'une foire internationale est un sujet pluridisciplinaire.

### **Le terrain d'étude**

« *Tripoli est aujourd'hui la deuxième ville du Liban malgré un important retard économique dû à sa marginalisation infranationale.* » (Chabrier, 2013 : 90). Elle est située à 80 km de la capitale Beyrouth et est constituée d'un tissu urbain très dense. À travers le temps, elle a toujours occupé une place dans les civilisations passées et a su en profiter en engrangeant un héritage riche en diversité. Situation due en particulier à son rayonnement commercial depuis l'antiquité dont le déclin s'est accentué après la Seconde Guerre mondiale. Tripoli étant nommée Al-Fayhaa en raison des parfums dégagés des vergers d'agrumes en fleur, sur le lieu qui constitue aujourd'hui l'espace de la foire et son entourage. Mais de cet héritage, il ne reste que le nom qui ramène la mémoire du passé. L'accroissement de population – nombreuse et variée – culturellement et socialement, suivi du projet du remembrement à côté de la foire, ont contribué à la disparition de la majorité des espaces publics verts existants. De plus, l'absence de sécurité, l'instabilité politique régionale, le faible niveau d'éducation, le nombre élevé des migrants étrangers, la pauvreté, et la crise économique que le pays connaît, ont tous contribué à des degrés divers à l'augmentation de nombreux problèmes et défis urbains. Aussi, la négligence du gouvernement pour la ville a conduit à un délabrement et un déclin significatif de la région. L'espace de la Foire à lui seul cristallise une pléthore de maux et met en exergue les défis auxquels est confronté la ville.

L'espace de la Foire est construite à Tripoli grâce à la politique de décentralisation et le développement socio-économique du président Fouad

Chéhab qui visait à donner de l'importance à Tripoli face à Beyrouth d'où « La construction d'une foire internationale à Tripoli constitue le projet phare de cette nouvelle politique. » (Tabet, 2012 : 23).

En vertu de la loi promulguée par le décret n° 4027 du 4 mai 1960, une « autorité permanente de la foire internationale libanaise a été créée à Tripoli », modifiée ultérieurement par la loi n° 30/80 du 25 septembre 1980 afin de supprimer le mot « autorité » et de devenir la Foire internationale permanente du Liban. En vertu de la loi n° 76 du 16 août 1991, le titre a été changé en « La Foire internationale du martyr Rashid Karamé à Tripoli », puis par la loi n° 415 du 15-5-1995, son nom change en « la Foire internationale Rashid Karamé à Tripoli, Liban » qui reste jusqu'aujourd'hui (Dar-Al-Handasah, 1995).

Dans sa conception la foire venait constituer un troisième pôle urbain, pour renforcer la transformation polaire de la ville dans un cadre de conception Tri-pôlique. Mais qu'est ce qui a empêché et empêche ce projet d'être un espace public au lieu d'un espace isolé, ceinturé et fragmenté ?

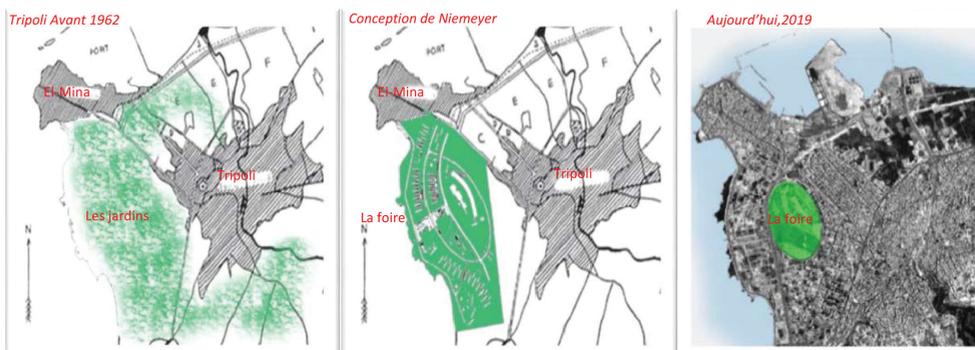
*« Les travaux de construction débutent en 1967. Ils dureront huit ans et ne seront jamais totalement achevés. À partir de 1975, le Liban sombre dans une guerre qui ensanglantera le pays pendant quinze longues années. Les bâtiments de la Foire sont occupés par les milices qui contrôlent successivement la ville. On prétend même que l'armée syrienne les aurait utilisés pour y entreposer des munitions. Pourtant, malgré les pillages et les vols qui les ont entièrement vidés, la structure des bâtiments est restée intacte. »* (Tabet, 2012 : 22-27). Outre ces éléments politiques, plusieurs facteurs endogènes et exogènes ont contribué à la paralysie de ce pôle, citons: la pauvreté dans la ville, la mutation conceptuelle du projet, le muraille en béton qui l'entoure, sa superficie géante, le manque d'entretien, les décisions politiques... Ont fait de cet espace un pôle paralysé de la ville Tri-pôlique.

S'étendant sur un million de mètres carrés, la foire de Tripoli a toujours séduit la classe politique et des investisseurs. Plusieurs projets de réhabilitation ont été conçus, mais aucun d'entre eux n'a hélas pu voir le jour : un stade olympique en 1998, un village touristique, un autre projet développé par la société américaine « Cedarland », un projet d'exposition permanente des produits chinois (projet qui est arrêté à cause de la guerre en 2006), un projet académique universitaire en 2014. Des tentatives de revitalisation, sans application (Figure 1).



**Figure 1.** Les projets de revitalisation de la Foire.

Source : Archive de la foire, coll. par Charbel Youssef



**Figure 2.** La ville de Tripoli et la Foire.

Source: Croquis de Niemeyer, Google Earth et Charbel Youssef

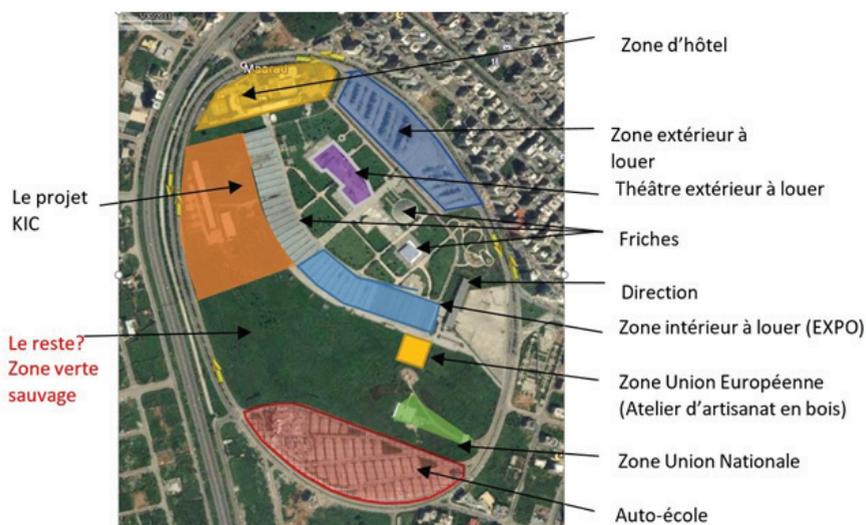
## Le projet de la foire qui a transformé l'urbain

À partir de l'analyse des documents de l'archive de la foire, des articles de presses et les documents législatifs, nous avons développé l'impact spatial de l'évolution du nouveau projet sur le tissu urbain existant. « Pourtant, un croquis de Niemeyer datant probablement de 1962, nous donne quelques indications fort intéressantes. On y relève d'abord la dualité, encore visible, de Tripoli et d'El-Mina ; la foire venait constituer un troisième élément dans la combinaison, sa taille était supérieure à l'une et à l'autre agglomération. » (Nahas, 2007 : 17) Également, l'espace vert qui était en majorité des jardins d'oranger. La conception de Niemeyer était de créer un nouveau pôle urbain en plan radial, se dirigeant vers la mer mais « Toujours est-il que le plan initial a été retourné, la partie concave de la halle regarde maintenant vers la ville. La raison rapportée est qu'on avait trouvé plus judicieux que cette halle serve d'écran contre le vent du Sud-ouest et participe à abriter les autres édifices.

Mais l'argument est peu convaincant. » (Nahas, 2007 : 18). Et ce qui reste de cette transformation polaire est un Mégaprojet architectural exceptionnel central, un million de mètres carrés contenant l'œuvre monumentale de Niemeyer. Un projet qui a transformé et a polarisé <sup>104</sup>, l'organisation de l'espace urbain de la ville.

## Le projet de la foire qui transforme l'urbain

À l'échelle du site ce projet devient aujourd'hui fragmenté spatialement en fonctions. Il comporte une zone d'hôtel, des zones extérieures à louer, une zone d'exposition à l'intérieur de la moitié du Boomerang, une zone atelier d'artisanat en bois en partenariat avec l'Union européenne, une zone occupée par L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'auto-école qui remplace actuellement le parking sud-ouest, des friches monumentales, un espace pour le lancement d'une compétition internationale du projet KIC et le reste est un espace vert sauvage.



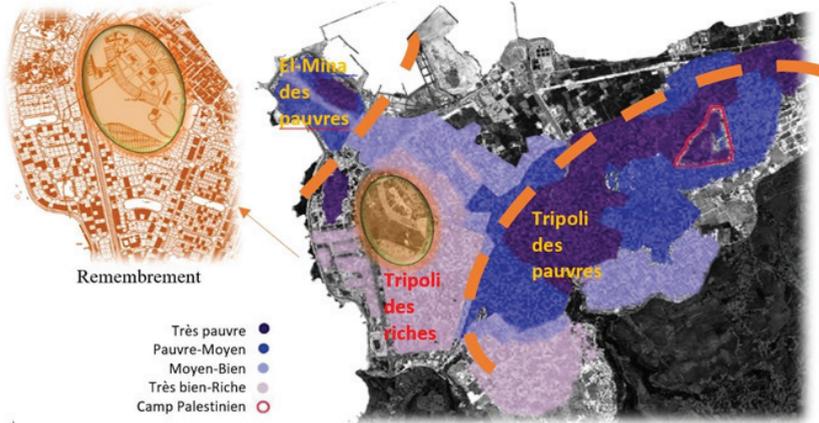
**Figure 3.** Un projet fragmenté spatialement en fonction.

Source : Charbel Youssef et Google earth 2016

Suite aux trois années des études et des enquêtes dans la ville, nous avons présenté la disparité duelle socio-spatiale : d'une part on remarque Tripoli des

<sup>104</sup> Processus qui réalise sur une aire homogène, une différenciation au profit d'un ou plusieurs aires.

quartiers pauvres qui correspondent aux noyaux des deux anciennes villes, d'autre part on remarque au centre une troisième agglomération / extension de la ville des riches autour du noyau de la foire.



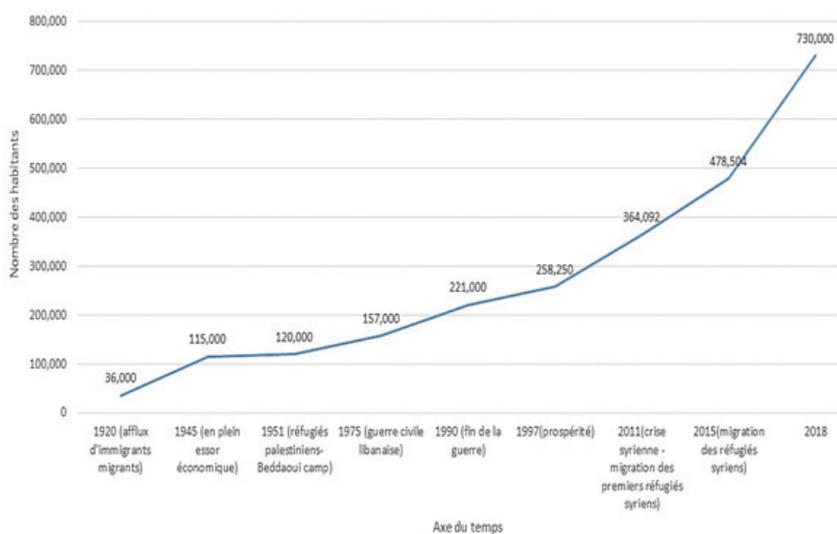
**Figure 4.** Transformation socio-spatiale de la ville.

Source : Charbel Youssef et (UN- Habitat, 2016)

L'emplacement central de la Foire et son importance ont amené l'Etat en 1997 à créer sous un décret de remembrement<sup>105</sup> pour la production de lotissement à des biens immobiliers chers autour de l'ellipse ce qui a remplacé les jardins d'oranger par un plan en damier...ce projet a exercé une certaine attractivité sur les populations riches.

En outre, on observe « un mouvement de différenciation voire de ségrégation socio spatiale croissant au cours du XXe siècle dans la ville de Tripoli. » (Kayal, 2015) « *La ségrégation socioéspatiale des populations tripolitaines a aujourd'hui tendance à s'accroître avec l'affaiblissement quantitatif et qualitatif des classes moyennes.* » (Thomas & Dewailly, 2009). En parallèle « *la crise humanitaire provoquée par l'afflux massif de réfugiés syriens et palestiniens en l'espace de quelques mois intervient dans un contexte socioéconomique déjà difficile...* » (Geisser, 2013 : 76). Mais un autre facteur qui a contribué à renforcer cette disparité est la multiplication par deux du nombre des réfugiés dans les sept dernières années dans une ville (Figure 5) où « 46 % des habitants sont aujourd'hui en dessous du seuil de pauvreté » (UN-Habitat, 2016 : 34).

<sup>105</sup> L'outil du remembrement foncier - existe au Liban depuis 1932 (arrêté n° 37/L.R. du 5/2/1932).



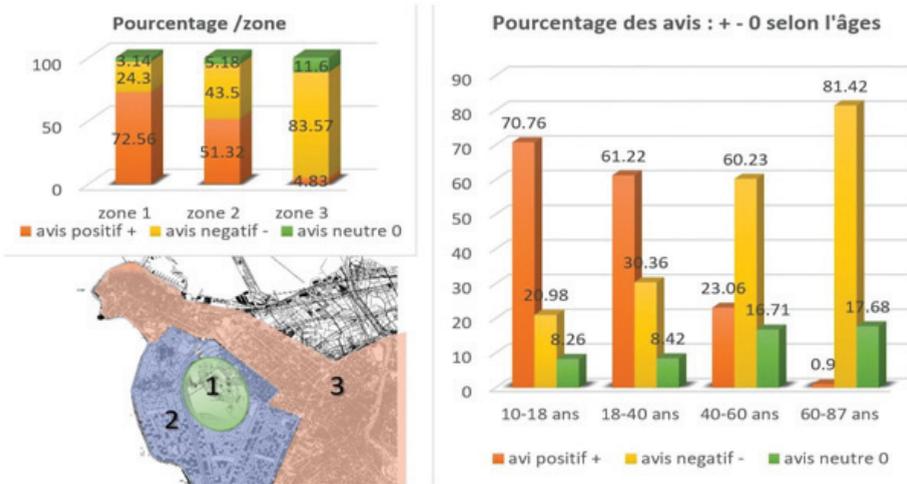
**Figure 5.** La croissance démographique de Tripoli.

Source : (UN-Habitat, 2016) et Charbel Youssef

Pour compléter ces données, durant notre étude dans la ville, nous avons accompli des enquêtes par interview directe pour plusieurs raisons : ne pas exclure les illettrés, aveugles ou handicapés, donner confiance aux enquêtés et les aider quand ils trouvent des difficultés à comprendre, assurer que les informations sont rendues complètes et d'une manière ouverte favorisant des ajouts et des remarques. Ensuite, nous avons marqué dans le fichier d'enquête plusieurs types de questions : alternative, dichotomique, de connaissance, à choix multiple, avec classement et avec échelle d'évaluation. Également nous avons eu recours à des codes mixtes basés sur la classification pour identifier les personnes suivant différentes variables : nous avons divisé le site Tripolitain en trois zones : un regroupement des deux anciennes villes, le site de la foire et les alentours de la foire, dans le but d'étudier la différence entre les avis des gens qui habitent plus loin, dans les zones pauvres de la ville, ceux qui fréquentent l'espace de la foire et ceux qui habitent autour de l'espace elliptique. Une deuxième répartition catégorique reposait sur les codes numériques des âges pour bien comprendre les visions les différentes générations.

Parmi les 873 citoyens participants à l'enquête, dont 54.7% des femmes et 45.3% des hommes, 179 citoyens ont refusé de répondre dont 74.8% des femmes et 25.2% des hommes (85% d'entre eux de plus que 40 ans reflétant le

contexte de la culture musulmane discrète) (Figure 6) ... Par conséquent, les résultats ont classé les citoyens en deux catégories : l'ancienne génération de 40-87 ans, qui a vécu pendant la guerre et la nouvelle génération qui sont les plus jeunes. Ils s'unissent sur les critères généraux : les facteurs de la paralysie de la foire en accusant le système politique et la marginalisation de la ville depuis la guerre et soutiennent tout projet revitalisant la région. En revanche, ils se différencient sur une perception de cet espace : la première remarque importante est que l'ancienne génération voit cette espace comme un souvenir mélancolique de la guerre, un fantôme de l'histoire négligé et fragmenté, alors que la nouvelle génération repense autrement cet espace comme espace public, un lieu récréatif, un espace vert dans la ville. Il faut ensuite rappeler que l'ancienne génération a vécu la guerre et la vandalisation de cet espace par l'armée syrienne, et elle s'occupe à gagner sa vie quotidienne et que ses perceptions sont dominées par une mentalité négative. Par contre, nous remarquons, chez les jeunes, cette persévérance de dépasser leur situation actuelle. Ils pensent l'espace de la foire comme une opportunité pour trouver des offres d'emploi et une piste de leurs ambitions visant à créer un nouvel horizon pour la ville ... La deuxième remarque est que les avis sont très négatifs dans la zone 3 (les habitants des deux anciennes villes) et positifs pour les gens qui vivent tout à côté de cet équipement, zone 1 et 2 (les habitants des alentours de la foire). Ce qui justifie l'idée de la ségrégation socio-spatiale entre les zones pauvres et riches qu'on a évoquée dans cette section.



**Figure 6.** Les résultats des enquêtes : les avis selon les trois zones d'étude.

Source : Charbel Youssef, 2018

## **Le projet de la foire qui transformera l'urbain**

Après la guerre civile et les décès des députés Rachid Karamé, René Moawad et Sleiman Frangieh, la région du Nord a manqué de leader d'envergure nationale.

« Tripoli est devenue une ville laissée pour compte, marginalisée et frustrée... Ce dont le Liban a besoin c'est que Tripoli voit ses parties reliées entre elles et qu'elle soit globalement reliée à son environnement et au reste du monde. C'est essentiellement un besoin de connectivité et d'ouverture. » (Nahas, 2007 : 19).

## **La politique de la ville et ses acteurs**

Actuellement, les acteurs politiques dans la ville de Tripoli sont classés selon deux catégories : la première sont les élus dont le rôle est conceptuel et la deuxième représente l'action de l'administration centrale de l'État :

Les acteurs politiques élus par les citoyens Tripolitains : les députés (dans un régime religieux qui domine dans chaque région dont le féodalisme politique est héréditaire, les élections du 6 mai 2018 ont données 5 sièges sunnites, 2 sièges chrétiens et un siège alaouite.), la municipalité (composée de 24 membres élus tous sunnites en 2016), la fédération des municipalités d'Al-Fayhaa : créée en 1982, elle regroupe les municipalités de Tripoli, El-Mina et Beddaoui et Al-Qalamoun. Par convention, le président de la fédération est le maire de Tripoli.

Les actions de l'administration centrale de l'État sont mises en place par : le Conseil du développement et de la reconstruction (CDR rattaché à la présidence du Conseil des ministres, organisme créé en 1977, il a pour vocation de mettre en place et de gérer le programme de reconstruction à l'échelle du Liban) et la Direction générale de l'urbanisme (DGU du Ministère des Travaux publics, prend les décisions dans la conception et l'application des projets d'urbanisme, d'architecture et d'infrastructure).

La décision administrative au niveau de la foire, est prise par un conseil d'administration composé d'un président et de six membres qui ont un rôle d'organisateur-coordonateur administratif passif. « *La Foire est soumise à la tutelle du ministre de l'Économie et du Commerce par l'intermédiaire du commissaire du gouvernement qui le désigne, ainsi qu'au contrôle de la Cour suprême des comptes et de l'Inspection financière à l'Inspection centrale (ministère des Finances) d'où la complexité de prendre les décisions.* » (Hassan, 2018).

Notons que les acteurs institutionnels dans la ville manquent cruellement de coordination et cela s'avère assez flagrant aussi bien au niveau des acteurs

publics que des différentes associations qui n'agissent pas de concert. Les associations et les ONG demeurent focalisées sur les populations démunies et leurs besoins, elles semblent enlisées dans une forme de rivalité et de compétition permanente à cause des compétitivités religieuses, politiques et régionales. Dans ce contexte de complexité, un accord politique et religieux à l'échelle nationale est alors prioritaire pour gérer la décision politique dans la ville.

### **La zone économique spéciale de Tripoli (TSEZ)<sup>106</sup> et son KIC<sup>107</sup>**

Le Liban en général et Tripoli en particulier ont dû faire face à plusieurs obstacles qui ont historiquement empêché les investissements étrangers et les entreprises du secteur privé local d'étendre leurs activités. La création de la Zone économique spéciale de Tripoli (TSEZ), en élargissant le port, doit être un intermédiaire pour attirer ces investissements. En 2009, le Cabinet libanais a adopté les décrets d'application pour une mise en œuvre plus rapide de la loi.

Selon sa directrice : « *Le TSEZ sera la plate-forme d'affaires pour les investisseurs et un modèle pour faire des affaires au Liban; agissant en tant que catalyseur de la croissance économique durable et un levier pour la transformation de Tripoli et du Nord Liban* » (Hassan, 2018).

L'autorité TSEZ envisage de créer un lien avec le « Centre de la connaissance et de l'innovation » (KIC) dans la Foire de Tripoli (Figure 7) « *tout en visant: une régénération urbaine, développer un environnement urbain permettant aux jeunes diplômés, aux entrepreneurs et aux entreprises de collaborer et d'innover, créer une initiative SmartCity, productivité accrue et innovation industrielle, accélération de l'offre et conseil, mobiliser les investissements, une amélioration du potentiel d'emploi, fournir une formation sur les compétences techniques, aider à forger des partenariats université-industrie ...* » (KIC, 2019). Une compétition internationale a été lancée, dans laquelle le jury a choisi le projet le plus convenable qui respecte les critères du KIC et le projet existant d'Oscar Niemeyer.

---

<sup>106</sup> TSEZ : Tripoli Special Economic Zone.

<sup>107</sup> KIC : Knowledge and Innovation City in the Fair.



**Figure 7.** Le site du KIC et du TSEZ.

Source : (KIC, 2019) et Charbel Youssef

La loi de KIC sera l'Instrument de la production urbaine par une médiation des mégaprojets, telle que définie par Pierre Lascoumes comme « un dispositif technique à vocation générique porteur d'une conception concrète du rapport politique/société et soutenu par une conception de la régulation... Cette instrumentation prend classiquement les formes (lois, règlements) » (Lascoumes, 2004 : 13-14).

## **Construire et créer dans un patrimoine commun. Quels défis ?**

L'architecture monumentale de la Foire a bien résisté au facteur du temps. Ces éléments architecturaux monumentaux délaissés et vandalisés nécessitent une intervention technique pour sauver cette « invention, d'une sentimentalité mal définie » (Choay, 1992 : 187) en ruine. « On ne peut restaurer, ou mieux : conserver, qu'à condition de transformer. Il faut actualiser la signification du monument, éclairer le témoignage du passé d'un nouveau jour qui le rende perceptible par une sensibilité de notre époque. Ce sont parfois des éléments nouveaux qui mettent en valeur ceux du passé » (Maheu-Viennot & Robert, 1986). Davallon définit le patrimoine comme une « forme symbolique d'appropriation du passé matérialisée dans un objet dont on investit des valeurs, construit à partir du présent et sauvegardé dans l'intention d'être transmis aux générations futures. » (Davallon, 2006 : 27).

D'autre part, construire et créer à côté d'un patrimoine commun c'est une insertion du nouveau dans l'ancien, un dialogue avec 'les émotions patrimoniales', qui, selon Semes, peut être une réplique littérale qui imite l'ensemble existant, une deuxième approche de compatibilité, mais il la divise en deux attitudes : invention dans un style et référence abstraite. Les deux approches cherchent à atteindre l'équilibre entre la différenciation et la compatibilité. Cependant, les premiers ont tendance à favoriser la « compatibilité », tandis que les derniers ont privilégié la « différenciation ». La dernière possibilité est appelée opposition intentionnelle, une attitude contrastée qui diffère radicalement de l'existant. (Semes, 2009 : 223).

La réconciliation des deux approches théoriques – recueillant et refusant des interventions – s'établit par une troisième stratégie de pensée intermédiaire – rajouter en respectant le style existant et éviter les contrastes. Mais dans tous les cas, l'explication de ce phénomène nécessite une étude pluridisciplinaire, à l'échelle théorique et pratique, des outils et des méthodes pour le diagnostic et la relation complexe associant la mémoire des lieux, la programmation, les aménagements urbains, à différentes échelles de territoire, ville et édifice, afin de bien répondre aux deux problématiques : construire à côté d'un architecte international connu par son style et construire dans le cadre d'un patrimoine commun existant.

En outre, le patrimoine « *n'est pas seulement ce dont on hérite, mais ce que l'on cède aux générations futures. La mission du patrimoine vise d'abord à conserver des édifices au nom de l'esthétique et de la mémoire.* » (Roncayolo, 2008). Après le projet, une hybridation architecturale va favoriser un espace de médiation tridimensionnel. La première médiation est physique représentée par les formes, la manière de construire à côté avec les volumes, les matériaux de construction et l'implantation du projet dans le site bâti. La deuxième médiation est une symbolique urbaine (par le patrimoine et les représentations) soulignant à la fois le lien du nouveau site avec son environnement urbain, le rôle de proximité que s'attribue le nouveau projet et le dialogue entre le nouveau et l'ancien. La troisième c'est une médiation socio-politique qui se clarifie au cours du temps : le nouveau lieu est-il considéré comme un outil pour faire rayonner la ville à l'international, ou comme outil de promotion de l'institution, et quel impact laisse-t-il sur la vie des citoyens et leur usage de l'espace public de la foire...

Au-delà de ces théories qui expliquent le lien entre la fabrique architecturale et la création dans le patrimoine existant par des outils intermédiaires, on a la spécificité même du site de la Foire. Le nouveau projet gagnant de la compétition KIC a marqué dans sa conception que le nouveau projet « *will respect and preserve the work of Oscar Niemeyer without jeopardizing its chances in making it to the UNESCO World Heritage List.* » (TSEZ, 2019)

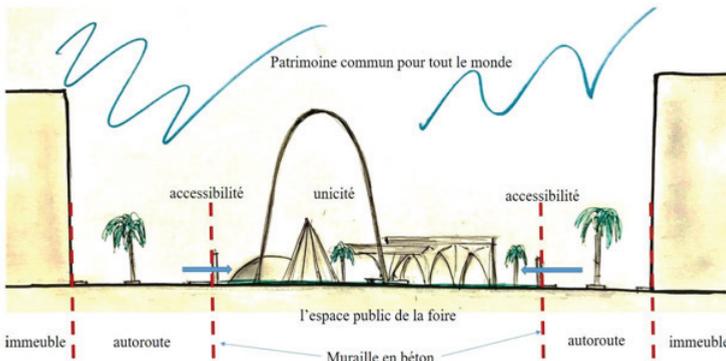
. Face aux défis de construire à coté de Niemeyer, le projet « *opted for an architecture that is fully embedded and underground. This approach creates no conflict with Oscar Niemeyer volumes, has less visual concrete and more green spaces (around 90% of the allocated space)* » (TSEZ, 2019).



**Figure 8.** Le projet gagnant de la compétition internationale KIC.

Source : (TSEZ, 2019)

N'oublions pas que le concept d'Oscar Niemeyer s'est basé sur l'unicité, la monumentalité et l'accessibilité. De plus près, on remarque que le site reste semblable à une oasis entourée de trois ceintures : le muraille en béton, l'autoroute et les hauts immeubles. D'où l'importance de savoir profiter de la fabrique urbaine pour rétablir l'unicité et l'accessibilité et ne pas renforcer la fragmentation fonctionnelle du site et la ségrégation socio-spatiale à l'échelle de la ville.



**Figure 9.** Le patrimoine commun existant et son environnement.

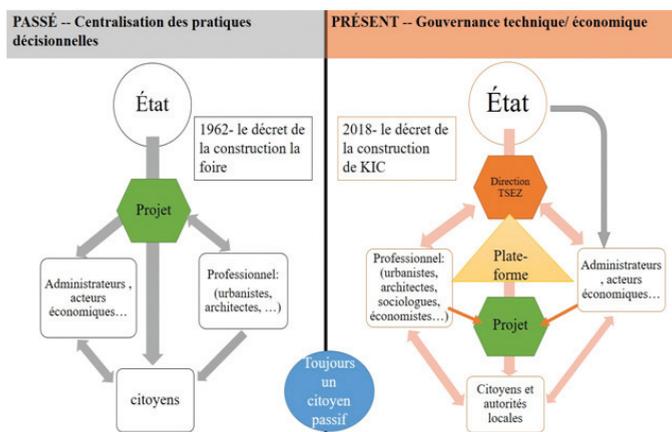
Source : Charbel Youssef

«... In this context, the project suggests to always use/re-use available lands {...} which will include a broad program of human activities, thus creating new interaction and social integration in open spaces accessible to all without exception and generating an economic development, a tourist attraction facility in the city: a public space by and for the 'citizen'...» (Youssef, 2018 : 60).

## Conclusion

On a vu à travers cet article, comment le projet de la foire restera l'un des instruments de la fabrique urbaine de la ville de Tripoli qui a influencé, transformé et réorganisé l'aménagement de l'espace urbain dans cette ville.

Ce qui a différencié le passé et le présent une humble tentative de créer ce lien de consultation entre l'État et les professionnels mais aussi à donner un pouvoir à la direction TSEZ de créer ces projets après l'échec de l'État à trouver des visions appropriées pour la ville. Le passage d'une centralisation des pratiques décisionnelles à une gouvernance technique avec une tendance économique reste un grand pas dans l'histoire de cette ville.



**Figure 10.** La gouvernance entre passé et présent.

Source : Charbel Youssef

Mais entre une gouvernance technique qui prescrit et une gouvernance comme espace de renouvellement et d'innovation il existe une grande différence que l'on ne peut l'acquérir que par la participation citoyenne à la décision. Ce concept, selon Legros, est loin de s'appliquer dans ces pays où les citoyens, « qui ont été longtemps tenus à l'écart des politiques urbaines », « sont réduits à des rôles secondaires. » (Legros, 2008 : 3-5).

Nous tentons de repenser un jour l'espace de la ville comme « *espace du développement social, c'est l'espace qui émerge progressivement de la synergie entre les acteurs, les décideurs, les concepteurs d'un projet urbain, et les habitants actuels ou futurs qui sont concernés par ce projet ... coproducteurs et véritablement habitants au plein sens du terme.* » (Verdier, 2009 : 13).

La Foire restera une opportunité cardinale pour repenser l'urbanité du futur. La Foire, avec le temps, a été un objet révélateur régional et un medium instrumental pour le passage vers l'internationalisation de la ville. On a vu cette ambition d'internationalisation de l'espace urbain et de son intégration dans l'archipel mégapolitain mondial, dès la conception du projet et on la retrouve aujourd'hui par l'imitation des productions urbaines internationales pour faire la compétition des villes économiques. Sans doute, le projet va engendrer une bifurcation sur le territoire tripolitein.

Mais quel impact peut produire cette standardisation des formes et des productions urbaines sur la Foire et son environnement, et comment un tel espace fragmenté morphologiquement et socialement par des processus de circulations de modèles urbains gérés par les acteurs politiques centraux, peut s'adapter pour répondre à l'enjeu d'une unité et d'une cohésion de la ville et ne pas être seulement un fragment d'espace de la ville connecté ou non avec son environnement immédiat ?

## RÉFÉRENCES

- Backouche, Isabelle et Montel, Nathalie. 2007. La fabrique ordinaire de la ville. *Histoire urbaine*. 2007, Vol. 2, pp. 5-9.
- Béal, Vincent. 30 juin 2014. Trendsetting cities : les modèles à l'heure des politiques urbaines néolibérales. *Métropolitiques*. 30 juin 2014, pp. 1-6.
- Bernard, Lepetit et Denise, Pumain. 1993. *Temporalités urbaines*. Paris : Anthropos Economica, 1993.
- Boudon, Philippe. 1971. *Sur l'espace architectural, Essai d'épistémologie de l'architecture*. Paris : Dunod, 1971.
- Chabrier, Pierre-André. 2013. *La « guerre des pauvres » à Tripoli (Liban)*. Villes arabes : conflits et protestations : Confluences Méditerranée, 2013, Villes arabes : conflits et protestations,, Vol. n 82, pp. 87-102.
- Choay, Françoise. 1992. *L'allégorie du patrimoine*. Seuil. Paris : s.n., 1992.
- Dar-Al-Handasah. 1995. *The Rachid Karame International Fair Complex*. Tripoli-Lebanon : Tender Documents- Volume III - Dar Al-Handasah.
- Davallon, Jean. 2006. *Le don du patrimoine : une approche communicationnelle de la*. Paris : Hermès Science-Lavoisier, 2006.
- Geisser, Vincent. 2013. La question des réfugiés syriens au Liban : le réveil des fantômes du passé. *Confluences Méditerranée*. 2013, pp. 67-84.
- Harvey, David. 2004. L'urbanisation du capital. [éd.] Presses Universitaires de France. *Actuel Marx*. 2004, p. 56.

- Hassan, Raya. 2018. *Le projet de la foire et son impact sur la ville de Tripoli. le role du kic et le Tsez*. [interv.] Charbel Youssef. 14 septembre 2018.
- Kayal, Maha. 2015. *Implementation of Strategic Projects and Participatory Approach*. - conférence- Tripoli : Medcities, 2015.
- KIC. 2019. *International Architectural Design*. Tripoli : Tripoli Special Economic Zone TSEZ, 2019. [En ligne] 28 Juin 2019. <https://tsez.gov.lb>
- Lascoumes, Pierre. 2004. *La Gouvernamentalité : de la critique de l'État aux technologies du pouvoir*, Revue de philosophie et de sciences, pp. 13-14.
- Legros, Olivier (dir.). 2008. *Participations citoyennes et action publique*. [éd.] CITERES-ENAM. Société civile. Paris- Tours : Editions Yves Michel, 2008.
- Lussault, Michel. 2010. Ce que la géographie fait au(x) monde(s). *Tracés*. ENS Lyon, 2010, Vol. À quoi servent les sciences humaines (II), pp. 241-251.
- Maheu-Viennot, Isabelle et Robert, Philippe. 1986. *créer dans le créé. L'architecture contemporaine dans les bâtiments anciens*. Paris : Electa Moniteur : Coll. « Essais et documents », 1986.
- Marchal, Hervé et Stebe, Jean-Marc. octobre 2011. *Les grandes questions sur la ville et l'urbain*. s.l. : Presse Universitaires de France, octobre 2011.
- Nahas, Charbel. 15 décembre 2007. « LA FOIRE INTERNATIONALE ET TRIPOLI, QUEL AVENIR ? ». Tripoli : En reprise d'une conférence à la Fondation Safadi, 15 décembre 2007.
- Noizet, Hélène. 2013. « *Fabrique urbaine* », en Jacques Lévy et Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. s.l. : Belin, 2013. pp. 389-391.
- Roncayolo, Marcel. 2008. *L'abecedaire*. [interv.] Isabelle Chesneau. juin 2008.
- Scherrer, Franck. 1999. *Tentative de dévoilement d'une ville invisible : techniques, territoires et temporalités de l'action urbaine*. s.l. : Université Lyon 2, 1999. pp. 45-72, habilitation à diriger des recherches.
- Semes, Steven. 2009. *The Future of the Past : a Conservation Ethic for Architecture, Urbanism, and Historic Preservation*. New York : W.W. Norton & Co, 2009.
- Tabet, Jad. 2012. *Suspended spaces#2 - une expérience collective*. Paris : Editions BlackJack, 2012. pp. 22-27.
- Tapie, Guy. 2012. « *Théorie(s) de la fabrication des espaces* », Les Cahiers de la recherche architecturale et urbaine, pp. 172-181.
- Thomas, Catherine Le et Dewailly, Bruno. 2009. *Pauvreté et conditions socio-économiques à Al-Fayhâ'a: Diagnostic et éléments de stratégie*. s.l. : AFD, IECD, 2009.
- TSEZ. 2019. Tripoli Special Economic Zone. [En ligne] 28 Juin 2019. [https://tsez.gov.lb/competition\\_files/info@mddm.me\\_IN%20971/](https://tsez.gov.lb/competition_files/info@mddm.me_IN%20971/).
- UN-Habitat. 2016. *Tripoli City Profile*. Tripoli : s.n., 2016.
- Verdier, Philippe. 2009. *Le projet urbain participatif. Apprendre à faire la ville avec ses habitants*. Paris : édition Yves Michel & Adels, 2009. p. 264.
- Youssef, Charbel. 2018. Al-Mina in its historical anthem. *Brillant Young Lebanese Architects*. s.l. : Universal Co. Publisher & Distributor, 2018, pp. 60-64.

---

# LES ĐỒNG NÁT AU VIETNAM : D'UN TRAVAIL SAISONNIER À UN SYSTÈME DE COLLECTE ET DE RECYCLAGE

*Thai Huyen NGUYEN*

---

## RÉSUMÉ

La collecte des déchets recyclables est un métier ancien à Hanoï, au Vietnam, réalisé par les *đồng nát* – migrants saisonniers ambulants qui s’approvisionnent par achat auprès des habitants de la ville. Tous les jours, 10.000 *đồng nát* marchent dans les rues dans le but d’acheter des habitants des déchets recyclables. Ensuite, ils revendent ces déchets aux propriétaires de 800 dépôts informels (*bãi*) répartis dans toute la ville ; de là, les déchets sont transférés aux villages artisanaux autour de Hanoï. Bien qu’elle soit spontanée, cette activité s’est développée, apportant beaucoup d’avantages aux habitants. Environ 90% de ces déchets, y compris le papier, les plastiques, les métaux, sont recyclés pour créer de nouveaux produits : après recyclage, il ne reste que 10% de déchets. Cependant, ces *đồng nát*, ces dépôts et les villages artisanaux, constituant une véritable structure de recyclage, n’ont jamais été reconnus par les autorités.

L’objectif de cet article est de présenter et de rendre visible, et ceci à plusieurs échelles (arrondissement, quartier et îlot), ce système de collecte et de recyclage et le réseau des *đồng nát* sur le territoire de Hanoï. Par un travail interdisciplinaire, nous montrerons comment ces acteurs s’adaptent à la restructuration urbaine et s’intègrent dans la ville. Ce travail a été mené dans le cadre du projet de recherche de la JEAJ (Jeune Equipe Associée à l’IRD, France) RECYCURBS Viet depuis début 2017. Ce projet de formation par la recherche a intégré 400 étudiants en architecture, en

aménagement, en génie civil et en ingénieur d'environnement de plusieurs universités à Hanoï.

**Mots-clés:** *recyclage, déchets, Hanoi, đồng nát, réseau informel*

## ABSTRACT

In Hanoi, Vietnam, informal recycling is traditional occupation of by *đồng nát*, seasonal migrants who buy recyclable waste from the inhabitants of the city. Every day, 10,000 *đồng nát* walk the streets from door to door to collect waste. Then, they re-sell these recyclables to 800 informal depots (*bãi*) distributed throughout the city, who then transfer and re-sell them to craft villages surrounding Hanoi. Although it is spontaneous, this activity is well-established, bringing benefits to many people and the city. About 90% of the collected waste, including paper, plastic, and metal, is recycled to create new products, 10% is waste after recycling. These *đồng nát*, depots and artisanal villages constitute a real recycling structure that the government has not yet recognized. This article describes and makes this system of waste collection and recycling and the network of *đồng nát* in Hanoi visible on different scales (district, quarter and neighbors). Using an interdisciplinary approach, we will show how these actors adapt to urban restructuring and integrate into the city. This work was carried out as part of the research project of the JEAI (Young Team Associated with the IRD, France) RECYCURBS Viet since the beginning of 2017. This project involved training 400 students in architecture, development, civil engineering and environmental engineering from different universities in Hanoi.

**Keywords:** Recycling, Waste Disposal, Hanoi, *đồng nát*, Informal Network

Avec ses 91.7 millions d'habitants en 2015, le Vietnam est classé en troisième place parmi les pays les plus peuplés en Asie du Sud-Est après l'Indonésie et les Philippines. Parmi les cinq premières économies de l'ASEAN (l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, la Thaïlande et le Vietnam), le Vietnam était en tête avec la croissance du PIB en 2016 s'élevant à 6,3%, ce qui représente 193.6 billions USD en 2015 (World Bank, 2015). Capitale du Vietnam, Hanoï est la deuxième plus grande ville du pays au niveau de la population. Après avoir été élargie en 2008, Hanoï a obtenu une superficie naturelle de 334 470,02 hectares, triplant sa taille ; la ville a donc atteint le top 17 des plus grandes capitales du monde. Actuellement, Hanoï a 30 subdivisions administratives

qui comprennent 12 arrondissements urbains, une cité municipale et 17 districts ruraux. Sa population est passée de 3,4 millions à 7,5 millions d'habitants à la fin 2015.

En 2016, le total des déchets solides dans les zones urbaines du Vietnam était environ 38 000 tonnes par jour. Environ 85% des déchets sont collectés dans les zones urbaines, ce taux est 60% pour les zones périurbaines et seulement 40% pour les zones rurales. La même année, Hanoï a rejeté 6,420 tonnes de déchets domestiques par jour dont environ 4 000 – 4 500 tonnes proviennent de la partie urbaine de la ville (MONRE, 2016). L'enterrement des ordures semble la mesure la moins coûteuse et la plus efficace à condition d'avoir suffisamment d'espace. La plupart des déchets municipaux ne sont pas triés mais sont transportés et enfouis directement dans les dépôts et les décharges.

L'activité de collecte des déchets recyclables à Hanoï occupe une population nombreuse appartenant aussi bien au secteur public municipal qu'au secteur privé informel. Plus de 10.000 *đồng nát* (collecteurs et fouilleurs ambulants) arpentent quotidiennement les rues de la capitale, pour acheter ou récupérer des déchets qu'ils revendent ensuite à des intermédiaires installés dans plusieurs centaines de « *bãi* » (dépôt de déchets recyclables) dispersés dans la capitale vietnamienne.

## 1. Les *đồng nát* au Vietnam: origine, évolution et activités

En vietnamien, le mot *đồng nát* signifie les débris de cuivre. Il s'agit d'un métier très ancien qui a apparu depuis plus de 100 ans, le métier de commerce des matières premières et des produits de bronze. Ce métier est originaire du village Nôm, commune Đại Đồng, district Văn Lâm, dans la province Hưng Yên (LE Minh Phung, 2012). Situé dans une région du nord du Delta qui se caractérise par des villages d'artisanat, très réputés par le métier traditionnel de la fonderie de bronze (village de Tòng Chương, un village célèbre de fonderie de bronze, village de ĐỀ CẦU, village de DÍ, villages de Đại Bái et de Ngu Xa; village de Lộng Thượng, village Hè, village Bùng), le village Nom a décidé de développer le *đồng nát* – commerce des matières premières, des objets domestiques et des sculptures-produits artisanaux des villages voisins.

À l'époque, entre les saisons agricoles, les paysans du village Nôm avaient l'habitude de chercher à gagner de l'argent en achetant des débris de cuivre et des ferrailles de la région, puis en les revendant aux villages de fonderie de bronze aux alentours.

Peu à peu, les habitants de ce village ont élargi leur commerce dans le pays (Hải Dương, Hải Phòng, Nam Định, Thanh Hóa, Nghệ An, la Citadelle de Thăng Long). À l'époque coloniale française, le commerce des déchets de cuivre des habitants du village Nôm s'est même développé jusqu'à Saigon. Dans toutes les villes citées ci-dessus, il y a une rue qui s'appelle *Hàng Đồng* (marchandise de bronze) où il y a des gens d'origine du village Nôm qui y font du commerce. Pendant les XVIIe et XVIIIe siècles et au début du XIXe siècle, les villageois de Nôm étaient les propriétaires du marché du Nord au Sud en termes de matières premières de bronze et d'objets domestiques en cuivre.

À travers des années, ce commerce spécialisé dans le bronze se développe vers d'autres matériaux recyclables. À l'heure actuelle, le *đồng nát* signifie plutôt le travail d'un commerçant de déchets recyclables, il consiste à aller chercher et acheter chez les gens des objets d'occasion ou bien des déchets recyclables, et ensuite les revendre. Partout dans la ville de Hanoi, il y a la présence des *đồng nát* ; la plupart des *đồng nát* sont des femmes, elles circulent dans tous les interstices de la ville (ruelles, allées, impasses), y compris les coins les plus difficiles à accéder, vont chez les gens et achètent leurs déchets recyclables. Elles ont chacune leur itinéraire bien précis, ce qui leur permet d'être connues et mises en confiance avec les habitants de leur quartier d'intervention.

À la différence des autres grandes villes du Sud, les *đồng nát* de Hanoi ne sont pas des habitants pauvres vivant dans les bidonvilles. Beaucoup des *đồng nát* sont des migrants saisonniers originaires de la même province côtière de Nam Dinh. Parmi eux, certains se sont sédentarisés dans la capitale : ils se sont installés à leur compte comme revendeurs de déchets. Malgré leur non-reconnaissance par le secteur public, ils collectent et recyclent plus de 20% des déchets produits par cette ville en pleine refonte métropolitaine. Il n'existe pas d'étude précise des *đồng nát* et de ce système informel de collecte de déchets. Les *đồng nát* ne sont pas abordés dans les rapports officiels sur l'environnement du gouvernement vietnamien.

## **2. Approche pour étudier les *đồng nát* à Hanoi**

Depuis 2017, l'Université d'Architecture de Hanoi (HAU), l'Institut de Recherche pour Développement (IRD) et Paris Région eXpertise (PRX, organisme de coopération entre le Comité populaire de Hanoi et la Région Île-de-France) ont mis en place un projet de recherche sur la gestion du recyclage (formel et informel) de déchets porté par la JEAI (Jeune Équipe Associée à l'IRD) RECYCURBS-VIET.

Ce projet de recherche vise à comprendre le fonctionnement du réseau des *đồng nát*, sa structuration, sa rationalité organisationnelle et sa durabilité dans un contexte de privatisation des espaces publics, de croissance et de diversification du volume des déchets liés à la croissance économique. Le projet tente également de comprendre quelles sont les dynamiques entre ce réseau informel et le réseau officiel de la municipalité (autorités publiques, entreprises publiques, services de l'environnement...). D'autre part, ce projet s'intéresse à la logique territoriale de ce réseau : l'implantation des dépôts de déchets (les *bãi*), et le circuit de ramassage des déchets recyclables. Le système de collecte des déchets et de leur recyclage est en effet analysé au regard de la métropolisation de la capitale (extension de la ville, tertiarisation du centre-ville et rapide croissance du prix du foncier), de l'accès des collecteurs au foncier urbain, des monopoles publics et privés, et des systèmes de concurrence entre les différents acteurs pour contrôler les filières d'accès à la manne des déchets.

Ce projet s'inscrit dans une **démarche pluridisciplinaire**, impliquant des chercheurs et professionnels de domaines très divers (ingénierie de l'environnement, ingénierie des déchets, architecture, sciences sociales, économie, droit, urbanisme, etc.).

En 2018, le projet a renforcé son volet recherche sur la pertinence économique, sociale et environnementale du réseau des *đồng nát* avec une grille d'analyse et une cartographie détaillée sur l'ensemble du territoire de Hanoï. Depuis sa création, la JEAI RECYCURBS Viet a mobilisé environ 400 étudiants de l'Université d'Architecture de Hanoï de tous niveaux (Licence, Master, Doctorat) et plusieurs étudiants français en Master pour participer à ce projet. Grâce aux enquêtes menées dans tous les quartiers et communes de la province de Hanoï, l'équipe du projet a recensé tous les dépôts de déchets recyclables dans Hanoï et a enquêté plusieurs dizaines de *đồng nát*. Des relevés de terrains sur le territoire de la collecte ainsi que sur l'implantation des zones de rassemblement des déchets recyclables ont été réalisés.

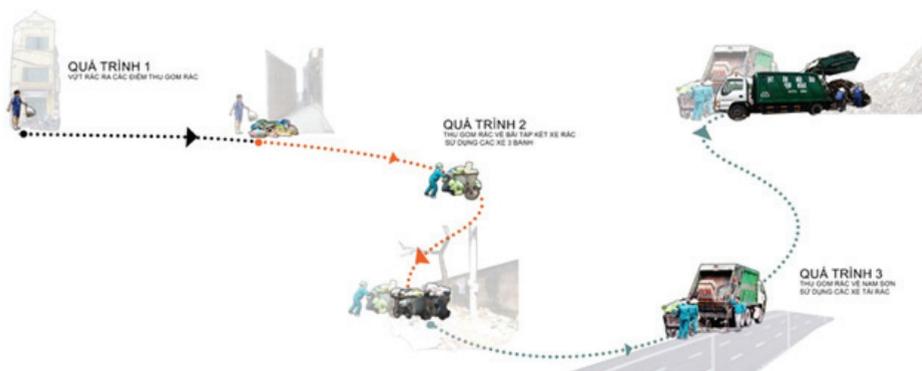
### 3. Premières connaissances du système de *đồng nát*

À Hanoï, dans les arrondissements urbains, les déchets domestiques sont ramassés par des éboueurs des entreprises parapubliques qui sillonnent la ville avec des charrettes dans lesquelles les habitants déposent leurs sacs d'ordures et sont aussi déposés aux points de dépôt de déchets qui se trouvent dans tous les quartiers d'habitat. Les habitants déposent leurs déchets librement dans la journée aux points de dépôt ou au moment que

les éboueurs passent. Ces deniers avertissent les habitants de leur passage en tapant sur leur charrette. L'heure de dépôt est organisée et concertée par les habitants locaux et les éboueurs du service de ramassage, souvent entre 15h-19h dans la journée.

Ensuite, les éboueurs passent ramasser les déchets et les amènent aux points de collecte centralisés qui sont à la distance maximale de 500m. Le ramassage est principalement manuel en utilisant les chariots de déchets.

Au point de collecte centralisé, les camions de la compagnie de ramassage passent une fois par jour, souvent le soir (entre 20h-22h) ou tôt le matin (entre 4h-7h) pour récupérer et transporter des déchets aux décharges.



**Figure 1.** Chemin de la collecte formelle des déchets : de la maison à la décharge



*Point de dépôt*

*Point de ramassage du hameau*

*Point de ramassage du quartier*

**Figure 2.** Les lieux de dépôt et de point de ramassage formels dans le quartier Trung Van, arrondissement Nam Tu Liem, Hanoi (KIEU Ba Quy, 2017)

## **Organisation sociale et spatiale du réseau des *đồng nát* – réseau de collecte informelle des déchets**

Constituée par plus de 10.000 *đồng nát*, la collecte informelle des déchets existe et fonctionne parallèlement avec le système de collecte et de traitement formel. Ce réseau récupère la plupart des déchets recyclables dans la ville tels que le papier, le plastique, le métal, etc. Cette chaîne de collecte consiste à : collecte par les *đồng nát*, revente aux points de dépôt, les *bãi*, transport et revente aux villages de métier de recyclage. Les matériaux (papier, métal, plastique) seront vendus aux villages de recyclage correspondants et seront par la suite recyclés et réutilisés pour la production.

Tous les jours, les *đồng nát* marchant dans les rues, cherchant à acheter des déchets recyclables et allant jusqu'à chez l'habitant. Ils réussissent à ramasser environ 20% du total des déchets recyclables de la capitale grâce à leur vaste réseau. Ensuite, ils revendent les déchets aux 803 dépôts informels (*bãi*) répartis dans toute la ville, les déchets sont par la suite transférés et revendus aux villages artisanaux autour de Hanoï (papiers, métaux, plastiques...). Ces *đồng nát*, ces *bãi* et ces villages artisanaux constituent **une véritable structure de recyclage** qui n'a jamais été reconnue par les autorités. Quoique spontanée, cette activité s'est développée, apportant beaucoup d'avantages aux habitants. Environ 90% de ces déchets recyclables, y compris le papier, les plastiques, les métaux, sont recyclés pour en créer de nouveaux produits.

## **Encadrement territorial des *bãi* – points de dépôt de déchets recyclables**

Les enquêtes réalisées depuis 2015 par l'équipe de la JEAI Recycurbs Viet sur les deux arrondissements urbains Đống Đa, Hà Đông et sur le district périurbain Gia Lâm, ont permis de déterminer un premier encadrement territorial des *bãi*.

Ces premiers résultats nous présentent aussi une structure et implantation spatiale des endroits de dépôt qui sont assez denses dans le centre-ville (à moyen moins de 500m de distance et parfois plus proche). Cette densité facilite le travail des *đồng nát* qui se déplacent souvent à pied ou en vélo, permettant ainsi à assumer la collecte de la plus grande partie des déchets à recycler d'un quartier.



**Figure 3.** Encadrement territorial de 66 dépôts dans l'arrondissement intra-muros Đông Đa

En étudiant la morphologie architecturale et urbaine des *bãi*, nous avons aussi identifié 4 types de dépôt de déchets recyclables : dépôt dans une nouvelle construction d'un nouveau quartier (type 1), dépôt dans un bâtiment solide (en béton et brique) du quartier (type 2), dépôt dans une construction précaire (type 3) et dépôt temporaire au bord d'une route (type 4).



*Dépôt type 1*



*Dépôt type 2*



*Dépôt type 3*



*Dépôt type 4*

**Figure 4.** Les différents types de dépôt de déchets recyclable à Hanoi

Malgré leur apparence précaire, les dépôts sont implantés partout dans la ville de Hanoï, dans l'aire urbaine ainsi que dans la zone rurale. Leurs formes font preuve de simplicité et de polyvalence, ce qui facilite leur intégration dans les territoires.

Par ailleurs, les *bãi* se développent avec la croissance urbaine et les opportunités foncières (parcelles vides ou maisons anciennes en attente de (re) construction, maisons neuves en attente d'être vendues, terrains vagues, chantiers...), témoignages de la période très dynamique en matière de construction de la ville.

La plupart de *bãi* sont créés au courant des 10 dernières années accompagnant une croissance économique très forte. Les *bãi* continuent à se créer au fur et à mesure de l'urbanisation de la ville où ils trouvent toujours des ressources, dues à l'augmentation des déchets liée à l'enrichissement de la classe moyenne dont les modes de consommation sont parmi les plus grands « producteurs de déchets ».

## Conclusion

En 2011, le gouvernement vietnamien a mis en oeuvre un projet de collecte des déchets à la source (3R-Réduire, réutiliser, recycler) d'une valeur de trois millions de dollars, financé par l'Agence japonaise du développement international (JICA). Cependant, malgré les efforts de l'État, le tri et le recyclage ne sont pas toujours mis en place à Hanoï. Entre-temps, l'économie des déchets recyclables a naturellement favorisé la bonne pratique du tri auprès des habitants et le recyclage par les *đồng nát*. Depuis longtemps, les habitants de Hanoi mettent à côté leurs déchets recyclables pour les revendre ensuite aux *đồng nát*. L'avantage est que les gens ne doivent pas les transporter jusqu'au point de dépôt ; de plus, ils en reçoivent des profits financiers. Cette économie circulaire apporte non seulement des bénéfices mais aussi de la satisfaction à l'ensemble des acteurs du système.

Ce système de collecte, de tri, de revente et de recyclage des déchets est **unique en son genre** car il s'appuie sur la flexibilité des calendriers des migrants, l'informalité de l'accès au foncier et les réseaux migratoires et artisanaux des acteurs. Une autre spécificité de ce système est sa participation au processus de transformation proto-industrielle villageois. En effet, il est intégré dans la chaîne de production des nombreux clusters de villages de métier du delta du fleuve Rouge qui recyclent des déchets de métaux, de papier et de plastique. Ce système de collecte a aussi une structuration bien

hiérarchisée s'appuyant sur la connaissance et la confiance des *đồng nát* qui sont souvent des villageois en provenance de la même province.

## RÉFÉRENCES

- Tran, Hoai Le, 2012. *Study on the Role of Plastic Waste Collecting and Recycling Establishment in Hanoi city. Proposal of a Relevant Management Model*. Engineering Master's Thesis, Hanoi: National University of Civil Engineering.
- Le, Minh Phung, 2012. Village Nom et la leçon de culture commerciale. *Revue du Communiste*. <http://www.tapchiconsan.org.vn/Home/Viet-nam-tren-duong-doi-moi/2008/1600/Lang-Nom-va-bai-hoc-ve-van-hoa-kinh-doanh.aspx> (consulté le 01 avril 2019).
- Nguyen, Minh Hien, 2015. *Amender le paysage - rénover la ville, le cas de la décharge Nam Son*. Projet de fin d'étude, Formation Architecture-Paysage (FAP), sous la direction de Nguyen Thai Huyen. Hanoi : Université d'Architecture de Hanoi
- Ministère des Ressources nationales et de l'Environnement 2015. *Rapport National d'environnement période 2011-2015 - Déchets solides*, Hanoi.
- Litou, M. 2016. *Collecte, recyclage et migrations dans la ville de Hà Nội : les recompositions territoriales et métropolitaines*. Mémoire de stage sous la direction de Sylvie Fanchette, Nguyen Thai Huyen et Emmanuel Cerise.
- Kieu, Ba Quy et al., 2017. *Organisation de l'espace des points de dépôt et de collecte de déchets dans le village de Phung Khoang, Trung Van, Nam Tu Liem, Hanoi*. Projet de recherche d'étudiant sous la direction de Nguyen Thai Huyen. Université d'Architecture de Hanoi.
- De Bercegol, R., Cave J., Nguyen T. H., 2017. *Waste Municipal Service and Informal Recycling Sector in Fast-Growing Asian Cities: Co-Existence, Opposition or Integration?* Resources 2017, <https://doi.org/10.3390/resources6040070>. Received: 24 October 2017 / Revised: 29 November 2017 / Accepted: 6 December 2017 / Published: 11 December 2017.
- Laffy Dominique, Nguyễn Thái Huyền, 2018. Geo-statistical Analysis of Qualitative Data: In Search of the Organizational Structures of the Socio-Spatial Practices of *đồng nát* in Hanoi. International conference "Actors, Waste, Informal Sector and Territorial Negotiation in Emergent Metropolis", l'IRD et Université d'Architecture de Hanoi. 24-27 sept 2018.
- Nguyen, Thái Huyền, 2018. "Blood is Much Thicker than Water", *Villager and Family Structuration of Waste Collectors from Nam Dinh to Hanoi*. International conference "Actors, Waste, Informal Sector and Territorial Negotiation in Emergent Metropolis", Hanoi. 24-27 sept 2018.
- Nguyen L., Marie Lan, Vuong, Chi Cong, 2018. *La gestion des déchets solides à Hanoi*, Les études de PRX-Vietnam.

---

# HOT SPOTS IN SOFIA'S URBAN STRUCTURE

*Miriana YORDANOVA, Peter PETROV*

---

## ABSTRACT

There are places in the urban structure of Sofia which have been periodically juggled like a hot potato among the planners over the past more than 7 decades. These are Largo, *Sveta Nedelya Square*, *Knyaz Alexander I Square*, *The Orlov Bridge*, *Main Station Square*, *Slaveikov Square* and *Graf Ignatiev Street*, as well as in the last few years in the places where very tall buildings can be built, i.e. in the residential complex “Mladost”, “Hladilnika”, “Lozenets” – “Krusta”.

Some of these sites received design solutions, some were implemented, some remained closed in the folders being contribution only to the discussions in a small professional circle or in a wider public debate; some of the realizations were already ready for new design considerations; some of them are going now.

Why are these central spaces so challenging and so difficult to solve?

Because they are crucial for the urban structure, solutions for them are sought fragmentarily, without competence and understanding of the town-planning logic of the living city and without a clear vision for the overall and related development of the urban structure of Sofia.

Solving of individual fragments of the urban structure, conducting formal contests for individual urban areas without a clear overall vision of the central city area and hence of the whole city, without full details of the archaeological cadastre and without the participation of leading international participants, the cosmetic reconstructions called “pavement painting” in order to absorb certain European funds, the unintended

investment pressure, which ignores the public interest are part of the reasons for the failure.

The results of the Secondary City Center competition for the Main Railway Station Square (a repetition of the 2009 name of the International competition for the site Kuro on the *Tsarigradsko Shosse* Boulevard and far away from that international competition with such great participants like Zaha Hadid, Norman Foster, Massimiliano Fuxas, Dominique Perrault) again shows, how little importance attaches to the connection with the historical center, which is also in the immediate relationship.

The thesis presented in the summary in June was confirmed by at least two events – the first one – the intention of the Sofia Municipality to ignore the competition again and not to announce a wide international competition for *St. Nedelya* Square (the Chamber of Architects in Bulgaria (CAB) declared itself against such a pre-announced compromise of important urban challenges and urged its members not to participate in the public procurement). Here we should open a new clause – under the pressure of the CAB, Sofia Municipality announced a new public procurement concept in two phases and with considerably more acceptable conditions that allow for wider participation. The second – the spectacular public scandal about the unsuccessful decisions and realizations of the public procurement for Zone 2 of the central city part of the capital on *Graf Ignatiev* Street and the adjacent areas worth 22 million BGN without VAT of the Architectural and Design Agency – ADA headed by Arch. Ivo Pantelev, appreciated by the college, and by the audience as “painting pavements” and it was ugly. (Here the clause would contain a lot of confirmation of the pernicious impression of the citizens’ facts and unsuccessful design decisions to date, as well as the growing public scandal about the reconstruction of *Alexander Nevski* Square, produced by the same team of authors).

The main axis of the historical center of the capital Sofia is built as the most expensive and representative axis of the city. It includes the nucleus where the city arises and in whose archaeological layers we find *Serdika / Sredets*. It also includes the Mineral Bath (now the Museum of Sofia), *Sveta Nedelya* Square, Largo, *Saborna* Street, *Alexander I Batemberg* Square, the City Garden, *Tsar Osvoboditel* Boulevard, the *Knyazhevska* Garden, the *Orlov* Bridge (Lion Bridge) – the entrance gate in the city from the east, *Borisov*

Garden. The hottest points in this axis are the *Sveta Nedelya* Square, Largo, *Alexander I Battemberg* Square, *Orlov* Bridge.

The Largo designed in the late 1940s and completed in the 1950s is the symbolic totalitarian city space creating some of the greatest challenges for the city. It wipes out some of the most beautiful buildings of Sofia in Secession style created in the previous decades of modern city construction (1890s–1930s).



**Figure 1.** Targovska Str. A view from Alexander I Square.

Photo: [www.stara-sofia.com](http://www.stara-sofia.com)

The repeated attempts to bring this space back to the city and its free and democratic spirit after 1989 have been more than unsuccessful. The construction of *Todor Alexandrov* Boulevard – a continuation of the totalitarian thinking for this space – brings the 8-lane busy city highway from the west into the heart of Ancient Serdika. It was drawn along the narrow street “Nishka” / “Naycho Tsanov”. The statue of Hagia Sophia (a non-symbol of the city, the symbol is God’s Wisdom or God Himself) clings ridiculously over the heavy traffic. Conservation of the fragments of Ancient Serdika is unacceptable in terms of preserving the original structures. Covering the “Largo” with transparent semi-rounds turns out to be a meaningless exercise that continues the sad vow of this space of emptiness and repulsive coldness (despite the greenhouse effect beneath them). These urbanization interventions “enlarged” the questionnaire – how to conduct the automobile

movement, which now passes through *Knyaz Alexander I Square* and *Tsar Osvoboditel Blvd.*



**Figure 2.** The 8-lane highway from the West, passing immediately in front of the 6-lane junction, darts in the heart of ancient Serdika and in the most attractive pedestrian zone of Sofia – “Alexander I Battemberg” square to the Borisova Garden.



**Figure 3.** The statue of Hagia Sophia (the symbol of Sofia is God’s Wisdom or God Himself) clings ridiculously over the heavy traffic.

Photo: [https://gradat.bg/urban/2009/07/29/762754\\_obiaven\\_e\\_planut\\_na\\_zapadnoto\\_napravlenie\\_v\\_sofia/&rubname=news/](https://gradat.bg/urban/2009/07/29/762754_obiaven_e_planut_na_zapadnoto_napravlenie_v_sofia/&rubname=news/)



**Figure 4** Covering the “Largo” with transparent semi-rounds turns out to be a meaningless exercise that continues the sad vow of this space of emptiness and repulsive coldness.

*Photo:* <http://www.kab-sofia.bg/component/content/category/46?layout=blog&start=1288>



**Figure 5.** The desire cupola space to be filled with life by organizing various events is doomed because of urban bankruptcy and remains deserted.

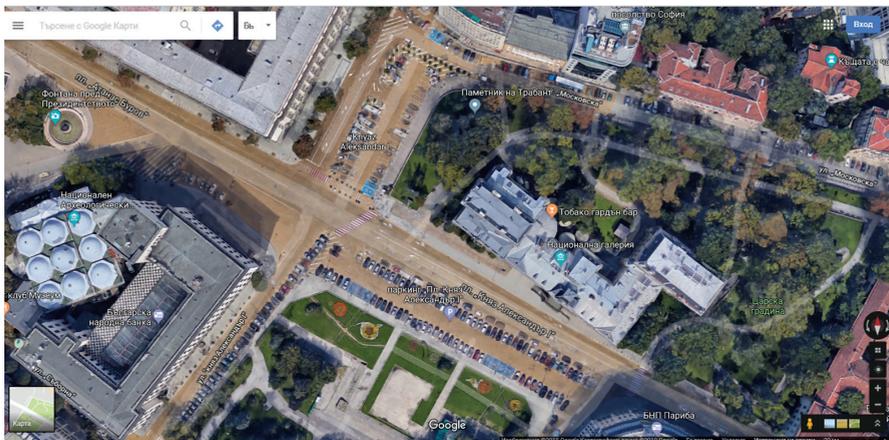
*Photo P. Petrov*



**Figure 6.** The area of “Largo” does not attract people, despite urban furnishings.

Photo: <https://fakti.bg/kultura-art/76188-ministar-at-na-kulturata-i-kmet-at-na-sofia-obsajdat-proekta-za-largoto>

**Alexander I Battemberg Square** turns from a totalitarian display of power until 1989 to an attracting residents and visitors a city space uniting several very important architectural and park sites but trapped in the grip of an urban parking lot and a busy city artery unable to reveal its potential.



**Figure 7.** The most representative boulevard of historical and cultural importance is turned into a busy artery, and Alexander I Battemberg Square has been made into a parking lot.

Source: [www.googlemaps.com](http://www.googlemaps.com)



**Figure 8.** BRONZE HOUSE, temporary art installation at Knyaz Alexander I Battenberg Square, author Plamen Deyanoff, curator Boris Kostadinov.

*Photo M. Yordanova*



**Figure 9.** Archival photo with the City Garden, the park in front of the palace and the street which surrounds it and connects the boulevard “Tsar Osvoboditel” to the West

The square is part of the so-called Zone 3 of the city center of Sofia from the Integrated Urban Development Plan of Sofia and includes the City Garden, *Knyaz Alexander I Battemberg* Square, part of *Tsar Osvoboditel* Blvd., the space around the Russian Church, as well as *Nikolay Gyaurov* Square. The Vision Competition was won by Nikonsult headed by Arch. Vladislav Nikolov. The proposed idea to re-establish the connection of the City Garden with the Palace / National Gallery through the passage of the automobile movement into a semi-dug tunnel is too controversial and did not receive public and professional support. This project was not included in the municipal redevelopment program.



**Figure 10.** The Zone 3 Project of Arch. Vladislav Nikolov offers traffic in front of the palace to pass a semi-underground level

If we go back to the plans of Sofia from 1887 and 1907, we will see how part of the City Garden is attached to the palace, ie. the street was in front of the building – a former Konak. With the reconstructions immediately after the Second World War and the construction of the Largo and the square for the Communist demonstrations in front of the mausoleum of the party leader, the palace became an annoying detail. In some of the urban development plans it is even envisaged to be demolished. Fortunately, this has not happened.

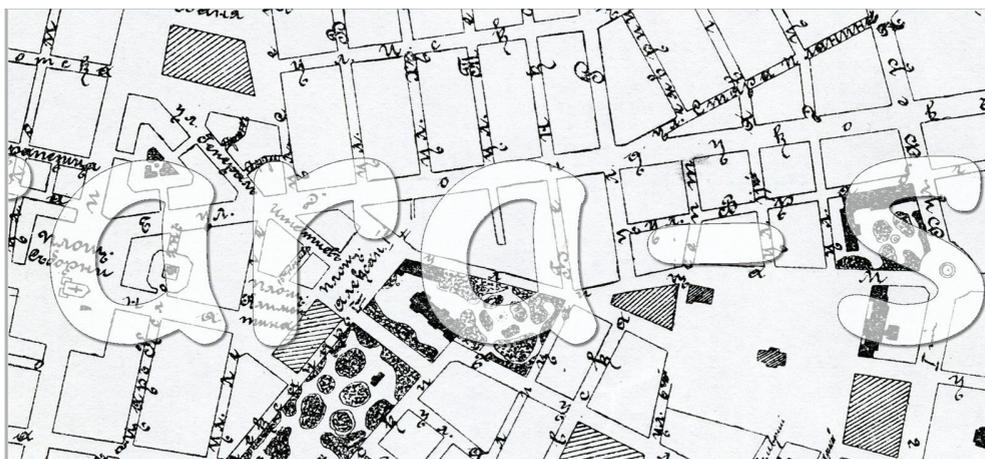


**Figure 11.** Sofia, center, 1878. The communication cuts the garden and a small part of it is given to the Prince's Palace. Judging by the old plans, the Konak was located on the Tsarigradska Street



**Figure 12.** The palace in 1885. A view from Alexander I Square to the west entrance.

Photo: <http://stara-sofia.com/dvorecetapi.html>

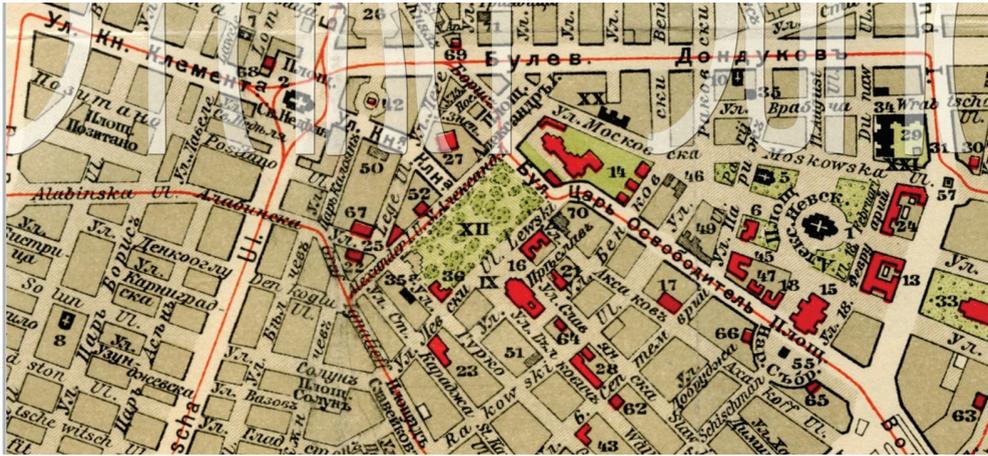


**Figure 13.** Sofia, central part, 1907. The first regulation plans gave the palace a part of the City Garden



**Figure 14.** The view of the Palace from the air. Northeast wing was erected between 1893–1895 by the architect Grunnanger

Source: <http://stara-sofia.com/dvorecetapi.html>



**Figure 15.** A plan of the Central City District, Sofia. 1920.  
The Tsar Osvoboditel Boulevard is connected to the Alexander I Square.  
A tram line is planned

**Tsar Osvoboditel Street** is the main pedestrian street of the capital city. It is also a major connection between the entrance of the town – *Orlov most* (Eagles’ Bridge), the palace and the Borisov Garden. Today, it is overwhelmed by heavy road traffic that compromises it as an urban value compromising its architectural, spatial and cultural potential.

The attempt to create “friendly” spaces with seating and beds adjacent to the university sidewalk is broken experience. This street adjacent to excessive traffic is uncomfortable and the air is heavily polluted. That’s what “chestnuts” have been saying for decades now. The city and the park-planners obviously cannot “hear” their voice and they designed benches there on which no one would sit again?

On this axis belongs the adjoining area on *Shipka Street* and *Oborishte Street* – the most expensive and prestigious area for living in the city with the highest prices of real estate and of course, the exclusive objects of culture, education and the state management.

The historical development of *Tsar Osvoboditel Blvd.* and the Largo, the subsequent reconstructions and their current spatial, communicative and aesthetic characteristics are related to the ideas for the development of the area of *Sveta Nedelya Cathedral*, the development of *Vitosha Blvd.* as a pedestrian zone and the square in front of the Central Railway Station. A public contract has already been announced for the concepts of the decision on the St. Sunday Square after a meaningless competition for the same place in 2013.

It is already the second main axis of the Sofia center – Central Railway Station, *Lavov* Bridge, *Maria Louisa* Boulevard, Vitosha South Park, Vitosha mountain. In this axis, especially the hot spots are the pre-war space and the Sveta Nedelya Square. Recently, the Secondary City Center Contest for the Prefab Space was completed. The results again show a lack of connection with the central part located in the immediate vicinity and how little importance is attached to the overall development and functioning of the central city district.

Winner Prize competition project offers absurd ideas for the development of Predgarovo space with a concert hall, events center and museum. The rationalization of the landmark areas of the city center knowledge of the “spirit of place” and its meanings and messages cannot be limited to demand sweeping supposedly “appropriate” “functional mix of animation space” and solely by pursuing the logic of overall urban development.

The square in front of the Central Railway Station is a square in front of the Central Railway Station. It is a communication site, the “gate” of the capital, a place dynamic and business. “I’m going to the station to a symphonic concert!” – How does it sound? Like this. As a hollow in content and quality idea of the first premium in this less successful architectural competition. Far more understanding of the city and the area is in the ADA project which offers the development of commercial and green spaces, modernizing this sign of the city with a high-quality modernization and high-tech refurbishment of the railway transport.

But let us look at the other aspect which is most important to us – what is the connection with Sveta Nedelya Square, the *Vitosha* Walking Street, the busy *Todor Alexandrov* Boulevard and the lovely, blanketed *Tsar Osvoboditel* Boulevard? No connection! These links are out of range! But the square in front of Central Station is 15 minutes walk from *Sveta Nedelya* Square!

The city is designed in such a way that the axis made up of the Central Railway Station with its foreground space, *Lavov most* (Lions’ Bridge), *Maria Luiza* Boulevard, *Sveta Nedelya* Square, *Vitosha* Street, South Park, Vitosha Mountain is one of its main spatial, meaningful, aesthetic and functional spines.

This axis needs to be further developed, mainly because it has enormous potential for the quality of the environment, the cultural value of the city and the quality of life of the people. It has enormous potential for the economic development of the city. The competition aims to revive new areas for investment, mainly after the railroad towards north-northeast. But this competition does not set goals for the overall future development of a central city area, the development of a system of pedestrian spaces.



**Figure 16.** Maria Louisa boulevard, part of one of the main spatial, conceptual, aesthetic and functional backbone of the urban structure of Sofia.



**Figure 17.** The pedestrian Vitosha Boulevard.

*Photo: Archiv*



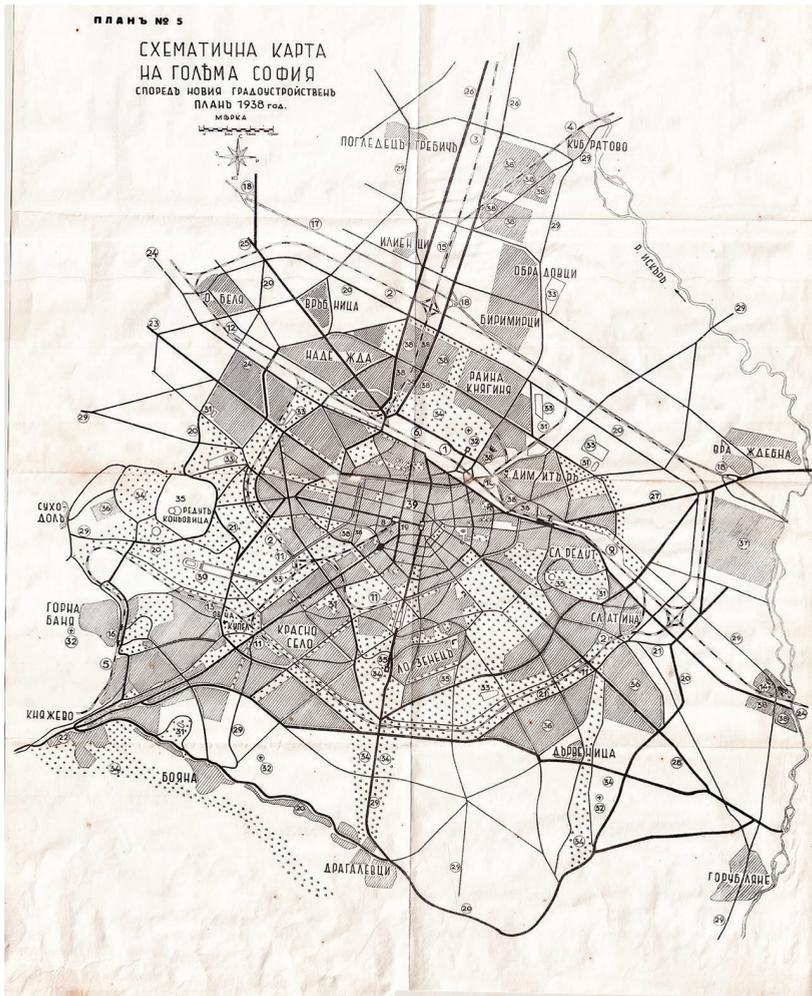
**Figure 18.** St. Nedelya Square, a view from the North. Archive picture

The two axes mentioned here have their common “point” and this is the *Sveta Nedelya* Square – “Largo”. Analysis should focus on this site and hence on the contact areas that are the cause and consequence of the spatial, communicative, and functional solution of this “point”. Future competitions should be based on the pedestrian network in the central city district, the historical logic of the development of the center and of the communication network.

The plan that is decisive for the development of Sofia is the plan of Arch. Musman (1938). The radial-circular system set out in the plan predetermines the unloading of the central city area in its circles. Some of them have well-formed profiles, others are not yet complete.

The proposal in the Musman Plan is very important for the role of today’s *Vasil Levski* Boulevard which crosses the *Tsar Osvoboditel* Boulevard and thus avoids the transit of the automobile flow into the nucleus. Another feature of the plan is the powerful construction of the *Vitosha* Boulevard – *Maria Louisa* boulevard as the main axis, ending to the north with the Central Railway Station.

The *Tsar Osvoboditel* Boulevard flows into the square area of today’s *Sveta Nedelya* Square through the *Prince Carl of Sweden* Boulevard (today’s *Dondukov* Boulevard). There is no direct radial connection to the *Knyaginya Klementina* Boulevard (today’s *Stamboliyski* Boulevard). The “Largo” breakthrough, which connects with *Stamboliyski* Boulevard and the later developed *Todor Alexandrov* Blvd, creates big problems today in the center of Sofia.



**Figure 19.** The Musman Plan, 1938. The Tsar Osvoboditel Boulevard flows into the square area of today’s “St. Nedelya” square through the today’s Dondukov Boulevard. There is no direct radial connection to the today’s Stamboliyski Boulevard.

Photo: [www.agk-sofia.bg](http://www.agk-sofia.bg)



**Figure 20.** Knyaginya Clementina Boulevard, today's Boulevard "Al. Stamboliiski", archive photo 1930.

Photo: [www.stara-sofia.com](http://www.stara-sofia.com)

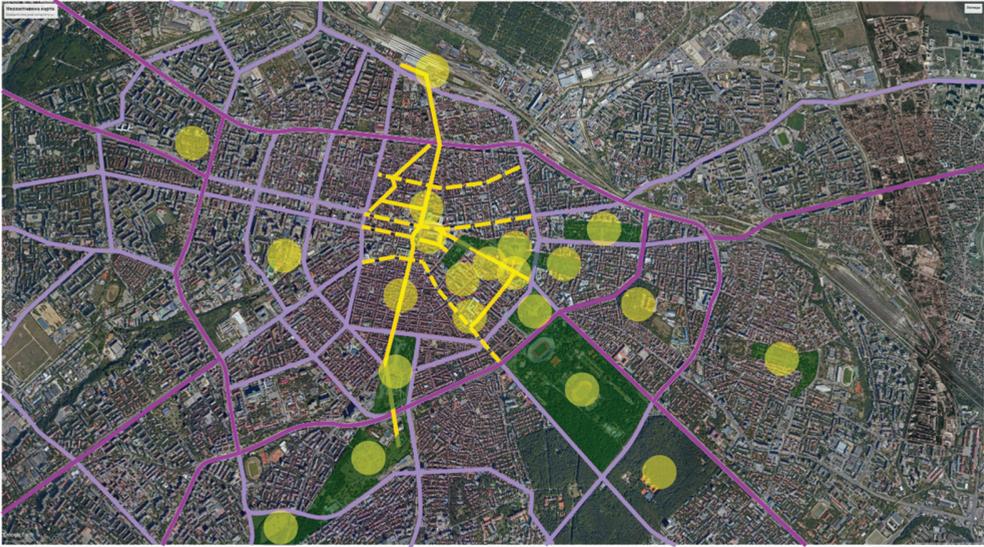
In returning to the historical logic of the development of the city center and the overall solution of communication, of the main urban system – pedestrian zones and car traffic – it is possible to find a solution to the accumulated errors. These mistakes have led to a complete blockade of the center, to the neglect of separate areas of the center with valuable historical architecture such as the *Maria Luisa Blvd.*

This “return” would be called a “pedestrian network” – a connected system of urban spaces provided to the pedestrians, the citizens of Sofia, the guests of Sofia. Such a system, such as many of the European cities that have the ability to connect and transfuse pedestrianized urban spaces, and the separation of pedestrian spaces from automobile streams. This would be the return of the city to such character spaces as *Kniaz Alexander I Battemberg Square* and the *Tsar Osvoboditel Boulevard*. The connection of these spaces with that of the newly created pedestrian zone on the *Vitosha Blvd.*, the continuation of the pedestrian zone along the *Maria Louisa Blvd* to the *Lavov Bridge*, as well as the part of *Alabin St* to *Graf Ignatiev St* as well as the *Stamboliyski Blvd* – from *Sveta Nedelya Boulevard* to the the *Christo Botev Boulevard* is a very logical pedestrian network.

Reverting the idea of the radial-circular communication system and the elimination of the central city radius cut-off with the transit road flow is

a categorical gesture. It would create a new economy and a new culture of urban spaces in the center. *Hristo Botev*, *General Skobelev*, *Vasil Levski* and *Slivnitsa* Boulevards outline the innermost ring.

The system of more significant pedestrian spaces includes the Boulevards of *Vitosha* and *Maria Louisa*, *Al. Stamboliiski* (in the area from the *Botev* Blvd to *Sveta Nedelya* Square), *Saborna* Street, "Largo", *Knyaz Alexander I* Square, *Tsar Osvoboditel* Blvd (to *Orlov* Bridge).



**Figure 21.** Proposal for pedestrian network for the central city part of Sofia.

*Graphics:* P. Petrov

The separation of the pedestrian zone with smart devices will allow for the passage of public transport and charging. The bicycle will become an increasingly important vehicle for pedestrian traffic. It will coexist peacefully with tables of cafes and restaurants in street space. Public spaces will become a place of comfort and pleasure, a pleasant place to live.



**Figure 22.** Maastricht. Separating the pedestrian area with smart devices that allow vehicles to pass through public transport and refuel.

*Photo: Photo P. Petrov*



**Figure 23.** Maastricht. The bicycle, an important means of walking in pedestrian zones – coexists calmly in the street-wide space with the cafes and restaurants.

*Photo: P. Petrov*

Oslo's experience in this direction is very telling. In the beginning of 2019 Oslo removed more than 700 parking spaces – replacing them with bicycle paths, landscaping, small parks and benches. This is another important step in the vision of the city center without cars. Parking places turn into cycling, transit is fast and easy and the streets are full of people.

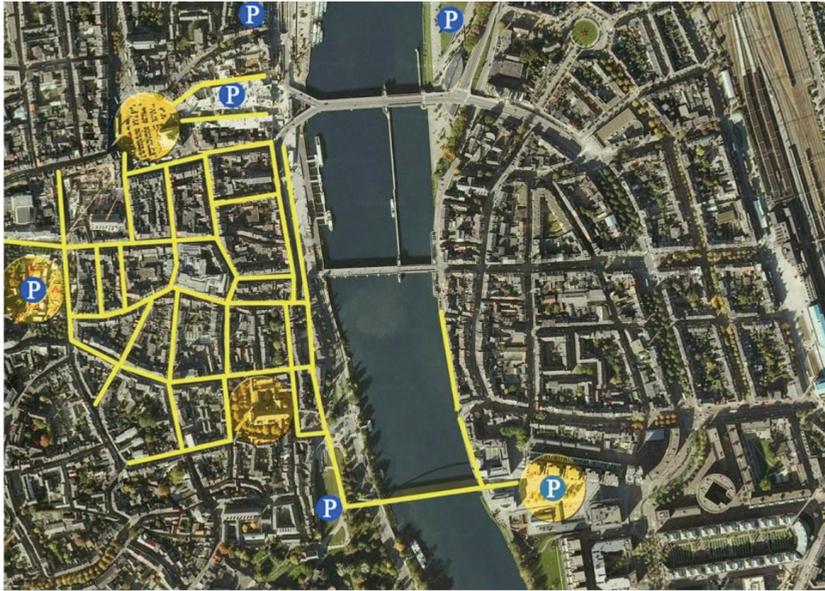
As a result, few people drive in the center. “Basically no cars,” says Axel Bentsen, CEO of Urban Sharing, the company that manages the sharing of bicycles. Changes lead to improved air quality and improved quality of life.

Oslo began the policy of turning some of the city's streets into pedestrian streets back in the 1970s, and was investing heavily in public transport in the 1980s. A more significant transformation was planned in 2015, but the business has opposed the full ban on cars, worried that it will lose customers, and supply problems will arise. Parking garages, parking for disabled drivers or EV charging were built around the periphery of the center. Some streets remain open for delivery trucks for several hours in the morning. Emergency vehicles have access. The transit flow is bypassed by a bizarre path. In the new zoning plan, the city gives pedestrians, cyclists and public transport a higher priority than private cars and plans a network of pedestrian areas that are completely free of cars. “*Cities like Oslo have been built for cars for several decades, and it's about time we change it,*” are the words of Hahne Markusen, the Deputy Mayor of Oslo<sup>108</sup>.

Indeed, such examples are. Access is one of the basic principles and a guarantee for the success of urban communication, according to Bannerman. Examples like Barcelona, Lyon and Maastricht outline major trends – reducing the number of private cars, creating much better opportunities for public transport access, providing underground parking, significantly reducing ground parking, stimulating access to bicycles, diversifying of the functions of urban centers with developed pedestrian spaces.

---

<sup>108</sup> “I am absolutely certain that in the future, the private car will take up much less space in the cities,” says Markusen. „I hope that other cities will be inspired by us to create their own car-free city center. I think this will become an increasingly important issue as we see more and more clearly that letting private cars take up so much of a very limited space within city centers is just not very efficient. At the same time, we are learning more about how pollution affects those of us who live in the cities, especially children. A couple of decades ago, it was perfectly normal to smoke cigarettes inside. Today, very few would do that. I think it's the same with cars in the city center: One day we will look back and ask ourselves why we ever thought that was a good idea.” (What happened when Oslo decided to make its downtown basically car-free? <https://www.fastcompany.com/90294948/what-happened-when-oslo-decided-to-make-its-downtown-basically-car-free>)



**Figure 24.** Pedestrian system in the central part of Maastricht

As a result of the Maastricht town planning renovation, in 2006 the city welcomed 18.6 million tourists, of which 10.1 million shopped or visited restaurants; 6.5 million tourists (stayed more than one day; 0.5 million participants in conferences and 1.4 million in different events. Accessibility policy is reflected in an increase in office sales from 78,000 m<sup>2</sup> in 2000 to 110,000 m<sup>2</sup> in 2010. The practice of European cities is extremely useful and the figures are more than eloquent

---

# CONTEMPORARY MULTILEVEL LIVING ROOM SPACE

*Kliment IVANOV*

---

## ABSTRACT

The living room space on several levels is a manifestation of design excellence within the constraints of a house. I have researched the multilevel living room space during the last decade throughout the world. My aim is to take a snapshot of the contemporary notion of this space and its role in the modern dwelling. I investigate the frequency of execution and the geographical distribution of the houses with such space in comparison with the ordinary ones. I consider these two aspects of importance because they indicate the popularity of and the demand for the multilevel living room space. I rely on two main sources of scientific information: professional periodicals (magazines) and professional publications (books) from the end of the last century till now. I also speculate about the selection of the examples for these publications. In addition, I propose an illustrated classification of the multilevel living room space according to the height of the space.

**Keywords:** *Multilevel space, Living room, Interior, House, Loft*

*“Place ... contributes to our identity, it is where  
we can dwell rather than merely reside.”*

(Buchanan, 2012)

This paper presents a research on the living room space on several levels during the last decade. Its aim is to take a snapshot of the contemporary no-

tion of multilevel living room space throughout the world and its role in the modern dwelling.

The paper is part of an on-going research on the topic which I have been carrying during the last several years. It is focused on the multilevel living room space in houses (single-family residential buildings) only. Initially I had the intention for a wider scope that encompasses this kind of space in all types of residential buildings. However, during the process I concluded that the problems were far too complex for a single study and that the apartment buildings (multi-family residential buildings) should remain a subject of a separate research.



**Image 1.** Marcio Kogan (Studio MK27) – Gama Issa House, 2001, São Paulo, Brazil © Arnaldo Pappalardo

*Source: www.yatzer.com*

## **Living Room**

The living room has always been a subject for research merely as one of the many rooms in the house. Nevertheless, it is the most significant place in the dwelling, “often thought of as the centre of the home” (Schittich, 2005, p. 15) and needs to receive more attention. The living room space provides the greatest opportunity for architectural expressiveness in the house and I believe it deserves a separate research.

## Multilevel Living Room Space



**Image 2.** Olson Kundig – Meg Home, 2016, Seattle, USA © Nic Lehoux  
*Source:* discoverbrombal.com

The living room space on several levels is the most impressive form of living room space. It is a manifestation of design excellence within the boundaries of a residential building. This spatial scheme has enormous potential for improvement of the quality of the dwelling experience.

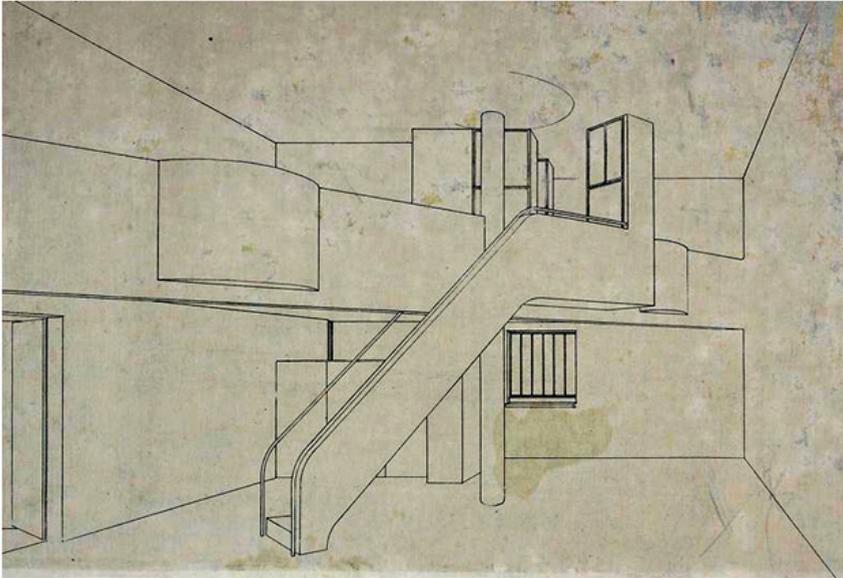
This type of living room space can be characterized in several expressions:

- Space on several levels
- Multilevel space
- Multistorey space

*Space on several levels* is an elaborate expression that is not suited well for frequent use. I attempted to coin a term to make it shorter and more convenient. Initially I chose the term *multistorey space*. But during my work I determined that it would be more precise to use the attribute *multilevel* instead of *multistorey*. *Multistorey* presupposes that there are at least two storeys in the space of the living room, and at least one of them has the full-height of a storey. In many of the cases in the living room space, there are one or several levels with intermediate heights, which do not correspond to the heights of

the storeys of the house. *Multilevel* provides better general description that encompasses all the cases and can be used as the main term.

## History



**Image 3.** Le Corbusier - Maisons pour Artisans, 1924,  
not located © Fondation Le Corbusier

Source: [www.fondationlecorbusier.fr](http://www.fondationlecorbusier.fr)

Multistorey living room space has existed since the beginning of Modernism. The grand master of contemporary architecture Le Corbusier was one of the first architects who experimented with it. He used it both into small houses for artisans and massive residences for upper class representatives. In the beginning, he dreamed of it as an instrument to design inexpensive dwellings for workers, which can be mass-produced by industrial means. Later, when he better understood its spatial qualities and design potential, he implemented it in the grand modern mansions for his richer.

At the same time in the former Soviet Union multilevel living room space was tested as a solution to the housing crisis after the Revolution. “In 1926, the Soviet architectural journal *Sovremennaiia Arkhitektura* (SA, “Contemporary Architecture”) announced a “Comradely Competition for

Communal Housing” and invited architects to design highly efficient and mass-buildable buildings to facilitate communal living.” (McKay & Perunkov, 2015). Again, it was used with the intention to save space in the design for communal dwellings for ordinary people.

Nowadays we understand much better both the potential and the shortcomings of this spatial scheme. It is a grand, luxurious, and opulent solution. In this capacity, it has to be used not when we try to save space, but when we have an ample amount of it. Le Corbusier imagined and designed houses with multilevel living room space for the poor people but ended up building such houses only for the rich ones. In my opinion, this is the main reason today we associate this type of space with only with houses of rich people. This inherited misguided association often predefines a negative choice of the client for this spatial scheme.

Multilevel living room space occurs in great variety of types that can be classified according to different criteria. Here, I present an illustration of the most important of these criteria – **according to the height of the space**. It includes three possible cases:

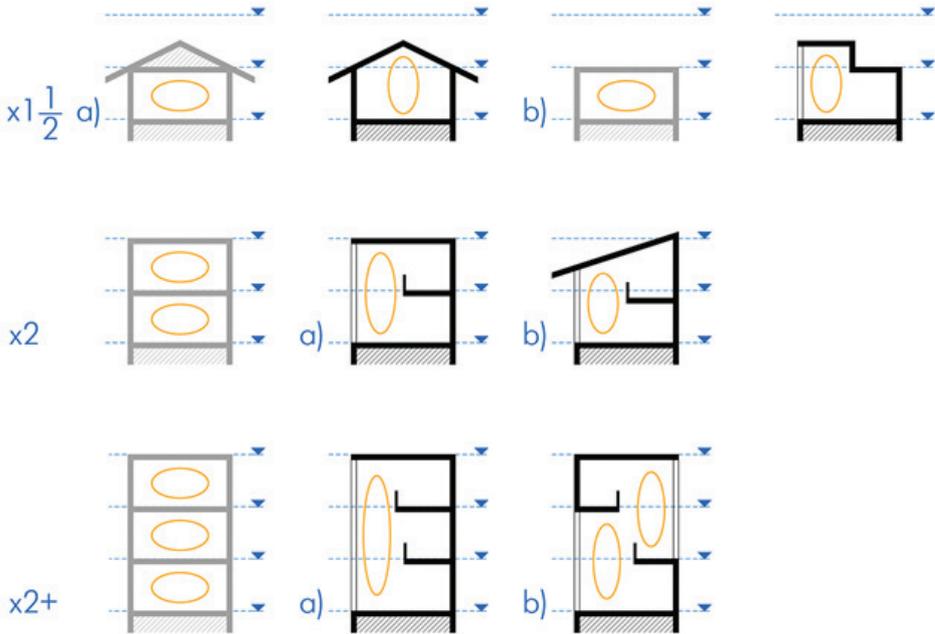
One and a half storey high –  $x1\frac{1}{2}$

Two storeys high –  $x2$

More than two storeys high –  $x2+$

In the first case (**One and a half storey high**), the height of the living room space does not reach the height of two storeys. It is typically formed by a utilized pitched roof space or a raised flat ceiling over (the main) part of the living room. There is no gallery and in most occasions, the house is a single-storey building. The case can be marked up for short as  **$x1\frac{1}{2}$** .

## Types according to the height of the space



**Image 4.** Multilevel living room space types according to the height of the space © Kliment Ivanov

In the second case (**Two storeys high**), the height of the living room space matches the full height of the two storeys. With a flat roof scenario, the two-storey-high area covers the entire living room. With a pitched roof scenario, the two-storey-high area is above the gallery and the height varies over the other parts of the room. Usually there is a gallery. It can be marked up for short as **x2**.

In the third case (**More than two storeys high**), the height of the living room space spans several storeys. There is a distinct area, called *void*, with the height of all the storeys (atrium type) or several areas with various heights (ladder type). There usually are several galleries or platforms. It can be marked up for short as **x2+**.

The above is just one of the classifications of multilevel living room space. A detailed study of all the classifications by different criteria is a subject of another paper that I am working on.

## Research

The paper presents a survey of houses which have a multilevel living room space throughout the world. Its aim is to examine two important aspects for these houses, in comparison with the other (ordinary) houses:

Frequency of execution – popularity;

Geographical distribution – according to countries and continents.

The survey does not claim to be a statistical investigation. It does not try to retrieve definitive statistical information. Its aim is to identify attitudes and tendencies among the general public, i.e. clients. It is an overview for architectural practitioners that will inform them about the popularity and distribution of multilevel living room space in the present housing market.

The scope of the survey comprises two main sources of scientific information:

- Professional press and periodicals – magazines;
- Professional publications – books.

All of them are dedicated to the theme of houses, and precisely – single family detached houses. They provide coverage of countries worldwide, with a focus on the developed countries in Europe, the Americas and Japan.

The period of the survey comprises the end of the 20<sup>th</sup> and the beginning of the 21<sup>st</sup> century. The magazines cover a period of exactly 10 years up to the present year. The period of the books is extended with 5 to 10 years back due to the delay, necessary for writing and publishing the books.

## Publications

The *Architectural Record* magazine is one of the most renowned professional architectural periodical in the world. It is a USA magazine and is closely related to the *American Institute of Architects (AIA)*. It is issued monthly and each issue is dedicated to a specific topic.

The magazine has an annual themed issue, *Record Houses*, dedicated to houses. It has world coverage but oddly – without Germany and the UK. About 30% of the houses are in the USA.

I have reviewed a period of exactly 10 years, from 2008 to 2019.

## Magazines



**Image 5.** Publications – Architectural Record Magazine © Kliment Ivanov

## Architectural Record Magazine

**Table 1.** Architectural Record Magazine – Houses throughout the world

issue	theme	houses	multilevel living room space	%	countries	countries
05/2018	Record Houses 2018	6	1	17%	5	Brazil, France, Japan, Mexico, USA
06/2017	Record Houses 2017	8	4	50%	6	Canada, Chile, France, Japan, Spain, USA
04/2016	Record Houses 2016	8	2	25%	5	Canada, France, Japan, Spain, USA
04/2015	Record Houses 2015	8	2	25%	4	Italy, Japan, Spain, USA
04/2014	Record Houses 2014	8	4	50%	4	Brazil, Holland, Spain, USA
04/2013	Record Houses 2013	7	2	29%	6	Argentina, Japan, Portugal, Spain, Switzerland, USA
04/2012	Record Houses 2012	9	4	44%	6	Belgium, Canada, Germany, Japan, Switzerland, USA
04/2011	Record Houses 2011	6	3	50%	4	Brazil, Japan, Portugal, USA
04/2010	Record Houses 2010: A world of the Unexpected	7	2	29%	4	China, Japan, the Netherlands, Switzerland, USA
04/2009	Record Houses 2009: Blurring the Boundaries	8	4	50%	5	Japan, Malaysia, Spain, the Netherlands, USA
	Average	75		37%		

**Table 2.** Architectural Record Magazine – Houses in USA

issue	theme	houses	multilevel living room space	%
05/2018	Record Houses 2018	2	1	50%
06/2017	Record Houses 2017	3	2	67%
04/2016	Record Houses 2016	4	1	25%
04/2015	Record Houses 2015	4	1	25%
04/2014	Record Houses 2014	4	4	100%
04/2013	Record Houses 2013	2	0	0%
04/2012	Record Houses 2012	4	3	75%
04/2011	Record Houses 2011	3	2	67%
04/2010	Record Houses 2010: A world of the Unexpected	3	1	33%
04/2009	Record Houses 2009: Blurring the Boundaries	4	2	50%
	Average			49%

**Table 3.** Häuser Magazine – Houses throughout the world

issue	theme	houses	multilevel living room space	%	countries	countries
05/2018	Mehr Wohnlichkeit	7	2	29%	5	Australia, Belgium, Germany, the Netherlands, Spain
06/2017	Helle Freude	7	3	43%	4	Canada, Germany, Spain, USA
/2016						
/2015						
/2014						
/2013						
01/2012	"What I'd do differently next time"	6	1	17%	3	Germany, Portugal, USA
03/2011	Exemplary Scandinavia	7	3	43%	7	Denmark, Finland, Germany, Norway, Sweden, Switzerland, USA
02/2010	The Best of Today's Houses	7	3	43%	6	Belgium, Chile, Germany, Mexico, the Netherlands, USA
02/2009	The Houses of the Year	7	2	29%	5	
05/2007	Living in the Landscape	7	3	43%	6	Canada, Costa Rica, Czech Republic, France, Germany, Uruguay
02/2006	Inexpensive Buildings	6	2	33%	4	Germany, Italy, Switzerland, USA
04/2005	New Dream Villas	7	2	29%	4	Canada, Germany, South Africa, Spain
	Average	61		34%		

**Table 4.** Häuser Magazine - Houses in Germany

issue	theme	houses	multilevel living room space	%
05/2018	Mehr Wohnlichkeit	1	0	0%
06/2017	Helle Freude	2	1	50%
/2016				
/2015				
/2014				
/2013				
01/2012	"What I'd do differently next time"	3	0	0%
03/2011	Exemplary Scandinavia	1	0	0%
02/2010	The Best of Today's Houses	2	1	50%
02/2009	The Houses of the Year	3	1	33%
05/2007	Living in the Landscape	2	1	50%
02/2006	Inexpensive Buildings	3	1	33%
04/2005	New Dream Villas	3	1	33%
	Average			28%

## Häuser Magazine

The *Häuser* magazine is a specialized professional periodical for “international architecture, design and lifestyle” (*Häuser*). It is a German magazine and is part of the *Schöner Wohnen* group. It is a bi-monthly magazine, dedicated exclusively to houses.

It has world coverage and about 30% of the houses are in Germany. Thus, it will compensate for the lack of German houses in the previous magazine.

I planned to review a period of exactly 10 years starting from 2018 but I was not able to secure issues from 2016 to 2013. That is why I extended the period with three years back till 2005, because I had a lot of issues from that period. I am convinced this subtle shift will not affect the result of the survey.

The books are selected from renowned professional publishers. All of them are on the theme of houses. They were printed from 2010 to 1999, spanning a period of 11 years.

## Books



**Image 6.** Publications – Books © Kliment Ivanov

In this paper, I review only houses that are designed by architects and possess sufficient architectural qualities to be published in a professional magazine or album. These “hi-end” houses bridge the boundary between architecture and art. Alas, there are many other examples, which do not belong to this category, as “over 80 per cent of all private houses in Germany are built without the participation of an architect. The figure is probably similar in most other European countries.”. (Schittich, 2005, p. 9). I am certain that in my country, Bulgaria, the percentage is also similar or even larger. Such buildings should not be regarded as architectural designs but as mere construction, utilitarian or survival projects.

## 1. Construction and Design Manual: Single-Family Houses

The book by Hans Hoffmann and Werner Huthmacher was published in 2010 by *DOM Publishers*. It is intended as a manual for design and construction, as its title states, under the motto “Freedom to stay”. It includes a dedicated selection of “villas and residences as prototypes of single-family houses” (Hoffmann & Huthmacher, 2010: 8), arranged according to the type of their construction.

**Table 5.** Construction and Design Manual: Single-Family Houses

houses	multilevel living room space	%	coun- tries	countries
21	11	52%	4	Germany, Ireland, United Kingdom, USA

### • Modern House Three

The book by Raul Barreneche was published in 2005 by *Phaidon Press*. It reflects and documents the contemporary notion of the Modern house. The houses featured in the book “deal with innovation in all its forms ... they integrate architecture and landscape, negotiate difficult urban sites, and explore with new materials and energy-saving technologies” (Barreneche, 2005: 7).

**Table 6.** Modern House Three

houses	multilevel living room space	%	coun- tries	countries
33	15	45%	16	Argentina, Australia, Austria, Canada, China, Denmark, Germany, Japan, Liechtenstein, Mexico, the Netherlands, Peru, Spain, United Kingdom, USA

### • Houses Casas Häuser

The book by Alejandro Bahamon was published in 2005 by *Köneman*. It “offers unique insights into more than 40 unusual and quite different examples of residential architecture from around the world” (Bahamon, 2005:

back). It is an extensive study on the theme of the dwelling, divided into four categories: houses, attics, apartments and lofts. For the purpose of this paper, I have taken into account the houses only.

**Table 7.** Houses Casas Häuser

houses	multilevel living room space	%	countries	countries
13	10	77%	7	Australia, Brazil, Colombia, Ecuador, Japan, Spain, Switzerland, USA

**• Single Family Houses (in DETAIL)**

The book edited by Christian Schittich was published in 2005 by *Edition DETAIL* and *Birkhäuser*. As an edition of *DETAIL* magazine, some of the projects had been published in the magazine before but they had been fully revised and expanded. The book is “organized according to construction materials [and] each house is presented in detail from the foundation to the roof” (Schittich, 2005: back). It is a valuable source of knowledge for the architects both on preliminary design and technical documentation.

**Table 8.** Single Family Houses (in DETAIL)

houses	multilevel living room space	%	countries	countries
22	6	27%	10	Australia, Austria, Canada, Denmark, Germany, Japan, the Netherlands, Portugal, Switzerland, USA

**• Modern House 2**

The book by Claire Melhuish was published in 2000 by *Phaidon Press*. It “comprises a survey of privately commissioned, architect-designed houses across the world, most of which have been featured in the pages of international magazines. Many of them have been designed ... by architects ... [with] transnational reputations” (Melhuish, 2000: 4). In my opinion, the book contains many of the houses that have become the architectural icons of our time.

**Table 9.** Modern House 2

houses	multilevel living room space	%	countries	countries
30	14	47%	17	Australia, Belgium, Brazil, Canada, Chile, France, Germany, India, Japan, Mexico, the Netherlands, New Zealand, Saudi Arabia, Singapore, Switzerland, United Kingdom, USA

### • Single-Family Housing: The Private Domain

The book by Jaime Salazar and Manuel Gausa was published in 1999 by *Birkhäuser* and *ACTAR*. It is an attempt to take “an alternative look at the issue of individual housing, understood as a privileged “laboratory” of new architectonic ideas and experiments” (Salazar & Gausa, 1999: 6). It contains an impressive amount of houses that are built and under construction, but also of unbuilt house prototypes and personal study projects.

**Table 10.** Single-Family Housing: The Private Domain

houses	multilevel living room space	%	countries	countries
64	23	36%	12	Australia, Austria, Belgium, Finland, France, Germany, Japan, the Netherlands, Spain, Switzerland, USA

## Outcome



**Image 7.** OHLAB - MM House, 2015, Palma, Spain © José Hevia  
 Source: [www.archdaily.com](http://www.archdaily.com)

When I started the research for this paper I had a preliminary idea about the dissemination of the multilevel living room space in the contemporary architectural practice based on my broad and long-time observation on the professional press and periodicals. My initial expectation was that about 30% of the houses today did have such a space. The results show that the percentage of houses with multilevel living room space is higher than my initial forecast.

### **Häuser Magazine**

Number of houses reviewed: 61

Percentage of houses with multilevel living room space: 34%

### **Architectural Record Magazine**

Number of houses reviewed: 75

Percentage of houses with multilevel living room space: 37%

According to *Häuser* magazine, representative for the whole world and in particular of Europe, the percentage of the houses with multilevel living room space is 34%. Only in Germany, it drops to 29%. According to *Architectural Record* magazine, representative for the world and in particular of North America, the percentage is higher and is 37%. In USA, it reaches up to 49%.

I admit that these results came as a surprise to me. I have always thought USA had less houses with multilevel living room space than Germany. Obviously, these overall impressions can be misguided. This adds one more reason for carrying out the research.

## **Books**

Number of houses reviewed: 183

Percentage of houses with multilevel living room space: 47%

According to the professional books, the percentage of houses with multilevel living room space is higher than according to the magazines – 47%. I recon one of the reasons is the more uniform world coverage in the books. With the magazines the attention is more focused on the country of origin of the publication (correspondingly on the continent) because they rely to a large extent on the local audience. The books, on the contrary, are published by international corporations, and they rely more on the international audience. Another reason is the difference in the process of selection of the examples for publication. The ones in the magazines are selected by much more people than these in the books. With the magazines, there is a large editorial body, while with the books there are only the authors – usually one, two or three people. Thus, the magazines present a more general view on the topic, whereas the books reflect the personal preferences of the authors, who are usually trained as architects and are naturally in favor of the high-quality architecture.

The paper is not intended to provide a statistical investigation of the subject. Its purpose is to present an assessment of the current situation and inform the general public and the architectural community. I expect that it will serve as a basis for continued scientific research of the multilevel living room space. I also hope that it will contribute to a more frequent future implementation of it in the design practice and the actual construction.

The living room space on several levels in the houses is the epitome of the “cool space” in our dwellings. It may sound like a slang expression and probably not very scientific, but it is true! Regardless whether we talk about

an imposing posh mansion or a humble two-bedroom house, this type of space is impressive and leaves long-lasting memories in those who visit it.

## Acknowledgements

- All citations are in the original spelling.
- All translations are the author's, unless otherwise stated.
- All images are processed via editing and post-production software by the author for the purpose of this paper.
- An early version of this paper in the form of a conference report, named "Contemporary Multistorey Living Room Space", was presented at the bi-lingual International Conference "Villes en Transformation: Défis, (Pre)visions, Perspectives / Changing Cities: Challenges, Predictions, Perspectives" at the New Bulgarian University (NBU), Sofia, Bulgaria, on 18-20<sup>th</sup> October 2018.
- Additional images of houses with multilevel living room space have been presented in the conference report:

Bates Masi + Architects – Underhill House, Matinecock, 2015, USA  
© Michael Moran / source: [www.archdaily.com](http://www.archdaily.com)

Studio Gang – Brick Weave House, 2009, Chicago, USA © Steve Hall  
/ source: [www.architecturalrecord.com](http://www.architecturalrecord.com)

Jakob + MacFarlane Architects – The Connected House, 2016,  
Boulogne-Billancourt, France © Roland Halbe / source: [www.jakob-macfarlane.com](http://www.jakob-macfarlane.com)

Scadaval & Solà-Morales – Sunflower House, 2014, Port de la Selva,  
Girona, Spain © SandraPereznieto / source: [www.ca-so.com](http://www.ca-so.com)

Andrés Stebelski Arquitecto – House with Four Courtyards, 2013,  
Mexico City, Mexico © Onnis Luque / source: [www.archdaily.com](http://www.archdaily.com)

Bohlin Cywinski Jackson – Lightbox, 2015, Point Roberts, United  
States © Nic Lehoux / source: [www.archdaily.com](http://www.archdaily.com)

REFERENCES:

- Bahamon, A. 2005. *Houses Casas Häuser*. Köneman.
- Barreneche, R. 2005. *Modern House Three*. Phaidon Press.
- Buchanan, P. 2012. The Big Rethink Part 7: Place and Aliveness – Pattern, play and the planet. *The Architectural Review* (1387).
- Häuser*. (n.d.). Retrieved 11 2018, from Huson International Media: <https://www.husonmedia.com/index.php/media-search/print-item/214-haeuser>
- Hoffmann, H., & Huthmacher, W. 2010. *Construction and Design Manual: Single-Family Houses*. Berlin: DOM Publishers.
- McKay, G., & Perunkov, V. (2015, 05 09). 1927: *The Competition*. Retrieved 11 2018, from misfits' architecture: <http://misfitsarchitecture.com/2015/05/09/1927-the-competition/>.
- Melhuish, C. 2000. *Modern House 2*. Phaidon Press.
- Salazar, J., & Gausa, M. 1999. *Single-Family Housing: The Private Domain*. Basel, Boston, Berlin, Barcelona: Birkhäuser & Actar.
- Schittich, C. (Ed.). 2005. *Single Family Houses (in DETAIL)*. Basel, Boston, Berlin: Edition DETAIL & Birkhäuser.

---

# ARCHITECTURAL AND SPATIAL ASPECTS OF DESIGNING RETIREMENT FACILITIES

*Teofana Georgieva HARALAMPIEVA*

---

## ABSTRACT

Baby boomers are the demographic cohort that has become today's quiet generation. There are no exact dates as to when birth cohorts begin and end. Typically, they have varied since the mid-1940s and ended from 1960 to 1964. Since the end of World War II, higher fertility rates have been observed, making the baby boom a relatively large demographic group. As a group, baby boomers were the richest, most active and physically healthy generation. They were among the first to grow and expect the world to improve over time. They are also the generation that has received the highest income levels; with which today they can afford an exceptionally high standard of living. Today more than 10,000 people are 65 years of age. This boom redraws the look of the living habitation environment, enhancing the requirements and criteria for its creation. By examining and analyzing different examples of nursing homes in Europe and America, there are several conclusions about the creation of housing environment for the baby boomers. Necessary guidelines for the design of nursing homes are: Optimization of privacy, creating "home" conditions, avoiding the regularity of the spaces in front of the rooms and turning the corridors into interior streets", explore concepts for a welcoming design; Approach to the individuality that design can offer, use of technologies and natural materials to improve quality of life, Urban and topographic planning features and capabilities; Sustainability.

**Keywords:** *Retirement Facilities, Baby Boom, Social Design, Interior Street Concept, Homelike Design*

## Introduction

The so-called “baby boomers” are the demographic cohort that has become today’s “Quiet generation”. There are no exact dates when birth cohorts begin and end. Typically, they have varied since the mid-1940s and ended from 1960 to 1964. Since the end of World War II, higher fertility rates were observed, making the baby boom a relatively large demographic group.

As a group, baby boomers were the richest, most active and physically healthy generation. They were among the first to grow and expect the world to improve over time. They are also the generation that has received the highest income levels; with which today they can afford an exceptionally high standard of living. Every day more than 10,000 people turn 65 years of age. This boom redraws the look of the living habitation environment, enhancing the requirements and criteria for its creation.

People have perceived negatively housing for elderly people for years. Today a fact is that many adults retire in luxury. World reality today is far from old nursing homes or old Victorian houses where people live to their last breath. Modern day care centers for the elderly meets all the requirements of the modern resort – full of swimming pools, fitness centers and bistros. And they are designed with ecological features to satisfy Baby Boomers’ natural consciousness. In several examples from Europe and America, different architectural and spatial aspects of modern homes for the elderly are shown.

## 1. Elderly Homes in Europe

### 1.1 Spacial aspect: Interior street



**Figure 1.** Facade, © Margherita Spiluttini

St. Nikolaus, Neumarkt | Austria Architects: kadawittfeldarchitektur Year: 2001  
Size: 500,000 sqft – 1,000,000 sqft

This project represents a home for elderly for 60 people. There are different levels of public and private space and this allows residents to engage with each other in different ways. The rooms are divided into three parts and the empty space between volumes turns from the usual access corridor into a kind of “Interior Street”.

Exactly this interior street is one the newly developed spatial designing method when it comes to planning an elderly facility.

The wooden shutters, which also cover the exterior façade, become a unifying element that turns the corridor into an interior façade where the entrances to the rooms are separated. Every two doors share a common “entrance niche” that is equipped with a bench and wooden parquet, creating a buffer between the public access zone and the private living quarters.



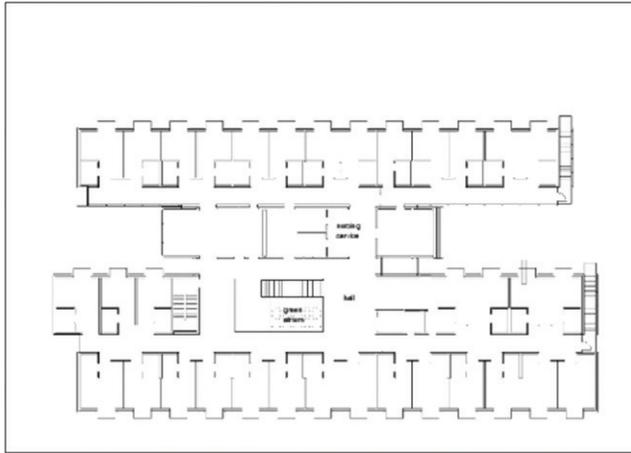
**Figure 2.** Interior street, © Margherita Spiluttini



**Figure 3.** Dining area, © Margherita Spiluttini



**Figure 4.** Floor plan © Kadawittfeldarchitektur



**Figure 5.** Floor plan © Kadawittfeldarchitektur

Compared to **a small town**, this elderly home provides its inhabitants with a lively atmosphere through its sequence of passages and spaces including a green atrium, a foyer, “inner streets”, a dining room, and a patio courtyard. The building is accessible from a central hall, which is a semi-market space connecting the two tracts of habitation. The structure of the building provides both good visibility and efficient approaches, ensuring that the service staff operates in optimal conditions and that residents are able to orient themselves in a multilayered space without having to give up the pleasant atmosphere. The combination of glass and wood, outside and inside, **public accessibility and personal intimacy** reflect the lives of its elderly citizens: the house becomes a protective shell that deliberately filters and enables the **public space to be integrated into the environment**.



**Figure 6.** Elevation, © Margherita Spiluttini

## 1.2 Special aspect: The Terrace as a living space

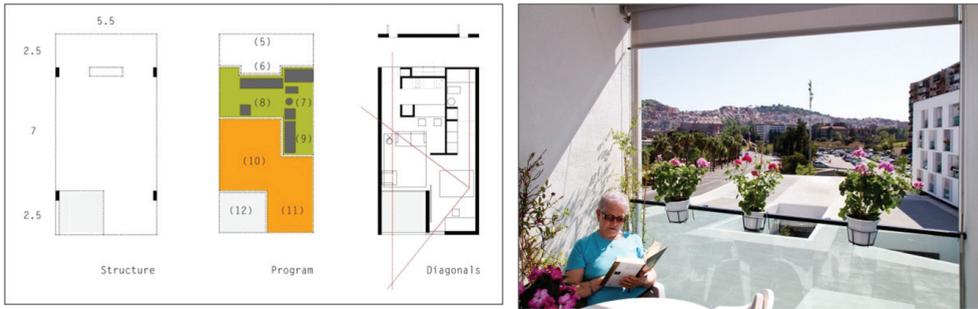
Architects: GRND82 Address: Carrer de Can Travi, Barcelona, Spain  
Size: 8925 m<sup>2</sup> Year: 2009



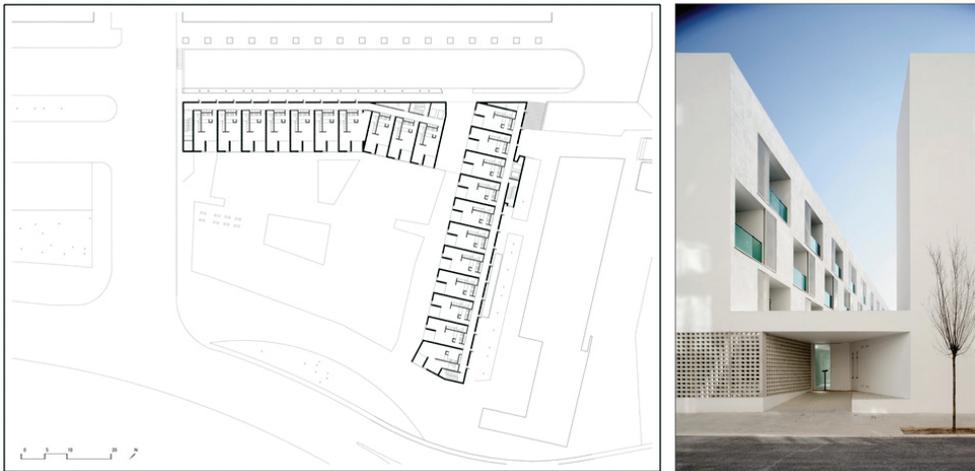
**Figure 7.** Multi-terrace elevation, © Adria Goula

The best part of this elderly home in Spain is the spectacular views of Barcelona and the ocean. **Orientation and topography determine the original design.** Southern living units are lying in L-shaped form. Using the advantages of the Mediterranean climate, each unit has a **large terrace that organizes and dominates in the space program.** This terrace is designed and understood to be an empty space, removed from the white mass of the building. Its size exceeds the size of the apartment inside and establishes a direct dialogue with the rest of the building as well as with the city. The openings for the terraces alternate through the floor, thus forming a **chess pattern** of white and black on the façade, which covers the building in distinctive texture.

These terraces represent the life that inhabits them. They expose the domestic activities of city users to the vertical plane. Each user creates their own space. The collection of actions and activities of residents remains integrated into the building's volume through the interior layout of the terrace. The architecture is full of everyday life, and the white colour combines its appearance and overall perception as one volume with many faces.



**Figure 8–9.** Floor plan and exterior view of the separate units,  
© GRND82, © Adria Goula



**Figure 10–11.** Floor plan and exterior view of the separate units  
© GRND82 © Adria Goula

### 1.3 The “home” approach to the design process

Architects: Óscar Miguel Ares Álvarez Address: Spain Size: 2000 m<sup>2</sup>  
Year: 2016



**Figure 12.** Exterior view, © Jesús J. Ruiz Alonso Pedro Iván Ramos Martín 3

This project for the elderly in Adeamayor de San Martín **cannot be understood without its context.** Situated on the edge of a Salgüeros de Adeamayor, the character of the terrain and the endless horizon of the Spanish esplanade – surrounded by small pine trees – dominates the landscape that determines the implementation of each structure. The project aims to provide elderly people with a favorable **living environment that encourages contact with nature and the sun and strengthens the close link between the building’s inhabitants;**



**Figure 13.** Floor plan, © Jesús J. Ruiz Alonso Pedro Iván Ramos Martín 3

The exterior is abstract and hard, as is the environment. A seemingly solid barrier and a shell are protecting the interior, which remains warm and complex. The external heavy but simple geometry contrasts with the inner complexity. Rooms are generated as small cells that collect organically around the yard, creating spaces of connection both to the inner courtyard and to the interior itself. The abstract corridor becomes a place rich in shades and spaces, as a small town where people can speak at the door of their rooms, escaping the classical configuration of such centers. Architects have created spaces to allow a close connection between residents. The building is more than one dwelling, the project aims to look as a **real home**, so the psychological factors must be essential to the project approach.



**Figure 14.** Exterior view, © Jesús J. Ruiz Alonso Pedro Iván Ramos Martín



**Figure 15.** Interior view, © Jesús J. Ruiz Alonso Pedro Iván Ramos Martín

## 2. Housing for elderly in the USA

### 2.1 Resort-like atmosphere

Annually, Senior Housing News, with its architectural and design awards, recognizes American projects and companies working to improve the lives of older people through innovative design.

Elderly housing “Carolina bay“

- Architects: LS3P и BCT Architects Address: Carolina Bay, North Carolina



**Figure 16.** Exterior view of Carolina bay, © Senior Housing News

Carolina Bay offers self-contained residential apartments and garden suites with over 24 acres. Its design is recalling a country club or resort with an architectural style known as the “Cape Fear Heritage”. The style, including walk-in verandas, is located in the centre of Wilmington. Carolina Bay Health Center offers the so-called “assisted life” type of service, qualified nursing staff and memory care.

- Elan Southpark Meadows
- Architects: Hensley Lamkin Rachel Inc
- Address: Texas, Seattle, Washington

The home for the elderly living in Texas is a classic representative of an American-style luxury complex equipped with swimming pools, cinema, coffee bar, spa-recreation areas and many other amenities. Future residents can choose their apartment, choosing between 14 different planning schemes according to their needs.



**Figure 17.** Exterior view of Carolina bay's inner yard © Senior Housing News



**Figure 18–19.** Interior 3D schemes, © Senior Housing News

By examining and analyzing different examples of nursing homes in Europe and America, there are several conclusions about the creation of the housing environment of inhabitation the so- baby boomers.

Necessary guidelines for the design of nursing homes are:

- Optimization of privacy and dignity new, less institutional facilities where residents have their own rooms, usually with a three-fixture bath sink, toilet, and shower.
- Create “home” conditions: smaller, more homelike environments  
Understanding that elderly people don’t want to be in an institution; they want a much more house-like setting. Here, skilled nursing care takes place in facilities that are essentially big houses of 8–10 bedrooms with common living rooms and dining rooms, staffed by 24-hour caregivers.
- Avoiding the regularity of the spaces in front of the rooms and turning the corridors into “interior streets”
- Explore concepts for a welcoming design
- Approach to the individuality that design can offer
- Use of technologies and natural materials to improve quality of life
- Urban and topographic planning features and capabilities
- Sustainability

REFERENCES:

[www.archdaily.com/463366/st-nikolaus-kadawittfeldarchitektur](http://www.archdaily.com/463366/st-nikolaus-kadawittfeldarchitektur)

[www.forrent.com/blog/apartment-hunting/senior-housing-design-award-winners/](http://www.forrent.com/blog/apartment-hunting/senior-housing-design-award-winners/)

[www.atlaspointliving.com](http://www.atlaspointliving.com)

[www.archdaily.com/786055/85-sheltered-housing-units-for-senior-and-public-facilities-grnd82](http://www.archdaily.com/786055/85-sheltered-housing-units-for-senior-and-public-facilities-grnd82)

<http://blog.buildllc.com/2010/03/elderly-housing-design-in-europe/>

---

AUTEURS | AUTHORS

---



## **Ahmed Ramzi SIAGH**

Siagh Ahmed Ramzi est titulaire d'un doctorat en sciences du management et un ingéniorat en statistiques ; il enseigne à la Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et Sciences de Gestion (Laboratoire de l'Économie des Organisations et l'Environnement Naturel - EcoNature) à l'Université Kasdi Merbah de Ouargla (Algérie) en tant que maître de conférences en statistiques et analyse de données. Vice-doyen de la Formation post-universitaire, de la Recherche Scientifique et des Relations Extérieures. Il développe de la recherche dans les domaines de l'économie et de la gestion, en particulier l'entrepreneuriat, ainsi que la croissance économique, le changement climatique, le tourisme, l'inclusion financière et la pauvreté.

[sicom.siagh@gmail.com](mailto:sicom.siagh@gmail.com)

## **Alain REDSLOB**

Docteur ès sciences économiques, agrégé d'économie politique et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris (Sciences Po), Alain Redslob est professeur émérite à l'université Panthéon-Assas (Paris 2). Auteur d'une soixantaine d'ouvrages en noms propre et collectif, il est Docteur honoris causa de plusieurs universités, titulaire de nombreuses décorations françaises et étrangères et préside l'Association Internationale des Économistes de Langue Française (AIELF).

[redslobalain@yahoo.fr](mailto:redslobalain@yahoo.fr)

## **Antony TODOROV**

Professeur de sciences politiques à la Nouvelle université bulgare, Docteur habilité. Spécialiste en élections, démocratie et parties politiques.

Professor of political science at the New Bulgarian University, Doctor habilis. Specialist in elections, democracy and political parties.

[antony.todorov@gmail.com](mailto:antony.todorov@gmail.com)

## **Charbel YOUSSEF**

Charbel Youssef est architecte et urbaniste. Il est doctorant en Aménagement de l'espace et Urbanisme, Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines-Lisieux / UT2J - France.

[charbel.youssef@univ-tlse2.fr](mailto:charbel.youssef@univ-tlse2.fr)

[char.youss@hotmail.com](mailto:char.youss@hotmail.com)

## **Dellyan ANGELOV**

Dellyan Angellov, PhD is a Senior Assistant Professor in "Paisii Hilendarski" Plovdiv University (Faculty of Economic and Social Studies). He teaches academic courses in Geoeconomics, Geodemography and Regional Policy. His special fields of scientific research focus on Urban Geography, Urban Economy, Urban Demography. His monograph "The Unknown City" focuses on the topic of modern and late-modern urbanization.

[delian.an@mail.bg](mailto:delian.an@mail.bg)

## **Dessislava BOSHNAKOVA**

Professor Dessislava Boshnakova, Ph.D., is part of the Department of Mass Communication at NBU since 1998. She teaches courses in the field of Public Relations, Special Events and New Media. Her latest book focuses on the application of crowdsourcing in communication, education and management. She is coauthor of the groundbreaking book which studies the connection between special events and new technologies (The 21st Century Meeting and Event Technologies, 2017) and author of books in the field of Public Relations. She is curator of TEDxNBU (2011-2016) and TEDxSofia (2017-2019). Her work in TEDx has given her experience as part of the crowd (TEDx crowd) and of using the crowd for her events.

[dboshnakova@roibg.com](mailto:dboshnakova@roibg.com)

## **Dimitar PEHLIVANOV**

Dimitar Pehlivanov a fait des études de Philologie française à l'Université de Sofia „St. Kliment Ohridski“, après il a obtenu un Master de Sciences européennes au Collège d'Europe à Bruges. Diplomate à l'Ambassade de Bulgarie à Prague (2000-2003). Actuellement, il est en train de préparer une thèse doctorale à la Nouvelle université bulgare sur la nouvelle dynamique de l'UE. Pendant la période 2011-2016 il était responsable de la coopération internationale à l'Association des municipalités bulgares.

Dimitar Pehlivanov graduated on French philology at the Sofia University “St. Kliment Ohridski”, later he obtained also a Master’s degree on European studies at the College of Europe. Diplomat in the Bulgarian embassy in Prague (2000–2003). Nowadays he is developing his PhD in the New Bulgarian University on the current dynamic of the EU. During the period 2011 - 2016 he was serving as desk officer on international cooperation in the Association of Bulgarian Municipalities.

[pechdimi@yahoo.com](mailto:pechdimi@yahoo.com)

## **Dora ALEXA-MORCOV**

Université de Bucarest, Faculté de sciences politiques. Urbaniste et doctorante en sciences politiques. Domaines de recherche : politiques urbaines, gouvernance, production sociale de la ville. En tant qu’urbaniste elle est chargée des nombreux projets de développement régional et urbain.

[dora.morcov@drd.unibuc.ro](mailto:dora.morcov@drd.unibuc.ro)

## **Fayçal MOKHTARI**

Professeur à l’Université de Mascara, Algérie. Il est directeur du laboratoire Management des collectivités locales et du développement local (MCLD). Il est responsable du Projet de recherche de formation universitaire (PRFU) et d’une formation doctorale en management publique. Membre évaluateur et encadreur de plusieurs thèses de doctorat en Algérie, il a participé et organisé d’importants colloques internationaux et nationaux. Il est directeur de la *Revue algérienne d’Économie et de Management*, membre des comités scientifiques de revues nationales et internationales, évaluateur d’articles de revues nationales et internationales. Il a des publications nationales et internationales dans des revues classées (A, B et C). Ses domaines de recherche sont l’économie institutionnelle, l’économie de développement, la théorie de la croissance et la formalisation économétrique.

[mokhtarifaycal@gmail.com](mailto:mokhtarifaycal@gmail.com)

## **Franck Dany DUBOIS**

Chercheur associé au Laboratoire en Sciences de l’Information et de la Communication CIMEOS (UBFC), Chargé d’accompagnement à la création d’entreprise et Chargé de mission Générateur BFC au Pôle d’Economie Solidaire 21, Chargé d’enseignement à l’Université de Bourgogne, France. Historien et urbaniste, cofondateur du Réseau de Recherche et d’Innovation sur la Transition Socio-Écologique basé à Dijon, œuvre en constante relations avec de nombreuses associations, collectivités et réseaux académiques.

Franck Dubois has a PhD in History, with a specialty in European environmental policies, Urbanism and Landscape management. In 2013 he was in charge from Regional Environmental Agency (ADEME) to build a socio-technical platform able to join together all regional actors and abroad, in the field of strategic research programs related to Sustainable development. Actually he is counselor in business development for Social and Solidarity Economy activities.

[franck.dubois@u-bourgogne.fr](mailto:franck.dubois@u-bourgogne.fr)

[f.dubois@pole-economie-solidaire21.org](mailto:f.dubois@pole-economie-solidaire21.org)

### **Georgeta GHEBREA**

Georgeta Ghebrea est docteure en sociologie et professeure à la Faculté de sciences politiques à Université de Bucarest, Roumanie. Domaines de recherche : l'Europe sociale, cohésion et développement régional. Publications choisies : De la pauvreté au bien-être et retour ? (2010). Changing Paradigms: The Welfare State and EU Cohesion Policy (2012).

[georgeta.ghebrea@fspub.unibuc.ro](mailto:georgeta.ghebrea@fspub.unibuc.ro)

### **Georgi GEORGIEV**

Prof. Arch. Georgi Georgiev leads the Department of Architecture at New Bulgarian University. He has years of experience in the area of Sustainable urban development, Housing policy and Energy efficient renovation of multi-story residential buildings. He has worked on national and international research and investment projects in the field of sustainable management, maintenance and renovation of housing. Prof. Georgi Georgiev is representing the Union of Architects in Bulgaria in a working group at the Architects' Council of Europe. He is also a Chartered Member of the Chartered Institute of Housing (UK) and member of European Network for Housing Research.

[gngeorgiev@nbu.bg](mailto:gngeorgiev@nbu.bg)

### **Gergana STEFANOVA**

Gergana Stefanova est professeur en architecture et design, maître-assistant au Département d'Architecture de la Nouvelle Université Bulgare à Sofia depuis 2006, titulaire d'un doctorat de la Nouvelle université bulgare (2014) avec une thèse portant sur la lumière naturelle et les espaces architecturales. Elle est architecte indépendante depuis 1989 et a travaillé comme journaliste dans plusieurs revues d'architecture et de design.

Auteur de plusieurs projets architecturaux : maisons individuelles, centres commerciaux, rénovation et ameublement d'appartements, villas et maisons en Bulgarie et à l'étranger.

[stefanova.gergana@gmail.com](mailto:stefanova.gergana@gmail.com)

## **Habib BEN BAYER**

Professeur à l'Université d'Oran 2, Algérie. Il est responsable du Projet de recherche de formation universitaire (PRFU) et responsable d'un doctorat à l'Université d'Oran 2. Professeur invité d'universités françaises, membre évaluateur de thèses de doctorat françaises et encadreur de plusieurs thèses de doctorat en Algérie. Il a participé à d'importants colloques internationaux et nationaux et a organisé aussi des colloques internationaux. Membre des comités scientifiques de revues nationales et internationales, évaluateur d'articles de revues nationales et projets de recherche. Ses domaines de recherche sont le commerce international, la finance internationale, la théorie de la croissance et la formalisation économétrique.

[Benbayer\\_habib@yahoo.fr](mailto:Benbayer_habib@yahoo.fr)

## **Hamza BENGRINA MOHAMED**

Titulaire d'un doctorat en économie, spécialité Économie de l'environnement de l'Académie économique de Russie « Plekhanov » – Moscou, il a été chargé de recherche à l'École Supérieure d'Écologie de Moscou et ex-Doyen de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques – Université Kasdi Merbah – Ouargla. Président de l'Association Environnement et Développement de la Wilaya de Ouargla. Membre du Comité du Bassin Hydraulique SAHARA. Actuellement professeur en économie et directeur de plusieurs comités de formation doctorale de la filière de Marketing à l'Université de Ouargla, Algérie.

Récents publications: Sport tourism in Algeria: Between Socio-economic Reality and Public Will In *Sport Tourism and Local Sustainable Development: Prospective of Globalization Effects – Actors Strategy and Responsibility*, Claude Sobry (ed). Paris, Editions L'Harmattan, 2016.

[hamazabmg@yahoo.fr](mailto:hamazabmg@yahoo.fr)

## **Ildiko OTOVA**

Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de la Nouvelle Université bulgare (NUB), lauréat de la bourse d'études « Mozer » pour son excellence dans l'étude de la science politique et pour courage civil. Elle travaille en tant que chercheuse pour divers projets nationaux et internationaux sur les questions

de la migration et des réfugiés, l'intégration européenne, les politiques urbaines et la citoyenneté. Ildiko Otova enseigne la politique européenne migratoire à l'Université de Sofia (Département d'études européennes). Elle a de nombreuses publications en anglais, français et bulgare.

[ildiko.otova@gmail.com](mailto:ildiko.otova@gmail.com)

## **Iliya GATSEV**

By education Iliya Gatsev is a teacher in Mathematics, Informatics and Information Technology (Bachelor's degree). He is also IT professional (Master of Science degree in Computer Science) with over 16 years of professional experience in the IT industry. He is also co-author of publications by the Union of Scientists in Bulgaria.

Par l'éducation Iliya Gatsev est professeur de mathématiques, informatique et technologies de l'information (Licence). Il est également professionnel de l'informatique (Master in Computer Science) avec plus de 16 ans d'expérience professionnelle dans l'industrie informatique. Il est également co-auteur de publications de l'Union des scientifiques de Bulgarie.

[gatsev.iliya@gmail.com](mailto:gatsev.iliya@gmail.com)

## **Iskra CHRISTOVA-BALKANSKA**

Iskra Christova-Balkanska is a Professor in the Economic Research Institute (ERI) of the Bulgarian Academy of Sciences. (ERI BAS). She received the academic rank of "Professor" in June 2012 at ERI-Bulgarian Academy of Science. She is a visiting professor at the University of Bordeaux IV (France) in 2002 and at the University of Lille 1 (France) in 2004. She has been elected as Project evaluator at the European Commission (EC) as part of the Nottingham Trent University (UK) and the University of National and World Economy in Sofia (UNWE).

Member of professional scientific organizations in Bulgaria and abroad. She participated in 12 international projects, also as Project Director. She is the author of more than 70 publications in various Bulgarian and foreign scientific journals on monetary and financial relations issues in the European Union (EU) and in the world, the EU's Industrial policy, the integration and convergence of the Bulgarian economy into the EU economic structures, the nature and the impact of the Foreign direct investment (FDI), the issue of transfer of funds from Bulgarian emigration work etc.

Iskra Christova-Balkanska est professeur d'économie internationale à l'Institut de recherches économiques de l'Académie bulgare des sciences (ERI BAS). Elle reçoit le grade académique de "Professeur" en juin 2012 de

ERI BAS. Professeur invité à l'Université de Bordeaux IV (France) en 2002 et à l'Université de Lille 1 (France) en 2004. Elle est élue comme évaluateur de projets auprès de la Commission européenne et dans le cadre des programmes de l'Université de Nottingham Trent (Royaume-Uni) et l'Université d'économie nationale et mondiale (UNWE).

Iskra Christova-Balkanska est membre d'organisations scientifiques professionnelles en Bulgarie et à l'étranger. Elle a participé dans 12 projets internationaux, aussi en tant que directeur de projets. Auteur de plus de 70 publications dans diverses revues scientifiques bulgares et étrangères sur les questions de relations monétaires et financières dans l'Union européenne (l'UE) et dans le monde, la politique industrielle de l'UE, l'intégration et la convergence de l'économie bulgare dans les structures économiques de l'UE, la nature et l'impact des investissements directs étrangers (IDEs) ou encore la question du transfert de fonds de l'émigration bulgare de travail.

[iskrachristova@abv.bg](mailto:iskrachristova@abv.bg)

## **Ivo Ivanov VELINOV**

Since 2011, Dr. Ivo Iv. Velinov has been working as an Assistant Professor in Semiotics and Cultural Transformation (Sociology, Anthropology, and Cultural Studies) at New Bulgarian University, Sofia, Bulgaria. He has a PhD in Contemporary Philosophy (Philosophy of Culture, Politics, Law, and Economics), Master in UNESCO World Heritage, and Bachelor in UNESCO Role in Bulgaria. His academic research is in Culture Theory-Semiotics and Interpretation of Cultural Heritages. His academic papers have been published in Bulgaria, Italy, Greece and Russia.

[velinov.ivo@gmail.com](mailto:velinov.ivo@gmail.com)

## **Juliana HADJITCHONEVA**

Dr Juliana Hadjitchoneva is Senior Assistant Professor at the Department of Administration and Management of New Bulgarian University. She has a PhD in Business Administration (Social Sciences) with a PhD thesis on Competitiveness and Enhancement of the Environment for Business Development. She has a master's degree in Management Sciences from University of Liège (Belgium), and in International Economic Relations from University of National and World Economy in Sofia (Bulgaria). Her main research interests and teaching practices are in the fields of international relations, competitiveness, management and business development, innovation and entrepreneurship, complemented with good governance and state modernisation, and others.

Dr Hadjitchoneva has almost 25 years of professional experience in private, public (central executive) and non-government sectors in the fields of management consulting, education and training, project management, policy-making and expertise for state modernisation and better business environment. Her consultancy and project management activities are primarily related with projects funded under European funds in the fields of education and long-life learning, vocational training, good governance and modernisation of public service delivery, quality management systems, democracy and civic participation. She has successfully developed and managed more than ten projects. She is a member of the Scientific Committee of Scientific and Empirical Researches project for competitiveness and innovation models in the agriculture sector funded under the Scientific Research Fund of Ministry of Education of Bulgaria. She is a member of the International Association of French speaking Economists (AIELF).

[jhadjitchoneva@nbu.bg](mailto:jhadjitchoneva@nbu.bg)

## **Kadri NABILA**

Kadri Nabila est doctorante en management de projets urbains durables à l'Université Constantine 03 Salah Boubnider, Faculté d'architecture et d'urbanisme, Département Management de projet, Laboratoire AVMF. Ses domaines de recherche sont : planification, programmation, infrastructures scolaires, maîtrise d'ouvrage, l'approche de compétence.

[kadrinabila30@gmail.com](mailto:kadrinabila30@gmail.com)

## **Khanh Toan VUONG**

Vuong Khanh Toan est actuellement professeur à la Faculté de gestion urbaine à l'Université d'Architecture de Hanoi (HAU) et chargé des cours de la filière License DEEA francophone. Enseignant à l'Institut de la Formation et de la Coopération Internationale à l'HAU. Membre du Comité scientifique du programme LMD (Licence, Master, Doctor) décentralisé à HAU. Enseignant à la Faculté de gestion urbaine à HAU. Architecte et urbaniste, Vuong Khanh Toan est titulaire d'un Master de l'Urbanisme durable et de Projet territorial à l'Institut d'Urbanisme et d'Aménagement Régional - France. Doctorant à la formation doctorale en co-tutelle « Architecture, Ville, Territoire et Paysage », il travaille sur des recherches des nouvelles zones urbaines sécurisées, des quartiers clôturés, des villes intelligentes dans le contexte des pays émergents et intermédiaires.

[toanvk@gmail.com](mailto:toanvk@gmail.com)

## **Kliment IVANOV**

Kliment Ivanov is a Bulgarian architect. He has a Master's degree in Architecture from the University of Architecture, Civil Engineering and Geodesy, and a PhD in Architecture and Urban Planning from the New Bulgarian University, Sofia, Bulgaria. He has his own architectural practice *Kliment Ivanov Architects*, which had won numerous national and international awards and competitions. He is also a full-time Assistant Professor at the New Bulgarian University.

[klivanov@nbu.bg](mailto:klivanov@nbu.bg)

## **Lakhdar ADOUKA**

Professeur à l'Université de Mascara, Algérie, directeur du Laboratoire de recherche d'écologie et de l'environnement, il était aussi président de comité scientifique du Département du commerce. Il est membre à l'Association internationale des économistes de langue française (AIELF) et à l'Association internationale des chercheurs francophones en microfinance (AICFM). Son domaine d'intérêt est réservé aux techniques quantitatives appliquées à la macroéconomie (croissance économique, croissance inclusive, chômage, inflation ...). Ses recherches portent sur les thèmes suivants : techniques quantitatives appliquées à la macroéconomie, croissance économique, croissance inclusive, inflation, chômage, taux de change, qui ont donné lieu à des publications. Il a participé à d'importants colloques nationaux et internationaux et a publié dans des revues de qualité classées (B et C). Membre des comités scientifiques de revues nationales et internationales et évaluateur d'articles.

[adoukal1966@gmail.com](mailto:adoukal1966@gmail.com)

## **Meriem CHABOU OTHMANI**

Architecte-urbaniste, professeure en urbanisme et enseignante-chercheure à l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger, Algérie.

[m.chabou@epau-alger.edu.dz](mailto:m.chabou@epau-alger.edu.dz)

## **Miriana YORDANOVA**

Miriana Yordanova is a PhD in Architecture at New Bulgarian University. She teaches spatial and urban planning. She has a valuable experience in urban planning and in the field of cultural heritage conservation.

[myordanova@nbu.bg](mailto:myordanova@nbu.bg)

## **Peter PETROV**

Peter Petrov is an architect, PhD student at New Bulgarian University, a specialist in urban planning and a lecturer. The topic of his PhD thesis is Reconstruction and Renewal of Buildings and Town Spaces (2019).

[petpetep@gmail.com](mailto:petpetep@gmail.com)

## **Radosveta KRASTANOVA**

Docteure en droit et science politique de l'Université de Bourgogne et de la Nouvelle université bulgare (NUB). Enseignante-chercheuse à la Filière francophone de Politique internationale à la Nouvelle université bulgare, Sofia. Chercheuse associée à l'Université de Bourgogne (Centre *Georges Chevier*). Coordinatrice du Réseau éducationnel PLACE FOR FUTURE ([www.placeforfuture.org](http://www.placeforfuture.org)). Membre du Comité d'orientation de l'Association pour Action européenne EuropaNova.

Radosveta Krastanova a publié des articles en bulgare, français et anglais relatifs aux nouveaux mouvements sociaux en Europe, l'Initiative citoyenne européenne, les acteurs de la société civile en Bulgarie, notamment les organisations et mobilisations écologistes, ainsi que des études sur l'écologisme, le développement soutenable, la qualité de vie dans les villes, l'esthétisation des espaces publics. Auteur de deux monographies – *The Green Movement and the Green Parties in Bulgaria : Between System Integration and System Change* (2012) et *Nouveaux mouvements sociaux et Nouvelle politique. Le mouvement vert en Bulgarie* (2016). Depuis 2017, elle dirige le Centre de Réussite Universitaire (CRU) et le Laboratoire d'Analyse et Politiques de l'Air (LAPA) à la Nouvelle université bulgare.

[radosvetakk@gmail.com](mailto:radosvetakk@gmail.com); [rkrestanova@nbu.bg](mailto:rkrestanova@nbu.bg)

## **Samah FLISSI**

Architecte -urbaniste, Master en urbanisme au laboratoire de recherche Ville, Urbanisme et Développement Durable (VUDD), Doctorante à l'Ecole Polytechnique d'Architecture et d'Urbanisme d'Alger, Algérie.

[s.flissi@epau-alger.edu.dz](mailto:s.flissi@epau-alger.edu.dz)

## **Souad SASSI BOUDEMAGH**

Sassi Boudemagh Souad est professeure à Université Constantine 03 Salah Bounider, Faculté d'architecture et d'urbanisme, directeur de recherche scientifique et universitaire dans les domaines de l'architecture, de l'urbanisme et du management de projets. Directrice de deux revues : AJER et AJHSS.

Ancienne vice-doyenne, chargée de la pédagogie de 2012 à 2014, ancienne vice-recteur de l'enseignement supérieur, études de troisième cycle. Habilitation universitaire et recherche scientifique de 2014 à 2018.

[souad.boudmagh@gmail.com](mailto:souad.boudmagh@gmail.com)

## **Svetoslava Dimitrova ANDREYCHIN**

Svetoslava Andreychin is an architect working in the sphere of Industrial Buildings Design since her graduation in 2000. She has designed a number of significant projects for factories and storage buildings in different parts of Bulgaria, such as BILLA Main Storage Building in the town of Elin Pelin near Sofia (2009), Sopharma Trading Automated Storage Building near Varna (2013-2014) and Lufthansa Technik Sofia Facility Hangars and Ancillary Buildings (2011-2018). In November 2018 Svetoslava Andreychin has won the prize "Building of the Year 2018 Bulgaria" with the design of 'Hangar 1 for Servicing and Repair of Aircrafts' on the territory of Sofia Airport.

Since 2017 she is a full-time Assistant-Professor at the Department of Architecture at New Bulgarian University and since 2019 - a PhD in Architecture and Urban Planning et the New Bulgarian University, Sofia.

[sandreychin@nbu.bg](mailto:sandreychin@nbu.bg)

## **Teofana Georgieva HARALAMPIEVA**

Teofana Georgieva Haralampieva is an architect and PhD student at New Bulgarian University. She completed a part of her Master degree in Nottingham Trent University, United Kingdom. She is also tutor at the university, teaching CGI in architecture and photorealism. She has specialised in interior design and digital technologies in architecture. Author of many award-winning projects, German based BIM models, high-end visualizations and design for clients in Europe and the USA.

[haralampieva.teofana@gmail.com](mailto:haralampieva.teofana@gmail.com)

## **Thai Huyen NGUYEN**

Université d'Architecture de Hanoi, Vietnam.

NGUYEN Thai Huyen est architecte-urbaniste, enseignante-chercheure et vice-directrice de l'Institut de formation et de coopération internationale, Université d'Architecture de Hanoi, Vietnam. Docteure en aménagement de l'espace et de l'urbanisme à l'université Bordeaux Montaigne, elle commence sa carrière universitaire comme enseignante-chercheure à l'Université d'Architecture de Hanoi en 2011.

Coordnatrice scientifique et co-fondatrice de la formation francophone Architecture-Paysage depuis 2008, de la filière doctorale en co-tutelle “Architecture, Ville, Territoire et Paysage” depuis 2015, elle dirige actuellement la filière Licence-Master-Doctorat francophone en architecture au sein de l’Université d’Architecture de Hanoi.

Elle a monté un projet de recherche soutenue par l’IRD en collaborant avec Sylvie Fanchette, directrice de recherche à l’IRD, géographe spécialiste des dynamiques de peuplement en Asie au sein du Centre d’études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (CESSMA). En mai 2018, elle a été choisie pour présenter comme IRD Talent. Membre de la CRE de l’AUF Asie Pacifique, membre du Comité de Pilotage Stratégique et Scientifique de l’IRD au Vietnam.

Engagée depuis plus de 15 ans dans la promotion des coopérations francophones dans l’enseignement en architecture, paysage et en urbanisme, elle s’est vue décernée en mars 2017 le Prix d’honneur du Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones au Vietnam (GADIF).

[huyen.nt@hau.edu.vn](mailto:huyen.nt@hau.edu.vn)

**C** Ce volume, à la croisée des thématiques, des disciplines et des approches méthodologiques, interroge de façon conjointe l'hyper-complexité des transformations de nos villes contemporaines, les modes de les concevoir, de les construire, de les vivre et de les habiter. L'analyse des enjeux relatifs à la planification, l'aménagement et la gouvernance des villes s'accompagne de la définition d'hypothèses et scénarios de développement urbain via des études théoriques, modèles, projets et bonnes pratiques.

Le volume s'inscrit dans le prolongement des manifestations scientifiques organisées par le Centre de réussite universitaire de la Nouvelle université bulgare, en collaboration avec AUF - Europe centrale et orientale et l'Institut français en Bulgarie. Il réunit les contributions de 33 auteurs - chercheurs, jeunes chercheurs et praticiens, présentées pendant les sessions du premier Colloque international Villes en transformation : défis, (pré)visions, perspectives, qui s'est tenu à la Nouvelle université bulgare de Sofia du 18 au 20 octobre 2018.

**T** This volume, at the crossroads of themes, disciplines and methodological approaches, jointly questions the hyper-complexity of the transformations of our contemporary cities, the modes of designing, building, living and inhabiting them. The analysis of issues relating to planning, development and governance of cities is accompanied by the definition of hypotheses and scenarios of urban development via theoretical studies, models, projects and good practices.

The volume is a continuation of the scientific events organised by the Academic Excellence Center of the New Bulgarian University in collaboration with AUF - Central and Eastern Europe and the French Institute in Bulgaria. It brings together the contributions of 33 authors - researchers, young researchers and practitioners, discussed during the sessions of the First International Conference Changing Cities: Challenges, (Pre)Visions, Perspectives, held at the New Bulgarian University in Sofia on October 18-20, 2018.

